REVUE

DES

DEUX MONDES

XLIVe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE


IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLIVe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME PREMIER

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE BONAPARTE, 17

—

1874

MA SŒUR JEANNE

PREMIÈRE PARTIE.

I.

Je suis un roturier. Mon père, Jean Bielsa, originaire du village de ce nom, Espagnol de race par conséquent, était pourtant naturalisé Français et domicilié à Pau, d'où il s'absentait sans cesse pour ses affaires. J'y restais avec ma mère et ma sœur Jeanne.

Mes souvenirs d'enfance sont très vagues et comme interrompus. Nous étions pauvres, ma mère était souvent triste, on parlait peu autour de nous.

Ma mère était couturière pour le petit monde. Moi, Laurent Bielsa, je courais les rues, faisant les petits métiers qui se présentaient, ouvrant au besoin les portières des voitures, ramassant même les bouts de cigares pour les revendre à des industriels non patentés qui en faisaient d'excellentes cigarettes.

Ceci est du plus loin que je me souvienne. Je n'étais pas habile dans l'art de gagner ma vie, bien que je fusse assez actif et entreprenant, mais j'étais désintéressé et comme insouciant du profit. On était séduit par ma jolie figure, et puis on remarquait vite que c'était une bonne figure, et les gens économes abusaient de la découverte pour me payer aussi peu que possible. Voilà du moins ce que disait mon père quand par hasard il avait le temps de m'observer et de s'occuper de moi.

Insensiblement notre position changea; nous fûmes mieux logés, mieux nourris, et un beau jour on m'envoya à l'école : puis, quand j'eus dix ans, on me mit au collége, et, trois ou quatre ans plus tard, nous menions le train de petits bourgeois aisés, habitués à

l'économie, ayant des habitudes modestes, mais ne manquant de rien et ne subissant aucune dépendance pénible.

Un jour, mon père nous dit, — c'était au moment des vacances : — Enfans, apprêtez-vous à faire un beau voyage. Vous avez bien travaillé, on est content de vous (ma sœur était en pension chez des religieuses), vous méritez une récompense. Je vous emmène avec votre mère dans la montagne. Il est temps que vous connaissiez ce beau pays qui est le vôtre, car ma famille y a vécu de père en fils, et que vous n'avez encore vu que de loin. Il est temps aussi que vous connaissiez vos propriétés, car, Dieu merci, nous ne sommes plus des malheureux, et votre père, qui n'est pas un endormi, a su vous gagner quelque chose. — C'est la première fois qu'il parlait ainsi, et je fus étonné de voir le visage de ma mère rester triste et froid, comme si elle eût trouvé à blâmer dans la joie de mon père. Ils s'aimaient pourtant beaucoup et ne se querellaient jamais.

C'était en 1835; j'avais alors treize ans, je commençais à réfléchir; je commençai à observer. Voici ce que, en écoutant et en commentant sans questionner et sans avoir l'air curieux, je découvris peu à peu à partir de ce moment-là.

Ma mère, qui avait été élevée dans une famille riche, était très supérieure comme éducation à ce beau montagnard qu'elle avait épousé par amour. Ils s'entendaient en toute chose, hormis une seule, la principale, hélas! sa vie d'absences continuelles.

Pourquoi ces absences? Il n'avait aucun vice. Il respectait et chérissait sa femme, cela était évident. Il y avait donc dans la nature de ses occupations et dans la rapidité de notre petite fortune un point mystérieux dont il n'avait jamais été question devant nous et que personne autour de nous ne savait. Mon père s'occupait de colportage, d'échanges de denrées, de commerce en un mot, voilà ce que l'on nous disait et ce que personne autour de nous ne contestait. Quand on lui remontrait qu'il était toujours en voyage et ne jouissait guère du bonheur de vivre en famille, il répondait : — C'est mon devoir de faire ce sacrifice. Je me suis marié jeune et absolument pauvre. J'étais simple gardeur de moutons. Ma femme avait un petit capital que j'ai risqué dans les affaires pour le doubler et que j'espère quadrupler avec le temps et le courage. Quand j'en serai venu à bout, je ne quitterai plus mon nid, j'aurai mérité d'être heureux.

Il passait pour le meilleur et le plus honnête homme du monde, et à son point de vue il était certainement l'un et l'autre, mais il était trop fin et trop prudent pour n'avoir pas quelque chose à cacher. A peine fûmes-nous en route pour ce beau voyage à la montagne que je m'en aperçus. Il avait une foule de connaissances qui n'avaient jamais paru chez nous. Il les abordait d'un air ouvert et s'éloignait

aussitôt pour leur parler bas et avec des précautions extrêmes. Ma mère le suivait des yeux d'un air inquiet, comme si elle eût craint qu'il ne nous quittât, et quand il revenait à nous, elle le regardait avec un mélange singulier de reconnaissance et de reproche. Il lui prenait la main ou lui disait quelque bonne parole. Elle se résignait, et rien ne trahissait ouvertement l'espèce de lutte établie entre eux.

Le long de la route, il me questionna sur mes études. Je vis bien à ce moment-là qu'il savait à peine lire et écrire et qu'il avait fort peu de notions d'histoire et de législation, mais il était très habile en fait d'arithmétique, et connaissait la géographie d'une manière remarquable.

Je puis dire que je fis connaissance avec lui dans ce voyage, et que je me pris d'une vive affection pour lui. Ma sœur, qui n'avait que dix ans, avait toujours eu un peu peur de ses manières brusques, de sa voix forte, de sa grosse barbe noire et de ses yeux étincelans. Quand elle le vit si bon, si tendre avec nous et si attentif auprès de notre mère, elle se mit à le chérir aussi.

Ma mère vit naître avec plaisir cette union entre nous. — Mes enfans, nous dit-elle dans un moment où il dormait dans la voiture et où nous le regardions en nous demandant à demi-voix pourquoi nous l'avions toujours craint, — aimez-le de tout votre cœur; c'est un bon père qui a compris plus qu'on ne lui a enseigné. Il a compris par exemple que le plus beau présent à vous faire était de vous donner une éducation au-dessus de celle qu'il a reçue, et aucun sacrifice ne lui a coûté pour cela. Travaillez donc toujours de votre mieux pour l'en remercier.

— C'est bien parlé, petite femme, dit mon père, qui s'était éveillé et qui écoutait, mais il faut que les enfans t'aiment encore plus que moi, car c'est toi qui m'as fait comprendre mon devoir. Je reconnais à présent que tu avais raison. Je sais ce qu'il en coûte pour gagner sa vie quand on est ignorant, et comme mon état est pénible, chanceux...

— C'est bien, c'est bien, dit ma mère en l'interrompant, — et elle parla d'autre chose.

Le but de notre voyage était le village de Luz dans les Pyrénées. Nous y passâmes la nuit, et le lendemain de grand matin nous montâmes à la propriété que mon père avait acquise sur la croupe du mont Bergonz. C'était un riant pâturage, bien planté, avec une gentille maison qui servait d'auberge aux promeneurs établis pour la saison aux bains de Saint-Sauveur et aux touristes installés à Luz. Il avait un joli jardin, un domestique et deux belles vaches. On venait déjeuner ou goûter chez lui : il nous dit qu'il gagnait là beaucoup d'argent, qu'il en gagnerait davantage, si nous voulions

l'aider à bien recevoir et à bien traiter la clientèle, et qu'il en gagnerait toujours plus, parce que les eaux étaient de plus en plus fréquentées. En un mot, ce petit établissement était selon lui un avenir sérieux.

Ma mère eut l'air de le croire, et en effet il nous vint beaucoup de monde, des gens riches qui payaient très cher une tasse de lait ou une omelette, et qui ne marchandaient point.

Nous nous mîmes de grand cœur à la besogne. Ma mère faisait la cuisine, ma sœur s'occupait du laitage, moi je courais de tous côtés pour l'approvisionnement. J'allais acheter des truites, du gibier, des œufs, des fruits. Il fallait aller assez loin, la montagne ne suffisait pas à la consommation faite par ces étrangers. Cette vie active au milieu d'un pays splendide me passionnait. En bien peu de temps, je devins aussi solide, aussi leste, aussi hardi que si j'eusse été élevé en montagnard. La saison des bains finissait avec mes vacances. Mon père nous ramena à Pau et repartit peu de temps après pour Bayonne, ou pour toute autre destination inconnue, car il donnait rarement de ses nouvelles, et nous passions souvent deux et trois mois sans savoir où il était.

L'année suivante, ma mère et ma sœur retournèrent avec lui à l'auberge de la vallée de Luz dès le milieu de l'été; j'allai les rejoindre aussitôt que mes vacances furent ouvertes, et je passai encore là deux mois d'ivresse et de fiévreuse activité. — Le beau montagnard! disait tout bas mon père à sa femme. Quel dommage...

— Tais-toi, mon grand diable, répondait-elle, souviens-toi de ta parole.

— C'est parce que je m'en souviens, reprenait-il, que je regrette quelquefois de faire de mon fils un bourgeois et non un homme!

De semblables paroles que je saisis plusieurs fois au passage me donnèrent à réfléchir. Un bourgeois n'était-il point un homme? D'où vient alors, pensais-je, que ma mère me condamne à cette infériorité?

Je continuais pourtant à m'instruire, non plus tant par point d'honneur que parce que j'avais pris goût à l'étude. L'histoire surtout m'intéressait. Le grec et le latin ne me passionnaient pas, mais l'extrême facilité et la prodigieuse mémoire dont j'étais doué me permettaient d'être toujours sans effort un des premiers de ma classe.

Seulement j'oubliais toute préoccupation intellectuelle dès que je mettais le pied dans la montagne, l'homme physique prenait alors le dessus. L'amour de la locomotion et des aventures s'emparait de moi; je quittais nos riantes collines pour m'enfoncer et m'élever dans les sites les plus sauvages et les plus périlleux. Je suivais les

chasseurs d'ours et d'izards; dans ce temps-là, le gros gibier abondait encore. Je m'associais aux guides qui conduisaient les naturalistes à la brèche de Roland, au Mont-Perdu, au tour Mallet, aux cirques du Marboré et de Troumouse, aux Monts-Maudits, etc. Je pris ainsi le goût des sciences naturelles, et, de retour à Pau, je les étudiai avec ardeur.

Mon père non-seulement me laissait libre de courir la montagne, mais encore il me protégeait contre les doux reproches de ma mère, qui s'inquiétait de mes longues excursions et craignait que je ne perdisse le goût de l'étude dans ce développement d'activité physique.

Mes promesses la rassuraient, et je tenais parole. Chaque année, j'avais plusieurs prix. Mes camarades, qui me voyaient beaucoup lire en dehors du programme de nos études, étaient un peu jaloux de la facilité avec laquelle je les rattrapais quand le moment des examens approchait. Ils me pardonnaient à cause de mon bon caractère. J'étais fort comme un taureau et doux comme un mouton, disaient-ils. Étais-je ainsi en effet, et suis-je réellement ainsi? Je ne l'ai jamais su. Ma personnalité ne s'est jamais formulée à mes propres yeux que comme une question d'atavisme un peu fatale et inconsciente. Je tenais du sang paternel la force physique, la confiance dans le danger, l'amour de la lutte; je tenais de ma mère ou de ses aïeux protestans le sérieux des manières, la réflexion et la rigidité de conscience. Je me suis si rarement trouvé en désaccord avec moi-même que je n'ai eu aucun mérite à bien agir dans les circonstances difficiles.

J'arrivai à l'âge de seize ans sans prendre aucun souci de mon avenir. Évidemment les affaires de mon père prospéraient, car notre aisance augmentait toujours, et j'entendais parler de cinquante mille francs de dot pour ma sœur et d'autant pour moi dans un avenir plus ou moins rapproché. On parlait aussi de m'envoyer étudier la médecine à Montpellier quand j'aurais fini mon temps au collége. Ma sœur, qui travaillait avec persévérance et qui était très pieuse, avait l'idée de se consacrer à l'éducation des filles, et songeait à prendre ses degrés en attendant son diplôme. Elle ne voulait point entendre parler de mariage, disant qu'elle ne comptait point en courir les risques. Mon père traitait cette idée de fantaisie d'enfant, ma mère la combattait avec douceur, mais avec une certaine tristesse qui m'intriguait.

J'eus le mot de l'énigme qui nous enveloppait l'année 1838, pendant notre station annuelle dans la montagne.

J'étais parti le matin pour une de mes grandes excursions et ne devais revenir que le lendemain soir; mais, les brouillards ayant envahi la région que je devais explorer avec quelques camarades, nous

revînmes sur nos pas le jour même, et je rentrai chez nous assez tard. Tout le monde paraissait couché : ne voulant pas réveiller ma mère, qui avait le sommeil léger et qui était très matinale, je me glissai à ma chambre et dans mon lit sans faire le moindre bruit.

J'étais fatigué, j'allais m'endormir quand j'entendis que mes parens causaient dans la salle à manger, tout près de la cloison qui me séparait d'eux. J'écoutai, et j'avoue que ce n'était pas la première fois. Je ne m'en faisais point de scrupule. Je m'étais persuadé depuis longtemps que je devais surprendre leur secret, que ce secret, qui était mien par la force des choses, puisque j'en porterais un jour la responsabilité, devait devenir mien par l'effet de ma volonté. On me trouvait trop jeune pour qu'il me fût confié, je me sentais assez homme pour en accepter toutes les conséquences et pour mettre un terme, par ma décision, au désaccord douloureux qui régnait entre deux époux si tendrement unis d'ailleurs.

J'écoutai donc. Ils ne me savaient pas là; ils allaient parler sans détour et sans réticence. La chambre de ma sœur était située plus loin; le domestique couchait en bas. Ils n'avaient à se méfier de rien, et cependant par habitude ils parlaient à demi-voix, mais peu à peu, en discutant, ils s'oublièrent, et j'entendis fort bien.

— Le marier! disait ma mère, es-tu fou? Il faudra songer à cela dans dix ans.

— Dans cinq ou six ans, répondait mon père. Je n'avais pas vingt et un ans quand je t'ai épousée.

— Aussi!..

— Aussi j'étais trop jeune, tu veux dire? J'ai fait des bêtises; j'ai compromis ta dot! C'est ta faute, ma chérie, tu voulais que je fisse le commerce régulier. Il n'y avait là, pour un ignorant comme moi, que de l'eau à boire. Aussi en ai-je bu! mais j'y ai mis du vin plus tard, et la faute est diablement réparée.

— Ne parlons pas de cela. C'est malgré moi, j'en prends Dieu à témoin;... mais n'en parlons pas.

— N'en parlons pas, je veux bien, pourvu que tu m'aimes comme je suis; mais écoute donc mon idée! Antonio Perez a au moins trois cent mille réaux tant en argent qu'en marchandise, et la Manoela est fille unique, la plus belle fille des Espagnes, comme dit la chanson. Je suis sûr que le père serait content d'avoir un gendre médecin. Ça flatte toujours des gens comme nous.

— ... Comme nous? C'est donc un homme *comme toi?*

— Oui, c'est un de nos meilleurs associés, un homme de fer et de feu!

— En ce cas, je ne veux pas de sa fille pour mon fils, fût-elle aussi belle que tu le dis. Quel âge a-t-elle donc?

— Quinze ans.

— C'est trop.

— Pourquoi trop? N'as-tu pas deux ans de plus que moi? En es-tu plus laide, moins aimable et moins aimée?

— Tais-toi, serpent noir; si cette fille a tes idées, celles de son père par conséquent...

— Cette fille n'a point d'idées. Elle ne sait rien. Elle est comme notre fille.

— Où donc est-elle?

— Au couvent; elle n'a point de mère. Elle est élevée en fille de bien et en bonne catholique.

— Ah! tu sais...

— Je sais que ce n'est pas là un bon point selon toi, madame la huguenote. Moi, la religion, ça m'est égal.

— Malheureusement!

—Peut-être. Je penserai à cela plus tard, tu me convertiras; mais il faut bien que cette fille soit élevée dans la religion de son pays et de sa famille, et je te dis qu'elle est bien élevée, une vraie demoiselle. Tous les écoliers et messieurs de Pampelune en sont fous. Quand elle va à l'église avec ses compagnes, elle a de la peine à passer à travers les œillades et les soupirs de cette belle jeunesse. Figure-toi une taille fine, souple comme la couleuvre, des yeux bleus avec des cils noirs, une chevelure, des dents, un air...

— Bien, bien, on dirait que tu en es amoureux!

— Je le serais, si je ne l'étais d'une autre, la seule que j'aie aimée, la seule que j'aimerai jamais.

— Flatteur! où veux-tu en venir? tu ne comptes pas marier ton fils à seize ans, et si tu crois que cette belle Manoela attendra qu'il ait âge d'homme...

— Elle attendrait fort bien si elle l'aimait, et elle l'aimerait si elle le voyait, car il n'a plus l'air d'un enfant, et, sans nous vanter, il est aussi beau qu'elle est belle.

— Ah! voilà le fond de la chose, tu veux les présenter l'un à l'autre!

— Comme deux fiancés, pourquoi non? Le père y consentirait, je le sais, et même nous avons pris rendez-vous...

— Je ne veux pas! s'écria vivement ma mère.

— Mais songe donc...

— J'y ai songé! Jamais mes enfans ne feront alliance avec des gens de ce métier-là.

— Allons, allons, méchante! ne méprisez pas tant votre mari et la fortune qu'il vous a donnée. Vos enfans auront beau faire, ils ne se marieront pas aisément selon vos idées. La chose aura beau être tenue secrète, un jour viendra où on ira aux informations minutieuses, et les gens à préjugés comme vous diront que la source de

notre aisance est impure. Vous recevrez quelque affront pour avoir visé trop haut, et nos enfans n'auront de tout cela que chagrin et humiliation, tandis qu'en restant dans leur milieu naturel... Voyons, je ne te parle pas d'envoyer notre Laurent dans la montagne pour faire le coup de fusil contre les douaniers et pour passer la contrebande dans des endroits où on tombe quelquefois avec elle. Non! qu'il soit bourgeois, qu'il soit médecin comme la Manoelita est bourgeoise et demoiselle, c'est convenu, c'est fait; mais qu'ils n'aient pas à se reprocher l'un à l'autre la source de leur fortune et la condition de leurs parens, voilà qui serait sage et dans leur intérêt bien entendu.

Ma mère parut ébranlée, mais rien ne put la faire consentir à l'entrevue projetée par mon père, elle remit d'en reparler à l'année suivante, et il dut promettre d'attendre jusque-là. Je le tenais enfin, ce fatal secret! Mon père était contrebandier, c'était là son commerce et son industrie. J'avoue que d'abord je ne ressentis qu'une sorte de soulagement qui ressemblait à de la joie. D'après les commencemens de la conversation, j'avais frémi qu'il ne fût quelque chose de pis, et, quand cette crainte fut dissipée, je trouvai ma mère trop sévère pour lui.

En y réfléchissant mieux, je compris ses angoisses et ses scrupules : elle était assez instruite pour sentir que tout commerce frauduleux est un attentat social, et moi, j'en avais assez appris sur le mécanisme des sociétés pour comprendre qu'on n'échappe à aucune loi sans porter atteinte à tout l'équilibre de la législation; mais dans l'espèce, comme eût dit un avocat, je ne pouvais pas en vouloir à mon père de n'avoir jamais creusé une notion qu'on ne lui avait point donnée dès l'enfance, car il était contrebandier de père en fils comme la plupart des habitans des frontières. C'est bien une manière de banditisme, car on ne s'y fait pas faute de *descendre* les douaniers qui vous serrent de trop près, et cette chasse au bon marché des denrées dégénère facilement en une chasse à l'homme des plus meurtrières. Sans doute il y avait longtemps que mon père ne courait plus en personne ces aventures; mais il les faisait courir aux autres, étant devenu, comme la fin de son entretien avec ma mère me le révéla, un des chefs dirigeans d'une sorte d'armée occulte composée de gens de toute espèce, la plupart plus curieux de flibusterie que de vrai travail, et quelques-uns bons à pendre.

En somme, la contrebande malgré l'encouragement qu'elle reçoit dans toutes les classes, sans que personne se fasse scrupule d'en profiter, est une plaie économique et sociale. Je le savais, il fallait me résigner à sentir en moi quelque chose de taré, et à regarder le bien-être dont je jouissais, à commencer par la bonne éducation dont je recueillais le bienfait, comme une sorte de vol commis non-

seulement sur l'état, mais sur le commerce loyal de mes concitoyens.

Que faire dans une pareille situation? Supplier mon père de rentrer dans la bonne voie? Je ne me sentis pas le courage de le prendre avec lui sur ce ton-là; là où ma mère, avec toute sa persévérance, avait échoué, je ne réussirais certainement qu'à amener des déchiremens plus profonds. Me prononcer sévèrement à l'occasion contre ce genre d'industrie sans avoir l'air de soupçonner que mon père y fût engagé, voilà peut-être ce que je pourrais tenter quelque jour, plus tard, quand j'aurais acquis le droit de parler en homme.

Tout en m'arrêtant à cette conclusion, j'essayai de me calmer; mais je l'essayai en vain. Une autre agitation bien plus vive s'était emparée de moi. Je n'avais jamais osé regarder une femme. J'étais un innocent très chaste, quoique très ému à la moindre occasion, et voilà qu'on parlait de mettre dans mes bras la plus belle créature du monde, une fille de quinze ans, capable de m'aimer dès le lendemain, si elle venait à me voir. Quoi, déjà? Je pouvais être aimé, moi, timide écolier, par une créature merveilleuse, qui tournait la tête à toute une population? Je n'y croyais pas, cela me faisait l'effet d'un conte de fées; mais quelle enivrante illusion, et le moyen de la repousser?

J'avoue que je ne songeai guère à lui faire un crime d'être fille de contrebandier, et que les réflexions de mon père à cet égard me parurent sages et sans réplique. Oui certes, je devais rechercher cette alliance pour mieux ensevelir dans les liens de la complicité la tache commune, cette tache qui pouvait m'être reprochée un jour dans un monde plus élevé. Ma mère avait tort, selon moi, de s'opposer à cette prochaine entrevue, dont la pensée faisait battre mon cœur comme s'il eût voulu s'échapper de ma poitrine.

II.

Je tâchai de paraître calme le lendemain; je fis comme si je n'avais rien entendu, mais je devins rêveur et bizarre, tantôt sombre, tantôt fou de gaîté. Je n'avais plus ni appétit ni sommeil; j'étais amoureux, amoureux fou d'un fantôme, d'un être que je ne devais peut-être jamais voir, car combien de choses pouvaient se passer avant que mon père revînt à ce projet, et que ma mère ne le combattît plus!

J'eus l'idée de leur en parler, mais il eût fallu avouer que je savais tout le reste, et d'ailleurs mon amour me frappait d'une timidité invincible. C'était comme une confusion poignante au milieu d'une ivresse délicieuse.

Je rentrai au collége, espérant que l'étude me délivrerait de ce

tourment ou me ferait prendre patience jusqu'à l'année suivante. Il n'en fut rien. Je travaillai fort mal cet hiver-là. Ma mère le sut et m'en fit des reproches plus sévères que je ne la croyais capable d'en faire. Mon père vint aux fêtes de Pâques : j'avais espéré qu'il serait plus indulgent; il fut plus sévère encore et me déclara que, si je n'avais point de prix, je n'irais pas à la montagne. Je fus si effrayé de cette menace que je rattrapai le temps perdu, et que j'obtins les distinctions accoutumées.

Dès que nous fûmes à la montagne, j'essayai par tous les moyens de savoir si mon père songeait encore à mes fiançailles. J'avais dix-sept ans; n'étais-je point en âge? — Mais le projet semblait oublié. Un jour, il fut question de mariage à propos de ma sœur, qui ontinuait à dire en toute occasion qu'elle voulait se faire religieuse ou tout au moins dame institutrice. Je saisis cette occasion aux cheveux pour dire bien haut et d'un ton très décidé qu'elle avait tort et que, tout au contraire d'elle, je souhaitais vivement me marier jeune. En ce moment, je surpris un regard de mon père à ma mère, comme s'il lui eût dit : Tu vois bien que mon idée était bonne? mais elle ne répondit qu'à moi. — Tu es dans le faux aussi bien que Jeanne, dit-elle. Il faut se marier certainement, mais savoir ce que l'on fait. Vous êtes deux enfans; elle est trop jeune pour dire non, tu es trop jeune pour dire oui. — J'insistai, mais très maladroitement, et avec une rougeur que je ne pus cacher. — Eh bien! me dit mon père, qui m'observait, ne croirait-on pas qu'il est déjà amoureux?

J'allais dire oui, tant j'étais las de dissimuler; mais, si je disais oui, comme on ne croirait jamais que je pouvais être amoureux d'une personne que je n'avais point vue, mon père me jugerait fou et renoncerait à me la faire voir. — Je ne sais ce que j'allais répondre, mais le mot d'amour avait fait rougir aussi ma sœur, et même il y avait dans son regard rigide une sorte d'indignation. Ma mère nous imposa silence, et je retombai dans l'inconnu de ma destinée.

Le soir de ce jour-là, je me trouvai seul au jardin, sur un banc, ma sœur auprès de moi. Je regardais les étoiles et ne songeais point à elle; elle ne disait rien et ne paraissait point songer à moi : ma sœur avait alors treize ans. Elle était grande et mince, pâle et blonde, extrêmement délicate et jolie. Elle n'avait aucun trait de ressemblance avec mes parens et moi, qui étions tous trois bruns, assez colorés et taillés en force. Son caractère n'avait pas de rapports non plus avec celui de mon père, ni avec le mien. Tous ses goûts différaient des nôtres, au point qu'on eût dit qu'elle y mettait de l'affectation. Elle n'avait de commun avec notre mère que le sérieux et la bonté; mais il y avait déjà quelque chose de bien tranché entre elles, puisqu'ayant été élevée par cette mère protestante elle avait choisi, disait-on, la religion catholique dès son jeune âge. Il

y avait certainement là quelque chose de singulier. Selon la logique des choses, nos parens étant d'églises différentes et ne voulant pas empiéter sur les droits l'un de l'autre, j'eusse dû appartenir à la communion de mon père, ma sœur eût dû suivre celle de sa mère. Le contraire avait eu lieu; j'étais protestant sans avoir demandé à l'être, comme si la vocation de Jeanne pour le catholicisme eût été tellement décidée que nos parens eussent dû échanger leur droit respectif.

Je n'avais point souvenir de la manière dont les choses s'étaient passées, mais en ce moment j'y songeais, parce que toutes mes pensées se reportaient sur Manoela Perez. Je me disais que cette jeune fille, élevée au couvent, me repousserait peut-être à cause de mon hérésie, et que peut-être c'était là l'obstacle devant lequel mon père s'était arrêté.

Je ne pus me tenir de questionner Jeanne. — Explique-moi donc, lui dis-je, comment il se fait que nous ne soyons pas de la même religion !

Elle tressaillit comme si je l'eusse réveillée. — Mais... je ne sais pas, répondit-elle; cela vient sans doute de ce que nous avons été baptisés chacun dans la religion que nous suivons.

— Tu as donc été baptisée catholique?

— Certainement. Tu ne t'en souviens pas?

— Ma foi non; j'étais trop jeune, je n'avais que trois ans quand tu es née, et tu t'en souviens encore bien moins. Comment le sais-tu?

— Parce qu'on ne m'a pas rebaptisée au couvent.

— Le baptême protestant ne vaut donc rien selon toi?

— Il est détestable. Si tu avais un peu de cœur et de raison, tu te ferais catholique.

— Moi? Non certes! Il est peut-être malheureux pour moi (je songeais à Manoela) qu'il y ait cette différence entre nous. Si c'était à refaire,... peut-être...

— C'est toujours à refaire quand on veut. Maman ne dirait pas non, si papa l'exigeait, et tu devrais en parler à papa.

— Papa n'exigera jamais rien de maman, et d'ailleurs il est trop tard. J'ai trop compris la supériorité de ma communion pour ne pas regarder un changement comme impossible et coupable.

Là-dessus s'éleva entre ma sœur et moi une vive discussion religieuse dont je ferai grâce au lecteur, car certainement aucun de nous ne sut donner les bonnes raisons qui eussent pu servir sa cause. Nous n'en fûmes que plus passionnés, comme il arrive toujours quand on a tort de part et d'autre. Je reprochai à Jeanne de ne pas aimer sa mère autant qu'elle le devrait, puisqu'elle acceptait une croyance selon laquelle cette bonne et tendre mère, modèle de courage et de vertu, devait être damnée dans l'éternité.

Alors se passa un fait étrange et dont je ne devais avoir l'explication que bien longtemps plus tard. Ma sœur irritée se leva et me répondit : — Tais-toi ! tu ne sais pas de quoi tu parles, tu es un ignorant, un aveugle et un sourd; tu ne sais rien au monde, puisque tu t'imagines que je suis la fille de ta mère!

— Que veux-tu dire? m'écriai-je stupéfait. Est-ce ta religion fanatique qui t'apprend à renier les tiens?

— Non, non, répondit-elle, je ne renie pas mon père, et je l'aime parce qu'il est mon père. J'aime aussi maman parce qu'elle est bonne, parce qu'elle ne me détourne pas de ma religion, parce qu'elle est aussi tendre pour moi que si je lui appartenais; mais je n'ai pas à lui sacrifier le repos de ma conscience et l'espoir de mon salut éternel : elle n'est pas ma mère!

— Mais ce que tu dis là est impossible,... c'est extravagant, c'est inoui!

— Ce qui est inoui, c'est que tu ne le saches pas.

— Il faut que ce soit un grand secret, puisqu'on l'a si bien caché! Comment donc le saurais-tu, toi, si cela était?

— Il n'y a pas longtemps que je le sais.

— Comment? voyons! explique-toi.

— J'ai entendu mon père et maman qui disaient : « Sa mère est morte en lui donnant la vie. — Elle tient de sa mère une santé délicate. — Si elle ne veut pas se marier, eh bien! il faudra la laisser libre. »

— Tu as rêvé cela.

— Non, non, je ne l'ai pas rêvé, cela est.

On nous appela pour souper, et, en voyant avec quelle tendresse soutenue et sans efforts ma mère traitait Jeanne, je crus avoir rêvé moi-même. J'étais bien plus surpris qu'elle, car, si elle disait vrai, il y avait là des circonstances extraordinaires qui ne la frappaient pas comme moi. Chaste enfant, elle ne se disait pas que, mon père étant marié lors de sa naissance, elle ne pouvait être qu'une bâtarde, un enfant sans nom et sans famille avouable. Mon père était donc coupable d'infidélité, et ma mère était donc d'une générosité sublime?

Je fis d'inutiles efforts pour me rappeler les circonstances de la naissance de Jeanne. J'étais si préoccupé que je ne pus m'empêcher de demander à ma mère si Jeanne était née à Pau.

— Non, répondit-elle, elle est née à Bordeaux.

— Est-ce que j'y étais dans ce temps-là, moi?

— Tu y étais, tu ne peux t'en souvenir; mais je crois qu'il est temps de se coucher.

Elle avait l'habitude de couper court à toutes les questions. Je retombai dans la nuit. Mon enfance avait donc été environnée de

mystères? Mais non, Jeanne avec sa dévotion exaltée devait être sujette aux hallucinations. Je ne voulus pas la questionner davantage, mais j'en restai triste et inquiet. Jeanne était après ma mère l'être que j'avais le plus aimé. Si l'impétuosité inhérente à mon sexe m'avait souvent emporté loin d'elle, si l'amour de l'étude avait pris une grande place dans ma vie, je n'en avais pas moins un grand fonds de tendresse pour la petite compagne de mes premiers jeux. Ce que mes seuls souvenirs bien précis me retraçaient, c'était l'âge où ma mère, me voyant assez fort pour porter cette enfant, m'avait dit en la mettant dans mes bras : — Prends bien garde, aie plus de soin d'elle que de toi-même. C'est ta sœur, ta sœur! quelque chose de plus précieux que tout et que tu dois défendre comme ta vie. — J'avais pris cela fort au sérieux comme tout ce que ma mère me disait, et puis j'étais fier d'avoir à promener cette petite si jolie, si propre et déjà si confiante en moi. Je la protégeais si bien que ma mère me la laissait emporter dans la campagne pour cueillir des fleurs, et nous en ramassions tant que je rapportais Jeanne, sur mon dos ou dans sa petite voiture, littéralement enfouie dans une gerbe de fleurs et de verdure d'où sortait seulement sa jolie tête blonde. Un jour, un peintre nous ayant rencontrés nous arrêta pour nous prier de lui laisser prendre un croquis de nous et de nos attributs. Quand il eut fini, il voulut embrasser Jeanne, et je m'y opposai avec une dignité qui le fit beaucoup rire.

Plus tard, je voulus être son professeur. C'est moi qui lui appris à lire et qui en vins à bout très vite sans lui coûter une seule larme. Dans le pays, jusqu'au moment où j'entrai au collége, nous étions inséparables, et les bonnes femmes érudites nous appelaient *Paul et Virginie*.

Depuis le collége, nous étions moins intimes, mais je ne la chérissais pas moins. Il me sembla donc cruel qu'elle voulût se persuader une chose impossible pour se dispenser d'être ma sœur et de m'aimer comme je l'aimais.

Peu à peu pourtant ce rêve parut s'effacer de nos esprits; mais ce qui ne s'effaça pas de même, ce fut mon amour fantastique pour l'inconnue Manoela. Voyant qu'il n'en était plus question, je me laissai aller à un projet romanesque que j'avais déjà formé l'année précédente. Je résolus d'aller secrètement à Pampelune pour tâcher d'apercevoir cette merveille de beauté. Je calculais déjà le nombre de jours nécessaires à ce voyage et cherchais le prétexte que je donnerais à mon absence, lorsqu'une circonstance inattendue vint rendre l'escapade beaucoup plus facile. Mon père posa, un beau matin, une lettre sur la table en me chargeant de la porter à la poste. En jetant les yeux sur l'adresse, je me sentis transir et brûler. Il y

avait sur cette adresse : A don Antonio Perez, à Panticosa, en Navarre. J'eus la soudaine malice de relire tout haut, afin d'attirer l'attention de ma mère, qui était occupée au bout de la cuisine. Elle tourna la tête, et dit à mon père : — Il demeure donc là, ce Perez? — Oui, répondit mon père, c'est son pays, il y est à présent avec *la petite*. — Puis il s'approcha d'elle et lui dit quelques mots tout bas. Elle ne répondit qu'en levant les épaules et secouant la tête avec une expression de refus bien accusée.

Je portai la lettre à la poste, mais, au moment de la mettre dans la boîte, je la retins dans ma main et la glissai dans ma poche. En partant sur-le-champ, je pouvais la remettre moi-même à Antonio Perez aussi vite, plus vite peut-être que le courrier.

J'étais trop ému de ma soudaine résolution pour rentrer chez moi, je me serais trahi. Je pris tout de suite à travers la montagne, et gagnai une cabane dont le berger était mon ami. Je le priai de courir chez nous aussitôt que le soleil baisserait, et d'annoncer que je ne rentrerais pas le soir, des chasseurs m'ayant fait dire qu'ils m'attendaient dans le val d'Ossoue. Je pris là un peu de pain et de lait, et suivis la direction d'Ossoue pendant quelque temps; mais, dès que le berger m'eut perdu de vue, je m'enfonçai dans une gorge latérale, résolu à gagner à vol d'oiseau la frontière.

Il fallait la grande connaissance que j'avais des localités et l'habitude de franchir les passages les plus périlleux pour traverser ainsi tous les obstacles. C'était mon goût. J'avais mainte fois passé dans des endroits où personne n'avait encore songé à pénétrer. J'arrivai à la frontière à la nuit. Je descendis au premier gîte espagnol, une pauvre cabane où je dormis jusqu'à la première aube. De ce côté-là, je ne connaissais plus le pays, mais je parlais facilement le patois semi-espagnol de cette région, et à travers de nouveaux défilés de montagnes, non moins âpres que ceux du versant français, j'arrivai à Panticosa vers le milieu du jour.

C'était alors un village de cabanes misérables et dégradées, abrité par des noyers magnifiques. Cette pauvreté d'aspect me donna du courage. On se présente avec plus d'aplomb dans une chaumière que dans un palais. Je demandai la maison d'Antonio Perez, on me montra au revers de la colline une petite construction en bon état, la seule du village, et j'y fus rendu en un instant.

Je trouvai le patron à table, servi par une très belle fille qui ne pouvait être que la sienne, et je faillis m'évanouir; mais le regard attentif et méfiant d'Antonio me donna la force de lutter contre l'émotion. Je présentai ma lettre, Antonio l'ouvrit et la lut comme un homme qui déchiffre péniblement l'écriture. La belle fille qui le servait me contemplait avec tant de sang-froid et de hardiesse que

j'eusse perdu contenance, si je n'eusse pris le parti de me tourner de manière à ne pas rencontrer ses yeux. Je profitai de ce moment de trêve pour examiner son père.

C'était un homme trapu, d'une carrure athlétique, ayant les cheveux crépus, de beaux traits, la barbe grisonnante, le teint bronzé, et, je dois l'avouer, une expression de ruse et de férocité qui sentait le brigand plus que le contrebandier. Il me fut antipathique jusqu'à la répugnance, et je regardai sa fille, sans trouble cette fois, résolu à la fuir et à l'oublier, si elle lui ressemblait.

Elle ne lui ressemblait pas, elle était pire; elle avait à travers sa beauté bien réelle l'expression d'une naïve impudence. De plus elle était d'une malpropreté insigne.

Guéri de ma passion comme par enchantement, honteux, mais délivré de toute angoisse, j'attendis que mon hôte eût fini sa lecture, et me sentis plus que jamais décidé à ne pas me faire connaître.

Il parut content des nouvelles que je lui apportais. Je le vis sourire, compter sur ses doigts à la dérobée, puis mettre la lettre bien au fond de sa poche comme un objet que l'on ne veut point perdre. Alors il fit un signe à sa fille, qui sortit aussitôt, et, se tournant vers moi : — C'est bien, mon garçon, me dit-il, tu as fait une belle course pour m'apporter cela, tu as bien gagné un verre de mon meilleur vin. Comment t'appelles-tu?

— Médard Tosas, lui répondis-je.

— Tu es de Luz?

— Des environs.

— Et qu'est-ce que tu fais?

— Je chasse l'ours.

— Alors tu es aussi brave et adroit que beau garçon. Allons, bois à ma santé comme je bois à la tienne! — Manoela était rentrée avec un broc de vin liquoreux qu'elle versait dans un verre bleuâtre mal rincé. Pendant que je l'avalais, le Perez me regardait avec malice, et, prenant un ton de familiarité protectrice qui me fit rougir de dégoût : — J'espère, canaille, me dit-il en souriant, que tu n'es pas contrebandier?

Je le regardai entre les deux yeux. L'expression de son visage disait clairement : Si tu es contrebandier, mon garçon, sois le bienvenu et dis-le sans crainte.

— Non, je ne suis pas contrebandier, lui répondis-je en me levant, et je ne compte pas l'être.

— Tu as raison, reprit-il avec une merveilleuse tranquillité; c'est un sale métier, — et plus dangereux que la chasse à l'ours, ajouta-t-il avec une imperceptible nuance de mépris.

— Ce n'est pas le danger que je crains. Je n'ai pas l'habitude de

craindre. Je n'ai pas dit que la contrebande fût un sale métier. Je dis que j'ai un autre état et que je m'y tiens, voilà tout, et là-dessus je vous salue ainsi que la señora, à moins que vous n'ayez à répondre à la lettre que je vous ai remise.

— Tu diras à Jean Bielsa que tout est bien ; mais tu dois être fatigué. Ne veux-tu point manger, te reposer, au besoin dormir sous mon toit? Tout ici est à ta disposition.

— Non, répondis-je, j'ai affaire ailleurs. Je vous remercie,—et je partis d'un bon pas, bien que je fusse brisé de fatigue; j'allai dîner dans une bourgade voisine; j'y dormis deux heures, et le soir j'avais franchi le port de Boucharo, j'allais passer la nuit à Gavarnie. Le lendemain, léger comme un oiseau, je descendais le gave par un bon chemin, et je rentrais le soir à la maison, l'oreille un peu basse, mais le cœur content et l'imagination délivrée.

Comme depuis longtemps j'étais triste et bizarre, ma mère vit bientôt que j'étais guéri, et sans savoir ni la cause de mon mal, ni celle de ma guérison, elle se réjouit et me fit fête. Je prétendis que des crampes d'estomac, auxquelles j'étais sujet depuis un an, s'étaient tout à coup et tout à fait dissipées. Il y avait du vrai dans mon explication.

Quelques jours plus tard, je me retrouvai avec Jeanne sur le banc du jardin, attendant l'heure du souper. J'étais gai et je m'amusais avec un petit oiseau qu'elle élevait. — Tu es redevenu aimable à la fin, me dit-elle; tu n'es donc plus amoureux?

— Est-ce que tu sais ce que c'est que d'être amoureux? lui répondis-je. Tu n'en sais rien et tu parles au hasard.

— Je sais très bien, reprit-elle, que l'amour, c'est de penser toujours à une personne que l'on préfère à toutes les autres.

— Tes religieuses t'ont appris cela?

— Non, mais des compagnes me l'ont dit.

— Mais tu méprises cela, toi qui ne veux pas te marier?

— Je ne sais pas! Voilà que j'ai quatorze ans, c'est l'âge de se décider.

— Oh! tu as le temps encore.

— Écoute, si tu voulais me promettre de ne pas te marier, je ferais de même.

— Pourquoi? qu'est-ce que cela te fait que je me marie?

— J'ai besoin d'aimer quelqu'un.

— Vraiment!

— Et je t'aimerais, si tu n'aimais que moi.

— Alors tu es d'un caractère jaloux?

— Très jaloux.

— Même avec ton frère?

— Surtout avec mon frère.

— On te donne au couvent de bien fausses et sottes notions! Une sœur ne peut pas être jalouse de son frère..., et d'ailleurs tu ne m'aimes pas tant que ça.

— Je t'aime *passionnément*.

Elle disait cela d'un ton si tranquille et avec une si parfaite candeur, que je ne pus me défendre d'en rire. — Et ton oiseau, lui dis-je, tu l'aimes passionnément aussi?

— Non, je ne puis avoir de passion que pour toi. L'amour est une chose folle et coupable quand ce n'est pas une chose légitime et sainte. L'amour qu'on a pour ses parens est pur et méritoire. Je puis donc t'aimer de toute mon âme sans mécontenter Dieu, et c'est ainsi que je t'aime; mais toi, qui es de la mauvaise religion, on ne t'a pas appris cela, et tu m'aimes fort peu.

— Je t'aime très tendrement au contraire.

— Mais pas de toute ton âme?

— J'en dois une bonne partie à nos père et mère, s'il te plaît!

— Je te permets cela, mais je ne veux pas d'autre partage.

— Tu veux que je ne me marie point?

— Non, je ne le veux pas, je te le défends! J'en mourrais de chagrin.

— N'en meurs pas, je n'ai jamais eu moins envie de me marier qu'à présent. Jusqu'à ce que l'idée m'en vienne, tu as le temps de devenir une personne raisonnable et de comprendre ce que c'est que la vie, sur laquelle tu n'as, je le vois, que des idées bizarres. A mon avis, on t'élève bien mal chez les nonnes, et tu ferais mieux de rester chez ta mère toute l'année.

— J'y resterai.

— Cela a été décidé? tant mieux!

— C'est moi qui le décide à l'instant même, puisque tu le désires.

— Tu te moques de moi quand je te parle raison.

Elle fondit en larmes, et je n'en pus obtenir un mot de plus. Je la trouvais incompréhensible et m'alarmais un peu de la voir si fantasque. Était-ce un cœur agité par le doute ou une raison troublée par le mysticisme?

Je crus devoir en parler à ma mère, et je fus surpris de ne pas la voir plus tourmentée. — Jeanne est comme cela, me dit-elle, très singulière et toujours à côté du réel, bien qu'elle soit foncièrement bonne et sincère. Tu ne la connaissais pas; depuis quelques années, vous n'êtes guère ensemble, tu l'observes, et tu commences à t'étonner. Ne t'en inquiète pas et sois toujours très bon pour elle; c'est une nature qu'on ne persuade pas, mais qu'on vaincra toujours par la tendresse. On ne l'amène point à la faire penser comme l'on pense soi-même, mais l'affection l'amènera toujours à agir comme l'on veut.

— Pourquoi donc alors lui as-tu laissé embrasser le catholicisme?

— J'avais promis qu'il en serait ainsi.

— A qui avais-tu promis cela? A mon père? Il y tient si peu!

— Est-ce un reproche que tu me fais? Je ne le mérite point. — Mais voilà des voyageurs, va vite au-devant d'eux.

Nous étions ainsi interrompus à chaque instant, car mon père avait prédit juste. La vogue venait aux bains de Saint-Sauveur, et notre petit établissement avait l'air de prospérer. Pourtant, moi qui faisais les acquisitions et qui réglais les comptes, je m'étonnais de la disproportion qui s'établissait en somme entre la cherté des denrées et le bon marché de nos ventes. Mon père disait qu'il fallait agir ainsi et savoir perdre au commencement pour accaparer la clientèle et gagner plus tard. Plus tard, j'ai su que notre auberge n'était alors qu'un prétexte pour nous donner l'air de nous enrichir par le travail, et que la véritable prospérité ne nous venait que de la contrebande, à laquelle mon père se livrait activement sous nos yeux, sans sortir de chez lui et sans qu'il nous fût possible de savoir quelles gens travaillaient de concert avec lui. Le fameux Antonio Perez ne paraissait jamais, et pourtant la correspondance était active entre eux.

Délivré de l'obsession amoureuse que j'avais subie, je travaillai mieux que je n'avais encore fait, et l'année suivante (1840), je terminai mes études et passai bachelier.

Comme je revenais chez nous avec mon diplôme et l'espoir de commencer la médecine, je trouvai ma sœur installée à la maison. Elle avait quitté le couvent définitivement, et, me prenant à part, elle me dit avec son ton calme : — Je t'avais promis de me remettre sous la tutelle de maman. Si je ne t'ai pas tenu parole tout de suite, ce n'est pas ma faute, c'est maman qui a voulu que je fisse mes réflexions avant de renoncer à mes idées. A présent nous voilà d'accord, je ne veux plus être religieuse. Je ne quitterai plus ma famille, j'étudierai chez nous. Es-tu content?

— Enchanté, lui dis-je en l'embrassant, car je pense que tu es maintenant et seras toujours aussi sensée que tu es belle et bonne.

Elle rougit en répondant qu'elle n'était pas belle. — Ma foi si, repris-je. Pour une sainte comme toi, il n'y a pas à en rougir. C'est Dieu qui t'a donné la beauté, et certainement il aime le beau, puisqu'il l'a répandu à pleines mains sur l'univers.

Elle rougit encore plus et alla se cacher comme si le compliment d'un frère l'eût scandalisée ou effrayée. Je ne la jugeai pas encore devenue très sensée.

Mon père était alors à la maison; mes vacances commençaient; nous ne devions pas aller à la montagne cette année-là. Il avait

trouvé à louer son auberge pour la saison moyennant un très beau prix; nous en eûmes du regret. — Nous y retournerons l'an prochain, nous dit-il. J'étais connu et aimé là-bas pour le bon marché de mes fournitures. J'ai réussi à avoir la préférence sur tous les autres petits restaurans de la campagne. A présent, la maison est achalandée, mais je ne puis moi-même du jour au lendemain doubler mes prix. C'est l'affaire de celui qui me remplace. On criera contre lui, on me verra avec joie reprendre ma fonction l'an prochain; mais le pli sera pris. On paiera ce qu'on doit payer pour que nos affaires marchent à souhait. Pourtant, comme elles ne marchent point trop mal, je ne veux pas vous priver de voir du pays pendant vos vacances. Je vais vous conduire à Bordeaux, où je connais du monde. C'est une belle ville.

Je n'avais jamais vu la mer. L'idée d'aller jusqu'à l'Océan me transporta de joie. Ma sœur sourit mollement en disant qu'elle était contente aussi. Ma mère ne fit pas d'objection, et nous partîmes.

Aussitôt notre arrivée, ma mère conduisit Jeanne dans les magasins de nouveautés et lui acheta une très jolie toilette, qu'elle endossa avec un peu d'hésitation et de crainte. Chez ses religieuses, elle avait un petit costume d'uniforme qu'elle n'avait pas encore voulu quitter. Je dus lui dire qu'elle était ridicule ainsi. J'avais sur elle non pas de l'influence, — comme avait très bien dit ma mère, on ne la persuadait point, — mais j'avais une singulière autorité. Il suffisait d'un mot pour qu'elle fît à l'instant même ce que je souhaitais.

Quand je la vis habillée comme il convenait à son âge et à sa position, je fus frappé de sa grâce et de la distinction de sa personne, et, comme elle voulait toujours être pendue à mon bras, je vis, en parcourant la ville avec elle et ma mère, que tout le monde la remarquait et l'admirait.

Ma mère connaissait très bien Bordeaux et les environs : aussi mon père, après nous avoir installés dans un hôtel très agréable, s'occupa-t-il fort peu de nous. Il semblait qu'il se fût établi sur le port comme sur son domaine. Nous n'y passions jamais sans l'y rencontrer, causant avec des armateurs ou des capitaines de navires marchands, quelquefois avec des hommes à figures problématiques. Il paraissait fort occupé, ne s'expliquant jamais sur la nature de ses opérations, mais toujours content et plein de confiance. Son humeur égale le rendait agréable à tout le monde; il était le type de la bienveillance, malgré son ton brusque et sa physionomie accentuée.

Je n'ai pas à raconter ici notre excursion à la mer, notre surprise devant tant d'objets nouveaux, ma joie de voir un grand théâtre et d'entendre des artistes d'un certain mérite. Ma sœur hésita beau-

coup à partager cet amusement profane. Je l'y décidai, elle fut très attentive; mais je ne pus savoir si elle y éprouvait du plaisir ou de la frayeur. Il y avait certainement en elle quelque chose de mystérieux qu'il ne fallait pas froisser par trop de questions.

Nous avions tout vu et nous étions à la veille de retourner chez nous lorsque, me trouvant seul sur le port avec mon père, je vis venir à nous un homme d'une figure non pas vulgaire, mais inquiétante, que je ne reconnus pas tout de suite. Dès qu'il fut à deux pas de nous, je m'éloignai, ne voulant pas être reconnu moi-même; c'était le fameux contrebandier Antonio Perez.

Comme j'avais beaucoup changé depuis deux ans et que mon costume différait autant que le sien de celui sous lequel il m'avait vu, il ne fit point attention à moi et s'entretint vivement à l'écart avec mon père. Il y avait là tout près un beau steamer en partance pour l'Espagne, et je vis que Perez se disposait à y prendre passage. Mon père paraissait lui faire beaucoup de questions et de recommandations. Ils furent interrompus par l'arrivée de deux femmes, l'une de moyenne taille, voilée à l'espagnole d'une mantille rabattue jusqu'à la lèvre supérieure, charmante de tournure et jouant de l'éventail avec une grâce adorable, — l'autre grande, forte, belle, mais vulgaire, vêtue en fille de chambre et portant des paquets. Celle-ci, que je reconnus à l'instant même, c'était la Manoelita que j'avais vue à Panticosa; mais l'autre, qui était-elle?

Perez prit le bras de la personne voilée et monta avec elle sur le bâtiment; l'autre suivit. Mon père les accompagna jusqu'à la passerelle, salua la première, fit un signe d'adieu familier à la seconde, serra la main de Perez et revint vers moi.

— Qui donc sont ces gens-là? lui dis-je, — et, pour motiver ma curiosité insolite, j'ajoutai que je croyais les avoir vus quelque part.

— Tu te trompes, répondit mon père, tu ne les connais pas. C'est mon ami et associé Antonio Perez avec sa fille Manoela.

— Laquelle?

— Peux-tu le demander? Celle qui est jolie et porte la mantille. L'autre n'est que la servante.

— Cette servante-là a l'air bien effronté, répondis-je pour dire quelque chose qui ne laissât pas tomber la conversation.

— Ah! dame, reprit mon père en souriant, elle est un peu gâtée! Maître Perez est... c'est-à-dire il n'est pas comme ton père. Il est veuf, pas bien recherché dans ses goûts, et cette montagnarde... mais à qui diable as-tu donné ton attention? C'est la Manoela que tu aurais dû regarder; c'est celle-là qui est jolie et bien élevée!

— Je n'ai pu voir que son menton.

— Pourquoi diable t'es-tu sauvé?

— Par discrétion. Je ne suis pas au courant de tes affaires.

— C'est bien, mais j'aurais aimé à te présenter à elle et à son père! Tiens! *le vapeur* n'a pas sonné son dernier coup. Montons à bord!

Je refusai. Perez m'eût sans doute reconnu, et j'eusse été fort embarrassé d'expliquer mon escapade de l'année précédente. C'était un hasard que rien ne l'eût trahie, et puis j'avais grand'peur de retomber dans ma folie. Le nom et le fantôme de cette Manoela m'avaient tant troublé! Pour la voir, j'avais fait trente lieues à travers les glaciers, les torrens et les abîmes; elle était là, je n'avais qu'un pas à faire pour la connaître, je n'osais plus.

Il faut dire aussi que le Perez, cet homme qui voyageait impudemment avec sa fille et sa concubine, me devenait de plus en plus odieux. — Où donc vont-ils ainsi? demandai-je à mon père d'un air d'indifférence.

— Ils vont faire un voyage d'agrément et de santé, me répondit-il : je crois qu'ils comptent faire le tour de l'Espagne et qu'ils reviendront par Gibraltar, à moins qu'ils ne s'arrêtent quelque temps à Cadix. Je ne sais, ils sont riches, ils font ce qui leur plaît.

— Grand bien leur fasse! pensai-je. — Il me tardait qu'ils fussent partis, et pourtant je ne m'éloignais pas. Mes regards étaient comme rivés à la dunette de ce steamer où j'avais vu entrer les deux femmes. Enfin le dernier signal fut donné, et, comme le bâtiment commençait à agiter ses roues, je vis le Perez saluer mon père et sa fille accourir sur le pont pour lui dire aussi adieu avec la main. Elle avait relevé son voile, elle me parut belle comme un ange; mais le vent rabattait sur elle la fumée du *steamer*, un nuage l'enveloppa, je ne la vis plus que comme une ombre légère, bientôt elle disparut; je ne conservai de ses traits qu'une très vive impression et aucun souvenir assez net pour que je pusse évoquer son image dans mes rêves.

III.

Je rentrai pour prendre les ordres de ma mère, qui m'avait donné plusieurs commissions. Elle était sortie avec ma sœur depuis quelques instans. Le garçon d'hôtel me montra la direction qu'elles avaient prise, et je les rejoignis au bout de la rue.

— Nous allons visiter le cimetière, me dit ma mère. Est-ce que tu veux venir avec nous?

— Pourquoi non? Il faut tout voir pendant qu'on y est. — Et je les suivis. Ma mère paraissait connaître le plan de cet immense jardin des morts. Elle se dirigea vers un bosquet de cyprès, et, prenant Jeanne par la main : — Ma fille, dit-elle, je veux que tu pries avec

moi sur la tombe de ma plus chère amie. Tu ne l'as pas connue, mais, si elle vivait, tu l'aimerais tendrement et tu lui serais aussi très chère! Demande à Dieu qu'il permette à son âme de te bénir.

Elles s'agenouillèrent toutes deux devant un petit mausolée très simple sur lequel je lus ces mots gravés sur le marbre :

« A la mémoire de Fanny Ellingston, marquise de Mauville, morte à Bordeaux le 12 juin 1825. »

Ce nom de Mauville, que ma mère avait plusieurs fois prononcé devant moi, était celui du château où elle avait été élevée. Son père y avait été régisseur. Elle y avait reçu une éducation presque aussi complète que si elle eût été une des filles de la maison. Elle y avait été très attachée à la marquise, morte jeune et sans enfans. Elle y avait connu mon père, qui avait été ramené des Pyrénées par le marquis de Mauville pour soigner un troupeau considérable de moutons d'Espagne. Son mariage avait été blâmé par les maîtres du château, qui trouvaient Jean Bielsa trop pauvre et trop inférieur pour son éducation. Jean Bielsa, qu'on appelait alors de son sobriquet espagnol Moreno, blessé de leur dédain, les avait quittés avec sa femme pour se livrer à un petit commerce qui n'avait pas prospéré.

Voilà tout ce que je savais du passé de mes parens, et en revenant du cimetière je questionnai ma mère relativement à cette personne sur la tombe de laquelle elle venait de prier et de pleurer.

Cette fois elle n'évita pas de répondre. « Fanny Ellingston, nous dit-elle, était une orpheline anglaise, parente de la marquise douairière de Mauville, laquelle était Anglaise aussi. Recueillie dès son enfance par cette dame, Fanny était de mon âge et fut élevée avec moi. Elle ne possédait rien au monde, mais elle était belle et charmante, intelligente et d'une bonté adorable. Nous nous aimions comme deux sœurs. Nous nous préférions l'une l'autre aux filles de la douairière et surtout au jeune marquis, dont le caractère turbulent et impérieux nous effrayait.

« Pourtant il arriva que ce jeune marquis épousa Fanny Ellingston malgré l'opposition de sa mère. Il l'aimait beaucoup et se fit aimer, bien qu'elle le craignît encore. Il était très violent; ils ne furent pas bien heureux ensemble. Peut-être se fût-on mieux entendu plus tard, mais elle tomba malade à Bordeaux, et j'ai eu la douleur de la voir expirer dans mes bras, car, bien que je fusse mariée et tout près de mettre Jeanne au monde, elle m'avait appelée auprès d'elle, et je ne m'étais pas fait prier, comme vous pouvez croire. »

Je regardai Jeanne, qui écoutait cette histoire avec une avide émotion. Ce que notre mère venait de dire donnait un formel démenti au roman qu'elle m'avait conté sur sa naissance mystérieuse.

Je voulus insister pour la convaincre de son erreur. — Ainsi,

dis-je à ma mère, c'est au milieu de ce gros chagrin-là que tu as mis Jeanne au monde?

— Précisément. Elle est née peu de jours après, et l'arrivée de cette enfant m'a consolée, car aucune affection ne se compare à celle qu'on a pour vous autres.

Jeanne embrassa sa mère avec tendresse. Je ne sais pourquoi je m'imaginai que ce n'était pas l'élan de joie qu'elle eût dû avoir en reconnaissant le néant de sa chimère. Il m'était venu je ne sais quels doutes à moi-même. Je voulus en avoir le cœur net. — Tout cela me fait penser, dis-je à ma mère, que je vais peut-être avoir besoin bientôt de mon acte de naissance pour être inscrit à l'école de Montpellier. Si j'allais à la mairie, puisque je suis né ici?

— C'est inutile, répondit ma mère, la copie de vos actes de naissance est chez nous à Pau, vous les aurez quand vous en aurez besoin.

Cela était vrai. Quand nous fûmes revenus chez nous, ma mère me montra ces actes, et je tins à ce que Jeanne vît le sien. Elle était bien inscrite comme fille née en légitime mariage d'Adèle Moessart, couturière, et de Jean Bielsa, commerçant à Bordeaux, le 15 juillet 1825.

— Tu vois, lui dis-je, quand nous fûmes seuls ensemble, que tu as une petite cervelle un peu détraquée, et que j'avais raison de me moquer de toi.

— Alors, répondit-elle, tu crois que j'ai menti?

— Tu as menti comme les gens qui prennent leurs rêves pour des réalités; on ne leur en veut pas, mais on désire les voir guéris.

— Tu diras ce que tu voudras, reprit-elle avec ce feu subit qui traversait par momens sa langueur habituelle, je ne suis fille ni de Jean Bielsa, ni d'Adèle Moessart. Je suis une étrangère, l'enfant d'une autre race et d'une autre nature; je ne suis pas ta sœur, et tu es libre de ne pas m'aimer. J'ai plus vécu que toi à la maison, j'ai surpris plus de paroles échangées que tu n'en as pu entendre. Je ne suis pas folle, je ne suis pas menteuse, je ne suis même pas romanesque. Ma mère est morte, et mon père n'est pas le marquis de Mauville.

Elle ne me permit pas de combattre cette nouvelle version, qui tendait à établir qu'elle était fille illégitime de la marquise. Elle alla s'enfermer dans sa chambre. Plus tard il me fut impossible de lui en reparler, elle m'imposa toujours silence avec une énergie singulière, et, chose étrange, à partir de ce temps-là, je perdis, en apparence du moins, l'ascendant que j'avais sur elle. Elle me témoigna une réserve extrême, elle évita toute occasion de se trouver seule avec moi; cela dura au moins un an. Devais-je révéler à ma mère l'idée fixe de cette pauvre enfant? Je n'osais pas; ma mère ne goûtait pas un bonheur

sans mélange. Mon père, trop souvent absent, lui laissait toute la responsabilité du ménage et de la famille. Il suivait avec obstination une carrière qu'elle n'approuvait pas; elle craignait toujours quelque scandale amené tout d'un coup par la découverte de son secret. Elle aimait Jeanne encore plus peut-être qu'elle ne m'aimait, et je trouvais cela naturel, Jeanne ayant plus que moi besoin de sollicitude, de soin et de direction; elle acceptait ses bizarreries avec une indulgence à toute épreuve : fallait-il lui dire que je croyais Jeanne un peu folle? D'ailleurs Jeanne était dans l'âge où les jeunes filles sont souvent ainsi; c'est une crise de développement intellectuel et physique qui s'apaise quand l'essor est pris. Je m'imaginai que la vie de couvent avait surexcité son imagination; j'espérai qu'elle se calmerait auprès de ma mère, si sage et si patiente.

En effet, quand je la revis au bout de ma première année de médecine, je la trouvai très changée; elle avait encore embelli. Sa santé délicate s'était raffermie; elle travaillait sérieusement à devenir une personne instruite. Un talent qui avait germé sourdement en elle s'était révélé tout à coup, elle était musicienne et jouait du piano d'une façon exquise. J'adorais la musique, je la sentais vivement. Je jouais un peu du violon, je pris un plaisir extrême à entendre ma sœur, et je lui promis de travailler désormais dans ce sens afin de pouvoir jouer des duos avec elle.

Nous vivions très agréablement, ce qui ne nous empêcha pas d'aller avec joie reprendre notre état d'aubergistes sur la croupe du mont Bergonz. Ma mère tenait beaucoup à faire prospérer cet établissement; elle espérait, je crois, que mon père se retirerait de son industrie occulte et que nous serions assez riches avec le produit annuel de cette auberge, ou de quelque autre plus importante du même genre que l'on pourrait créer.

Mais au bout de la saison elle reconnut que ce n'était point là une position convenable pour Jeanne. Jeanne était devenue trop grande et trop charmante; elle était trop remarquée. On ne venait plus chez nous pour l'ascension du pic de Bergonz; ce n'était qu'un prétexte pour voir Mlle Bielsa et tâcher de causer avec elle. On ne pensait pas que la fille d'un aubergiste, si bien élevée et si distinguée qu'elle fût, pût résister à des offres brillantes. Nous ne faisions qu'intercepter et brûler les lettres d'amour qu'on lui adressait. Maman déclara qu'elle ne viendrait plus à Luz, et mon père loua la maison pour trois ans.

Jeanne fut contente de cette décision. Bien qu'elle eût toujours accepté cette occupation sans paraître la trouver au-dessous d'elle, elle commençait à souffrir des regards qui la poursuivaient et de sa passion pour la musique, qu'elle ne pouvait plus satisfaire à la campagne. Quant à moi, qui étais toujours libre de reprendre seul aux

vacances ma belle vie de montagnard, je fus content de n'avoir plus à faire le métier de gendarme autour de la maison. D'ailleurs, depuis l'aventure de Panticosa, où j'avais été puni si ridiculement de ma passion romanesque, je n'aimais plus tant cette région des Pyrénées; je me disais que je n'avais pas le droit de m'alarmer du grain de folie que j'avais vu poindre chez Jeanne, puisque j'avais été fou moi-même pendant toute une année. Étais-je bien guéri? Non, je ne l'étais pas; je n'étais plus agité au point de négliger le travail, mais le rêve de cette Manoelita redevenue charmante me poursuivait encore. Je le chassais; son vilain père se plaçait entre elle et moi. Pourtant ce n'était pas sa faute; peut-être se trouvait-elle très malheureuse, très humiliée; peut-être n'aurais-je eu qu'un mot à dire pour qu'elle agréât l'idée de le quitter. Je l'avais tant aimée avant ma déception! On ne se déshabitue pas aisément d'une idée dont on a vécu un an.

Cependant je ne fis rien pour savoir ce qu'elle était devenue. Je voulais être médecin, avoir un état, ne devoir mon avenir qu'à moi-même, soutenir ma mère et ma sœur, si les affaires de mon père tournaient mal, et puis j'aimais la science, et je m'y donnai tout entier, me disant qu'après tout ma chimère amoureuse m'avait bien servi, puisqu'elle m'avait préservé des emportemens aveugles de la première jeunesse.

Quelques mois plus tard, ma mère, qui m'écrivait souvent des lettres très bien rédigées, très naturelles et très nettes, m'apprit que Jeanne avait été demandée en mariage par un jeune avocat qui paraissait un très bon parti et qui était fort agréable de sa personne, mais qu'elle avait refusé, se trouvant trop jeune et voulant continuer sans préoccupations de famille l'étude de la musique, son unique passion désormais. « Il est certain, ajoutait ma mère, qu'elle fait des progrès et révèle des dons surprenans; cela est si remarquable que je n'ose pas lui montrer l'admiration qu'elle me cause. Je crains de la voir devenir trop exclusive et que sa santé ne se consume dans cette extase continuelle où elle semble plongée; cela a remplacé la dévotion, qui paraît oubliée absolument. Tu vois qu'elle est toujours ce que tu appelles étrange. Moi, je la vois exceptionnelle, ce qui est autre chose. Dieu merci, elle se porte bien et embellit encore. Je la surveille et la dirige assez adroitement pour qu'elle suive un bon régime, car il ne faudrait pas lui demander de s'occuper d'elle-même. »

Un peu plus tard, Jeanne, dont le talent commençait à percer malgré la vie modeste et pour ainsi dire cachée qu'elle menait avec sa mère, fut encore recherchée en mariage et refusa. Elle ne disait plus qu'elle ne voulait jamais se marier, mais ma mère craignait que

ce ne fût un parti-pris. Je ne m'en inquiétai point, Jeanne était si jeune encore!

Je me trouvais aussi heureux que possible à Montpellier : je voyais ma famille aux vacances, mon père passait quelques jours avec nous à cette époque; une fois il me proposa de me mener jusqu'à Paris, où il avait affaire. J'acceptai avec empressement, et, quoique ma mère s'effrayât de me voir aborder les périls de ce qu'au fond de nos petites existences de province on appelait encore la *grande Babylone*, elle reconnut avec moi que j'avais droit par mon travail et ma bonne conduite à toutes les conditions de mon développement intellectuel. Une circonstance particulière me rendit ce voyage encore plus agréable. J'avais fait un ami à Montpellier, un garçon charmant doué d'une vive intelligence et d'un cœur excellent, Médard Vianne, plus âgé que moi de deux ans. Il avait déjà été à Paris, il y retournait. Il guiderait mon inexpérience, nous demeurerions ensemble, cela arrangeait aussi mon père, qui n'avait point coutume d'être un surveillant bien assidu. Vianne vint me prendre à Pau, ma mère l'invita à dîner. Il lui plut fort, lui inspira de la confiance, elle me recommanda à ses soins comme si j'eusse été un enfant délicat et précieux.

Vianne vit ma sœur, et fut vivement frappé de sa figure. Elle parlait si peu qu'il était difficile de savoir à quoi elle pensait et si elle pensait à quelque chose; mais elle consentit à improviser sur son piano, et son génie se révéla. J'en fus ébloui moi-même, et, quand elle eut fini, je saisis ses deux mains et les baisai avec enthousïasme. — Voilà, lui dis-je, tout ce que j'ai dans le cœur. Je suis heureux, et je te remercie!

Vianne était si ému qu'il ne put parler. Il était pâle, Jeanne aussi. Elle ne leva les yeux ni sur lui ni sur moi, et alla s'asseoir à la fenêtre sans paraître se souvenir d'avoir produit ou éprouvé cette émotion.

Le lendemain, comme la diligence nous emportait vers Paris, et que, suivant son habitude en voyage, mon père dormait splendidement, mon ami me parla de ma sœur avec une certaine vivacité qui n'était pas dans ses habitudes.

— Prends garde, lui dis-je, c'est une sainte, et tu es trop jeune pour le mariage.

— Mais non, reprit-il, je ne suis pas trop jeune; je serai reçu médecin dans un an. J'ai quelque fortune, et tu sais bien que je suis un très honnête garçon.

— Certes! et fort bien par-dessus le marché. Tu sais, toi, que je dirais oui avec joie; mais que de convenances il faut rencontrer pour qu'un mariage soit possible sans froissemens! Tu appartiens à

la vieille bourgeoisie de Montpellier; nous, nous sommes bourgeois d'hier. Dans mon enfance, j'ai flâné sur le pavé de Pau avec ce qu'il y a de plus prolétaire : tu as une fortune claire et assurée, nous,... nous n'avons peut-être rien. Ce cher et excellent homme qui ronfle à côté de toi gagne de l'argent, mais j'ai découvert que depuis deux ou trois ans il joue à la Bourse, et je crois que nous allons à Paris pour jouer encore, si bien qu'un beau jour nous pouvons tout perdre.

— Tout cela m'est parfaitement indifférent, répondit Vianne, et même, — je t'en demande pardon, — je voudrais que ta sœur n'eût rien au monde et fût encore plus plébéienne de naissance, elle aurait encore une valeur bien supérieure à la mienne, et je serais encore son obligé de toutes les manières.

— C'est très beau de parler ainsi, lui dis-je un peu surpris. Je te croyais plus positif, et je te fais mon compliment.

— Si tu me supposes romanesque, reprit-il, je le repousse, ton compliment! Je crois être dans la logique absolue en ne demandant à ma future femme que de me plaire, et j'estime que l'opinion des calculateurs et des gens à préjugés est un obstacle au bonheur, que les gens sensés ne doivent pas se laisser créer. Je ne ferai jamais de ma vie ce que je sentirais être un coup de tête, mais je serai seul juge de ma conduite, et peut-être ce que le vulgaire appelle folie me semblera-t-il, à moi, la chose la plus raisonnable que je puisse faire. Par exemple jamais une péronnelle, si séduisante qu'elle soit, ne me mènera où je ne voudrai pas aller; mais une femme de vrai mérite me gouvernera si bon lui semble, je ne résisterai pas.

Paris m'intéressa beaucoup, bien que je fusse porté à le voir avec ce dédain que les enfans des riches ou doctes cités du midi affectent pour la capitale. Vianne me la montra très bien sous son vrai jour. Il sut combattre et vaincre mes préjugés provinciaux. Il sut aussi critiquer à propos le côté corrompu et insensé de cette grande civilisation. Si nous ne fûmes pas absolument orthodoxes en fait de conduite, nous nous défendîmes très bien de l'entraînement aveugle, nous fîmes des réflexions philosophiques sur deux soupers ridicules, et nous quittâmes sans regret les délices de la grande ville au bout de huit jours.

J'avais un peu surveillé mon père, je m'étais assuré de son goût pour les jeux de bourse. Le matin de notre départ, je vis qu'il avait subi quelque déception. Sa figure était légèrement altérée. Il nous conduisit à la gare, et là, quelqu'un étant venu lui parler à l'oreille, il nous dit qu'il lui était impossible de partir ce jour-là, mais qu'il nous rejoindrait à Pau dans la semaine. Sans doute on venait de lui donner une bonne nouvelle, sa figure était riante. Je le quittai sans inquiétude.

Vianne prétexta quelques affaires à Pau pour y rester quelques jours et reparaître chez nous. Je vis qu'il devenait très sérieusement épris de ma sœur, et j'en glissai quelques mots à ma mère. — Parles-en à Jeanne, me dit-elle; moi, j'y mettrais malgré moi trop de solennité, elle prendrait peur; tu peux, toi, lui parler gaîment et légèrement. Tu verras si elle est véritablement résolue au célibat.

J'agis en conséquence. Jeanne ne parut pas m'entendre et me parla d'autre chose; j'y revins quelques heures plus tard. — Ah! bien, me dit-elle, tu tiens à ce que je pense à ton ami! Il est très bien élevé, et sa figure est sympathique. Tu peux lui dire qu'il me plaît beaucoup.

— Tu as une manière de dire les choses... Est-ce pour te moquer?

— Non, je crois qu'il mérite l'estime et l'amitié que tu as pour lui; mais moi, tu le sais, les personnes me sont indifférentes. Je n'aime que la musique.

— Alors tu n'aimes que ton vieux professeur, c'est lui que tu épouseras?

— Non, il est marié et il sent mauvais; mais je n'ai besoin d'épouser personne, moi! mon amour n'est pas de ce monde.

— Songes-tu encore à prendre le voile?

— Non, je tiens à garder mes cheveux.

— Tu n'es plus dévote?

— Je suis mieux que cela, je suis chrétienne.

— Je suis chrétien aussi... Me damnes-tu encore?

— Non, je ne damne plus personne. As-tu fini de me confesser?

— Pas encore, ma chérie. Puisque tu es revenue à la raison et à la vérité, pourquoi t'imagines-tu que tu cesserais d'être artiste, si tu devenais une bonne mère de famille?

— Parce que je suis exclusive. Je ne me sens pas la force d'avoir plusieurs passions à la fois. J'aimerais probablement mon mari; mes enfans!.. je les adorerais. Je ne serais plus musicienne, je le sens bien. Ces autres passions me rendraient peut-être très malheureuse, on ne sait rien de l'avenir,... tandis que la musique enchante et remplit ma vie. Pourquoi sacrifier le certain à l'inconnu?.. En voilà assez. Ne me tourmente pas, c'est inutile.

Je dus rapporter cet entretien à mon ami Vianne, qui partit un peu triste, mais ne vit point là sujet de renoncer à toute espérance.

— Si tu es sûr qu'elle n'a pas d'autre affection, me dit-il, j'attendrai.

— J'en suis sûr, répondis-je; je peux t'en donner ma parole. — Il retourna à Montpellier, où sa famille était fixée, et je m'apprêtais à l'y rejoindre lorsque mon père revint de Paris très souffrant. Je res-

tai près de lui et appelai le médecin, un très bon médecin qui cependant se trompa sur la gravité de son mal. Il connaissait la forte constitution de mon père et ne croyait pas que l'affection dont il souffrait pût être de longue durée ni prendre un caractère sérieux. Il en fut pourtant ainsi. Le mal empira avec une rapidité effrayante.

Mon père n'avait jamais connu le chagrin. Une seule fois dans sa vie il s'était vivement affecté; c'est lorsqu'il avait vu la dot de sa femme fondre dans ses mains. Il avait vite réparé cet échec; mais cette fois la perte était plus sérieuse. Homme positif, il ne pouvait se résigner à perdre la fortune qu'il avait si péniblement acquise. Il souhaita mourir et mourut. Ce fut un coup terrible pour ma mère, qui l'avait toujours tendrement aimé, un déchirement profond pour moi, qui le chérissais, et qui n'avais connu de lui que sa bonté indulgente ou ses tendres brusqueries. Jeanne fut consternée et pleura beaucoup. Je ne sais si elle s'obstinait à ne pas le considérer comme son père, mais elle le regretta bien sincèrement et montra une sensibilité profonde qui rapprocha nos cœurs. Nous cachions nos larmes à notre pauvre mère; nous pleurions comme en cachette, mais nous pleurions ensemble, et nous nous promettions de nous aimer d'autant plus que nous avions perdu celui qui nous avait beaucoup aimés.

Quand nous eûmes à nous occuper de la liquidation de nos affaires, nous eûmes à constater que mon père avait réalisé un avoir de trois cent mille francs; mais il avait voulu devenir millionnaire, il avait exposé et perdu près des deux tiers de son capital. Ce qui nous restait se composait de la petite maison, moitié ville, moitié campagne, que nous habitions à Pau et qui était notre propriété, de l'auberge des Pyrénées, de quelques coupons de rentes et de quelques créances plus ou moins sûres, entre autres une avance de fonds faite à Antonio Perez, mais dont les titres ne me parurent pas offrir toutes les garanties désirables. Mon pauvre père, connu pour la loyauté de ses transactions, avait eu toute confiance en ce Perez, qui ne m'en inspirait aucune.

Il s'agissait d'une vingtaine de mille francs. C'était quelque chose pour nous. Quand je vis la résignation succéder chez nous à la première douleur, je pensai que mon devoir était de mettre nos affaires en ordre autant que possible; ma ferme intention était dès lors de suffire à ma propre existence aussitôt que je pourrais exercer la médecine, et de laisser ma part d'héritage à ma mère et à ma sœur.

Tout se trouva liquidé et recouvré assez vite, sauf les vingt mille francs du Perez, que je lui fis réclamer sans obtenir de réponse claire et précise. Il résultait de mes informations qu'il était alors à

Pampelune. Je pris les conseils de notre avoué, je me munis des pièces nécessaires et je partis pour l'Espagne.

Le désir de revoir la véritable Manoela n'entrait pour rien dans ma résolution. Sous le coup du malheur qui venait de nous frapper, je l'avais à peu près oubliée. Ce ne fut qu'en voyant les tours et les clochers de Pampelune qu'un certain étouffement nerveux que j'avais bien connu me revint comme un mal chronique. — Qu'est-ce donc, me disais-je en me raillant moi-même, ai-je du temps et du cœur de reste pour faire ici l'écolier romanesque?

Cet étouffement augmenta et se compliqua d'un fort battement de cœur, lorsqu'après avoir arrêté ma chambre dans une auberge je me dirigeai vers l'hôtellerie du *parador-general*, la plus belle de la ville, qui m'avait été désignée comme celle où descendait ordinairement *don Perez de Panticosa.*

Je fus surpris du sourire avec lequel le domestique auquel je m'adressai me répondit ce simple mot : *absent.*

— Depuis quand?

— Quinze jours.

— Pour longtemps?

— Indéfiniment!

— Sait-on où il est?

— Dieu et lui le savent.

Impatienté de ce laconisme emphatique, je demandai à parler au maître de l'établissement, brave homme à figure douce et soucieuse, qui m'examina avec une sorte de crainte. — Antonio Perez! Vous êtes à la recherche d'Antonio Perez? Êtes-vous de ses amis?

— Nullement, mais j'ai affaire à lui.

— Vous ne le trouverez pas ici. Il est... parti! Peut-être vous doit-il de l'argent?

— Vous paraissez croire que dès lors je ne le trouverai nulle part?

— Justement! Il m'en doit aussi, et c'est de l'argent perdu.

— Est-il ruiné?

— Ruiné? Antonio Perez, le contrebandier? Oh! que non. Il est en fuite, emportant l'argent qu'il doit à tous ceux qui ont eu affaire à lui.

— C'est un coquin? Je m'en doutais.

— Soyez-en sûr, c'est le dernier des hommes. Il a liquidé tout son avoir, et sans doute il va jouir en Amérique du fruit de ses escroqueries.

— N'avait-il pas avec lui une personne...

— Vous appelez cela une personne, sa maîtresse, la malpropre Pepa?

— Il était seul ici avec elle?

— La dernière fois, oui; il avait laissé sa fille ailleurs.

— Au couvent?

— Au couvent? allons donc!

— J'ai ouï dire qu'elle avait été élevée ici, chez des religieuses.

— Cela est vrai, elle y a passé, je crois, deux ans. Elle y avait fait une petite folie, elle était sortie un soir avec un jeune officier; pauvre petite, elle était si jolie, si poursuivie! Le père, apprenant cela, est venu la chercher, disant qu'il voulait la mettre dans une autre ville. Ils sont partis pour la France, et puis ils sont revenus peu de temps après. Il l'a conduite à Madrid, où l'on dit qu'il s'est passé une autre aventure. Il a prétendu qu'elle s'était sauvée avec un Anglais; d'autres disent qu'il l'a vendue très cher à un Russe, et comme il en est bien capable;... mais si vous avez intérêt à retrouver votre homme, informez-vous à Madrid; peut-être découvrirez-vous quelque indice. Personne ici ne vous en dira plus que moi. Pourtant, si vous voulez déjeuner, je vous ferai parler à quelques personnes de la ville.

Je commandai un déjeuner convenable, et j'invitai mon hôte à le manger avec moi, afin de le faire causer encore. Il devint tout à fait communicatif et me mit en relation avec quelques-unes des notabilités de sa clientèle. J'appris les choses les plus fâcheuses, les plus immondes sur le compte de mon débiteur. Je tremblais d'entendre prononcer le nom de mon père parmi les noms de ses amis. Il n'en fut pas question. Je me gardai bien de parler de Manoela, on m'en parla plus que je ne voulais. Selon les uns, c'était une fille sans expérience, intéressante et fort à plaindre; selon les autres, c'était une rusée petite coquette qui s'était lestement dégagée de son amourette avec le jeune officier pauvre, pour accepter de la main paternelle, non pas un époux mieux partagé, mais des intrigues plus lucratives.

Je passai le reste de la journée à m'informer dans la ville. Le lendemain je me rendis à Madrid, où les renseignemens se trouvèrent conformes à ceux de Pampelune. On pensait que Perez était parti pour l'Amérique du Sud, où il avait déjà fait la traite des noirs. Quant à sa fille, — car, malgré moi, il semblait que l'on tînt à m'éclairer sur son compte, — les hommes en parlaient comme d'une perle de beauté, et la plaignaient d'avoir eu un tel père. On ne savait pas ce qu'elle était devenue, il y avait plusieurs versions, mais il n'y avait point de doute à conserver : elle avait pris le mauvais chemin ouvert devant elle.

Je revins par Panticosa, où je passai quelques heures. Pour l'ac-

quit de ma conscience, je tenais à m'y informer aussi; mais je vis bien vite que je tombais dans un nid de contrebandiers qui craignaient de répondre et se méfiaient de moi. S'ils avaient eu à se plaindre de Perez, ils avaient été trop complices de ses entreprises pour le trahir. Ils détournaient les questions que je leur adressais sur son compte et s'obstinaient à me parler de la gentille Manoelita, belle, douce et bonne, qui faisait du bien et disait de jolies paroles à tout le monde, quand elle habitait le pays, avant d'aller au couvent à Pampelune. On ne l'avait pas vue depuis; on pensait qu'elle était mariée avec quelque grand d'Espagne.

Je revins à pied par la montagne. Je passai à Luz pour recevoir l'argent du fermier de l'auberge du Bergonz. Là, je respirai un peu. Je ne craignais point d'entendre parler de mon pauvre père; il n'y était connu que sous d'excellens rapports. Je vis qu'il était regretté par tant d'honnêtes gens que je me confirmai dans l'idée qu'il avait fait très loyalement des affaires illégales. Je ne me trompais pas; le temps m'en a apporté des preuves nombreuses. Il était le type de cette inconséquence qui conduit certains hommes très prudens et très fins à être facilement dupés par de grossiers fripons, et à se trouver compromis dans des affaires véreuses où ils n'ont point trempé.

Je me consolais de tout d'ailleurs en me disant que, s'il avait dû quelques profits à son association avec l'ignoble Perez, nous n'avions point à en recueillir le bénéfice. De ce côté-là, nous étions ruinés. Ce qui nous restait devait être considéré comme légitimement acquis par un travail auquel nous avions pris part, car l'auberge prospérait. Elle nous rapportait trois mille francs par an. Celui qui nous l'affermait rançonnait passablement la clientèle; mais plus le beau monde se portait aux eaux des Pyrénées, plus on s'habituait à payer cher, et la maison Bielsa ne faisait point exception. Je passai là une journée rêveuse et attendrie : tout m'y rappelait mon père et les rapides, mais doux mouvemens d'effusion qu'il avait eus avec moi. Durant sa courte et terrible maladie, il était devenu sombre et taciturne. Il était mort sans s'expliquer sur quoi que ce soit, ignorant, semblant vouloir ignorer notre avenir, se retirant de la vie comme un homme honteux et désespéré d'avoir perdu sa cause et manqué son but. Je n'avais aperçu en lui aucun scrupule de conscience. Il était en face de la légalité comme une espèce de sauvage qui méprise les institutions humaines et qui, dans sa hutte, redevient doux, hospitalier et sociable.

Tout en songeant à lui, je sentis d'autant plus combien je devais de confiance et de déférence à ma mère, qui avait toujours lutté pour ne point lui livrer la gouverne de ses enfans. Où m'eût-il

conduit, s'il eût fait de moi un associé de Perez et l'époux de sa fille?

Je m'efforçai de penser sans émotion à cette Manoela qui, sans le savoir, avait déjà joué un rôle si marqué et si varié dans ma vie. Je m'applaudissais de ne l'avoir pas vue lors de ma première excursion à Panticosa, et pourtant qui sait si mon amour n'eût pas fait d'elle une honnête femme? La plupart des gens qui m'avaient parlé d'elle la plaignaient, et ceux qui l'avaient tant soit peu connue semblaient en être restés épris. J'essayais de me la rappeler. Elle m'avait fait l'impression que produirait l'apparition d'un ange. Y avait-il en elle quelque chose de particulièrement séduisant, ou mon imagination avait-elle fait tous les frais de cette séduction?

IV.

Je retournai à Pau, où je renseignai ma mère sur l'inutile résultat de mon voyage. Elle en prit son parti, disant qu'elle se faisait fort de vivre avec ce que nous avions réalisé et d'empêcher par sa prévoyance et son économie que nous eussions à souffrir de la gêne. — Ne parle pas de moi et ne t'en inquiète pas, lui répondis-je; je ne te serai à charge que le temps nécessaire pour conduire à bien mes études, qui vont devenir plus sérieuses et plus ardentes qu'auparavant.

Je la quittai pour les reprendre et regagner par de grands efforts le temps que j'avais dû consacrer à nos affaires de famille. Je retrouvai mon cher Vianne, toujours laborieux et sage, parlant toujours de ma sœur comme de son idéal, mais n'y pensant pas à toute heure et ne perdant pas l'esprit comme je l'avais perdu la première année de mon amour pour Manoela. Naturellement, sans lui rien révéler de ce qui concernait mon père, je lui avais raconté cette aventure. Il s'était étonné de me trouver si impressionnable et si romanesque avec mon corps d'athlète et ma figure épanouie. — Je fais une remarque, m'avait-il dit : c'est que, d'après le caractère, la physionomie, les goûts d'un jeune homme, on peut constater la tendance et prédire la marche de son existence, hormis sur un point essentiellement indépendant de tout le reste et très mystérieux, pour ne pas dire illogique, — la nature de sa notion sur l'amour. Je crois savoir, en t'examinant, que tu es actif, plein de courage, que tu es naturellement chaste, très généreux et porté aux dévoûmens chevaleresques. Tout cela ne suffit pas pour que je te déclare à l'abri de quelque énorme sottise tout à fait en désaccord avec tes heureux instincts, parce que j'ignore de quelle façon tu aimeras la femme. Ce que tu me racontes m'étonne et semble ap-

partenir au tempérament lymphatico-nerveux de quelque pâle étudiant des contes d'Hoffmann, tandis que ton organisation est celle d'un chasseur ou d'un pâtre des montagnes d'Espagne. Je t'étudierai davantage sous ce rapport, et je te dirai ce que j'aurai découvert, afin que, s'il y a péril accidentel, tu t'en préserves, et que, s'il y a fatalité, tu la combattes. Je ne suis pas de ceux qui croient la fatalité organique impossible à vaincre.

Quand plus tard, le hasard ayant ramené ce sujet d'entretien, je laissai voir à mon ami une certaine sollicitude, une sorte de compassion pour la fille de Perez : — Tu regrettes, me dit-il, de n'avoir pas pu tenter la jolie expérience de l'épouser pour en faire une honnête femme? Je ne dis pas que tu aurais échoué, puisque je ne sais rien d'elle; mais je reviens à mon examen de ta manière d'aimer. Tu es de ceux qui ont en eux-mêmes une confiance fanfaronne et qui, sous prétexte de respect pour la nature humaine, croient, grâce à leurs perfections, sanctifier ce qu'ils touchent.

— Ne te moque pas, lui dis-je : je ne sais pas du tout me défendre de la raillerie. Tu sais très bien que je suis un instinctif, un rustique, que je ne fais pas de théories, que je ne me connais pas, que par conséquent je ne me dédaigne ni ne m'estime. Je me sens porté à plaindre la faiblesse et à la protéger; je ne me demande pas si je peux la sauver, la sanctifier, comme tu dis. Je me précipite pour secourir quiconque tombe à la mer, sans savoir si je ne me noierai pas avec lui.

— Tu crois cela, donc tu le penses, tu es sincère, je n'en ai jamais douté; mais, en te jetant ainsi à la mer, tu comptes sur ta force et ton adresse. Si tu étais sûr de périr sans sauver personne, tu resterais au rivage, — ou bien tu te précipiterais uniquement par amour-propre.

— Traites-tu de vanité le devoir de donner l'exemple?

— Ah! oui, donner l'exemple, voilà! Voilà ce que je crains de toi! Tu es trop idéaliste pour la société où nous sommes appelés à vivre. Tu es capable de beaucoup de belles choses, mais je voudrais être sûr que tu feras quelque chose de raisonnable. Or, s'il y a quelque chose au monde qui demande le contrôle souverain de la froide raison, c'est l'expérience de la science que nous étudions. Le médecin ne doit pas obéir à l'inspiration du moment; même dans les cas désespérés, je nie qu'il ait le droit d'écouter son cœur ou son imagination.

Ces causeries revenaient souvent, et nous menaient parfois cent lieues au-delà du point de départ. Ce n'était peut-être pas bien utile, car il arrive que, dans ces discussions entre jeunes gens, on se place de part et d'autre sur un terrain que l'on s'habitue à regarder

comme une propriété exclusive, bien qu'on y ait tenu médiocrement dans le principe; mais la jeunesse ne vit que de théories, et la société présente ne vit que de partis-pris. Loin de redresser dans notre maturité les erreurs de notre inexpérience, elle s'empare de nos croyances ou de nos passions au profit des siennes quand elle ne nous sacrifie pas à de plus étroits intérêts.

Telle ne fut pourtant ni ma destinée ni celle de mon ami, et si j'ai fait mention de nos amicales querelles, c'est qu'en songeant au dénoûment imprévu qu'elles amenèrent pour lui, je ne puis me défendre d'en rire un peu.

Au bout de nos cinq années d'études, nous fûmes reçus médecins, Vianne et moi, le même jour; il avait vingt-six ans, j'en avais vingt-quatre. Il vint alors avec moi à Pau, en me confiant qu'il avait l'intention de faire sa cour à ma sœur, si elle ne s'y opposait pas par une déclaration formelle. Je n'espérais pas beaucoup pour lui. Jeanne, à vingt et un ans, était la même qu'à dix-sept, plus belle et plus grande musicienne encore, mais ajournant l'idée du mariage sans hésitation ni regret. Ma mère respectait toujours sa volonté à cet égard et n'insistait pas. Vianne était pourtant le meilleur parti qu'elle pût jamais espérer. Il était si bien posé à Montpellier, qu'il devait sans effort s'y faire promptement une bonne clientèle. Il avait des ressources personnelles, ni père ni mère pour discuter la naissance et la fortune de sa fiancée, pour toute autorité à subir un vieux oncle qui ne voyait que par ses yeux. Il eût été heureux de se charger de ma mère. Il avait une maison à Montpellier, on eût pu vendre ou affermer celle de Pau. Sa demande méritait donc réflexion, ma mère l'admit, mais elle nous dit qu'il ne fallait point en faire part à Jeanne. La seule chance de réussite était que Vianne, en la voyant de temps en temps, — pas tous les jours, — vînt à lui plaire.

Il s'établit donc dans notre ville pour quelques semaines sous le prétexte assez plausible de soins à donner à un de ses amis qui y résidait, et moi je partis pour les Pyrénées, où j'allais presque tous les ans passer quelques jours pour surveiller notre petite propriété.

Cette fois j'y restai davantage. Le vieux médecin des eaux de Saint-Sauveur, qui depuis longtemps m'avait pris en amitié, avait toujours souhaité me voir devenir son successeur. Il parlait de se retirer, et, me voyant reçu médecin, il me conseillait de faire des démarches pour obtenir son emploi, se promettant de m'aider et de couvrir de son concours pendant quelque temps ce que l'on pourrait me reprocher, la jeunesse et l'inexpérience. J'étais si bien vu dans le pays que je n'avais pas d'opposition à craindre. Pourtant je de-

mandai le temps de la réflexion. Le poste était bon, mais de bien courte durée chaque année. Il eût fallu pouvoir m'établir dans une des régions voisines où l'on passe l'hiver et l'on vit sur une clientèle fixe. Je ne voyais aucune position à prendre dans les environs, tout était occupé sans espoir de vacance. C'est à m'assurer de ce point important que je passai une semaine. La chose méritait examen. J'étais très incertain du théâtre de mes débuts. Il ne fallait pas songer à faire quelque chose à Pau. Il y avait là plus de médecins qu'il n'était nécessaire; je n'avais jamais songé à m'y établir, mais je désirais ne pas trop m'éloigner de ma famille, et Luz était déjà bien loin au gré de ma mère. Le hasard, dirai-je le hasard tout seul? devait dénouer la situation.

Un matin que j'étais monté en me promenant aux bergeries, c'est-à-dire au groupe de chalets situés sur les pâturages du pic de Bergonz, à une demi-heure de marche au-dessus de notre auberge, je vis arriver deux voyageurs qui faisaient l'ascension, l'un à pied, l'autre en chaise. Le piéton était un Anglais d'apparence distinguée, un homme dont la figure agréable et soignée disait cinquante ans, tandis que le jarret un peu raidi et les cheveux tout blancs disaient soixante. La personne portée en chaise par deux vigoureux montagnards était une jeune femme de vingt-quatre ans environ, un peu pâle, un peu fatiguée, extrêmement jolie et très bien mise. Ils n'avaient point de guide; le guide n'est pas nécessaire pour l'ascension du Bergonz, qui n'est ni compliquée ni difficile.

Je connaissais déjà de vue presque tous les malades et touristes de la localité. Ceux-ci m'étaient pourtant inconnus. Ils devaient être arrivés la veille au soir, peut-être le matin même.

Ils s'arrêtèrent à la cabane, et le vieux berger s'empressa de leur offrir du lait. La jeune dame refusa, disant qu'elle venait de déjeuner *chez Bielsa*, c'est-à-dire chez celui qui tenait mon auberge. Le *gentleman* lui dit quelques mots en anglais. Elle n'était point Anglaise, car elle fit répéter et ne parut pas comprendre. Alors il lui dit en français, qu'il parlait du reste fort bien : — Il faut laisser reposer ces braves porteurs et même leur donner à boire. — Il demanda au berger s'il avait du vin. Il en avait toujours quelques bouteilles en contrebande, car il avait passé avec l'auberge un marché qui l'obligeait à ne fournir que du lait. Je vis qu'à cause de moi, bien que ce ne fussent pas mes affaires, il hésitait à répondre. Je m'éloignai pour ne pas le gêner; je montai un peu plus haut sur le sentier.

Je redescendis au bout de quelques instans; mon intention n'était pas de monter au pic, dont je connaissais le moindre caillou, mais je n'étais pas fâché de revoir le pâle et charmant visage de la jeune

dame. J'étais pourtant blasé sur la rencontre des plus jolies voyageuses comme des plus laides. J'avais assez fait le garçon d'auberge pour regarder tous ces oiseaux de passage comme un gibier hors de portée. Seulement, comme, à l'âge que j'avais, on regarde toujours avec intérêt ces personnages plus ou moins ailés, j'avais acquis un certain discernement. Je distinguais très vite une compagne légitime d'une associée de rencontre, une noble Anglaise évaporée d'une aventurière précieuse, une Parisienne de la *fashion* tapageuse, mais appartenant au vrai monde, d'une courtisane habillée avec plus de goût et affichant un meilleur ton. Mon père, qui embrouillait tout cela, ma mère, qui n'y comprenait absolument rien, s'étonnaient de ma perspicacité quand après coup je leur disais à quelle espèce ou à quelle variété ils avaient eu affaire.

Je revins donc sur mes pas et j'examinai la voyageuse, surpris de ne pouvoir définir sa véritable condition. La mise était irréprochable, un mélange de goût français et de confortabilité britannique. Elle était Française et appartenait à cet Anglais, dont elle n'était pourtant pas la fille, elle ne lui ressemblait pas et ne faisait que bégayer sa langue. Elle pouvait être aussi bien sa maîtresse que sa femme; mais alors c'était une maîtresse de choix, car il la suivait pas à pas, lui offrant la main pour gravir une pierre, et se baissant, encore qu'il ne fût pas bien souple, pour écarter une branche de son chemin.

Je m'étonnai de les voir encore là, se promenant autour de la bergerie et paraissant attendre. Le berger m'apprit tout bas qu'un des porteurs se trouvait subitement malade, et me pria d'entrer dans l'étable, où il s'était jeté sur la litière et se roulait, en proie à une crampe d'estomac très violente. Il me suppliait de ne pas le dire à *ses* voyageurs. — Cela va se passer, disait-il; cinq minutes de repos, et je me remets en route.

Je le connaissais; je le savais sujet à ces crampes, qui ne passaient pas si aisément. Je lui défendis de se remettre en route. Je lui donnai un calmant que j'avais dans ma trousse, et je conseillai à son camarade de descendre à l'auberge, où il trouverait peut-être un autre porteur : moi, je me chargeai d'aller expliquer aux voyageurs l'accident qui les retardait.

— Eh bien! dit la jeune dame, nous monterons à pied. On peut très bien monter à pied, n'est-ce pas?

— Très bien, répondis-je.

— Non, dit l'Anglais, trois heures de marche, c'est trop pour vous, ma chère, je m'y oppose absolument.

— Est-ce qu'il faut trois heures? reprit-elle en se tournant vers moi.

— D'ici, répondis-je, il n'y en a plus que pour une heure et demie.

— Eh bien! mon cher, dites donc cela à *mon mari!*

Je regardai l'Anglais, qui ne sourcilla pas.

— Il y a, me dit-il, une chose bien simple. C'est que vous portiez la chaise de madame avec celui de nos hommes qui n'est pas malade. — Et comme je souriais, il ajouta : — Je paierai ce que vous voudrez.

J'étais habillé absolument comme un montagnard, c'était mon habitude dès que j'arrivais au pays; le berger, qui m'avait vu tout jeune, me tutoyait; la méprise était naturelle. Je ne m'en fâchai pas; mais je refusai, disant que nul n'a le droit de porter la chaise, s'il n'est patenté à cet effet, et que je n'avais pas la plaque.

— Alors attendons, dit l'Anglais.

— Non, n'attendons pas, reprit sa femme; ce porteur ira en chercher un autre, et ils nous rejoindront là-haut. Le vieux berger ou bien le garçon que voici, — elle me désignait, — nous servira de guide, et je marcherai. Voyons, cher ami, consentez.

— Oui, avec un guide pour vous soutenir; mais le berger est trop vieux, et ce jeune garçon n'est pas guide non plus.

— Ceci ne fait rien, répondis-je, je peux *guider* sur le pic de Bergonz, où il n'y a pas de danger sérieux à courir pour les voyageurs.

Pourquoi je fis cette réponse, qui devait décider de ma destinée, je l'ignore. Il y a des momens où nous n'avons pas conscience de l'impulsion qui nous est donnée. Cette impulsion me venait du regard engageant et enjoué que la jeune dame attachait sur moi. Je reçus avec un mouvement de surprise aussitôt réprimé le paletot et le parasol que l'Anglais jeta négligemment sur mon épaule, et je me mis à marcher en avant.

J'étais piqué par je ne sais quelle curiosité en même temps que je subissais je ne sais quelle fascination. Cette jeune femme me rappelait l'émotion que j'avais ressentie à Bordeaux en voyant, pendant deux ou trois secondes, la charmante figure de Manoela Perez. C'était, autant que je pouvais m'en souvenir, un type de même famille, ni grande ni petite, un peu maigre, beaucoup de grâce, des cheveux bruns ou noirs, des yeux clairs, gris ou bleus; mais celle-ci avait plus d'allure et moins de feu. C'était une Parisienne pur sang, son accent ne pouvait laisser le moindre doute.

GEORGE SAND.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

TROIE

D'APRÈS LES DERNIÈRES FOUILLES FAITES EN TROADE.

I.

Le voyageur qui va de Smyrne à Constantinople par le canal de Lesbos voit, au moment d'en sortir, s'étendre devant lui, dans la direction de l'est à l'ouest, un long rivage terminé au couchant par un promontoire. C'est la Troade. Il tourne à gauche pour atteindre le cap, puis à droite pour le doubler, et un second rivage plus long que le premier fuit devant lui dans la direction du nord. Il le côtoie, et, l'ayant suivi sur une longueur d'environ 12 lieues, il entre dans le canal des Dardanelles, qui fut l'Hellespont. Chemin faisant, il a laissé à sa gauche l'île de Ténédos et à sa droite la baie de Béchika, où descend par un ancien canal une partie des eaux de la plaine de Troie. Au-dessus du rivage très bas de cette baie, il a pu apercevoir une hauteur dessinant une sorte d'acropole et qui porte aujourd'hui le nom d'Hissarlik. A l'entrée de l'Hellespont, il voit sur sa droite un château turc du nom de Koum-Kalé, bâti, comme le nom l'indique, sur le sable, et il distingue l'embouchure d'une rivière dont les eaux sont celles du Scamandre et portent encore le nom amoindri de Mendéré-Sou. Au-delà se développe une sorte de lagune formée par les alluvions de cette rivière torrentielle et capricieuse. De Koum-Kalé au tertre connu de tous les marins sous le nom de tombeau d'Ajax, il y a en ligne droite environ 3,600 mètres. C'est toute la largeur de la plaine de Troie, car au-delà du tombeau d'Ajax commence une série de hauteurs qui longent l'Hellespont et se rattachent au massif de l'Ida. C'est donc ici que nous allons nous arrêter.

Le niveau du sol entre Koum-Kalé et le tombeau d'Ajax est tellement bas et si exactement horizontal qu'il est impossible de s'expli-

quer à la première vue pourquoi les eaux des rivières coulent à droite plutôt qu'à gauche de la plaine. Parcourons donc ce rivage à peine praticable en été et tout à fait inondé en hiver. Nous ne tarderons pas à y reconnaître plusieurs embouchures inégales de la rivière qui coule aujourd'hui presque entière à Koum-Kalé. La première que nous rencontrons est le Califatli-Asmak, qui se divise lui-même en deux ou trois bras et se perd dans des lagunes salées. Il doit son nom au village de Califatli, situé dans la plaine, à 5 kilomètres environ de la mer. La dernière embouchure des eaux vers l'est de la plaine est celle de l'In-Tépé-Asmak, c'est-à-dire de la rivière de l'In-Tépé, nom turc du tombeau d'Ajax; elle est à quelques centaines de mètres en avant de ce dernier.

En remontant ces divers lits de rivières, on reconnaît que le Califatli, qui vient du sud-est, n'est qu'une branche de l'In-Tépé, et que le point de séparation est au village de Koum-Kieui, à 2,700 mètres de la mer. Au-dessus de ce point, toutes les eaux de la plaine troyenne courent au hasard à travers une vallée marécageuse de 2 à 5 kilomètres de large, et, suivant la saison, coulent uniquement dans le lit du Mendéré ou dans tous les lits à la fois; mais l'immense largeur du lit pierreux du Califatli prouve jusqu'à l'évidence que là se trouvait autrefois le cours principal de la rivière, et qu'elle n'a quitté cette direction que dans la suite des temps. Au fond de la plaine, en remontant toujours vers le sud-est, on trouve à 13 kilomètres de la mer les hauteurs devenues célèbres de Bounar-Bachi. C'est là que le Scamandre sort des croupes de l'Ida; son cours au-dessus de ce point n'est plus marécageux : c'est une rivière de montagne aux eaux limpides, courant entre des rives souvent escarpées et presque toujours boisées. En résumant, on voit que le Scamandre, qui a toujours été le fleuve troyen par excellence et ne recevait le Simoïs que comme un faible affluent, a changé deux fois de direction, une première fois à Koum-Kieui, non loin de son embouchure, pour former le cours inférieur du Califatli, une seconde fois à 8 ou 9 kilomètres de la mer pour donner naissance au Mendéré-Sou, fleuve visiblement moderne. Le lit primitif longeait donc les hauteurs de l'est, et, se dirigeant ensuite vers le nord, là où est aujourd'hui la branche nommée In-Tépé, il passait à l'ouest du tombeau d'Ajax.

Pour se rendre compte de cette topographie, il est bon d'avoir sous les yeux une carte développée du pays, comme celle que publièrent en 1840 le commandant Th. Graves et le lieutenant Spratt. Cette étude doit précéder toute discussion relative à Troie et aux poèmes homériques, car les changemens survenus dans cette plaine célèbre sont indépendans de toute opinion suggérée par la critique

littéraire et de l'existence même de la ville de Priam; elle a le pas sur toute solution qui pourra être donnée aux problèmes historiques ou archéologiques. Somme toute, la plaine de Troie était fort petite; la partie inférieure, aujourd'hui occupée par un marais et par une lagune, n'existait probablement pas dans les anciens temps; la plage de Koum-Kalé était occupée par la mer, et le rivage, fort plat lui-même, devait s'étendre en ligne plus ou moins irrégulière du tombeau d'Ajax au village de Yéni-Cheir, situé à 2,500 mètres vers le sud de Koum-Kalé. Là en effet se trouve un cap assez élevé dans lequel tout le monde a reconnu l'ancien promontoire de Sigée. Le voyageur le laisse à sa droite avant d'atteindre l'entrée de l'Hellespont.

La position du Scamandre ancien sur la carte de Troade entraîne nécessairement celle du Simoïs. Il n'est pas possible de le voir dans les petites sources de Bounar-Bachi, car, si elles avaient autrefois envoyé leurs eaux au Scamandre, elles l'auraient rencontré immédiatement et n'auraient pu former une rivière ayant un nom. Aujourd'hui elles alimentent un petit cours d'eau qui se détourne vers l'ouest, se perd en partie dans des marécages et en partie se jette à la mer dans la baie de Béchica. Il faut donc chercher le Simoïs à l'est du Scamandre et non à l'ouest, où il n'y a pas de cours d'eau. Si en effet, partant du tombeau d'Ajax, on chemine vers le sud jusqu'à Koum-Kieui, on voit sur sa gauche s'étendre une longue vallée courant de l'est à l'ouest, et dont la rivière est connue sous le nom de Dombrek-Sou; elle tire son nom du village de Dombrek, situé à 10 kilomètres vers l'est. Les alluvions ont relevé le sol et transformé en marais l'espace où le Simoïs atteint l'ancien Scamandre; mais son lit est parfaitement reconnaissable au pied des hauteurs qui bordent la vallée au midi. Derrière celles-ci, l'on rencontre le lit d'un torrent de montagne, puis des hauteurs accidentées, enfin, un peu avant Bounar-Bachi, une seconde rivière que des découvertes récentes nous obligent à reconnaître comme le Thymbrios. Par une trompeuse ressemblance de mots, celui-ci avait été assimilé au Dombrek-Sou; mais le mot Dombrek peut avoir une signification en turc, et d'ailleurs les faits démontreront qu'il y avait ici une erreur. Il ne paraît donc pas possible de voir dans cette rivière de Dombrek autre chose que le Simoïs.

Je dois maintenant appeler l'attention sur les différens sites auxquels on a tour à tour fait l'honneur d'y placer la ville de Troie. Mon intention n'est pas de discuter ici avec des textes dont la plupart sont eux-mêmes sujets à discussion. On ne doit pas oublier que l'*Iliade* est le document le plus ancien que les Grecs nous aient laissé sur la guerre de Troie, — que ce poème, chanté çà et là par

fragmens, n'a été reconstitué qu'après Solon, qu'il a été l'objet de nombreuses interpolations, qu'il a été expurgé, réédité et réduit, autant que possible, à l'unité d'action par les anciens eux-mêmes, — que l'*Iliade* d'aujourd'hui est le dernier produit de ces remaniemens, et que pourtant une foule de passages sont encore regardés comme apocryphes par beaucoup de savans. Nous admettrons donc provisoirement sur la foi des anciens qu'il y a eu jadis une ville de Troie, qu'elle était dans la contrée où nous sommes, sur quelque lieu élevé, non loin du Scamandre et du Simoïs, que les Grecs, qui alors se nommaient eux-mêmes Achéens, y firent une longue expédition, qu'ils y périrent en grand nombre, mais qu'enfin ayant pris cette citadelle ils la livrèrent aux flammes, la pillèrent et se retirèrent chacun dans son pays, s'ils le purent et comme ils le purent. C'est bien là en effet le plus gros de la tradition. Cette expédition fut entreprise en pleine féodalité, lorsque les peuples étaient sous un régime seigneurial, n'ayant eux-mêmes que peu de droits à faire valoir, « dévorés, » comme dit Homère, par les princes qui les gouvernaient. Rien n'indique que les belligérans parlassent deux langues différentes; leurs noms de part et d'autre sont ou également grecs ou également étrangers à la langue grecque; la guerre semble avoir eu lieu entre peuples frères, entre seigneurs qui se connaissaient dès longtemps et se comprenaient entre eux.

De l'aveu de tous, anciens et modernes, nous voilà bien en Troade; mais où était Troie? Tel est l'objet de la controverse. Nous devons revenir un moment encore à la topographie du pays. Qu'il faille exclure les villages situés dans la plaine, c'est ce dont personne ne doute, puisqu'Ilion était une citadelle et qu'elle dominait la plaine. Il ne faut pas non plus chercher cette acropole dans les vallées latérales qui ne dominent ni la plaine ni la mer. Enfin il doit y avoir entre la mer et la citadelle un espace assez grand pour le déploiement des batailles, assez petit pour qu'il puisse être franchi plusieurs fois en un jour. Telles sont les données fournies par Homère et par la tradition. Les collines qui ont tour à tour été prises pour le site d'Ilion sont celles d'Hissarlik, de Chiblak, d'Atchi-Kieui et de Bounar-Bachi, énumérées dans l'ordre où on les rencontre en partant de la mer. Je vais en indiquer la situation relative. Si l'on remonte les lits de l'In-Tépé et du Califatli jusqu'à leur point de séparation, on trouve le village de Koum-Kieui : 2 kilomètres au-delà, le fleuve passe devant une hauteur qu'il laisse sur sa rive droite et qui est Hissarlik. A l'est d'Hissarlik et à 3 kilomètres de la rivière est le village de Chiblak, bâti sur la pente des collines et regardant le midi; Chiblak tourne donc le dos à la mer, il est dans une vallée torrentielle et ne voit la plaine que par une sorte d'é-

chappée latérale. Si, revenant au Scamandre, nous continuons à en remonter l'ancien cours, une marche de 2 lieues dans la direction du sud-est nous conduit à un marais plus ou moins cultivé, à l'est duquel est le village d'Atchi-Kieui; il est situé sur une colline au pied de laquelle coule une rivière appelée aujourd'hui Kemar et autrefois Thymbrios. Bounar-Bachi est à une lieue de là sur la droite, c'est-à-dire vers le sud-ouest. Ce village s'étend sur le penchant d'une colline tout au fond de la plaine de Troie à l'endroit où le Scamandre sort des montagnes pour devenir lent et stagnant; ce fleuve du reste ne passe point à Bounar-Bachi, il reste à près d'une demi-lieue sur la gauche. Derrière le village, il entoure de deux côtés des collines rocheuses, escarpées du côté du fleuve et en pente douce du côté du nord. Sur le haut de ces éminences, on aperçoit trois grands *tumuli* ou tertres de forme conique et rangés en ligne.

C'est là que la plupart des critiques modernes depuis la fin du siècle dernier ont placé la ville de Troie et la citadelle de Pergame. On a considéré ces *tumuli* comme des tombes de héros troyens, et les sources de Bounar-Bachi comme celles où les jeunes Troyennes allaient laver leurs vêtemens. Cette idée étant admise, on n'a plus eu qu'à faire concorder l'*Iliade* avec la configuration du pays et à donner un nom ancien à chaque site indiqué par Homère. Quant à Atchi-Kieui, un seul critique, M. Ulrichs, a voulu y reconnaître le site d'Ilion. Cet auteur, qui avait déjà tenté de bouleverser la topographie d'Athènes, n'a été suivi de personne dans ses opinions sur la Troade. Chiblak n'a pas eu un meilleur sort : MM. Clarke et Barker-Webb soutinrent en 1844 que là avait été la ville de Troie; mais la position topographique de ce village, situé dans une vallée latérale et tourné au sud, ne convenait en aucune manière aux faits donnés par la tradition classique.

La lutte se simplifiait donc et n'existait plus qu'entre Hissarlik et Bounar-Bachi. Jusqu'au commencement du IIe siècle avant Jésus-Christ, toute l'antiquité grecque plaçait Ilion à Hissarlik. Là en effet, postérieurement à la guerre de Troie, s'était établie une colonie grecque portant le nom d'Iliens et datant au moins du VIIe siècle. La tradition des anciens est attestée par Hérodote, par Xénophon, Arrien, Plutarque, Justin, par Strabon même, qui admet une opinion différente. Vers l'année 180 avant Jésus-Christ, au temps où les érudits alexandrins discutaient les textes d'Homère et les questions de topographie qui s'y rattachaient, un critique né dans une petite ville voisine et poussé peut-être par quelque intérêt patriotique, un certain Démétrius de Scepsis, avança que Troie n'avait pu être là où les anciens la plaçaient : il disait que l'espace compris entre la ville des Iliens (Hissarlik) et la mer n'était tout

entier qu'une alluvion postérieure à la guerre de Troie, qu'au temps de cette expédition la ville se serait trouvée sur le rivage; il ne serait donc pas resté de place pour le développement des armées. Ainsi Démétrius reportait Ilion vers le fond de la plaine, au lieu nommé à cette époque *Iliéôn-cômé*, un peu en avant d'Atchi-Kieui; il avouait cependant que l'on n'y trouvait aucune ruine; mais on savait aussi que Troie avait été ruinée par les Grecs de fond en comble. Le fait naturel allégué par Démétrius était exagéré : les terrains en avant d'Hissarlik sont des alluvions anciennes, de beaucoup antérieures aux temps épiques et peut-être même à la présence de l'homme sur la terre. L'alluvion moderne ne comprend qu'une lisière de lagunes et de terrains salés allant de Yéni-Cheir au tombeau d'Ajax. L'objection de l'historien grec serait tombée d'elle-même devant un examen plus scrupuleux du pays. Strabon lui donna de l'autorité en l'acceptant; mais Strabon n'était pas allé en Troade, et au fond son opinion n'avait que la valeur de celle de Démétrius. Cependant elle paraît n'avoir pas été adoptée par le public de la longue période gréco-romaine, car au temps où l'empire romain se divisa, et où il fallut choisir une capitale pour l'empire d'Orient, il fut question de Troie, et l'on n'entendait pas par ce mot un autre site que celui où était alors la ville des Iliens, le moderne Hissarlik. Cette ville avait acquis une certaine importance, si l'on en juge par l'étendue de sa partie fortifiée; elle était le principal centre de population de la plaine de Troie.

Le problème, résolu de deux façons si opposées par les érudits de l'antiquité et par la tradition populaire locale, a dormi pendant tout le moyen âge, et a passé inaperçu à travers les temps modernes jusqu'à la fin du siècle dernier. En 1788, Le Chevalier visita la Troade et, à son retour en France, écrivit une relation qui eut un grand succès : en 1802, on en publiait la troisième édition. Ce voyageur n'avait aucunement étudié le site d'Hissarlik, et, s'écartant un peu de l'idée de Démétrius de Scepsis rapportée par Strabon, il plaça la Troie homérique sur l'emplacement du village actuel de Bounar-Bachi. Il crut reconnaître dans les sources qui naissent en avant de ces collines les deux sources d'eau chaude et d'eau froide dont il est parlé dans Homère. Les hauteurs rocheuses qui s'élèvent au-dessus du village et finissent par un escarpement au sud-est furent la Pergame de Troie. Les pierres taillées et les poteries répandues sur le sol lui semblèrent provenir d'Ilion saccagé, et les trois tertres tumulaires qui se voient au sommet de cette sorte de citadelle furent attribués aux héros troyens; l'un de ces tertres reçut le nom de *tombeau d'Hector*. Par l'examen et la discussion des textes, on fixa autour de la plaine les emplacemens des lieux cités

par le poète, Callicolone, l'Érinéos, les tombeaux d'Ilus, d'Æsyétès, la tombe commune des Grecs. Quant à la difficulté que faisaient naître l'opinion des plus anciens auteurs et la tradition populaire du pays, tradition que les dissertations des savans alexandrins n'avaient pu rompre, Le Chevalier la résolut d'un seul mot en donnant à l'Ilion de la colonie grecque (Hissarlik) l'épithète de *novum* ou de *recens*, et ce fut depuis lors la *nouvelle Ilion* par opposition à l'Ilion des temps héroïques. Il fut admis que Virgile s'était trompé avec le peuple et avec les politiques romains, qu'il avait faussement cru que de Troie on pouvait apercevoir Ténédos. En effet, disait-on, cette île, visible d'Hissarlik, est cachée par une rangée de hauteurs aux habitans de Bounar-Bachi.

A la fin du dernier siècle,la critique n'était pas très sévère, et les voyages en Turquie étaient fort rares. Les raisons données par Le Chevalier parurent solides, ses conclusions devinrent classiques. Elles furent adoptées et soutenues par Rennel dans ses *Observations on the topography of the plain of Troy*, publiées à Londres en 1814. Choiseul-Gouffier, ambassadeur de France près la Sublime-Porte, dans son *Voyage pittoresque de la Grèce*, qui parut en 1820, ne s'éloigna pas notablement des idées de Le Chevalier, qui furent également reprises par Mauduit, architecte de l'empereur de Russie. Quoique les *Découvertes dans la Troade* n'aient été publiées par cet artiste trop peu érudit qu'en 1840, il put dès l'année 1838 communiquer à MM. Raoul-Rochette et Morey un plan des constructions encore visibles au-dessus de Bounar-Bachi, où il avait cru reconnaître les fondations de Pergame. M. Morey, architecte et ancien élève de notre académie de Rome, vit bien que ces ruines n'avaient pas un caractère de haute antiquité; toutefois, craignant sans doute de rompre trop brusquement avec l'idée généralement adoptée de Le Chevalier, il se contenta de franchir le Scamandre, en lui laissant le nom usurpé de Simoïs, et de chercher Ilion de l'autre côté du torrent. Là en effet il y a quelques ruines qui sont indiquées sur la carte de Graves, mais trop petites pour qu'on leur ait jamais attribué de l'importance. Cette idée nouvelle n'eut donc pas d'écho. L'opinion courante continua d'être admise malgré les critiques faites en 1822 par Mac Laren dans une dissertation publiée à Édimburgh. On la retrouve en 1842 dans un écrit de M. Forchhammer, dans les opuscules de Welcker, dans Texier et dans le savant travail de M. Nicolaïdès, *Topographie de l'Iliade* (Paris, 1867). Dans le plan qui accompagne cet ouvrage, l'auteur a restitué son nom au Scamandre, mais n'en a pas indiqué les anciens lits, et il a conservé à la colline d'Hissarlik le nom de *nouvelle Ilion* inventé par Le Chevalier. Du reste, si l'on admet l'authenticité du chant de l'*Iliade*

où est exposé l'ordre des combattans, l'étude stratégique faite par M. Nicolaïdès s'applique parfaitement aux lieux tels qu'il les conçoit. Malheureusement elle s'appliquerait presque aussi exactement aux plaines d'Athènes ou d'Argos, si l'expédition avait eu lieu dans ces pays, et l'on ne peut pas oublier que l'*Iliade* a été remaniée par des érudits alexandrins imbus, comme ceux de nos jours, d'idées systématiques et préconçues. Si le poème homérique a été soumis à un pareil système, M. Nicolaïdès, avec beaucoup de finesse dans les aperçus, a moins restitué la topographie troyenne que l'idée d'un savant alexandrin.

Les matériaux que la lecture des poèmes, les textes anciens et la vue des lieux pouvaient fournir étaient visiblement épuisés. L'idée ancienne était abandonnée; celle de Le Chevalier avait pris le dessus. Cependant le doute subsistait chez beaucoup de bons esprits. D'ailleurs de nouveaux horizons venaient de s'ouvrir, et la « question homérique » allait être remplacée par une autre beaucoup plus vaste dans laquelle elle menaçait de disparaître. L'Inde nous avait livré ses grandes épopées, offrant avec celles des Grecs de frappantes analogies. On pouvait se convaincre que ces poèmes immenses roulaient sur des événemens presque entièrement mythologiques dont la signification se laissait apercevoir. Les astres et leurs mouvemens, les phénomènes de l'air, ceux de la terre qui en dépendent, y étaient figurés par des personnages d'une réalité apparente et saisissante, animés de passions bonnes ou mauvaises, luttant entre eux, enlevant des femmes et assiégeant des forteresses au-delà des mers. On savait la valeur symbolique de ces personnages idéaux et de ces acropoles imaginaires, et pourtant l'on voyait les Indiens montrer encore au sud de l'Hindoustan le fleuve de Râma et les restes du pont colossal par lequel il avait passé dans Ceylan. On concluait de là que les faits archéologiques n'étaient que le produit de conceptions idéales préconçues et n'avaient en eux-mêmes aucune valeur scientifique. Il n'était pas difficile, avec l'ardeur de la philologie naissante, d'appliquer ces théories aux épopées et aux traditions héroïques de la Grèce. Achille devenait une figure du soleil, Hélène un des noms de la lune, et chacun des personnages épiques trouvait son explication dans quelque phénomène naturel. La guerre de Troie se réduisait à une lutte entre les élémens. La réalité de l'expédition supprimée, celle de la ville n'avait plus de raison d'être, et Troie devenait une acropole idéale comme celles qui paraissent souvent dans le Vêda, et qui ne sont autre chose que les nuages. Ceux qui admettaient ces doctrines nouvelles devaient prendre assez en pitié l'immense érudition que les critiques d'Homère déployaient depuis bientôt un siècle et les efforts que l'on fai-

sait en France, en Angleterre et en Allemagne pour adapter les poèmes à la configuration des lieux.

Ceux de nos lecteurs qui sont initiés à ce genre d'études savent qu'il y a ici quelque chose de très sérieux. Les méthodes de la philologie comparée et de la linguistique ne sont plus aujourd'hui livrées au hasard, elles sont parfaitement définies et conduisent à des conclusions souvent aussi certaines que celles de la chimie; mais d'autre part l'étude des épopées françaises apportait un correctif à ce que les conclusions de la philologie pouvaient avoir de trop absolu. L'épopée carlovingienne par exemple offrait avec l'*Iliade* des analogies non moins grandes que les poèmes indiens. Or nous pouvons en suivre, pour ainsi dire, pas à pas la formation; nous voyons qu'elle n'est arrivée que par degrés à son immense développement, que celui-ci s'est fait par l'addition progressive de faits nouveaux et de personnages inventés soit par les poètes, soit par l'imagination populaire. En remontant d'année en année et de poème en poème, on voit l'épopée dépouiller tour à tour ces additions, se simplifier, se raccourcir, se mettre à nu en quelque sorte et se réduire enfin à la chanson franque composée par les preux mêmes de Charlemagne. Cette chanson est déjà poétique; mais les faits qu'elle raconte ne sont point imaginaires : ce sont les coups de guerre et les combats des Francs. Il semble que l'épopée grecque tienne le milieu entre celle des Indiens et celle des Français, moins mythologique que la première, moins réaliste que la seconde ; tel est du reste le génie de ces trois nations.

II.

Il y avait donc en présence l'une de l'autre deux opinions rivales : celle de l'antiquité, soutenue par les anciens auteurs grecs et par la tradition locale, elle plaçait Ilion sur la hauteur d'Hissarlik, — celle des érudits modernes, suggérée par Démétrius de Scepsis et remise en honneur par Le Chevalier. L'obscurité et l'indécision des textes permettaient de soutenir l'une et l'autre; la topographie des lieux ne contredisait absolument ni l'une ni l'autre. Enfin un doute immense commençait à s'élever sur la réalité même de Troie, de l'expédition achéenne et des héros épiques; c'était comme une tempête venant de loin, dont beaucoup n'apercevaient pas encore la violence, et qui menaçait d'emporter avec elle la « question troyenne » tout entière.

L'érudition moderne ne s'en tient plus à la discussion des textes et aux théories presque toujours attaquables que l'on peut bâtir sur eux. Elle cherche son point d'appui dans la réalité : elle fouille les sites des anciennes villes, les tombeaux, les cavernes et les couches

artificielles de terre, d'ustensiles et d'ossemens que les hommes d'autrefois ont laissées. Ce qui assure presque toujours le succès de ces recherches, c'est que l'usage de creuser des caves sous les édifices est moderne; les anciens ne le connaissaient guère, sauf de rares exceptions : quand une ville était ruinée, on en élevait une autre sur les débris. Ainsi se sont formées ces couches de décombres superposées comme des étages géologiques, et qui permettent de reconnaître sur un point habité les races et les civilisations qui l'ont occupé tour à tour. En outre on a reconnu que, du jour où les hommes ont su modeler l'argile et la cuire au feu, ils ont fait l'ouvrage le plus durable qu'ils aient jamais fabriqué. A l'exception d'un seul métal, tous les autres se détruisent dans la terre en s'oxydant; les pierres des maisons ruinées sont reprises et employées à des constructions nouvelles. Les métaux sont toujours bons à recueillir; les armes, les ustensiles et les objets d'art en métal servent toujours et se transforment par un nouveau travail; l'or se transmet de génération en génération et devient monnaies ou bijoux; le marbre fournit d'excellente chaux: ce sont les fours à chaux qui ont fait et qui font encore disparaître les édifices de marbre construits par les artistes d'autrefois. Ainsi presque tout ce qui constitue le matériel d'une ville est destiné à disparaître. La poterie seule subsiste, et, si le vase est brisé, personne ne songe à le recueillir. Il y a de grandes villes de l'antiquité qui n'ont laissé d'elles-mêmes que de la terre et des tessons.

Pour avancer dans « la question troyenne, » il ne restait plus qu'à fouiller le sol sur tous les points signalés par les textes ou portant des traces visibles du séjour de l'homme. C'est ce que l'on a fait dans ces dernières années. Le premier qui creusa une excavation dans le pays de Troie fut Choiseul-Gouffier. Il était difficile alors d'obtenir une telle autorisation. Dans les pays civilisés, où l'intérêt de la science passe en première ligne, chacun se prête ou concourt à ce genre de travaux. Les Grecs, par égoïsme national ou par jalousie, ne s'y prêtent que malgré eux. C'est bien pire encore en pays turc. Hors de la péninsule hellénique, quand un savant remue une pelletée de terre, on se persuade qu'il cherche un trésor. Choiseul-Gouffier fouilla le tumulus appelé tombeau d'Achille; il y trouva quelques débris romains, et l'on jugea que ce devait être la sépulture d'un certain Festus, mis à mort et brûlé par Caracalla, à l'imitation des funérailles de Patrocle. Ce fut une première déception. Le même ambassadeur fit excaver le tombeau d'Ajax (In-Tépé). Il n'y trouva rien de troyen; on découvrit seulement une sorte de conduit souterrain et des restes qui semblaient provenir d'un petit temple construit au temps d'Adrien.

Le tombeau de Patrocle, situé à côté de celui d'Achille, près du

cap Sigée, fut fouillé, il y a quelques années, par M. Frank Calvert, des Dardanelles, et totalement ruiné par lui; M. Calvert n'y a rien trouvé, on n'a même pas pu reconnaître si c'était bien un tertre funéraire. Son frère, M. Frédéric Calvert, a fouillé le tumulus de Ren-Kieui, 8 kilomètres à l'est du tombeau d'Ajax et non loin du rivage de l'Hellespont, sans plus de succès. Nous avons parlé des trois tertres qui dominent les hauteurs derrière Bounar-Bachi, et dont l'un fut qualifié de tombeau d'Hector par les partisans du système de Le Chevalier. M. John Lubbock, le célèbre anthropologiste, l'a fouillé en 1872; il a poussé l'excavation jusqu'au rocher. Il n'a trouvé ni cave funéraire, ni ossemens; on n'a rencontré que des tessons peints d'époque hellénique dont les plus anciens ne remontent pas au-delà du IIIe siècle avant Jésus-Christ. Ce tombeau d'Hector est donc postérieur à Alexandre le Grand. Il existe à 1 kilomètre de la rive gauche du Scamandre (ancien lit), derrière Hissarlik et Chiblak, un grand tumulus connu sous le nom de Pacha-Tépé. Démétrius de Scepsis et Strabon avec lui y avaient vu le tombeau d'Æsyétès dont il est parlé dans l'*Iliade*. D'après ce poème, il était situé entre Troie et la mer; les érudits modernes n'avaient donc pas eu de peine à accepter la même idée. Mme Schliemann a fouillé le tumulus en 1873 au moyen d'un large puits creusé au sommet. Elle a rencontré le rocher à 4 mètres 1/2 de profondeur avec des tessons d'époque très ancienne et antérieurs aux vases helléniques les plus archaïques, mais rien n'a indiqué que ce fût un tombeau. Déjà l'architecte Morey avait cru reconnaître dans les *tumuli* de Bounar-Bachi et dans le fameux tombeau d'Hector des restes de « tours de moulin, comme on en voit sur la plupart des points élevés de la Grèce; » mais dans les temps primitifs on ne connaissait pas l'usage des machines à vent, et le blé se moulait d'une façon plus élémentaire. Pacha-Tépé n'était ni un tombeau ni une « tour à moulin. » Les tombeaux fouillés dans la plaine de Troie et les tertres considérés comme des tombeaux n'ont donc pas apporté baucoup de documens nouveaux; ces excavations ont seulement ébranlé la thèse de Démétrius et de Le Chevalier. Venons-en aux fouilles exécutées dans ces derniers temps sur les sites habités autrefois ou signalés par les savans.

MM. Clarke et Barker-Webb avaient en 1844 indiqué Chiblak comme l'emplacement possible de Troie; cependant ils n'en avaient pas remué le sol. M. Schliemann l'a excavé, et n'y a trouvé aucune trace du séjour de l'homme à quelque époque que ce fût. Chiblak est par le fait mis entièrement hors de cause. Il en est de même d'Atchi-Kieui, village à une demi-heure de Bounar-Bachi vers le nord. M. Ulrichs en avait fait grand bruit dans le *Rheinische Museum;* les fouilles de M. Schliemann ont fait voir qu'il n'y a là rien

que le sol vierge. « J'y ai, dit-il, employé une bêche, — un couteau m'aurait suffi. » Au sortir de la vallée d'Atchi-Kieui, sur la rive droite du ruisseau qui l'arrose, est un tertre appelé Kanaï-Tépé; vis-à-vis se trouvent les restes d'une petite ville antique. M. Calvert, y ayant observé deux sources, l'une chaude et l'autre froide, en conclut que c'était la ville de Troie; mais ni les textes, ni la topographie, ni l'âge des poteries trouvées à cette place, ne permettaient cette supposition. Des fouilles faites par lui dans les ruines d'un ancien édifice mirent au jour une inscription portant l'inventaire du temple d'Apollon Thymbræos. Les doutes possibles avaient ainsi disparu.

Restent Bounar-Bachi et Hissarlik, les seuls points qui se disputassent l'honneur d'avoir porté les temples et les palais troyens, si ces temples et ces palais avaient jamais existé. J'ai déjà rappelé que M. John Lubbock n'a rencontré dans le prétendu tombeau d'Hector que des tessons du IIIe siècle avant Jésus-Christ. Les poteries répandues sur le haut et sur la pente de cette colline, nommée par les Turcs Bali-Dagh et au bas de laquelle est Bounar-Bachi, sont en très petite quantité et ne remontent pas au-delà de la période grecque historique. Dans les parties où les eaux ont entraîné les décombres, ils atteignent jusqu'à 2 mètres d'épaisseur, mais ne contiennent rien d'archaïque, et laissent presque partout le rocher à nu. Dans l'espace compris entre cette petite acropole hellénique et les sources de Bounar-Bachi, le consul von Hahn a exécuté en 1864 des fouilles étendues. Il y a fait travailler trente ouvriers pendant quatre semaines, et il a exposé le résultat de ses recherches dans une brochure (1). Il y déclare que ni lui ni ses compagnons n'ont réussi, malgré leurs efforts, à trouver dans cet espace le moindre indice d'habitations humaines, pas même des tessons ou des fragmens de tuiles, objets qui ne manquent jamais dans les lieux jadis habités. Partout où le rocher se montre à nu, il n'a rencontré aucun espace aplani, aucune pierre ayant pu faire partie d'une construction; le rocher présente toutes ses inégalités naturelles, et le sol n'a jamais été remué par la main des hommes. M. Schliemann a repris en 1868 les fouilles commencées par M. de Hahn; il a scruté toute la superficie de la petite enceinte du Bali-Dagh et n'y a découvert, comme son prédécesseur, que des poteries helléniques remontant au Ve et tout au plus au VIe siècle. Par conséquent les murs qui formaient l'enceinte ne peuvent pas remonter plus haut dans le passé, les murs n'étant dans aucun cas plus anciens que les poteries. On avait appelé l'attention sur les sources, prétendues chaudes et froides, qui sont au-dessous de Bounar-Bachi, et l'on avait dit que là

(1) *Die Ausgrabungen auf dem homerischen Pergamos.*

existaient des constructions très antiques. Le docteur Schliemann a fouillé aussi dans cet endroit et n'y a trouvé rien que le sol vierge, sans murailles, ni tessons d'aucune sorte. Quant aux sources elles-mêmes, je les ai visitées autrefois, et j'avoue n'avoir remarqué entre elles aucune différence de température. Il y en a d'ailleurs plus de quarante au-dessous de Bounar-Bachi, comme il y en a au pied de toutes les collines troyennes se rattachant au mont Ida.

Le résultat évident des sondages et des excavations faites à Bounar-Bachi et au-dessus, c'est qu'il n'y a jamais eu de ville en cet endroit, et que la petite acropole du Bali-Dagh ne remonte pas au-delà du VIe siècle avant Jésus-Christ. Quant à Troie, si elle a existé quelque part dans le pays, il la faut chercher ailleurs. Nous brûlerons donc toutes les cartes troyennes basées sur l'hypothèse de Démétrius et de Le Chevalier, et nous attendrons, pour en dresser une autre, que des fouilles nouvelles nous aient appris quelque chose de plus. Comment donc M. Ernest Curtius, un des plus célèbres érudits dont se vante l'Allemagne, après avoir visité la Troade en 1871, lorsque les fouilles de MM. Lubbock, de Hahn et Schliemann avaient dit le dernier mot sur Bounar-Bachi, comment a-t-il pu, dans un discours prononcé à Berlin en novembre 1872, soutenir encore une opinion démontrée absolument fausse, et prétendre que Troie était dans un lieu où elle n'a pas laissé le moindre débris? Lucain, parlant de cette ville, dit que « ses ruines mêmes ont péri; » mais c'est une expression poétique et juvénile; plus âgé, Lucain aurait su que les traces des villes, des villages, des hameaux même, ne périssent jamais entièrement, et que les habitations des hommes laissent après elles au moins quelques tessons par lesquels on reconnaît leur âge et souvent la civilisation du peuple qui les a produits. Or à Bounar-Bachi et au-dessus il n'y a pas une poterie antérieure aux siècles historiques; mais M. Curtius avait admis toute sa vie l'opinion de Le Chevalier, de Choiseul, de Welcker et de tant d'autres; il était difficile de changer de doctrine, d'avouer qu'on s'était trompé et de brûler ses dieux.

Les fouilles successives opérées autour de la plaine de Troie n'ont, jusqu'au point où cette étude nous a conduits, fourni que des résultats négatifs. Rien encore n'a attesté l'existence de la cité homérique dans le pays où on l'a toujours placée. Hissarlik seul nous reste à explorer. Si ce lieu nous répond de la même manière, nous donnerons pleinement raison aux orientalistes, et nous dirons que l'Ilion d'Homère n'a pas eu plus de réalité terrestre que Amarâvati, la cité céleste d'Indra. On remarquera toutefois que la question est allée en se simplifiant, que les fouilles contemporaines n'ont battu en brèche que la doctrine créée par Démétrius au IIe siècle avant Jésus-Christ, mais que l'opinion antérieure et la tradition populaire

demeurent intactes. Or elles s'accordent et désignent également Hissarlik comme le site de l'antique Ilion. C'est donc là qu'est le nœud du problème. M. Schliemann répondra seul, car lui seul a fouillé cette hauteur.

Ce savant, dont la fortune égale le zèle pour la science, a commencé ses excavations au mois d'avril 1870 et les a finies l'été dernier. Elles ont duré trois ans, n'étant interrompues que par la saison des fièvres. Le nombre des ouvriers occupés à fouiller la terre sous ses ordres a souvent atteint le chiffre de cent cinquante. La somme d'argent qu'il a dépensée en Troade approche de deux cent mille francs. On voit déjà de quelle importance ont dû être les fouilles d'Hissarlik. A la surface du sol, sur une grande étendue de terrain, on reconnaît des débris de la période gréco-romaine, pendant laquelle la colonie hellénique a constamment porté le nom d'Ilion. Le terrain occupé par la ville est entouré d'un mur de fortification avec tours et courtines. M. Schliemann l'a déblayé sur plusieurs points de manière à pouvoir en faire lever le plan. De plus il a fait creuser vingt larges puits atteignant le rocher, et il a constaté par ce moyen que le remblai, dont la profondeur atteint parfois cinq mètres, appartient exclusivement à la colonie grecque. Tout cet espace est rempli de fragmens de statues. Les objets de terre cuite mis au jour par le creusement des puits montrent à la surface du sol une époque romaine assez avancée, et prennent à mesure que l'on s'enfonce dans la terre un aspect de plus en plus ancien; quelques-uns de ces objets, vases ou statuettes, sont d'une parfaite élégance; d'autres ont un air archaïque très marqué; aucun ne dépasse le VIe ou tout au plus le VIIe siècle avant Jésus-Christ. Si l'on voulait fixer d'une manière plus positive les deux dates extrêmes de cette cité, les monnaies indiqueraient qu'elle a été détruite sous Constance II, empereur romain, et, Strabon nous apprenant qu'elle avait été bâtie sous la domination lydienne, on peut reporter sa fondation vers l'année 700 avant Jésus-Christ. Elle a donc duré sans interruption plus de mille ans, et cependant la profondeur moyenne des débris qu'elle a laissés ne dépasse pas deux mètres. On trouve quelques objets de fer près de la surface; plus bas, les instrumens de métal sont tous en bronze. Il est certain cependant que le fer était en usage longtemps avant la domination des rois de Lydie; mais le fer en s'oxydant ne met pas beaucoup de siècles à disparaître : il en est de même de l'étain; le bronze et le plomb sont plus durables.

Le chemin qui mène de Koum-Kalé à Chiblak traverse de l'ouest à l'est la ville gréco-romaine d'Ilion. Quand on a franchi du côté de l'ouest le mur de cette ville, on trouve immédiatement à main gauche la petite acropole qui porta proprement le nom d'Hissarlik; elle do-

mine le Scamandre et a vue d'une part sur l'Hellespont, de l'autre sur Ténédos et la mer Égée. Les fouilles ont fait reconnaître autour d'elle le mur d'enceinte de la ville grecque, bâti, selon toute apparence, par Lysimaque. Comprise dans cette enceinte et habitée également par les Grecs, elle est couverte par la couche hellénique, qui généralement y atteint une épaisseur presque uniforme de deux mètres. C'est là sans aucun doute que les fouilles devaient être dirigées. M. Schliemann les commença en 1870 par une tranchée au nord-ouest. Il atteignit d'abord le mur de Lysimaque, reconnaissable à l'appareil de la construction, puis un autre mur qui de même paraissait extérieur à la citadelle primitive et qui reposait sur des décombres. Les objets trouvés dans cette première fouille indiquaient nettement aussi que la place avait été habitée avant la fondation de la colonie grecque. Ce fut un encouragement pour M. Schliemann.

L'année suivante, il ouvrit du côté du nord une immense tranchée figurant une sorte de plate-forme large de 70 mètres et à 14 mètres au-dessous du niveau de la colline. Derrière un mur grec de soutènement, il atteignit un mur grossièrement construit à la façon des murailles cyclopéennes, et, l'ayant franchi, il vit se dessiner devant lui sur la tranche verticale du terrain des couches de décombres antérieures à la colonie grecque et contenant des murs de maisons superposées les unes aux autres. On pouvait distinguer aisément trois assises de débris au-dessous de la couche hellénique; la plus basse, reposant sur le rocher, est composée de terre, de poteries et d'autres objets dont je parlerai tout à l'heure; la seconde, de plusieurs mètres d'épaisseur comme la première, est toute formée de cendres rouges, de fragmens de charbon et de terre argileuse brûlée par un immense incendie. Les maisons qu'elle renferme, et qui sont presque toujours à angles aigus ou obtus, sont faites de briques crues dont la surface seule a été cuite par la chaleur du brasier. Les vases et les autres objets qui s'y trouvent portent presque tous la trace du feu. La troisième couche est faite de terre; les maisons qu'elle recouvre, reposant immédiatement sur la seconde, sont construites en petites pierres non taillées réunies par de la boue; les murs ont un enduit d'argile à l'intérieur, mais l'extérieur est nu. Cette couche a généralement 3 mètres d'épaisseur. Une quatrième assise, épaisse de 2 mètres, semble être la continuation de la précédente. Entre elle et la couche hellénique, on rencontre quelques vases auxquels on attribuerait volontiers une origine lydienne; cela formerait une cinquième assise très mince, au-dessus de laquelle est la couche gréco-romaine, qui forme la surface de toute la colline.

La même année, M. Schliemann entreprit du côté du sud une

nouvelle tranchée qui le conduisit d'abord au mur de Lysimaque, puis à un autre mur beaucoup plus antique, dont le pied est à 14 mètres au-dessous du niveau supérieur. Il repose sur le rocher; la hauteur est de 8 mètres; la face antérieure forme un parement solide maçonné avec de la terre, la face postérieure est brute et soutenait les terres de la colline. Cette construction est d'une énorme épaisseur; c'est moins un mur qu'une tour allongée ou un bastion plein, sur lequel est une sorte de banc en maçonnerie et un creux pour cacher des soldats. A gauche de ce bastion puissant se trouve une porte donnant entrée dans la citadelle; elle forme comme un couloir, garni sur chaque côté de murs en pierres et en boue comme la tour. Ce couloir est pavé de grandes dalles, et deux paires de pieds-droits ou de jambages, séparées l'une de l'autre par un intervalle carré, montrent que l'entrée de la forteresse était protégée par deux portes consécutives. Le bastion se continue à gauche de la porte : au-dessus d'elle, il y avait de vastes constructions de bois; quand l'incendie les atteignit, elles s'écroulèrent dans le passage, le remplirent d'un énorme brasier et calcinèrent les paremens des murs, comme cela a lieu dans les fours à chaux. Les cendres et les décombres étaient tels qu'ils dépassaient le haut de la porte de plus de 3 mètres : quand on les enleva, la surface des deux murs avait encore sa forme; mais une fois à l'air, il s'en détacha une couche pulvérulente et calcinée.

La porte double conduisait d'abord dans une vaste habitation, beaucoup mieux construite que les maisons particulières et qui couvrait en partie le couloir. C'est cet édifice qui, en s'écroulant, ensevelit sous ses ruines la porte et la tour. Si l'on compare cette maison aux autres, il est visible qu'elle l'emportait de beaucoup sur elles par sa grandeur, par sa solidité, par sa position dominant la plaine, les deux mers et la porte probablement unique de la citadelle. C'était un véritable palais, ce que les anciens Grecs appelaient *mégaron*, et l'on ne peut guère douter que ce ne fût la résidence du seigneur féodal qui régnait ici. La tour, la porte, le palais, appartiennent par leur assiette à la seconde couche, la couche de cendres rouges et de maisons calcinées. Il y avait donc eu auparavant une population représentée par la première couche, par celle qui repose immédiatement sur le rocher. Lorsqu'on déblaya cette partie de la citadelle, on vit qu'au palais incendié en avait succédé un autre dont les fondations posaient sur les décombres du premier. Selon la coutume de toute l'antiquité, le second édifice avait été superposé au premier château; on voyait clairement du reste qu'il appartenait à la troisième époque, à celle qui a suivi la conflagration.

Pendant l'été de la même année, les fouilles se portèrent du côté

du nord-est sur une grande largeur et sur une profondeur de 16 mètres. On y rencontra encore successivement le mur de Lysimaque et un ancien mur derrière lequel est un autre mur de soutènement, très mince, incliné vers le dedans de l'acropole et plus ancien que l'autre; il maintenait un sol artificiel composé de gravier rapporté que la colline n'avait pas fourni, de sorte que sur ce point et dès les temps les plus reculés la citadelle avait été élargie d'une quarantaine de mètres. Dans cette fouille, M. Schliemann trouva une métope de marbre représentant Phébus radieux conduisant un char à quatre chevaux; comme l'attelage marche obliquement vers la droite à la façon du soleil, le char et les pieds du dieu sont cachés derrière les chevaux. Ceux-ci rappellent, mais avec plus de légèreté, les chevaux du Parthénon; le type de Phébus et tout le reste de ce précieux morceau de sculpture indiquent une époque voisine d'Alexandre le Grand. Cette métope, qui est en ce moment à Athènes, provient, selon toute apparence, d'un temple d'Apollon dont les fondations doivent exister sur la citadelle, mais qui n'a pas encore été déblayé.

Les fouilles de 1873 n'ont pas été les moins intéressantes. Commencées au sud-est, elles ont presque aussitôt rencontré un mur d'époque romaine composé de pierres et de colonnes empruntées à un édifice plus ancien, puis le mur de Lysimaque, qui enveloppe ainsi presque entièrement la citadelle antérieure. Après avoir franchi l'enceinte primitive, qui est la continuation de la grande tour et qui délimitait la forteresse au moment de l'incendie, la tranchée a mis au jour les murs extérieurs d'un grand édifice d'époque grecque, que les objets trouvés à l'intérieur ont fait reconnaître pour le temple de Minerve ilienne. Ce lieu sacré n'a pas moins de 90 mètres de longueur. Pour établir le temple, on avait enlevé les couches supérieures de terre, de sorte que les couches anciennes s'y sont retrouvées à une faible profondeur. En les excavant, M. Schliemann a mis au jour, sans compter les menus objets dont je parlerai tout à l'heure, deux maisons dont une était la boutique d'un marchand ou un cellier, car elle contenait rangées en lignes neuf énormes cruches ou tonneaux de terre cuite, ayant servi pour l'huile ou le vin. En creusant toujours dans ces profondeurs du temple, il put constater que là aussi les maisons avaient été bâties les unes au-dessus des autres; à certains endroits, il y avait jusqu'à quatre maisons superposées. Sur le sol vierge, qui est le rocher, s'élevait une maison à deux étages, plus forte que les autres et qui avait aussi péri dans un incendie. Enfin dans la couche de cendres rouges se trouva l'autel de Minerve sur lequel les hommes qui avaient précédé la colonie grecque offraient des sacrifices, et qui resta enseveli dans les ruines des édifices voisins. Cet autel, qui est encore

en place, est une énorme pierre équarrie dont les deux faces opposées se relèvent en cornes pour maintenir l'animal qu'on y égorgeait; elle repose sur des assises de brique crue, et appartient manifestement à la ville de briques et non à celle de pierres.

M. Schliemann avait presque terminé les fouilles qu'il avait entreprises et se préparait à quitter la Troade, lorsqu'un dernier coup de pioche sur le haut du gros mur, à gauche de la porte et au pied même du *mégaron*, mit au jour des vases de métal et d'autres objets également en métal, réunis et quelquefois soudés ensemble par l'incendie; ils étaient groupés dans un petit vide quadrangulaire et semblaient avoir été contenus dans un coffre de bois que le feu aurait détruit et fait disparaître. C'étaient des vases d'or et d'argent, des colliers d'or, des parures de femme, des bagues, des boucles et pendans d'oreilles en alliage d'or et d'argent, des armes de cuivre. La place où ce trésor venait d'être trouvé et l'état où il était par suite de l'action d'un feu violent prouvaient clairement qu'il provenait du palais au pied duquel il avait été abandonné, et du seigneur qui habitait ce palais au moment de l'incendie.

Si maintenant nous rapprochons les faits qui viennent d'être brièvement énumérés, et si nous comparons Hissarlik à Bounar-Bachi, il ne peut nous rester de doute. Les hauteurs de Bounar-Bachi, non plus que celles de Chiblak et d'Atchi-Kieui, n'ont jamais été occupées par une forteresse de quelque importance; les débris s'y réduisent presque à rien, et les plus anciens ne remontent pas au-delà du VI[e] siècle, époque de Solon et de Pisistrate. A Hissarlik, que l'antiquité regardait comme le site de Troie et dont la colonie grecque porta toujours le nom d'Ilion, les fouilles n'ont atteint le sol vierge, le rocher, qu'à 16 mètres de profondeur. Les couches de décombres dont se compose cet énorme remblai montrent cinq et peut-être six époques successives. La plus basse est d'une antiquité extrêmement reculée. La seconde, faite de cendres et de terres brûlées, porte partout les traces d'un immense incendie, les maisons y sont de briques crues; elle avait une enceinte puissante, un autel de Minerve, un palais habité par un riche seigneur. La troisième couche, formée de terre, renferme des maisons de pierres réunies avec de la boue. Il en est de même de la quatrième. Au-dessus de celle-ci, une couche très mince recèle des vases qui semblent de provenance lydienne. La sixième couche est d'abord grecque archaïque, puis hellénique des bonnes époques, gréco-romaine et enfin impériale. Il semble qu'entre l'époque ancienne et l'établissement de la colonie grecque au VII[e] siècle il se soit écoulé un long espace de temps durant lequel ce lieu est demeuré désert. De même après la destruction de l'Ilion gréco-romain sous Constance II la colline a cessé d'être habitée; on ne trouve à la surface aucun reste byzan-

tin ni moderne. Voilà donc quinze cents ans que la colline d'Ilion est une solitude. Un homme et une femme sont venus y camper il y a trois ans, et ont remis au jour un passé qui semble se perdre dans la nuit des temps.

III.

Par les objets trouvés dans les ruines, ce passé sera-t-il éclairé de quelque lumière? Si c'est bien là l'Ilion d'Homère, saurons-nous quelque chose de positif sur sa civilisation, sur la race et la langue des hommes qui l'habitaient? ou bien continuerons-nous de n'avoir pour tout document sur ces âges héroïques que les rhapsodies de l'*Iliade*, les traditions recueillies et embellies par les poètes et les élucubrations savantes des Alexandrins? Pourrons-nous rattacher les hommes de ce temps et leur industrie à d'autres que nous connaissions déjà? Enfin l'époque approximative où vivait cet ancien peuple ressortira-t-elle des témoignages que la terre vient de nous livrer?

Le nombre des objets recueillis par M. Schliemann dans les couches inférieures d'Hissarlik dépasse vingt mille. Le lecteur sans doute ne s'attend pas ici à la description détaillée de ces objets, dont beaucoup d'ailleurs se répètent un grand nombre de fois; je dois cependant essayer d'en donner une idée générale en les classant par groupes suivant leur nature ou leurs usages. Les matériaux que les hommes d'alors avaient sous les mains n'étaient pas nombreux, et les forces naturelles dont ils disposaient se réduisaient à peu de chose. Sans compter le bois et les matières textiles, qui ont presque totalement disparu, l'argile, la pierre et quelques métaux, voilà les matériaux de ce qu'ils nous ont laissé; il faut cependant y ajouter l'os, la corne et le cristal de roche, dont ils ont su tirer parti ainsi que de la peau et du poil des animaux. Leurs instrumens étaient fort rudimentaires, leur main faisait à elle seule presque tout l'ouvrage; l'immense majorité de leurs outils était en pierre dure, un très-petit nombre sont en métal, quelques-uns en os. Les machines tournantes leur faisaient défaut : leurs moulins sont là tout entiers; ces meules ne tournaient pas; presque toutes les poteries sont modelées à la main, quelques-unes cependant portent la trace du tour, mais sont souvent moins bien exécutées que les autres. Si ces petites masses de terre cuite, en forme de cône double et percées d'un trou vertical, que l'on connaît sous le nom arbitraire de *fusaïoles*, ont été des pesons de fuseau, celui-ci était certainement la machine tournante la plus employée à Hissarlik, car M. Schliemann en a rapporté plusieurs milliers et y en a

laissé beaucoup d'autres. Après la pierre, le feu était le principal auxiliaire de ces anciennes populations. Sans compter les usages domestiques, il servait à cuire les vases d'argile et à fondre les métaux. Il ne paraît pas toutefois qu'il ait été employé en grand; on n'a pas trouvé de four à Hissarlik; les maisons de la seconde époque sont en briques crues, et de telles briques supportent même l'autel de pierre de Minerve. Ces hommes ont dû pourtant couler des quantités de cuivre assez grandes pour former des boucliers.

Ainsi donc ce qui domine ici, c'est la pierre parmi les instrumens, et la terre cuite parmi les produits. Les instrumens de pierre rapportés par M. Schliemann sont extrêmement nombreux, et il a laissé sur place tous ceux qui ne lui ont pas paru mériter l'honneur de sa collection. Les scies de silex sont souvent très belles; elles sont quadrangulaires comme nos peignes, et ont sur l'un des bords ou sur tous deux des dents régulières et bien tranchantes; le silex dont elles sont faites est presque toujours laiteux, quelquefois jaune ou verdâtre et transparent. Les couteaux, c'est-à-dire les lames minces, allongées, tranchantes et souvent un peu courbes que l'on désigne par ce nom, sont les unes en silex, les autres en obsidienne; un assez grand nombre sont dentelées sur un de leurs bords. Ces couteaux de pierre dure ne caractérisent pas toujours une époque reculée, car ils sont encore en usage dans une partie du Levant; on les fixe dans une planche triangulaire qui, traînée par un cheval sur l'aire à battre le blé, hache rapidement la paille pour la nourriture des animaux. Ils ont passé à travers les siècles comme les pierres à battre le briquet. Il n'en est pas de même des ciseaux, des marteaux et des haches de pierre. Ceux d'Hissarlik sont en diorite; les ciseaux et les haches sont parfaitement conformés, le tranchant est lisse et obtus, presque toujours curviligne; les marteaux ont un trou pour le manche. Ce trou était obtenu par le frottement, mais on n'a pas trouvé l'outil au moyen duquel on le perçait; il était donc probablement en bois, et la matière perforante était du sable ou quelque autre poussière délayée dans l'eau.

Les fouilles ont fourni des moulins, des mortiers, des pilons et des broyeurs en grand nombre. Les moulins sont en trachyte et non en pierre meulière ou en grès. Ils se composent de deux grosses pierres convexes d'un côté et plates de l'autre; l'une des deux se posait à terre, et l'autre était mue avec les deux mains. Cette machine servit longtemps encore après l'invention des meules tournantes en forme de trémie comme celles que l'on voit à Pompéi; on dit même que les femmes grecques s'en servent encore dans certaines îles. Les mortiers et les pilons sont en granit, et, sauf la grossièreté des formes, ressemblent à ceux que nous fabriquons aujour-

d'hui. On n'a rien trouvé qui ressemblât à un four ou à cette cloche de terre cuite que les femmes grecques de nos jours font chauffer et dont elles recouvrent le gâteau qui doit cuire sur l'âtre; il est donc probable que les hommes d'alors ne connaissaient pas ce que nous appelons le pain, et qu'ils employaient la farine d'une autre manière que nous.

Les poids, les pesons et les broyeurs forment une classe nombreuse dans la collection d'Hissarlik. Ce sont des cailloux roulés, choisis dans le lit des rivières et généralement en granit. Les poids sont presque sphériques et conformes à la numération décimale. Les pesons, qui servaient sans doute aux tisserands et peut-être aux pêcheurs (1), sont des cailloux ronds, plats et percés d'un trou. Les broyeurs sont cylindriques ou coniques, arrondis par la nature, et presque tous sont usés et polis à leur partie inférieure par suite de l'usage qui en a été fait.

A côté des instrumens de pierre se placent naturellement ceux d'os ou de métal. Les haches et les ciseaux de cuivre n'atteignent pas en nombre ceux de pierre. Ils sont plus allongés, moins obtus, et vont en pointe du côté opposé au tranchant; ils ne diffèrent pas notablement de ceux qui ont été trouvés dans l'occident de l'Europe et qui ornent la plupart des musées préhistoriques. Quelques-uns ont pu servir à des usages militaires, mais beaucoup aussi semblent des outils d'ouvrier. A côté d'eux sont des lames de couteau également en cuivre, une hachette longue à douille centrale et dont les tranchans sont l'un vertical, l'autre horizontal, enfin certaines faucilles dentelées, une serpette et un couteau de cuivre doré, objets dont l'usage n'avait rien de militaire, quoiqu'ils se soient trouvés avec des lances, des haches de guerre et des poignards. La plupart des instrumens de cuivre faisaient partie de ce groupe qui fut trouvé sur le bastion, et auquel, pour le distinguer du reste, on a donné le nom de *trésor*. Plusieurs d'entre eux étaient réunis et comme soudés ensemble par l'action du feu. Là aussi s'est trouvé un bouclier circulaire en cuivre, disposé de manière à contenir des peaux superposées, comme les boucliers des héros troyens.

Les ustensiles destinés au travail des métaux ne forment pas la partie la moins curieuse de cette section. Les creusets ont la forme de coupelles, de nacelles ou d'entonnoirs; ils sont en terre grise, façonnés à la main et très épais; un d'entre eux contient encore du cuivre incrusté dans sa pâte. Il y en a de très petits pour la fonte des métaux précieux. Les moules sont en micaschiste et parfois assez épais pour avoir des entailles sur leurs six faces; ces creux

(1) Dans la quatrième couche, on a trouvé un hameçon de cuivre pareil aux nôtres.

reproduisent les formes des objets de métal que possède la collection, haches, ciseaux, épingles à cheveux, boucles d'oreilles, anneaux. M. Schliemann et un ingénieur, M. Laurent, qui l'accompagnait, ont cru reconnaître entre deux des couches inférieures du minerai de cuivre et de plomb répandu sur toute la surface de l'acropole. Cependant il est difficile d'admettre que ces deux métaux fussent extraits sur place : rien dans les fouilles n'a prouvé qu'il en fût ainsi; mais le métal tout préparé pouvait être apporté d'ailleurs et travaillé au moyen des creusets, des moules, des marteaux et des admirables ciseaux de pierre dure que renferme la collection. Quant aux outils en os, ils se réduisent à des poinçons et à des aiguilles : rien n'est plus rudimentaire; les poinçons sont de petits os taillés en pointe; les aiguilles sont le plus souvent des os de petits animaux dans la tête et les apophyses desquels un trou a été percé. Des os plus gros, sciés en travers, ont fourni des anneaux, des étuis et des manches d'outils pareils à nos manches de vrilles.

Dans les quatre couches préhistoriques, on n'a pas rencontré d'autres métaux que l'or, l'argent, le cuivre (peut-être le bronze) et le plomb. L'or était rare : à moins qu'il n'ait été enlevé au moment de l'incendie, il ne s'en trouvait que dans le palais du seigneur. Il en était à peu près de même de l'argent, qui, outre les grands et beaux vases du trésor, a fourni à la collection six lingots ou lames épaisses arrondies par un bout et concaves à l'autre extrémité. Les habitans de la ville incendiée ou du moins leur prince faisaient usage d'un alliage d'or et d'argent d'un grand éclat, connu des Grecs sous le nom d'*électron*. La collection en renferme de beaux spécimens, entre autres un gobelet travaillé au marteau et présentant des facettes disposées en spirales; la couleur de ce vase est d'un jaune pâle, très éclatante, et, sauf les coups qu'il a reçus, il semble sortir de la main de l'ouvrier. J'ai parlé des objets de cuivre : une analyse bien faite dira prochainement s'ils renferment de l'étain; l'aspect rouge qu'ils offrent quand on en ôte l'oxyde indique du cuivre pur, tandis que les objets analogues fournis par la couche hellénique sont visiblement en bronze. Le plomb est plus rare que les autres métaux dans toutes les couches de débris; il s'y trouve cependant, et y a même fourni de longues épingles pareilles à nos pointes de Paris, mais qui n'ont pu avoir le même usage. Quant au fer, les fouilles n'en ont pas révélé la moindre trace. A la vérité, le fer s'oxyde et se détruit rapidement, mais il laisse à la forge des scories indestructibles. Des ouvriers qui savaient fondre le cuivre et travailler les métaux comme ceux d'Hissarlik auraient forgé le fer, s'ils l'avaient connu, et les scories laissées par eux existeraient encore.

D'ailleurs ils faisaient en cuivre des instrumens qu'ils auraient faits en fer, si ce dernier métal eût été entre leurs mains. On peut donc affirmer que les quatre couches inférieures d'Hissarlik sont d'une époque où le fer n'était pas en usage dans le pays ni certainement dans les pays voisins. Si l'analyse dont s'occupent en ce moment M. Lortet et M. Damour confirme l'absence de l'étain et de tout autre alliage dans les instrumens de cuivre, nous serons en droit de penser que cet autre métal était également inconnu. L'étain, cité par Homère, se nommait en grec *cassitéros*, mot étranger qui est le sanscrit *castira*; on en conclurait donc que la population de la plaine de Troie ne recevait pas encore de l'Inde ce métal, qui vint plus tard des contrées du nord aux peuples méditerranéens.

Les vases fournis par les couches préhistoriques de Hissarlik sont dans la collection Schliemann au nombre de plusieurs milliers. Si on les considère dans leur ensemble, on n'aperçoit pas d'abord de différences notables entre ceux des quatre couches consécutives. Les formes se produisent d'une époque à l'autre, le genre de fabrication est le même, ce sont les mêmes terres et les mêmes ornemens. De plus près, on aperçoit une sorte de décadence, au moins à partir de la seconde couche, comme si le vaste incendie qui détruisit la ville eût fait disparaître les bons ouvriers ou amoindri leur salaire, quel qu'il fût. Cette décadence se remarque même dans la capacité de certains vases : il en est un par exemple, celui que l'on nommait sans doute *amphikypellon*, qui servait à boire et qui a cette particularité de ne pouvoir se tenir debout. Deux personnes pouvaient se l'offrir l'une à l'autre, et devaient le vider avant de le replacer sur son bord supérieur; ce vase, qui contenait d'abord plus d'un litre, va toujours en diminuant, et ne contient pas à la fin plus d'un décilitre.

La plupart de ces vases, depuis le sol vierge jusqu'à l'époque hellénique, ont été fabriqués sur place avec la terre argileuse du pays. Cette terre est tantôt rouge, tantôt grise ou jaunâtre. On la pétrissait sans l'épurer; les petites pierres qu'elle contenait se retrouvent dans l'épaisseur des tessons. Le potier modelait cette terre avec ses doigts sans aucun outil accessoire; quand le vase était à moitié sec, il le frottait au moyen d'une pierre dure allongée en forme de pied de biche et plus ou moins grosse suivant la dimension de l'objet; par là, il donnait à la terre du vase un poli très brillant qui se maintenait à la cuisson. Toutes les terres cuites préparées par ce procédé portent la trace de chacun des coups du lissoir, et ces lissoirs existent en grand nombre dans la collection. L'usage du tour paraît s'être introduit dans le pays durant la période dont nous nous occupons; les objets fabriqués par ce nouveau pro-

cédé sont généralement plus grossiers que les autres; les traces qu'ils portent sont peu parallèles et fort inégales, témoignant de l'imperfection de l'appareil ou de l'inexpérience de l'ouvrier. Au contraire les vases et les autres poteries modelées à la main, puis polies avec le lissoir, sont quelquefois d'une forme très élégante et d'une fabrication soignée. On pourrait donc désigner la quadruple période des antiquités préhistoriques d'Hissarlik par le nom de *période de la poterie lissée*, car, lorsque l'usage du tour se fut répandu et que l'on connut l'art de choisir l'argile ou de l'affiner par le décantement, on cessa de fabriquer les vases suivant l'ancien procédé. Les plus antiques poteries helléniques sont faites au tour.

L'ornementation des terres cuites d'Hissarlik est aussi très rudimentaire. On n'y trouve aucune peinture. A la vérité, la couche inférieure a fourni un petit fragment de vase très fin, fait au tour et peint de lignes ondulées et de *cancelli* comme les beaux vases archaïques du sud de la Méditerranée; mais c'est évidemment un morceau étranger, qui a pu glisser dans les profondeurs du sol et sur lequel on ne saurait fonder aucune théorie. Les ornemens de la poterie locale sont gravés dans la pâte molle et le plus souvent remplis d'une argile blanche qui les faisait ressortir. Sans compter les figures symboliques dont je parlerai tout à l'heure, ce sont presque toujours des lignes sinueuses ou des zigzags réunis en faisceaux comme des rubans ou divergens comme les sillons de la foudre. Au fond de quelques assiettes, on voit cependant une grande croix peinte avec de l'argile blanchâtre et grossièrement exécutée. Le procédé favori pour l'embellissement d'un vase consistait, lorsqu'il était à moitié sec, à le plonger dans un lait d'argile rouge, qui, une fois lissée, faisait corps avec la pâte et donnait à la terre un aspect brillant. La collection offre un grand nombre de ces vases de couleur rouge, dont l'éclat est aussi vif que le jour où ils ont été faits.

Essayons maintenant de donner quelque idée de la forme des vases d'Hissarlik, forme étroitement liée avec l'usage auquel ils étaient destinés. Je ne dirai presque rien des grands vases contenant plusieurs hectolitres, à fond étroit ou pointu et que l'on mettait en terre pour y garder l'eau, l'huile, le vin, le blé même et d'autres alimens. Les mieux conservés ont été envoyés par M. Schliemann à Constantinople, où ils sont, dit-on, fort négligés; quelques-uns font partie de son *musée troyen*. On peut diviser les autres en plusieurs séries : vases à porter les liquides ou à boire, vases à cuire les alimens, vases à manger et vases d'agrément ou d'un usage indéterminé. Toutes ces séries sont d'une abondance extrême et offrent les formes les plus variées : on comprend qu'il est impossible de les

décrire ici; on pourra consulter à ce sujet l'ouvrage, accompagné de plus de deux cents planches de photographies, que publie en ce moment M. Schliemann. C'est tout un monde qui se révèle à nous, qui un jour prendra sa place dans l'histoire, et rattachera entre eux plusieurs groupes de la race âryenne dont on n'aperçoit pas encore nettement les anciens rapports.

Les grandes cruches à porter l'eau, les vases longs pour mettre le vin, les petites et les grosses bouilloires, les tasses, les godets, les marmites à trois pieds, les soupières, les terrines, les assiettes, les gourdes, les gobelets, les biberons à bec sortant de la panse du vase, forment autant de séries dont chacune est représentée souvent par plusieurs centaines d'échantillons. Ces noms réveilleront dans l'esprit du lecteur des idées assez nettes pour lui faire saisir en imagination la forme des objets; elle se précisera davantage, si nous disons que, sauf l'usage du tour, rare à Hissarlik et universel aujourd'hui, ces mêmes vases, avec des formes analogues, se retrouvent presque tous dans les villages de la Normandie et de la Bretagne; il y a dans ces provinces des industries locales et stationnaires dont les produits contrastent étonnamment avec ceux des grandes fabriques de faïence et de porcelaine importés par les marchands forains. Mais je dois appeler l'attention sur deux ou trois formes de vases qui jusqu'à présent n'ont pas été trouvées ailleurs qu'à Hissarlik. C'est d'abord le vase à boire, si souvent désigné dans Homère par les mots *dépas amphikypellon*. On n'a trouvé, ni en Troade, ni ailleurs, aucun vase formant une double coupe, tandis que les textes font voir que ce gobelet servait à faire les honneurs du festin; le maître, le tenant par une anse, buvait le premier et le présentait à son hôte, qui le prenait par l'anse opposée et le vidait d'un trait. Ces gobelets ont la forme d'un tuyau évasé par le haut comme le pavillon d'un cor de chasse et se terminant en bas par un fond arrondi; on ne pouvait pas le poser sur ce fond, il fallait le vider d'abord, puis le renverser. Deux grandes anses où la main tout entière pouvait passer servaient à l'offrir et à le recevoir. Dans le *trésor*, il s'est trouvé un de ces vases à boire d'une forme un peu différente : il ressemble à nos saucières, si ce n'est qu'il n'a point de soucoupe et qu'il se pose sur un très petit fond; les anses sont latérales, les deux becs sont l'un étroit pour goûter, l'autre large pour boire. Ce vase est tout en or massif et d'une parfaite conservation; c'était le *dépas* royal au temps où les héros mangeaient par personne le dos succulent d'un taureau et arrosaient largement leurs estomacs. Il est à remarquer que la couche profonde antérieure à la ville incendiée n'a fourni aucun de ces vases à boire; les gobelets qu'on y trouve ont une forme conique avec un large pied de

même forme, mais moins haut, ce qui les rapproche de nos verres à pied; la pâte de ces gobelets est grise et très grossière. Les trois couches supérieures ont donné une belle série d'*amphikypella*, qui vont en diminuant de grandeur avec les années, sont toujours fabriqués de la même manière et conservent exactement leurs formes.

Une autre série de vases, lissés sur teinture rouge comme les précédens, est celle des cruches à long bec, semblables à ces carafes de cristal à col et à grande anse dont nous nous servons sur nos tables. Celles d'Hissarlik sont fort élégantes; le col allongé se termine par un long bec redressé presque verticalement ou même un peu rejeté en arrière. Nous en avons trouvé d'analogues à Santorin, mais plus élégantes encore et imitant des femmes avec leurs seins en saillie, des colliers et des boucles d'oreilles en couleur. Les carafes troyennes ont quelquefois aussi des seins de femme et la saillie du gosier; elles sont parfois accolées deux ensemble, ou bien une même carafe a deux cols juxtaposés et tous deux terminés par un long bec dressé. Quoique nos fouilles et celles de M. Fouqué à Santorin aient montré que cette forme de vases était connue au sud comme au nord de la mer Égée, il est incontestable que ceux de la Troade ont été confectionnés en Troade avec les matériaux et les lissoirs que le pays fournissait. Cette industrie s'est même conservée jusqu'à nos jours : tous les voyageurs qui sont allés à Constantinople connaissent les belles carafes de terre émaillée des Dardanelles : elles ont, comme celles d'Ilion, le col allongé avec un bec disposé d'une autre manière et ingénieusement compliqué; elles portent peints en jaune ou en or des boucles d'oreilles, des colliers, une large fleur sur la poitrine et une autre sur la place de chacun des seins.

Les formes de la femme ont été données par les habitans d'Hissarlik à un autre genre de vases dont il me reste à parler, et dont l'importance historique sera très grande. Ce sont des vases à panse et à large col, posant sur leur fond et munis d'un couvercle tantôt plat avec une aigrette recourbée, tantôt en cloche cylindrique ou sphéroïdale munie d'une anse supérieure et le plus souvent d'une couronne royale à quatre cerceaux. Les premiers, ceux dont le couvercle est plat, ont à la partie supérieure du col une tête de chouette qui est la tête même du vase : elle a sur les côtés deux oreilles saillantes; la face se compose d'une double arcade figurant le dessus des yeux, sous chaque arcade un gros œil hémisphérique, et au milieu de la face un bec de chouette proéminent. Sur les deux côtés de la panse sont deux grandes ailes relevées verticalement; sur la panse, deux seins de femme, et plus bas un nombril. Des preuves sur lesquelles nous reviendrons nous obligent à voir dans ces vases

moitié femme et moitié chouette la figure d'une divinité : si l'on se rappelle l'épithète homérique de *glavcôpis* constamment donnée à Minerve et que cette divinité à face de chouette était la protectrice du pays troyen, on n'hésitera pas à dire que ces vases doivent être autant de Minerves. La série en est longue dans la collection de M. Schliemann et mériterait une étude approfondie; je ne puis donner ici que des aperçus généraux qui en feront ressortir l'intérêt. Plusieurs vases montrent la divinité complète avec le nombril, les seins, les ailes, le bec, les yeux en arcades, les oreilles, les cheveux, la coiffure plate et l'aigrette inclinée. Sur d'autres, le bec passe à l'état de nez, les yeux se fendent et forment des paupières, une bouche se dessine, d'abord timidement et comme une petite fente horizontale, ensuite avec des lèvres en relief; c'est une tête humaine, et pourtant c'est encore une chouette. Le nombril de ces Minerves est une des parties dont l'étude offrira le plus d'intérêt : quelquefois il est saillant avec une fossette, comme si le cordon eût été coupé trop long; le plus souvent il est plat et porte, gravée à la pointe, une croix simple ou cantonnée de quatre points, comme sur beaucoup de vases grecs ou étrusques et dans l'archéologie chrétienne. Quelquefois il est placé très haut, et même entre les deux seins; alors il est rond et large et occupe précisément la place de la tête de Méduse dans les statues grecques de Minerve. La Minerve d'Hissarlik n'a encore ni lance, ni bouclier : c'est la déesse à tête de chouette; on ne voit pas trop comment ces attributs guerriers auraient pu lui être donnés avant qu'elle fût devenue tout à fait femme; mais alors, la chouette étant par la tradition religieuse inséparable de l'idée de Minerve, l'art grec sépara les deux formes, et l'oiseau devint l'attribut de cette divinité. Par quelle suite d'idées l'ancienne population vouée à son culte en vint-elle à lui donner une face de chouette? C'est ce que la philologie comparée a complétement expliqué. Athéna fut primitivement l'Aurore à la face brillante, comme je l'ai démontré dans mon livre sur *la Légende athénienne :* le mot *glavcôpis* exprimait cette idée; plus tard, le caractère personnel de cette conception s'accusant de plus en plus suivant la loi ordinaire des conceptions religieuses, le même mot signifia « au visage de chouette, » et l'art hellénique avec la civilisation fit le reste. Les vases troyens répondent à la seconde phase de cette conception; ce sont les premiers documens qui l'attestent, mais ils sont complets.

Aux vases à face de chouette se rattache étroitement une immense série de petites *idoles* que toutes les couches préhistoriques, mais surtout la couche incendiée, ont fournies. Ce sont des petites pierres plates allongées, ramassées dans les rivières et sur le bord de la

mer, ou bien des plaques de terre cuite ou d'os façonnées à la main. L'ouvrier a le plus souvent entaillé les deux côtés pour figurer le cou d'une femme et diminué la largeur de la partie supérieure, ce qui les rapproche du profil des vases. Sur la partie large, il a gravé deux points et un autre plus bas pour désigner les seins et le nombril; au-dessus du cou, là où est la tête de la chouette, il a tracé en deux lignes les arcades des yeux et le bec, et désigné par deux points les yeux eux-mêmes ·√·; sur d'autres idoles, la face est tracée plus simplement encore, c'est une ligne verticale entre deux points ·ı·. Figurez-vous, lecteur, que ce sont des yeux qui vous regardent et dites-vous à vous-même : c'est un *palladium*. Nous voilà dans le monde des monogrammes; quand ceux-ci se trouvent sur les petites pierres plates dont j'ai parlé, ce sont des amulettes que chacun pouvait porter sur soi ou vénérer dans sa maison; mais on est allé plus loin : il y a des vases sur lesquels le monogramme se trouve seul ⊙|⊙ et sans aucune forme de chouette ou de femme; cependant il est bien certain que c'est là un signe de bon augure et qui signifie Minerve. La déesse monogrammatique se trouve partout dans la couche incendiée : parmi les objets composant le *trésor*, il y a deux magnifiques diadèmes de femme en or pur; c'est un cercle d'or entourant la tête et duquel pendent une multitude de petites chaînes reliées entre elles par des anneaux. Ces chaînes portent un grand nombre de feuilles d'olivier en or, imbriquées comme des écailles de poisson; la dernière écaille de chaque chaîne est un palladium. Les princesses du temps en avaient donc la tête et les épaules toutes garnies.

Nous voici maintenant parmi les objets qui représentent les idées religieuses du temps. La Minerve chouette est la seule divinité qui y soit figurée en personne, à moins que l'on ne prenne pour une Junon à tête de vache, *boôpis*, une petite plaque d'os ayant un long cou et une tête garnie de deux cornes et de deux oreilles. Sauf cet exemple à peu près unique d'une divinité figurée autre que Minerve, tous les objets d'un caractère religieux sont des dessins gravés sur la terre molle et souvent remplis de cette argile blanche dont j'ai déjà parlé. A peu d'exceptions près, ils se trouvent sur des boulettes de terre cuite ou sur ces espèces de pesons coniques que les Italiens ont nommés *fusaïoles*. Ce sont, dis-je, les savans italiens qui ont créé cette désignation, parce qu'un certain nombre d'objets semblables ont été trouvés dans les *terramares* ou anciennes habitations lacustres des environs de Bologne et dans le cimetière préhistorique de Villanova; les plus intéressans d'entre eux font partie des collections de MM. Bianconi et Gozzadini. Nous en avons aussi

trouvé deux à Santorin. Les *fusaïoles* d'Hissarlik se comptent par milliers. Conservons le nom, puisque nous ignorons encore l'usage de la chose; on le changera quand cet usage sera connu. Ces doubles cônes ressemblent à des molettes ou à des glands de passementerie; seulement l'un des cônes est presque toujours plus allongé que l'autre, quelquefois même celui-ci se réduit à rien, et le cône peut se poser sur sa base; mais le trou suivant l'axe ne manque jamais, et les plus anciennes fusaïoles sont plates et même évidées, semblables à des roues pleines. C'est toujours sur le cône le plus plat que se rencontrent les dessins gravés, et par conséquent c'est lui qui se trouvait au-dessus ou en avant, quel que fût l'usage de l'objet.

Ce sera une étude très longue et entièrement neuve que celle des fusaïoles troyennes; ce sont elles qui nous diront le plus de choses sur la religion de ce peuple ancien, sur son origine et même sur sa race. Cette longue étude trouvera sans aucun doute sa clé dans les hymnes du Vêda, le seul livre à ma connaissance qui parle du même symbole et qui en donne l'interprétation. Les dessins répandus à profusion sur les fusaïoles ont presque tous un aspect monogrammatique et se composent de lignes : ainsi, pour représenter un lièvre, une ligne horizontale forme le corps, un petit crochet la tête, deux lignes obliques les oreilles, quatre lignes les jambes, et l'animal se reconnaît aisément; un homme debout qui prie ou qui admire se compose d'une ligne verticale terminée en fourche par le bas, et en haut par un petit rond; les bras sont une ligne horizontale qui se redresse à ses deux extrémités. Voici maintenant les principaux objets représentés de cette manière sur les fusaïoles troyennes. Parmi les choses naturelles figurées directement et sans intention symbolique, on remarque très souvent un soleil rayonnant, quatre soleils, sept soleils, douze soleils, nombre dont il n'est pas, je crois, fort difficile de découvrir le sens. Les étoiles, les constellations, la foudre, se voient aussi sur ces terres cuites. On y distingue souvent un rameau d'arbre à feuilles opposées, ou une fleur à pétales ronds ou pointus très nombreux, quelquefois disposés sur plusieurs rangs, et presque toujours ces fleurs ont leur pédoncule représenté par un trait latéral. — Parmi les figures d'animaux symboliques, on remarque surtout le lièvre, deux espèces d'antilopes, l'une à cornes simples, l'autre à cornes divisées comme les bois d'un cerf; il y a aussi la chenille, la sauterelle et l'homme en prière. Le lièvre et les antilopes nous sont connus, le premier comme le symbole ordinaire de la lune dans l'ancienne mythologie âryenne, les autres comme l'attelage des vents. Quant à la chenille et à la sauterelle, dans le symbolisme perse, qui n'est pas moins âryen que celui de l'Inde, ce sont deux êtres malfaisans qui sont re-

présentés sur les cylindres et les pierres gravées occupés à ronger l'arbre de vie.

Remarquons encore, parmi les figures les plus caractéristiques gravées sur les fusaïoles troyennes, la croix, la roue et le *swastika*. La fusaïole est elle-même une roue : elle a un, deux ou trois moyeux, trois, quatre, cinq, six et jusqu'à sept rayons. Quelques-unes sont des roues tournantes, mouvement qui s'exprime par la courbure des rayons divergens; mais cette roue principale, qui représente soit le soleil, soit le mouvement général du ciel, porte souvent sur son disque d'autres roues simples, rayonnantes ou fulgurantes, ou entourées d'étoiles en nombre défini. Elle porte aussi ces croix simples ou cantonnées de quatre trous ou de quatre clous dont j'ai déjà parlé. L'histoire de ces croix est à faire : M. de Mortillet, dans son livre sur *le Signe de la croix*, l'a commencée; mais nous avons maintenant trouvé la croix sur des objets d'origine âryenne depuis les temps préhistoriques jusqu'aux époques les plus avancées du christianisme. Les croix troyennes compteront parmi les plus précieux documens de cette histoire. Il en est de même du *swastika*. Ce mot, qui est sanscrit, désigne une sorte de croix dont les quatre bras sont coudés, et qui tantôt est simple, tantôt cantonnée de quatre clous. Les archéologues chrétiens, l'ayant trouvée sur une foule de monumens de leur religion et ne voulant pas remonter au-delà de Jésus, se sont obstinés à la dire composée de quatre gamma; mais le Râmâyana la place sur le navire de Râma, qui ne savait pas le grec; elle est sur une foule d'édifices bouddhiques : c'est un des signes que les sectateurs de Vishnou se tracent sur le front, comme le faisaient les premiers chrétiens. La croix est partout, et uniquement dans la race âryenne; c'est le signe âryen par excellence, et la voici sur une infinité de fusaïoles troyennes, combien de siècles avant le Christ, Dieu le sait! Le nom de ce symbole est *swastika*; jusqu'à présent, il n'en a pas d'autre.

Voilà donc les principales figures tracées sur les fusaïoles, où l'on trouve aussi le monogramme de la chouette. Ce sont autant de signes élémentaires qui se combinent entre eux de mille manières, et qui, étudiés avec persévérance, offriront des groupes d'idées et une sorte d'écriture hiéroglyphique. On pourra entreprendre ce beau et difficile travail quand on aura sous les yeux le riche album de M. Schliemann; ses planches reproduisent en effet presque tous les dessins gravés sur les fusaïoles d'Hissarlik. On y verra aussi des boulettes de terre, pétries à la main et souvent mal modelées : elles sont très cuites et très dures; presque toutes ont été trouvées à 5 mètres de profondeur, tandis que les fusaïoles se rencontrent dans toutes les couches anciennes. Je ne puis décrire ici

toutes ces boules, qui sont comme des abrégés du monde céleste et peut-être du saint sacrifice; j'en décrirai deux seulement. L'une est partagée en huit sections égales par des cercles qui se croisent à angle droit; dans ces huit triangles sphériques, on voit une roue tournante, un disque fulgurant, un croissant avec un soleil et une foudre, de l'eau, un rameau, un autre rameau avec un croissant, une lune et douze soleils. L'autre porte un soleil tournant et rayonnant, deux *swastikas*, une foudre, la Grande-Ourse et d'autres étoiles. En général, le *swastika* et les constellations dominent sur ces boules; une d'elles porte plusieurs fois répété le monogramme de la chouette (Ṫ).

Les parures et les objets de fantaisie ne pouvaient abonder à Hissarlik, parce que la plupart ont été détruits par le feu et par le temps ou emportés par les fuyards. M. Schliemann n'a trouvé en tout que quatre ou cinq têtes humaines, divers ossemens, et une urne funéraire contenant les cendres d'une femme, et au milieu d'elles un embryon de six ou sept mois; mais outre les deux coiffures d'or dont j'ai parlé le *trésor* renfermait dans un vase d'argent plus de huit mille perles d'or fondu, de formes variées et percées d'un trou; en les enfilant, M[me] Schliemann en a recomposé de magnifiques colliers. Il y avait aussi huit bracelets d'or ou d'électron, plusieurs pendans d'oreilles à lamelles, également en or, et cinquante-six boucles d'oreilles finement travaillées et généralement en électron.

La collection contient encore un peigne en os pareil aux nôtres, des épingles à cheveux en cuivre, une en argent dont la tête est cannelée, des brosses en terre cuite où il ne manque que le poil, des poignées de sceptre en os ou en corne de cerf, un petit œuf en marbre, un petit poisson en bois durci au feu et parfaitement exécuté, deux hochets d'enfant en terre cuite, des agates-onyx et des cylindres de pierre dure gravés et perforés, des olives et des billes de pierre extrêmement dure et d'un admirable poli. Je ne veux point décrire ces objets ni empiéter inutilement ici sur le livre de M. Schliemann, où ils seront tous énumérés et représentés. Je signalerai seulement un certain nombre de cachets en terre cuite; ils ne sont pas élégans, et je suppose que les seigneurs du pays en avaient de mieux faits et d'une meilleure matière : tels qu'ils sont, ils représentent en creux le signe de la croix simple, double ou triple, le *swastika* ou quelque autre figure symbolique du même ordre, mais jamais de lettres ni de visages humains.

Les hommes d'alors écrivaient-ils? Jusqu'à présent, les fouilles n'ont rien fourni qui ressemble à une écriture âryenne, phénicienne ou égyptienne, rien non plus de cunéiforme. Deux petits vases très grossiers, en terre jaune et grise lissée, ont été trouvés dans la se-

conde couche, celle de l'incendie : ils portent chacun une suite de signes qui ont tout l'apparence d'une écriture. L'une de ces deux inscriptions est très mutilée; l'autre est complète. J'ai cherché à la lire au moyen de tous les alphabets que j'ai eus à ma disposition, mes recherches ont été vaines; tout à coup, en y appliquant les signes élémentaires de l'écriture chinoise, je l'ai lue avec la plus grande facilité, non en chinois, langue que j'ignore entièrement, mais en français. Cependant il est bien certain que nous sommes ici au milieu d'une population âryenne. Tout son symbolisme est âryen; elle a pour principale divinité Minerve, son industrie n'est ni égyptienne, ni phénicienne, ni touranienne, encore moins chinoise; elle est locale, et, si l'on me permet cette expression, elle est proto-hellénique. J'ajoute que vraisemblablement cette population parlait un grec primitif, car c'est à cette condition seulement que le nom de *Glavkôpis* appliqué à Minerve a pu passer de sa signification primitive à celle qu'il a dans les couches profondes d'Hissarlik et engendrer une déesse à tête de chouette. Les têtes humaines rapportées par M. Schliemann et retirées des couches inférieures ont des caractères âryens, le crâne dolichocéphale, l'angle facial droit, les pommettes non saillantes, le visage nullement triangulaire, la mâchoire inférieure mince avec l'apophyse interne bien marquée et les dents molaires diminuant de grosseur vers le fond, y compris la dent de sagesse. Tous ces faits s'accordent avec ce que nous savions déjà : si des Araméens ont occupé le sud de l'Asie-Mineure et des Touraniens la région nord-est, l'ouest et notamment la Dardanie étaient très anciennement habités par des Aryens, frères des Grecs.

Je viens de parcourir en bien peu de pages une bien longue carrière; j'ai pu le faire grâce à la permission que m'a donnée M. Schliemann de manier pendant de longues heures les vingt mille pièces de son musée, grâce aussi à la complaisance avec laquelle il m'a donné les renseignemens dont j'avais besoin. On nous demandera maintenant : est-ce Troie, est-ce l'Ilion d'Homère? Je réponds que, si Troie a existé, c'est ici l'Ilion d'Homère. On voit clairement combien sont vains les raisonnemens de ceux qui le placent ailleurs. Ailleurs il n'y a rien ou presque rien. Ici existent encore les murailles de la ville que toute l'antiquité a nommée Ilion, et qui fut fondée par les Grecs au VIIe siècle sur le lieu qu'ils regardaient comme le site de Troie. Cette colonie a laissé après elle 2 mètres de débris. Au-dessous, il y a encore 14 mètres de décombres à creuser pour atteindre le roc primitif. Ces 14 mètres montrent quatre couches superposées ayant appartenu à quatre époques différentes

d'un même peuple, et la plus récente de ces époques est séparée de la colonie grecque par un grand nombre de siècles. La seconde époque est marquée par un immense incendie, dans les cendres duquel on a trouvé presque tous les élémens de sa civilisation, des preuves de sa race, des symboles de sa religion et de nombreuses images de sa principale divinité, qui était Minerve. Ce peuple âryen, presque grec, habitait une forteresse très petite occupée par des maisons de terre au milieu desquelles s'élevait un riche palais. Les fouilles ont remis au jour ce palais et le trésor du seigneur qui l'habitait. La citadelle où commandait ce prince avait sa porte sous le palais même; cette porte était à l'occident, ce qui est la signification même du nom de *Porte-Scée* dans l'*Iliade*. La tradition est-elle d'accord avec ces données? Elles la confirment de point en point, comme elle-même sert à les expliquer. Que demande-t-on de plus? Je ne puis affirmer que le *trésor* soit celui du roi Priam, ni que le roi Priam ait jamais existé; mais il paraît y avoir eu dans cette petite ville si peu de métaux précieux que ces vases d'or et d'argent, ces bijoux, ces parures, trouvés au pied du palais même et tout près de la porte occidentale, n'ont guère pu appartenir qu'à la famille régnante, quelque nom qu'on lui assigne.

Faut-il laisser à ces légendes toute la réalité que les poètes et les auteurs classiques leur ont donnée? Je ne le crois pas : les épopées carlovingiennes sont là pour nous instruire plus encore que les poèmes indiens et que l'*Iliade* elle-même. En admettant que tous les vers de ce poème soient authentiques, on peut du moins affirmer qu'Homère, s'il a existé, n'avait pas vu Troie. S'il est allé en Troade, il y a vu une colline couverte de 5 mètres de débris; la Porte-Scée était entièrement cachée sous les ruines du palais féodal; mais l'Homère de l'*Iliade* n'est probablement qu'un nom sous lequel ont passé de bouche en bouche, comme les chansons franques et les tirades des *sûtas* indiens, les récits plus ou moins bien rhythmés des aèdes et des rhapsodes. L'imagination des temps postérieurs a donc été en grossissant et embellissant les actions des héros; les dieux y ont eu leur part; mille légendes se sont groupées autour de la légende troyenne, et l'incendie d'une petite forteresse asiatique est devenu une immense conflagration.

Les fouilles ramènent les choses à leurs proportions réelles. Elles les amoindrissent même un peu, et ne donnent après tout que le squelette incomplet et disloqué d'une belle femme. On voudrait pourtant savoir à quelle époque cette belle femme a vécu. Voici quelques-unes des bases sur lesquelles on pourrait appuyer une solution pour ce qui concerne l'époque de l'incendie d'Hissarlik. C'était l'époque du cuivre et probablement du cuivre pur; on ne

connaissait pas le fer. C'était l'époque des fusaïoles, qui a été reconnue de beaucoup antérieure aux premiers âges étrusques. C'était l'âge des dieux à faces d'animaux. On parlait néanmoins une langue qui ressemblait au grec, si ce n'était pas déjà le grec même. La comparaison des antiquités troyennes avec celles de Santorin, que nous possédons à l'école d'Athènes, met hors de doute que l'époque est à peu près la même; c'est celle de la poterie lissée. Cependant Santorin recevait alors des produits étrangers qui ne se trouvent guère à Hissarlik. S'il est vrai, comme M. de Longpérier l'a écrit, que les anciens vases de Santorin soient représentés sur le tombeau de Rekhmara parmi les présens offerts à Thoutmès III, l'incendie de Troie aurait eu lieu au XVIIe siècle avant notre ère. L'état de la civilisation troyenne, tel que les fouilles le dévoilent, s'accorde très bien avec cette hypothèse, qui par la discussion pourra devenir une certitude. Si l'on admet en outre qu'un poète du nom d'Homère a vécu au IXe ou au Xe siècle et qu'il a composé l'*Iliade*, on comprendra que la légende troyenne avait eu le temps de grossir, les hommes de se transformer, de faire des conquêtes sur la nature, de s'enrichir et de se civiliser. Les dieux eux-mêmes avaient dû changer quelque peu, quoique les changemens religieux soient des révolutions à longue période. Minerve, malgré son épithète consacrée, n'avait plus une tête de chouette : elle portait la lance et le bouclier, elle était femme aussi bien que Junon et les autres déesses; mais rien ne prouve qu'Homère ait vécu à cette époque, et les élémens de l'*Iliade* peuvent remonter beaucoup plus haut. Pour résoudre cette question si controversée, il faut attendre de nouvelles lumières.

Celles que le zèle de M. Schliemann a répandues sur la topographie et la réalité même de la ville d'Ilion, ainsi que sur la haute civilisation troyenne, sont immenses. Sa collection, en nous révélant tout un monde inconnu ou hypothétique, fournira la matière de vastes et profonds travaux à la critique et à la science de nos jours. Ce qu'il a trouvé touche à l'Asie centrale, à l'Inde et à la Perse, aux îles de la Méditerranée, aux plus anciens peuples de l'Italie, à l'histoire de la céramique, des métaux, des langues, des écritures et des religions. Quel plus noble usage pouvait-il faire d'une fortune acquise par tant de persévérance, de voyages et de travaux?

ÉMILE BURNOUF.

ÉTUDES

D'ÉCONOMIE RURALE

LA QUESTION DU BLÉ, LE COMMERCE DES CÉRÉALES ET LES CRISES DE SUBSISTANCES.

Parmi les préoccupations que nous réservaient les derniers mois de cette année, celle du pain a failli prendre une certaine gravité. Après avoir vu le blé monter à des prix élevés à la suite de la récolte très abondante de 1872, on se demandait avec inquiétude si la récolte si mauvaise de 1873 n'allait pas mettre le comble à nos malheurs en nous apportant la disette, peut-être la famine. Qu'allions-nous devenir avec la perspective de cette nouvelle calamité? Le *déficit* allait-il donc reparaître avec son cortége de séditions et de haines populaires? Le spectre de la faim viendrait-il errer dans nos rues, déjà couvertes de tant de ruines? Telles étaient les craintes qui se faisaient jour, et, comme la peur est mauvaise conseillère, on invoquait le secours de tous les palliatifs en usage dans le passé lors des crises de subsistances : greniers d'abondance, réquisitions, maximum, rien n'y manquait. Palliatifs peu efficaces, si l'on en juge par les résultats! Réglementation condamnée par l'expérience, puisqu'elle tend partout à disparaître! Le mal fort heureusement n'a pas cette gravité, et nous en serons quittes pour la peur. Quand on observe les changemens survenus depuis un demi-siècle dans la production, dans le prix et dans le commerce du blé en France, on reconnaît bien vite que les famines sont aujourd'hui impossibles, et que la cherté elle-même ne saurait plus avoir que des effets restreints et une durée limitée. Il suffira sans doute de l'établir et d'éclairer ainsi le présent par la lumière du passé pour dissiper toutes les inquiétudes.

I.

Personne ne saurait nier les énormes progrès accomplis par notre agriculture depuis 1820. La marche de la production du blé ne les résume pas tous; mais elle peut assurément en donner une juste idée. D'après les documens statistiques publiés par le ministère de l'agriculture et du commerce, la récolte ordinaire de blé, qui était de 45 à 46 millions d'hectolitres, semences déduites, en 1820, pouvait être estimée approximativement à 90 ou 92 millions d'hectolitres en 1870; elle avait donc doublé dans l'espace d'un demi-siècle. Cette augmentation n'a pas été régulière; tout le monde sait combien les produits de l'agriculture subissent de fluctuations par suite des circonstances atmosphériques. Il y a parfois des différences de deux cinquièmes dans le produit de la récolte : un cinquième au-dessus de la moyenne dans les bonnes années, un cinquième au-dessous dans les mauvaises; mais, si l'on fait abstraction de ces cas exceptionnels, on reconnaît que l'augmentation a été sensiblement uniforme et le progrès constant dans les diverses périodes de ce demi-siècle.

Pour doubler ainsi notre provision annuelle de blé, il n'a pas fallu moins que les efforts communs et le concours simultané des propriétaires et des cultivateurs. L'action des propriétaires s'est exercée principalement par des améliorations foncières de toute nature qui ont eu pour effet d'agrandir le domaine de la charrue et de porter à plus de 7 millions d'hectares la surface ensemencée, qui n'atteignait pas 5 millions d'hectares en 1820. Quant aux cultivateurs, ils ont amélioré partout leur mode de culture : ils nourrissent plus de bétail, obtiennent plus d'engrais et produisent de plus belles récoltes. Le rendement moyen du blé, qui n'était que de 10 hectolitres à l'hectare en 1820, est aujourd'hui de 13 à 14 hectolitres, et, dans les bonnes années, il peut même s'élever jusqu'à 15. L'ensemble de ces efforts a déterminé la marche si rapide de la production du blé en France, qui est peut-être sans exemple chez aucun autre peuple connu.

Si vite qu'ait monté chez nous la production du blé, notre consommation intérieure a suivi une marche encore plus rapide. Si nous produisions moyennement 92 millions d'hectolitres en 1870, nous en consommions pour le moins 95 ou 96 millions. C'est à la production étrangère qu'il nous fallait demander un supplément annuel de 3 à 4 millions d'hectolitres. Nous étions ainsi devenus un peuple importateur.

Au commencement du siècle, notre commerce extérieur de blé n'avait, pour ainsi dire, aucune importance. Même en 1817 et sous

l'empire de véritables prix de famine, les efforts réunis du gouvernement et du commerce n'avaient pu qu'à grande peine et à grands frais fournir à notre consommation un appoint extérieur de 5 à 6 millions d'hectolitres. En temps normal, importations et exportations se réduisaient à peu de chose et se balançaient sensiblement. Il fallait une série de récoltes médiocres ou mauvaises pour que l'entrée devînt prépondérante et acquît une importance réelle; le courant général du commerce était dans le sens de la sortie. Ce n'est guère qu'en 1830 que le commerce extérieur du blé en France commence à se développer. Depuis il a grandi lentement jusqu'à la suppression de l'échelle mobile, a pris alors un essor rapide, et finalement il était arrivé, dans les années qui ont précédé la guerre, à un mouvement annuel de 15 millions d'hectolitres, se réduisant à 10 millions dans les années d'abondance, s'élevant jusqu'à 20 millions dans les années de déficit. En même temps que le mouvement commercial du blé s'accroissait ainsi, l'importation tendait de plus en plus à prendre le dessus. Le mouvement annuel de 15 millions d'hectolitres se partageait approximativement en 10 millions à l'importation et 5 millions à l'exportation. Dans les années de déficit, l'importation s'élevait à 15 ou 16 millions d'hectolitres, et l'exportation se maintenait à 5 ou 6 millions. Dans les années d'abondance, l'importation se restreignait à 2 ou 3 millions pendant que l'exportation montait à 8 ou 10 millions d'hectolitres. Sous la restauration, les provinces méridionales de la Russie étaient presque seules appelées à fournir le complément nécessaire à notre alimentation dans les années de déficit. Le port d'Odessa, dans la Mer-Noire, était alors le grand marché des céréales à l'usage des peuples de l'Occident; mais d'autres contrées se sont ouvertes à mesure que les besoins ont grandi et que les prix se sont élevés (1). Les provinces danubiennes, la Turquie, l'Algérie française et surtout l'Union américaine ont envoyé sur les marchés de l'Occident des quantités croissantes de céréales. Le Chili, la Plata et les colonies australiennes de Van-Diémen et de la Nouvelle-Zélande commencent elles-mêmes à envoyer des cargaisons soit au Havre, soit à Londres. Quant à nos exportations, elles se dirigent habituellement en Suisse, en Belgique et en Angleterre.

L'insuffisance de notre production de blé pour les besoins de la consommation devient chaque jour plus évidente. De 1820 à 1844, les importations n'avaient dépassé les exportations que de 13 millions d'hectolitres, soit une importation moyenne de 540,000 hecto-

(1) Du 1er juillet 1872 au 30 juin 1873, il est entré à Marseille 4,617,000 hectolitres de blé des provenances suivantes : 1° Russie méridionale, 47 pour 100; 2° provinces danubiennes, 6 pour 100; ° Turquie d'Asie et d'Europe, 22 pour 100; 4° Hongrie, Italie et Espagne, 6 pour 100; 5° Afrique française, 18 pour 100.

litres par an. De 1845 à 1869, l'excédant des entrées a été de 50 millions d'hectolitres, soit 2 millions d'hectolitres par année moyenne. Enfin, si l'on recherche l'excédant d'importations qui se rapporte aux dix dernières années de cette période, on voit qu'il dépasse 28 millions d'hectolitres, ce qui est bien près de 3 millions d'hectolitres par an.

On peut prévoir sûrement que, malgré tous les progrès de notre agriculture, nous continuerons à importer des masses croissantes de blé étranger, et que nous sommes destinés à devenir ainsi de plus en plus un peuple importateur. Comme toutes les industries, l'agriculture s'attache à produire les denrées les plus recherchées par la consommation et dont le prix s'élève le plus vite : elle n'a pas de meilleur moyen d'accroître ses bénéfices. Bien que le prix du blé ne soit pas resté tout à fait stationnaire, ainsi qu'on le croit communément, il est cependant facile de voir que, de toutes les denrées agricoles qui ont un grand écoulement sur le marché, le blé est celle dont le prix a monté avec le plus de lenteur. Nous avons tout autour de nous, dans des pays plus ou moins éloignés, mais avec des moyens de transport relativement peu coûteux, des systèmes de culture consacrés exclusivement à la production des céréales, et qui modèrent par leurs apports la hausse de nos prix. Les matières premières que l'agriculture fournit à l'industrie, les produits animaux qu'elle livre à la consommation, n'ont pas encore rencontré une concurrence aussi active; la viande a notamment doublé de prix, et nos cultivateurs se dirigent de plus en plus de ce côté. Sans doute la nécessité où l'on est d'alterner les cultures et de varier les récoltes amène l'augmentation de la production du blé parallèlement aux autres progrès; mais le blé n'est plus la récolte qui donne le plus d'argent au cultivateur, elle cède le pas sous ce rapport à bien d'autres plantes dont les produits assurent des profits plus élevés.

Loin d'être un mal, l'importation croissante du blé en France est tout à la fois le meilleur indice et l'effet le plus certain de notre prospérité. Les systèmes de culture qui exportent des céréales sont ceux qui s'adonnent à cette production d'une façon exclusive : ce sont les systèmes arriérés, tels qu'on les rencontre dans les pays pauvres et mal peuplés. La culture dispose là d'immenses espaces, mais elle est dépourvue de moyens d'action; elle n'a ni main-d'œuvre, ni capitaux, ni outillage, et ses procédés d'exploitation sont tout ce qu'il y a de plus primitif. Elle n'a pas non plus de débouchés, c'est-à-dire de consommateurs à pourvoir : l'industrie et le commerce font défaut, comme le capital et la population. Ne pouvant se livrer à la production des denrées qui demandent des capitaux et de la main-d'œuvre en abondance, n'ayant pas à sa portée des consommateurs pour ses produits, elle est bien forcée de se

livrer à la production la plus élémentaire, qui se contente à la rigueur des procédés les plus grossiers, celle des céréales, quitte à chercher au loin, sur les places de l'Occident, des consommateurs et des prix qui lui font défaut dans son voisinage. C'est une production peu coûteuse et néanmoins peu lucrative : les prix sont toujours faibles sur les marchés d'exportation. Tous les pays exportateurs de blé n'ont qu'une agriculture misérable. L'importation du blé, qui suppose des prix élevés, implique aussi une agriculture florissante, car l'agriculture ne délaisse au commerce extérieur le soin de pourvoir à une part des besoins de la consommation que pour se livrer à d'autres cultures plus productives. Importation, prix élevé, grande richesse agricole, toutes ces choses vont de front; exportation, faiblesse des prix, culture en enfance, tout cela marche ensemble. L'Angleterre, la Hollande, la Belgique et la Suisse, qui constituent avec la France l'ensemble des pays importateurs de blé, sont les plus riches pays de culture qu'il y ait sur notre continent. La jachère, biennale ou triennale, n'y occupe plus qu'un territoire peu étendu, qui se restreint de jour en jour devant les progrès de la culture alterne. L'Espagne, l'Italie méridionale, la Hongrie, l'Algérie, la Russie, qui envoient des blés sur le marché de l'Occident, n'ont que des systèmes de culture avec jachère et même avec des repos beaucoup plus prolongés.

On voit combien nous sommes loin des théories qui ont si généralement cours sur la vie à bon marché, comme conséquence nécessaire du développement de la richesse et des progrès de l'agriculture. L'expérience a beau enseigner que la cherté des subsistances, loin de diminuer par l'accumulation des richesses, augmente au contraire avec les progrès de la culture; l'observation a beau démontrer que le bon marché des denrées alimentaires ne se rencontre que dans les pays arriérés et pauvres, beaucoup de personnes n'en persistent pas moins à dire que le progrès consiste à produire à bon compte et à vendre peu cher, pour amener enfin l'ère tant désirée de la vie à bon marché. C'est là une chimère qu'il faut renoncer à poursuivre. La richesse est le fruit de l'abondance et de la variété des produits; mais, comme tous ces produits s'échangent les uns contre les autres, les denrées alimentaires ont d'autant plus de valeur qu'elles trouvent plus de facilités à s'échanger, c'est-à-dire plus de produits de toute nature contre lesquels on ait la possibilité d'en faire l'échange. Loin de marcher de front avec la richesse, qui implique une activité féconde, une demande impérieuse, une consommation exigeante, la vie à bon marché ne comporte que l'absence de moyens d'échange, c'est-à-dire la privation et la misère. C'est dans les campagnes reculées que la vie à bon marché se ren-

contre, mais non dans les villes populeuses ou dans les campagnes riches.

Ce n'est pas le bon marché de la vie qui mesure la marche progressive de l'humanité, c'est la puissance du travail servi par les capitaux, fécondé par l'intelligence. Dans un milieu riche où l'outillage de la production est plus complet, où les besoins de la consommation trouvent plus facilement à se satisfaire, le travail de l'homme est mieux rémunéré, parce qu'il est tout à la fois plus actif, plus habile et plus puissant, par conséquent plus fécond. La hausse des salaires et des rémunérations de toute sorte, conséquence inévitable de la richesse et du développement de l'activité qui en est la source, donne au simple travailleur, malgré la cherté de la vie, plus d'avantages que dans les pays arriérés où la vie est à bon compte, parce que le prix du travail y monte plus rapidement que celui des subsistances. Les améliorations dans le régime, dans le vêtement et dans l'habitation, c'est-à-dire le remplacement des grains inférieurs par le blé dans la nourriture, des vêtemens plus commodes, plus sains, plus variés, des habitations plus spacieuses et plus confortables, plus de services de toute nature à échanger contre celui du travail, plus d'air à respirer, plus de facilité à se mouvoir, — voilà le progrès; mais ce progrès n'est pas incompatible avec la cherté croissante de la vie, car l'un ne va jamais sans l'autre.

En dépit de toutes nos discussions d'école ou de parti, il faut proclamer bien haut que les hommes sont solidaires et que le bien de l'un rejaillit sur tous. L'agriculture ne peut prospérer qu'à la condition d'un nombre croissant de consommateurs qui fassent monter le prix de ses produits; mais elle ne peut satisfaire aux exigences de la consommation qu'en rémunérant mieux la main-d'œuvre et les capitaux qu'elle emploie. Par les produits qu'elle échange contre ses denrées, elle fait naître partout la fécondité en ouvrant de nouvelles sources de travail, en provoquant l'emploi utile de nouveaux capitaux. Elle achète plus de meubles, d'étoffes, de fer, etc., à l'industrie, parce qu'elle lui vend aussi plus de blé et de viande. Elle demande plus de services au commerce, parce qu'elle en a davantage à lui rendre. Le capital multiplie la puissance du travail et en élève la rémunération; le travail, à son tour, fécondant le capital, en tire chaque jour un meilleur parti. Ainsi monte peu à peu, par le concours de tous ses membres, l'humanité tout entière. Admirable harmonie que ne sauraient rompre les plaintes de l'ignorance ou les clameurs de la mauvaise foi! C'est l'humanité qui monte quand toutes les rémunérations s'élèvent, celle du cultivateur aussi bien que celles de l'industriel ou du banquier, quand les hommes les plus dénués trouvent dans l'abondance et la variété des produits, malgré la cherté des subsistances, plus de moyens d'échanger leur

travail et leurs services, et plus de facilité pour la satisfaction légitime de leurs besoins. La richesse, fruit du travail, est morale, et, quand elle a pour effet d'élever le prix des subsistances par l'abondance même de la production, loin d'en méconnaître la salutaire influence, il faut la bénir au contraire, parce que la cherté de la vie, qui a cette origine, est l'indice le plus sûr et le compagnon le plus inséparable de tous les autres progrès.

II.

Le blé n'est pas, comme on le sait, notre seule céréale alimentaire. D'autres espèces, de qualité inférieure et de prix moins élevé, complètent notre approvisionnement. Parmi les denrées qui nous fournissent ce supplément de ressources, le seigle, soit seul, soit associé au blé, occupe la première place.

Associé au blé, le seigle constitue le méteil, dont la culture convient aux sols qui ne sont pas assez riches pour produire exclusivement du blé. C'est une récolte qui perd du terrain par l'effet même des progrès de l'agriculture, beaucoup de terres à méteil ayant monté dans la catégorie des terres à froment. Elle occupait près de 1 million d'hectares en 1820; elle se borne aujourd'hui à un peu plus de la moitié de cette surface. Cependant le rendement s'est accru, et la production, qui était de 10 à 11 millions d'hectolitres en 1820, ne descendait pas au-dessous de 7 à 8 millions d'hectolitres en 1870. C'est là une ressource alimentaire qui n'est pas à dédaigner. Le méteil est habituellement consommé sur place par les populations des pays qui s'adonnent à cette culture. Le centre et l'ouest, ainsi que la plupart de nos vallées à sol léger, font usage du pain de méteil, qui est excellent au goût et qui se dessèche moins vite que le pain de blé.

Le seigle a plus d'importance dans nos cultures et dans notre alimentation que le méteil. C'est la céréale des sols légers ou maigres, et l'aliment des populations qui les cultivent. En 1820, il y avait 2 millions 1/2 d'hectares annuellement consacrés à cette culture, et la production totale, après défalcation des semences, se montait à 20 millions d'hectolitres. Le seigle n'occupe plus aujourd'hui qu'un peu moins de 2 millions d'hectares; mais, grâce à l'élévation du rendement, nous avons encore 20 millions d'hectolitres pour la consommation. Les départemens qui en consomment le plus sont l'Allier, la Creuse, le Puy-de-Dôme et les cinq départemens taillés dans l'ancienne province de Bretagne.

L'orge est une céréale alimentaire qui peut fournir à la consommation un contingent de 6 millions d'hectolitres. Le maïs et le sarrasin nous donnent aussi de précieuses ressources : l'un, de 4 à

5 millions d'hectolitres, presque entièrement consommés dans le midi, — l'autre, de 5 à 6 millions d'hectolitres, dont la population bretonne fait la base de son alimentation. L'avoine elle-même sert à faire le pain dans les hautes montagnes des Vosges et du Jura. Les légumes secs, les châtaignes, surtout les pommes de terre, complètent enfin notre approvisionnement.

Tel est l'ensemble de nos ressources. Nous avons bien peu de données précises pour juger de quelle manière elles se répartissaient, soit en 1820, soit en 1870; nous sommes réduits à de simples conjectures sur le nombre des consommateurs exclusifs de pain de blé à ces deux dates, et la ration moyenne de chacun de ces consommateurs ne saurait elle-même être établie avec une rigoureuse exactitude. Les calculs auxquels nous allons nous livrer pour apprécier les changemens opérés dans notre régime alimentaire ne sont donc que de simples approximations destinées à rendre compte de la marche générale de la consommation.

En 1820, la population, qui avait à se partager 45 millions d'hectolitres de blé, était de 30 millions 1/2 d'habitans. Cela faisait par tête une part de 128 litres ou 96 kilogrammes de blé par an et une ration de 263 grammes de pain par jour. En 1870, la population n'était pas sensiblement au-dessus de 38 millions. Si l'on admet avec nous que la consommation fût alors portée à 95 millions d'hectolitres, on aura par tête une provision totale de 252 litres ou de 189 kilogrammes de blé, représentant une ration journalière de de 517 grammes de pain. La consommation du blé par habitant a donc presque doublé dans l'espace d'un demi-siècle; mais tous les consommateurs n'ont pas une part égale dans la masse de nos provisions. En 1820, les populations urbaines étaient presque les seules à consommer du pain de blé. Si l'on estime à 12 ou 13 millions le nombre de ces consommateurs et à 500 grammes de pain leur ration moyenne, on obtient 30 millions d'hectolitres à prélever sur la production du blé pour la seule consommation des citadins. La population agricole (18 millions) n'avait plus à se partager que 15 millions d'hectolitres, représentant une ration de 175 grammes par tête. Or c'est précisément la partie de la population qui absorbe le plus de pain, soit parce qu'elle dépense plus de forces, soit parce qu'elle a moins de viande à consommer. Pour assurer à nos 18 millions de cultivateurs et de paysans 3 hectolitres de blé par tête, soit une ration de 600 grammes de pain, il n'aurait pas fallu moins que l'énorme supplément de 40 millions d'hectolitres. C'est aux denrées de qualité secondaire ou inférieure qu'il fallait demander la valeur alimentaire de ce supplément. Le méteil, le seigle, l'orge, le maïs et le sarrasin disponibles entraient dans la consommation pour l'équivalent de 25 millions d'hectolitres de blé environ : le surplus

du déficit n'était représenté que par de l'avoine, des châtaignes et surtout des pommes de terre.

On se fera aisément une idée de ce que pouvait être le régime alimentaire de nos campagnes quand nous aurons ajouté que ces alimens, d'origines si diverses et de valeur si inégale, étaient eux-mêmes répartis très inégalement sur les divers points de notre territoire. Les campagnes riches, où les cultivateurs aisés abondent, consommaient la plus grande partie du blé disponible. Celles qui venaient ensuite dans l'ordre de la richesse avaient le méteil et le seigle. Le fond de la nourriture était le seigle ou l'orge dans certains pays, — le maïs, le sarrasin, les châtaignes et même l'avoine dans certains autres. Un peu de blé pour la tête de la population, beaucoup de légumes et de pommes de terre pour la masse : voilà quelle était alors la ration des rudes producteurs de blé. On citerait des provinces entières qui ne consommaient pas de froment, sous quelque forme que ce fût, en dehors des villes. La viande faisait partout défaut, sauf celle de porc.

A une époque où le prix du blé ne dépassait pas 13 ou 14 francs l'hectolitre sur les marchés où il avait accès, Mathieu de Dombasle étonna quelque peu ses voisins et ses lecteurs en introduisant à Roville l'usage du pain de blé pour ses domestiques de ferme; mais sitôt que la récolte fut moins abondante et le prix plus élevé, il cessa de s'approvisionner chez le boulanger du village et revint à la fabrication traditionnelle du pain avec du seigle, de l'orge et de la fécule de pomme de terre. Il raconte à ce propos qu'un très grand nombre de fermiers de la Lorraine, de l'Allemagne et de la Suisse ne prenaient même pas le soin d'extraire la fécule de pomme de terre pour la mêler à la farine de seigle et d'orge, et qu'ils se bornaient simplement à écraser le tubercule. Le pain qui en provenait était si désagréable au goût que l'usage n'en survivait pas à la cause qui l'avait fait naître, c'est-à-dire la cherté des subsistances. Avant l'introduction de la pomme de terre dans les cultures, le régime alimentaire des campagnes était bien autrement déplorable. Les paysans, réduits par la pauvreté à brouter l'herbe, mouraient comme des mouches, suivant l'expression du marquis d'Argenson. On sait aussi que le duc d'Orléans, voulant éclairer le souverain sur le sort de son peuple, porta au conseil un morceau de pain de fougère, et dit en le plaçant sous les yeux du roi : « Sire, voilà de quoi vos sujets se nourrissent. » Ces faits et bien d'autres du même genre autorisent à penser que La Bruyère n'avait point forcé les couleurs en nous peignant sous des traits si lugubres le paysan français du XVIIe siècle.

Si les choses avaient déjà changé en 1820, le cours du progrès ne s'était pas arrêté jusqu'en 1870. Malgré l'agglomération de la

population dans les villes, le régime alimentaire des campagnes s'est beaucoup amélioré durant cette période d'un demi-siècle. Si l'on estime à 20 millions d'habitans sur 38 millions la partie de la population qui, soit dans les villes, soit dans les campagnes, ne consommait que du pain de blé en 1870 et s'approvisionnait habituellement chez le boulanger, on trouve qu'il lui fallait une provision annuelle de 54 à 55 millions d'hectolitres. Il restait donc, ce prélèvement opéré, 40 millions d'hectolitres disponibles pour l'usage des 18 millions d'habitans qui fabriquent eux-mêmes leur pain et le font cuire à domicile. Le méteil, le seigle, le maïs et le sarrasin n'intervenaient plus dans la consommation sous la forme de pain que pour une valeur alimentaire de 15 millions d'hectolitres de blé environ. Le surplus disponible de ces céréales alimentait l'industrie pour la fabrication des alcools ou servait à l'engraissement du bétail. La pomme de terre était exclue de la fabrication du pain. D'autres améliorations du régime avaient eu lieu. La viande de boucherie avait pénétré peu à peu dans la consommation des campagnes riches. Jusque dans les communes rurales les plus écartées, l'industrie de la boucherie apparaissait sous des dehors qui, pour être primitifs, n'en révélaient pas moins des signes certains de prospérité.

L'enquête agricole de 1866 a mis hors de doute cette amélioration de régime. Toutes les dépositions qui en forment le volumineux dossier s'accordent à reconnaître que l'habitant des campagnes, même celui de la plus humble condition, est mieux nourri que dans le passé. Les populations qui vivaient autrefois de seigle pur consomment aujourd'hui du pain de blé ou de méteil; celles dont la bouillie de maïs et la galette de sarrasin constituaient les alimens presque exclusifs ont pu y associer une plus forte proportion de pain de seigle, de méteil ou d'orge.

C'est l'accroissement général d'aisance qui a déterminé ces changemens dans la nature et dans la qualité des consommations. L'expérience et le cours naturel du progrès ont amené plus d'une modification heureuse dans les procédés de la culture. L'extension de notre marché par l'accroissement de la population, par le perfectionnement des voies de transport et l'abaissement des barrières commerciales, a entraîné à son tour des changemens de prix qui ont exercé sur le sort des populations rurales une influence aussi heureuse qu'imprévue. Les profits du cultivateur se sont accrus, les salaires de ses aides se sont élevés, les plus modestes industries des campagnes les plus reculées ont conquis un peu d'aisance. Toute la population qui se consacre aux travaux du sol a trouvé ainsi dans la révolution économique opérée dans l'espace d'un demi-siècle les élémens d'un plus grand bien-être : elle a pu dès lors

améliorer son régime et y faire entrer en plus grande proportion le pain de blé. Or la consommation du pain blanc par l'habitant des campagnes est le signe le plus apparent et la marque la plus sûre de l'abondance générale et de la richesse publique.

Ce qui avait manqué jusqu'à ce jour aux populations rurales ou plutôt agricoles, c'est le débouché, c'est-à-dire les consommateurs; 18 ou 19 millions de cultivateurs pour nourrir 11 ou 12 millions de citadins et d'industriels, c'était trop d'un côté, pas assez de l'autre : la demande des produits agricoles étant peu active, le prix en était nécessairement peu élevé. Le cultivateur vendait son blé et consommait lui-même du seigle et des pommes de terre, parce qu'il était trop pauvre pour s'offrir le luxe d'un meilleur régime. Le développement industriel et commercial qui s'est accéléré depuis lors a commencé de faire la prospérité de l'agriculture et la fortune des populations qui s'y rattachent. Les industriels, les commerçans, les hommes voués aux professions libérales, tous ceux en un mot qui achètent à l'agriculture les élémens de leur subsistance ne sont plus seulement de 11 à 12 millions comme en 1820, ils forment de 18 à 19 millions, et ces consommateurs agissent sur le prix des denrées agricoles tout à la fois par leur nombre et par l'intensité de leurs besoins. En devenant ainsi chaque jour plus active et plus exigeante, la consommation a fait monter tous les prix. Les cultivateurs, trompés par des effets dont ils ne connaissaient pas les causes, n'ont pas toujours apprécié avec justice la valeur de cette transformation, car elle a eu pour conséquence directe, tout en les enrichissant, d'élever aussi les salaires qu'ils paient à leurs aides. Pour répondre aux besoins croissans de la consommation, il fallait modifier des systèmes de culture consacrés par le temps, changer les assolemens, labourer plus profondément le sol, le fumer avec plus d'abondance. D'un autre côté, les progrès de l'industrie et le développement des travaux dans les villes tendaient à opérer un déplacement partiel de la population et à raréfier ainsi les bras dans les campagnes au moment même où un surcroît de main-d'œuvre semblait le plus nécessaire. De là cette coïncidence de la hausse des salaires et de la crise momentanée qui en a été la suite avec l'élévation croissante du prix de toutes les denrées agricoles. C'est l'effet ordinaire des transformations qui sont un peu brusques. Cette crise touche aujourd'hui à sa fin, et l'agriculture n'est pas loin d'avoir retrouvé son équilibre, soit par le développement de son outillage, qui supplée aux forces humaines, soit par l'extension donnée à la production animale, qui modère les besoins de travail.

La hausse des salaires n'avait d'ailleurs que des inconvéniens restreints, si l'on tient compte des avantages si considérables qu'assure à l'agriculture le développement de l'industrie et des travaux

des villes. Stimulée par les besoins croissans de la consommation, la production agricole marchait encore plus vite que les frais. Ce qui le prouve avec évidence, c'est que toutes les rémunérations suivaient une marche parallèle à celle des salaires : la rente du propriétaire continuait à s'accroître; le profit du cultivateur ne cessait de monter. Jamais les cultivateurs n'avaient fait autant d'épargnes et n'avaient eu autant d'aisance que depuis qu'ils se plaignaient d'avoir à payer des salaires si élevés. Rendons-leur cette justice, qu'ils semblent mieux comprendre aujourd'hui leurs intérêts. L'expérience leur a sans doute appris que la source véritable de leurs bénéfices, c'est le développement de la consommation, c'est-à-dire l'accroissement de la population vouée à d'autres occupations que celles de l'agriculture, et ils sont bien près d'accepter la hausse des salaires, qui en est la conséquence nécessaire, comme un mal sans gravité à côté d'un bien considérable.

Les lois économiques ne sont pas spéciales à un pays, ni à une époque; elles sont de tous les peuples et de tous les temps. Elles s'imposent à la raison, parce que les faits n'en sont partout et toujours que la manifestation nécessaire. De même qu'il n'y a pas de production active sans débouchés, de même il ne saurait y avoir de débouchés étendus sans salaires élevés. Les peuples qui ont la moindre proportion de population agricole sont aussi ceux qui ont l'agriculture la plus riche, bien que le salaire y soit plus haut qu'ailleurs. Les pays où presque toute la population est vouée aux travaux du sol ont des salaires très faibles, mais une agriculture misérable. Pourquoi une agriculture productive quand il n'y a pas de bouches à nourrir? Avec quoi payer des salaires quand les acheteurs de denrées agricoles font défaut?

III.

Il semble généralement admis que le prix moyen du blé en France est à peu près stationnaire depuis des siècles, et qu'il oscille, si on le calcule par périodes de dix ans, autour de 20 francs l'hectolitre. Un homme qui a rendu de grands services à l'agriculture, M. de Gasparin, voulait même s'appuyer sur cette prétendue stabilité des prix pour faire du blé la mesure commune des valeurs. C'est là une opinion inexacte dont je dois démontrer le peu de fondement, parce que j'aurai à en déduire des conséquences importantes.

La France était encore, il y a un demi-siècle, une réunion de petits marchés, souvent indépendans les uns des autres, qui obéissaient avec une grande mobilité aux fluctuations locales de l'offre et de la demande. Quand la récolte avait été mauvaise dans une région, le prix y montait rapidement et très haut sans que les ré-

gions voisines mieux pourvues pussent lui venir en aide, les transports étant trop difficiles et trop onéreux par le défaut ou l'insuffisance des voies de communication. Il y avait ainsi d'un point à l'autre de notre territoire des écarts de prix parfois énormes. En 1822, année d'abondance, le prix du blé était, durant les mois de mai et juin, à 9 et 10 francs en Lorraine, à 10 et 11 francs dans le Berry, à 14 francs dans le Nord et à Paris, à 17 francs en Normandie et à 22 francs en Provence.

Il y a une limite à la baisse dans les années d'abondance, car le cultivateur qui ne trouve pas à vendre son blé a la ressource de le garder en magasin jusqu'à la prochaine disette, ou même d'en tirer immédiatement un certain parti en le faisant consommer par son bétail. Au contraire, dans les années de déficit, il n'y a pas de limite à la hausse : la panique s'en mêle aussitôt que le marché se dégarnit, et les prix exécutent des bonds violens qui n'ont aucun rapport régulier avec le manque de subsistances. Le fait est bien connu, et il se produit si généralement sur les marchés à rayon peu étendu qu'il a servi de base à la théorie de Tooke sur les rapports du prix du blé avec les besoins de la consommation. Aussi est-ce dans les années de disette qu'on pouvait observer, en parcourant nos divers marchés, les variations de prix les plus étendues. En juin 1817, l'hectolitre de blé valait 80 francs en Alsace, 75 francs dans les Vosges, 65 francs dans la Lorraine, 50 francs dans la Normandie, 40 francs en Provence, 35 francs dans le Berry, et 30 francs en Bretagne et dans plusieurs autres départemens de l'ouest. Des marchés voisins, comme Metz et Nancy, présentaient même parfois des écarts considérables : pendant qu'à Metz le blé valait 65 francs l'hectolitre, il en valait 72 à Nancy.

Les variations dans le temps n'étaient pas moindres que les variations dans l'espace. L'Alsace, qui avait eu des prix de 80 francs en 1817, n'avait plus que des prix de 12 à 13 francs en 1822. En Lorraine, où l'hectolitre de blé avait monté à 65 francs en juin 1817, le prix était descendu à 20 francs en juin 1818, et moins de quatre ans après, en 1822, nous le trouvons au-dessous de 9 francs. Les soubresauts n'avaient pas souvent une pareille violence, mais ils se produisaient fréquemment : rien n'est plus commun que de voir dans les mercuriales de deux mois consécutifs des écarts de 3 à 4 francs qui seraient inexplicables, si l'on ne connaissait les fluctuations de prix de ces petits marchés.

Il est évident que des calculs de moyennes qui mettent en œuvre des élémens aussi disparates ne peuvent rendre compte exactement ni de l'état de notre marché intérieur à un moment donné, ni de la marche des prix dans le temps et dans l'espace. Les prix moyens mensuels, annuels et décennaux qui résultent du rapprochement de

ces chiffres sont des expressions numériques qui ne peuvent servir de base à aucune comparaison vraiment sérieuse. Ces prix moyens, formés de chiffres extrêmes, sont toujours au-dessus des prix réels. Les écarts dans le sens de la hausse se produisent surtout lorsque le marché n'est plus alimenté par la production locale. Ce sont les grains du commerce et surtout ceux qui proviennent de l'extérieur qui bénéficient des hauts prix : ils n'entrent que pour une très faible part dans la consommation, et ils pèsent d'un grand poids dans le calcul de la moyenne.

Il ne serait pas difficile de démontrer que les variations de prix sont d'autant plus rapides et étendues que le marché est plus restreint et plus isolé, — que les formidables écarts qui se produisent dans le sens de la hausse pendant les périodes de disette impliquent aussi l'avilissement des prix dans les années d'abondance, — qu'enfin, dans un milieu sujet à ces brusques changemens, les prix réels sont nécessairement faibles, au grand détriment de l'agriculture et sans profit réel pour la consommation. En Lorraine, le blé descendait toujours au-dessous de 12 francs l'hectolitre dans les époques d'abondance, et il restait quelquefois plusieurs années consécutives à ce taux, comme en 1824, 1825 et 1826. Il en était à peu près de même dans les Vosges et dans l'Alsace, à 1 franc près; mais, quand venait la disette, le prix était plus élevé en Lorraine, en Alsace et dans les Vosges que sur aucun autre point de notre territoire. Après 1817, l'année 1847 le prouve encore, les prix de 45 à 50 francs ne s'observent que dans ce coin de la France. Chose étonnante, la partie de ces provinces qui avait les plus faibles prix de l'abondance avait aussi les prix les plus élevés de la famine; Metz, entre autres, passait alternativement par d'effroyables crises.

Tous les points de notre territoire n'étaient pas exposés aux mêmes calamités. Quelques-uns de nos marchés présentaient même, grâce à leur étendue, grâce à la facilité des communications qui les mettaient en rapport avec d'autres marchés plus ou moins lointains, une remarquable fixité des prix; mieux approvisionnés dans la disette, moins encombrés dans la pléthore, on y voyait le prix monter beaucoup moins haut dans un cas, descendre beaucoup moins bas dans l'autre. Le marché de la Provence, qui communique avec les échelles du Levant par le port de Marseille, avait surtout ce caractère. En 1822, quand le blé valait de 8 à 12 francs l'hectolitre sur un grand nombre de nos marchés de l'intérieur, il valait de 21 à 22 francs à Toulon, Marseille, Nîmes et Avignon. En 1835, le prix descendit encore au-dessous de 10 francs dans la Meuse, tandis qu'il se maintint entre 19 et 20 francs en Provence. Dans les années de cherté de 1847, de 1855, de 1861 et de 1868, les prix de la Provence furent aussi les moins élevés de notre territoire. En 1847, les prix n'y

montèrent qu'à 30 ou 32 francs, tandis qu'ils s'élevèrent presque partout au-dessus de 40 francs, pour atteindre jusqu'à 50 francs en Alsace. Les marchés du littoral de la Manche et de l'Océan, qui sont en communication facile avec les marchés extérieurs, présentaient le même caractère d'uniformité et de stabilité des prix. La Normandie et la Bretagne, si bien placées pour écouler leurs excédans de récoltes en Angleterre, avaient aussi les prix les moins variables. La Gascogne était dans le même cas, grâce au port de Bordeaux. Tous les autres marchés de l'intérieur subissaient les fluctuations de la production locale. Ceux qui, sillonnés de routes, s'alimentaient dans un rayon étendu, comme le marché de Paris, avaient moins à redouter ces excès. Ceux qui étaient isolés étaient aussi les plus dégarnis en temps de disette, et les plus encombrés quand l'abondance était venue.

Le progrès des communications d'abord, la suppression de l'échelle mobile ensuite, ont eu pour résultat de fondre tous ces marchés distincts en un seul marché général, que le développement du commerce maritime a rattaché étroitement aux principaux marchés des deux mondes. A mesure que les routes de terre, les canaux et les voies ferrées reliaient l'un à l'autre chacun de nos petits marchés, on voyait les prix se niveler peu à peu en devenant plus uniformes dans l'espace et plus stables dans le temps. Sur le marché où les prix étaient plus faibles, la hausse se produisait; sur les marchés où les prix étaient élevés, la baisse était produite ou la hausse enrayée. Quand venait l'abondance sur un point, le marché n'était plus écrasé, parce que la denrée se portait facilement sur les marchés voisins; le déficit qui entraînait la hausse provoquait l'appel de la denrée, assurait l'approvisionnement et abrégeait la crise. Rien n'est plus curieux que de suivre la marche des prix extrêmes de disette et d'abondance sur chacun de ces marchés. En Lorraine par exemple, les prix extrêmes des années d'abondance n'ont cessé de s'élever : ceux des années de disette n'ont cessé de décroître. En 1865, année de pléthore, le prix de l'hectolitre de blé n'y est pas descendu au-dessous de 15 à 16 francs. En 1861, année de disette, le prix le plus élevé n'y a pas dépassé 28 francs.

L'expérience des dernières années démontre qu'il n'y a plus aujourd'hui qu'un écart maximum de 3 à 4 francs par hectolitre entre les divers points de notre territoire. Dans les années d'abondance, la Provence, la Bretagne, la Normandie, Paris et le nord ont encore les plus hauts prix; mais ce n'est plus la Lorraine qui a les plus faibles, ce sont les départemens du centre (Vienne, Haute-Vienne, Nièvre, Allier, Indre, Cher), moins bien dotés de voies de communication, plus isolés par conséquent que ne l'est aujourd'hui la Lorraine. Les prix de Marseille n'ont pas subi de modification sensible.

A Paris, les *maximum* de disette sont descendus de 50 fr. 44 cent. en 1817, de 42 francs en 1847, à 39 fr. 62 cent. en 1855, à 33 fr. en 1861 et à 32 fr. en 1868. Les *minimum* des années d'abondance y ont monté de 13 fr. 37 cent. en 1822 à 16 fr. 34 cent. en 1865. En même temps que s'atténuaient les variations de prix dans l'espace par la fusion de nos petits marchés en un seul, les variations dans le temps s'affaiblissaient aussi par la fusion de notre marché général avec celui des principaux marchés du monde et surtout de l'Occident.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les avantages qui résultent, pour la consommation, de l'uniformité et de la stabilité des prix. Avec des prix incertains et sujets à de grandes oscillations, la prévoyance humaine est constamment en défaut. Le chef de famille qui n'a que des ressources limitées, l'ouvrier qui vit de son travail de chaque jour, sont exposés à être débordés quand la cherté du pain est venue. Il faut un grand fonds de sagesse pour se résoudre à épargner dans la saison d'abondance, afin de parer aux effets de la disette. L'expérience démontre que tous les hommes n'en sont point capables. Dans tous les cas, les brusques variations de prix, en dérangeant tous les calculs d'économie, ont pour effet de rendre l'exercice de cette vertu plus difficile. L'agriculture n'a pas moins à souffrir de ces variations. Même avec beaucoup de blé à vendre, le cultivateur fait peu d'argent quand les prix sont très faibles. Il en fait encore moins quand les prix sont très élevés, parce qu'il a alors peu de blé disponible. Il n'attend pas d'ailleurs que la crise soit arrivée à l'état aigu pour porter sa récolte au marché. C'est ainsi qu'avilissement et cherté sont des maux qui frappent l'humanité sans aucun profit pour l'agriculture. Les crises de subsistances sont aussi de véritables crises agricoles, dont l'intensité se mesure par l'amplitude et la rapidité des oscillations de prix.

Pour montrer combien les variations de la production et des prix exercent une influence fâcheuse sur la prospérité de la population agricole, il suffira de comparer la condition du simple cultivateur dans le nord et dans le midi de la France ou de l'Europe. Dans le nord, toute l'agriculture pivote autour du bétail. Les produits animalisés entrant là en plus forte proportion dans l'alimentation de l'homme, le lait, le beurre, le fromage, la viande et les graisses y ont un cours plus élevé, un débit plus facile. Or c'est le propre des systèmes de culture qui font à la production animale une large place d'offrir la plus grande régularité dans la production et dans les prix. Un peu plus ou un peu moins d'humidité influe certainement sur l'abondance et la qualité des fourrages; mais il n'y a jamais là que des variations de production sans importance et des oscillations de prix sans grands écarts. Les cultures de céréales qui sont l'accom-

pagnement ordinaire du bétail sont elles-mêmes moins sujettes aux intempéries des saisons, parce que le sol y est plus riche et mieux engraissé. Dans un pareil milieu, la classe des cultivateurs a singulièrement grandi et prospéré. Grâce à la fixité de la production, ils ont amassé des capitaux à l'aide desquels ils ont élevé leur système de culture et se sont eux-mêmes élevés : même quand ils n'ont pas encore acquis tout le sol qu'ils cultivent, leur situation de cultivateurs ne laisse pas que d'être enviable sous bien des rapports. Ils sont souvent les égaux de leurs propriétaires, et pour peu qu'aux vertus habituelles du cultivateur, l'activité, l'ordre et la frugalité, ils joignent une certaine étendue d'esprit et de l'habileté en affaires, ils ne tardent pas d'acquérir une influence considérable. Il y a en Angleterre, en Hollande et dans le nord de la France de simples fermiers qui, par l'influence qu'ils exercent et par la considération qui les entoure, sont de véritables personnages.

Rien de pareil ne s'observe dans le midi. Là, c'est exclusivement le propriétaire qui est riche, influent, instruit, habile; le cultivateur n'est pas encore arrivé à l'indépendance. Le propriétaire dirige habituellement l'exploitation de son domaine, et il est astreint à la résidence; mais toutes les fois que la culture est dans d'autres mains que la propriété, ce n'est plus le fermage qui s'observe, c'est le colonage partiaire; au lieu d'un chef d'industrie à la fois instruit et riche, on ne trouve qu'un métayer, que son défaut de fortune et d'instruction relègue à une énorme distance du propriétaire. Au pied des Pyrénées ou sur les bords de la Méditerranée, en Espagne, en Toscane et en Lombardie, c'est là un fait général.

Ce n'est pas à des différences dans la fertilité du sol ou dans la richesse des cultures qu'il faut attribuer une pareille différence de situation. Le sol est parfois d'une fertilité prodigieuse dans le midi, et certaines cultures, telles que la vigne, y sont pour le moins aussi productives que les plus riches cultures dans le nord. On se tromperait encore, comme l'a fait Sismondi, si l'on invoquait la tradition romaine, restée plus vivace dans le midi que dans le nord de la France. Les traditions historiques ne jouent qu'un bien petit rôle dans le développement des sociétés; les hommes obéissent toujours à la loi de leurs intérêts. C'est le caractère aléatoire de la production agricole dans le midi qui nous donne la véritable explication du fait. La vigne, le mûrier, l'olivier, sont des cultures très riches quand on prend la moyenne des produits annuels; mais ces moyennes résultent de chiffres extrêmes qui présentent les plus grands écarts. Produits et prix, tout varie dans des proportions énormes. La gelée et la maladie peuvent emporter les plantations, et la production s'arrête alors pendant des années entières. Pendant quinze ans la maladie du ver à soie a presque anéanti le revenu du mûrier. On

cite des années où tous les oliviers de la Provence ont gelé. La vigne gèle aussi quelquefois; elle a même des ennemis bien autrement redoutables que la gelée dans l'oïdium et le phylloxera. Avec de pareils risques, il ne faut point songer à devenir fermier, c'est-à-dire entrepreneur de culture. Pour garantir au propriétaire le paiement régulier de la rente pendant toute la durée d'un bail, il faudrait plus de capitaux que pour acheter le sol. Quand un cultivateur, surmontant les difficultés inhérentes à ce milieu, a réuni quelques épargnes, il achète un peu de terre et ne songe point à les risquer dans une entreprise de culture; s'il court les chances de mauvaises récoltes, il recueillera du moins le bénéfice des bonnes. Voilà la raison de la distance énorme qui s'observe entre le propriétaire et le cultivateur dans le midi. Les Romains n'y sont pour rien, car ils n'ont fait que subir, comme nous, l'action du milieu. Ce qui le prouve avec évidence, c'est que même dans le midi, où le colonage partiaire est la règle générale, le fermage s'y rencontre néanmoins, toutes les fois qu'une production animale un peu étendue donne de la sécurité au cultivateur et au propriétaire. C'est ainsi qu'on trouve de riches fermiers en Languedoc et dans les plaines arrosées de la Provence ou de la Basse-Lombardie.

IV.

C'est le commerce qui, en achetant le blé dans les lieux où il abonde pour le transporter et le revendre dans les lieux où il fait défaut, abrége la durée des crises de subsistances, en atténue les effets, contient les prix et proportionne partout avec une précision rigoureuse les approvisionnemens aux besoins de la consommation. Acheter au meilleur marché et revendre le plus cher possible, c'est tout le secret du commerce. Or il se trouve que c'est là une mission sociale de grande importance et qu'on pourrait qualifier justement d'ordre providentiel, puisque les opérations du commerce, dont l'intérêt personnel des commerçans est le puissant mobile, tournent en dernière analyse au bien général, et ne servent pas moins les intérêts de la consommation que ceux de l'agriculture.

En achetant dans le pays où la denrée abonde, le commerçant y fait monter les prix. En revendant ensuite sur un marché où la denrée est rare, et où les prix sont nécessairement élevés, il fait la baisse. Chacune de ces deux opérations est utile : l'achat en désencombrant un marché trop plein et en relevant des prix trop faibles, — la revente, en approvisionnant un marché trop dégarni et en abaissant des prix trop forts. Les prix extrêmes de l'abondance et de la disette se sont ainsi rapprochés, et la provision disponible de subsistances s'est mieux répartie. Entre deux marchés

voisins qui sont en communication facile, l'équilibre d'approvisionnement et de prix s'établira de plus en plus, parce que la moindre différence d'approvisionnement déterminera une différence de prix, et que la moindre différence de prix aura pour conséquence nécessaire de corriger l'inégalité d'approvisionnement, le commerce allant toujours acheter dans les pays les mieux pourvus, parce que les prix y sont plus faibles, pour revendre dans les pays moins bien approvisionnés, parce que les prix y sont plus élevés. Quand des obstacles naturels s'interposent entre deux marchés, quand les transports de l'un à l'autre y sont difficiles et onéreux, il y aura nécessairement une différence dans l'approvisionnement et dans les prix des deux marchés respectifs, car la condition nécessaire pour que le commerce agisse, c'est que l'écart soit assez grand pour offrir la perspective d'un profit; mais cette différence se réduira aux dernières limites par l'action de la concurrence, si le commerce n'est pas entravé dans ses opérations.

Pour produire tous ses effets ou plutôt tous ses bienfaits, il n'est pas nécessaire que le commerce ait pris livraison du blé acheté, et qu'il l'ait transporté et revendu sur le lieu de consommation : il suffit qu'achat et vente aient été effectués ou soient même simplement possibles avant toute opération de livraison et de transport. Quand un commerçant spécule sur les grains ou sur les farines à terme, il produit identiquement les mêmes effets que s'il opérait au comptant ou sur livraison : en prenant livraison des grains, il équilibre les approvisionnemens et les prix dans l'espace; en opérant à terme, il corrige les inégalités d'approvisionnement et de prix dans le temps. Sous ce rapport, le spéculateur remplit un rôle analogue, on peut le dire, à celui que joue le volant en mécanique : il régularise les approvisionnemens et les prix sur un marché en empêchant l'encombrement dans une saison et le vide dans une autre. Les marchands qui emmagasinent le blé dans les périodes d'abondance et de bas prix pour l'offrir à la consommation dans les époques de disette et de cherté sont dans le même cas et produisent le même effet : ils reportent le trop-plein d'une époque à une autre, pour en combler le déficit. Les marchands de blé, les spéculateurs sur le blé, ceux qu'on appelait autrefois *accapareurs*, sont des hommes utiles, peut-être faudrait-il dire les plus utiles des commerçans. C'est à leur intervention que nous devons d'être aujourd'hui débarrassés de toute inquiétude légitime sur nos approvisionnemens, et même de toute appréhension raisonnable sur l'intensité et la durée des crises de subsistances.

Le commerce ne se borne pas à opérer sur notre marché intérieur, il agit aussi sur tous les marchés de l'extérieur, achetant ici, vendant là, suivant les approvisionnemens et les prix. J'ai déjà

signalé le double courant qui s'est établi du dehors à l'intérieur par Marseille, et du dedans à l'extérieur par les ports de la Manche et de l'Océan. Sur nos frontières de terre, des courans analogues se manifestent tantôt à l'entrée, tantôt à la sortie, avec une intensité subordonnée aux conditions de notre marché intérieur. Quand nos prix sont faibles par l'effet de l'abondance, c'est l'exportation qui prédomine. Quand nos prix s'élèvent par l'effet de la disette, c'est l'entrée qui l'emporte jusqu'à ce que les approvisionnemens se soient équilibrés sur tous les points du marché occidental. Il en doit être naturellement ainsi, puisque par le fait même des opérations commerciales la denrée disponible tend toujours vers les lieux où les prix sont le plus élevés jusqu'à rétablissement du niveau.

Ce qui fait que l'importation et l'exportation se produisent toujours simultanément en France, c'est notre position intermédiaire entre les divers marchés qui exportent habituellement des céréales et ceux qui en importent. L'Angleterre a un déficit régulier qu'on n'estime pas, année moyenne, au-dessous de 25 millions d'hectolitres. La Belgique et la Suisse, pays importateurs, touchent directement à notre territoire. Les pays exportateurs de céréales sont ou les contrées échelonnées le long de la Méditerranée et de la Mer-Noire, et dont les produits passent devant Marseille avant d'arriver aux marchés d'importation, ou les États-Unis d'Amérique dont les cargaisons peuvent arriver à Bordeaux, à Nantes et même au Havre aussi facilement qu'à Liverpool. Il en résulte que notre territoire est admirablement placé pour servir d'entrepôt aux grains qui alimentent le commerce extérieur de tous les peuples. Cette situation d'entrepôt général serait la meilleure pour assurer notre approvisionnement régulier et pour niveler nos prix en les rendant de plus en plus uniformes dans l'espace, de plus en plus stables dans le temps. Pour que le blé continue d'entrer à Marseille, il est nécessaire que les prix y restent, ce qu'ils ont toujours été, les plus élevés de France. S'il n'en était ainsi, le blé de la Hongrie ou des provinces danubiennes passerait devant le port de Marseille au lieu de s'y arrêter, et poursuivrait sa route jusqu'au marché anglais. La baisse excessive n'est donc pas à craindre à Marseille par le fait d'importations exagérées : les prix faibles repoussent l'importation. D'un autre côté, les prix du littoral de la Manche et de l'Océan s'équilibrent avec ceux de l'Angleterre, et se rapprochent ainsi constamment des cours de Marseille sans pouvoir en aucun temps les dépasser de beaucoup, car l'exportation sur nos côtes cesse aussitôt que les prix sont élevés. La hausse exagérée par le fait de l'exportation n'est donc pas non plus à redouter du côté de l'ouest. Bordeaux, Nantes, Marseille et Le Havre verraient ainsi se niveler leurs prix, et de proche en proche, si rien ne venait contrarier les opérations

du commerce, si l'entrée restait aussi facile et aussi libre que la sortie sur tous ces points, nos marchés intérieurs du centre, qui souffrent encore des variations de prix qu'entraînent les alternatives de l'abondance et de la disette, verraient leur position devenir meilleure en se fondant de plus en plus dans le marché national ou plutôt dans le grand marché du monde. Notre approvisionnement serait ainsi assuré malgré toutes les disettes, et nous éviterions du même coup la pléthore qui ruine l'agriculture sans profit pour la consommation, et la cherté qui pèse si durement sur la consommation sans enrichir l'agriculture. Le moindre progrès qui s'opère dans ce sens est une garantie nouvelle contre le retour des crises.

Pour que le commerce ait pu produire ces merveilles, niveler ainsi nos prix, assurer avec régularité notre approvisionnement dans les années de disette et supprimer peu à peu jusqu'aux crises de pléthore, il a fallu que les obstacles naturels de la distance et de la différence d'altitude fussent graduellement affaiblis par des voies perfectionnées de communication. En venant compléter notre réseau de rivières navigables, de canaux et de routes de terre, les chemins de fer nous ont rendu d'immenses services. Il a fallu aussi débarrasser le commerce d'entraves en remplaçant l'ancien système de l'échelle mobile par un régime plus libéral.

Tout a été dit depuis longtemps sur l'échelle mobile, notamment par MM. Léonce de Lavergne et Michel Chevalier, dont le talent et l'autorité ont préparé ici la suppression de ce système (1). C'est un sujet que je ne veux pas reprendre en détail; je me bornerai à un seul point qui donnera l'explication de quelques faits contemporains. Quand ce système a été établi, il n'avait pas, à beaucoup près, les inconvéniens qui se sont révélés plus tard. C'était une conception fausse, mais assez inoffensive pour le temps où elle a pris naissance. Notre commerce extérieur de céréales n'avait alors qu'une importance minime, et il y avait entre Marseille, où l'importation avait lieu, et les ports du littoral de la Manche, où se faisait l'exportation, une différence de prix assez considérable pour que le mécanisme compliqué de la loi n'empêchât pas absolument, tout en ayant l'air de fonctionner d'une façon utile, de faire entrer un peu de blé d'un côté, d'en faire sortir un peu de l'autre. On avait longtemps combiné, on avait remanié à plus d'une reprise l'échelle des tarifs, le nombre et la circonscription des zones, le choix des marchés régulateurs, et l'on s'était complu dans l'idée que la prospérité de l'agriculture était désormais liée au sort de cette œuvre ingénieuse, qui devait être son pal-

(1) Voyez l'article de M. de Lavergne sur *la Liberté commerciale*, dans la *Revue* du 1er mai 1856, et dans la *Revue* du 1er mai 1859 l'étude de M. Michel Chevalier sur *l'Échelle mobile et le commerce des céréales.*

ladium. En réalité, si elle ne faisait aucun bien à l'agriculture, elle ne lui faisait pas non plus grand mal. Notre territoire était trop fractionné en petits marchés, isolés et indépendans, pour qu'une faible importation ou exportation sur l'un de ces marchés pût avoir le moindre effet sur les prix des autres. Quand notre commerce extérieur dut s'étendre pour combler les déficits croissans de nos récoltes, on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il était mal préparé pour ce rôle, qu'il était gêné dans ses allures par les minutieuses combinaisons de l'échelle mobile. N'ayant jamais qu'une idée assez imparfaite de nos besoins et ne pouvant d'ailleurs établir aucun calcul un peu précis sur les bases fragiles du tarif, il n'opérait que tardivement et mal. Certains de nos marchés étaient déjà épuisés quand le blé étranger commençait à y apparaître. Tout cela, joint aux difficultés, aux lenteurs et aux frais des transports à l'intérieur, n'apportait qu'un remède insignifiant à un mal très grave, et laissait la moindre disette se changer en famine dans les lieux les plus mal pourvus. A la suite de la désastreuse récolte de 1816, la famine avait véritablement régné près d'une année entière : jusqu'en juin 1817, les prix n'avaient cessé de monter.

Quand le déficit de la récolte de 1846 fut connu, le gouvernement suspendit l'échelle mobile afin de faciliter l'action du commerce et d'assurer notre approvisionnement; mais cette suspension fut trop tardive et trop limitée dans sa durée : l'approvisionnement se fit encore dans de mauvaises conditions. Cependant la période aiguë de la crise, au lieu de se prolonger jusqu'au mois de juin, comme en 1817, s'arrêta en avril et mai de l'année 1847. Les arrivages étrangers commencèrent à faire baisser les prix à partir de cette date. En septembre 1853, à la suite d'une mauvaise récolte, qui fut suivie de plusieurs autres, l'échelle mobile fut suspendue de nouveau sans interruption jusqu'en 1859. Le commerce eut alors à faire face à des besoins nombreux : il étendit ses opérations, assura sa marche et obtint de bien meilleurs résultats. A la suite de la récolte qui avait provoqué la suspension de l'échelle mobile, une crise des subsistances s'était déclarée, mais elle était enrayée dès le mois de janvier 1854, sans que le prix moyen mensuel, qui avait été de 45 francs en 1817 et de 38 francs en 1847, dans la période aiguë de ces deux crises, atteignît tout à fait 32 francs. La récolte de 1854 fit baisser les prix jusqu'à 26 francs dès le mois de septembre, et ils se maintinrent à ce niveau jusqu'à la récolte de 1855, qui laissa un nouveau déficit et détermina une nouvelle crise. Cette crise n'augmenta d'intensité que jusqu'au mois de novembre, où le prix moyen fut de 33 francs l'hectolitre. Les arrivages du commerce firent la baisse à partir de la fin de décembre.

Le rétablissement de l'échelle mobile ne fut que momentané. La

loi du 15 juin 1861 la supprima définitivement. L'année même de cette suppression, la récolte fut très mauvaise : une importation de 18 millions d'hectolitres dut combler le déficit; mais le commerce était désormais à la hauteur de sa tâche : il avait grandi, et la loi venait de lui rendre la complète liberté de ses allures. A peine constatée, la nouvelle crise fut conjurée : le prix moyen mensuel le plus élevé se rapporte au mois de septembre et ne dépasse pas 27 francs; les prix moyens des mois suivans s'abaissent successivement jusqu'à 23 francs. C'est bien évidemment le commerce qui, par la précision et la rapidité de ses opérations, avait étouffé la crise en 1861, car, sur les 18 millions d'hectolitres nécessaires pour assurer notre approvisionnement, 14 millions étaient entrés avant le 1er janvier 1862. Aux époques antérieures de disette, les importations, quoique beaucoup moindres, avaient été beaucoup plus tardives; parfois même elles s'étaient prolongées bien au-delà des crises, encombrant ainsi le marché quand il n'était plus nécessaire, après l'avoir laissé dégarni en temps de disette. Dans les années d'abondance, les services rendus par le commerce étaient moins apparens, mais non moins réels. L'exportation empêchait alors les prix de s'avilir. Après la récolte de 1821, le prix moyen mensuel le plus faible est de 14 fr. 69 cent., et c'est en mars 1822 qu'on l'observe. A la suite de la récolte de 1858, le prix moyen le plus faible ne descend pas au-dessous de 15 fr. 60 cent.; c'est le prix moyen de janvier 1859. Enfin en 1865 la période la plus aiguë de la crise de pléthore qui a gardé le nom de *crise agricole* est le mois d'octobre, et le prix moyen de ce mois est de 16 fr. 26 cent.

Devant de pareils résultats, il ne semblait plus possible de maintenir un régime qui, loin de favoriser les opérations du commerce, n'était pour lui qu'un obstacle et pouvait même devenir un danger. L'expérience avait prononcé en démontrant que la meilleure manière d'assurer en temps utile notre approvisionnement dans les années de disette et de combattre l'avilissement des prix dans les années d'abondance était de laisser au commerce l'entière liberté d'acheter et de vendre, d'importer et d'exporter. Avec plus de réflexion, on aurait vu qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre dans une organisation artificielle la recherche d'un prix stable, que c'est là toujours et partout le but du commerce, et qu'il l'atteint sûrement, puisqu'il ne saurait jamais avoir d'autres effets.

Dans la vie des peuples, il vient un moment où l'extension des relations commerciales est une nécessité qui s'impose; ils abaissent alors peu à peu tous les obstacles opposés par la nature ou par la politique aux libres communications des hommes. Quand les chemins de fer sont jugés utiles et même nécessaires, les restrictions commerciales doivent s'effacer, parce que les inconvéniens en de-

viennent chaque jour plus intolérables. Comme l'oiseau qui sort de l'œuf en brisant sa coquille, les sociétés brisent aussi les entraves qui s'opposent à leur développement.

L'union de notre marché national avec le marché général de l'Occident a produit des effets encore bien plus salutaires dans la douloureuse période que nous avons traversée depuis 1870. Jamais l'intervention du commerce n'avait été plus nécessaire, jamais ses bienfaits n'ont été plus apparens. De nos quatre dernières récoltes, l'une (1870) a été médiocre, la seconde très mauvaise, la troisième exceptionnellement abondante, et enfin la dernière nous laissera certainement, selon toutes les prévisions, un déficit considérable. Ces soubresauts dans la production de notre principale denrée alimentaire ont coïncidé avec des désastres dont l'histoire d'aucun autre peuple n'offre l'exemple : guerre déplorable avec la Prusse, occupation de notre territoire par l'ennemi, guerre civile, incendies de la commune, rançon de 5 milliards, difficultés politiques inextricables. Il faut bien reconnaître que l'épreuve aura été décisive, et que, si le commerce n'a pas failli à sa tâche d'assurer notre approvisionnement au milieu de ces calamités, c'est que nous sommes désormais à l'abri de toute crise aiguë en matière de subsistances. Il suffit de rappeler de quelle manière les faits se sont passés.

Quand la funeste déclaration de guerre à la Prusse vint nous surprendre en juillet 1870, le prix du blé était à 23 francs l'hectolitre. La médiocrité de la récolte sur pied pesait évidemment sur les cours, puisque le prix n'avait été que de 20 francs au mois de mai précédent. On prévoyait un déficit, et le commerce, en faisant ses achats d'avance, faisait monter le prix, ce qui accélérait l'importation à Marseille et modérait l'exportation sur le littoral. Malgré le désarroi général, le commerce pourvut à tout, non-seulement au déficit de la récolte, mais encore aux gaspillages de la défense nationale et aux réquisitions de l'ennemi. Les prix suivirent une marche régulière, sans saccades, et n'atteignirent 28 francs qu'en mai 1871, en pleine insurrection de la commune, et alors qu'il était déjà évident que la récolte sur pied, détruite en partie par les gelées sans neige de l'hiver précédent, serait fort mauvaise. Les prévisions sur ce point furent justifiées, et la récolte de 1871 nous laissa un déficit énorme. Fort heureusement les marchés d'exportation qui alimentent l'Occident étaient pourvus, notamment la Hongrie et l'Amérique, et l'Angleterre, ce grand importateur dont les prix règlent les nôtres, n'avait qu'à faire face à son déficit normal. La denrée n'était donc pas absolument rare sur le marché général, et les prix n'avaient rien d'excessif. On vit alors, sous l'influence des opérations du commerce, se renouveler le phénomène si curieux de l'abaissement régulier du prix en temps de disette, qui s'était déjà

accusé avec tant de précision en 1861. Le déficit de 1871, qui nous eût donné des prix de famine quinze ou vingt années auparavant, fut comblé, et les prix, au lieu de monter, descendirent. De mai à août 1871, le prix avait passé de 28 à 25 francs. En septembre, il y eut une légère reprise, et le prix de 26 francs l'hectolitre fut atteint de nouveau. A partir du mois de novembre, une baisse régulière se déclare; nous trouvons le prix moyen de 25 francs en janvier 1872, celui de 24 francs en juin, de 23 francs en juillet. En août, et sous l'influence d'une récolte exceptionnellement riche, le prix moyen du blé tombe à 20 francs l'hectolitre.

La récolte de 1872 est en effet la plus abondante que nous ayons jamais eue en France malgré le démembrement de notre territoire. On ne l'estime pas à moins de 120 millions d'hectolitres, ce qui, après prélèvement de 14 millions d'hectolitres pour les semences, laissait 106 millions d'hectolitres disponibles pour notre consommation intérieure et notre commerce d'exportation. Le marché général était alors peu encombré, et l'Angleterre avait besoin d'un supplément à ses importations habituelles : les prix du marché général étaient donc élevés. Pour en bénéficier, le commerce, au lieu d'importer des grains, en exporta; mais ces exportations ne pouvaient que relever les cours sur notre marché intérieur, et l'élévation de nos prix devait, à son tour, modérer l'exportation. Au total, il n'est guère sorti que de 6 à 7 millions d'hectolitres de la récolte exceptionnelle de 1872. On avait vu le blé baisser dans la disette; on allait le voir monter peu à peu dans l'abondance. De 20 francs l'hectolitre en août 1872, le blé était arrivé successivement et régulièrement à 27 francs en août 1873. Le prix de 22 francs avait été atteint en février, celui de 24 francs en juin.

Bien des esprits ont été déroutés par cette baisse de prix coïncidant avec un déficit énorme, qui a été suivie d'une hausse régulière au sein de l'abondance. On en a vainement cherché l'explication dans de fausses estimations des deux récoltes; c'est dans l'effet d'opérations commerciales étendues qu'il faut la chercher uniquement. Dès que le déficit est soupçonné, le commerce se met en quête d'approvisionner le marché, et ses arrivages ramènent les prix au niveau du marché général. Quand l'abondance est venue, le commerce agit inversement, et ses exportations relèvent les prix jusqu'à équilibre avec ceux de l'extérieur. Baisse en déficit, hausse en abondance, s'opèrent régulièrement, sans secousse brusque et sans perturbation excessive dans les habitudes de la consommation ou dans les intérêts de l'agriculture. Ainsi se limitent de plus en plus, en se rapprochant du prix général du marché, qui, toujours élevé, va s'élevant encore d'une façon insensible, les hausses et les baisses de notre marché intérieur. Ces prix moyens réguliers et éle-

vés que l'on cherchait vainement à obtenir par une législation minutieuse et routinière, c'est le perfectionnement des voies de communication et l'extension des opérations de commerce qui nous en ont enfin dotés : les voies de communication en unifiant notre marché intérieur, et les opérations de commerce en le reliant de plus en plus au marché général des subsistances. C'est ainsi que nous aurons conjuré deux des plus grands maux qui puissent nous atteindre : des prix avilis dans l'abondance, la cherté excessive dans le déficit.

Tous les faits qui sont survenus depuis quelques mois ne font qu'ajouter encore à cette démonstration. Ce qui avait empêché l'exportation de prendre une allure plus rapide à la suite de la récolte de 1872 en faisant monter le prix, seul moyen de modérer l'exportation, c'est la mauvaise apparence de la récolte suivante. Les pluies de l'hiver et du printemps avaient noyé le sol; le blé était atteint par la rouille dès le mois d'avril dernier. On prévoyait que la récolte serait sûrement mauvaise. Cette prévision s'est réalisée, malgré toutes les assertions contraires; mais il n'y a pas lieu d'en concevoir la moindre inquiétude. Les besoins de la consommation sont prévus, le commerce a pris ses mesures à temps. En se relevant successivement avant la récolte, les prix avaient modéré l'exportation et ranimé le courant de l'importation. En septembre, une hausse de 1 franc environ par hectolitre a eu lieu sur le prix moyen du mois précédent. Le blé a légèrement dépassé 28 francs l'hectolitre; il est redescendu à 27 francs à la fin d'octobre pour se rapprocher de nouveau de 28 fr. au commencement de décembre; mais tout porte à croire que la baisse est proche et qu'elle fera des progrès rapides, lorsque les apparences de la récolte prochaine, dans les divers pays d'importation et d'exportation, auront permis d'établir avec certitude les conditions de l'approvisionnement général.

On pourra trouver ces prévisions trop optimistes : elles sont cependant justifiées par les faits constatés antérieurement. Depuis la suppression de l'échelle mobile, on peut observer que nos prix les plus élevés des années de déficit ont lieu au mois de septembre. Il en a été ainsi en 1861 et en 1871. La baisse actuelle est un indice qu'il en sera de même à la suite de la récolte de 1873. L'approvisionnement est sinon fait, du moins assuré. L'état de nos ensemencemens au printemps prochain pourra seul, nous le croyons, arrêter la baisse des prix. Si la récolte future présentait alors de mauvaises apparences, les prix, au lieu de continuer à descendre, se relèveraient, et le terrain gagné pourrait être perdu de nouveau; mais cette hausse ne cesserait pas un instant d'être régulière, et nous ne pensons pas, dans tous les cas possibles, qu'elle pût jamais nous ramener des prix au-dessus de 30 francs l'hectolitre, comme nous l'avons vu si fréquemment dans le passé et jusqu'en 1868. A ce taux d'é-

normes quantités de céréales peuvent être versées sur le continent. Les États-Unis ont des réserves immenses. La grande difficulté, c'est le transport de l'intérieur à New-York. Quand le prix du blé est au-dessous de 25 francs sur les places de l'Occident, l'exportation de l'Amérique ne cesse pas entièrement, mais elle ne se fait qu'en proportion restreinte. A chaque franc de hausse au-dessus de ce chiffre correspond une nouvelle couche de blé, qui, pouvant supporter les frais de transport à grande distance, vient combler les vides du marché occidental. A 30 francs, le monde entier, pour ainsi dire, nous enverrait ses réserves et comblerait tous nos déficits, si grands qu'ils fussent (1).

Il ne faut pas perdre de vue qu'avec un commerce de farine et de blé tel que celui qui se fait en France, les réserves du commerce et de l'agriculture sont considérables. La meilleure preuve qu'on puisse invoquer à cet égard, c'est la faiblesse de nos exportations à la suite de la récolte si abondante de 1872. En admettant que, par la réduction de notre population à 36 millions d'habitans, notre consommation intérieure a été ramenée à 90 millions d'hectolitres, la récolte précédente nous aurait laissé un excédant de 10 millions d'hectolitres, c'est-à-dire de quoi nous alimenter pendant près de six semaines. Fallût-il en importer deux fois autant pour nous tirer d'embarras, le commerce serait assurément en mesure de le faire.

Enfin il faut tenir compte d'une certaine élasticité qui s'observe dans la consommation du blé. Toutes les classes de la population font des économies forcées de pain quand le prix s'en élève, mais surtout cette admirable population rurale, qui a toutes les vertus et souvent, hélas! toutes les misères de ce monde, qui est à la fois si laborieuse et si frugale. Pour prospérer et se mettre en état de pourvoir aux besoins croissans de la consommation, il faut que l'agriculture fasse des épargnes et qu'elle produise plus qu'elle ne consomme. Quand le blé enchérit, le cultivateur, sa famille et ses aides en consomment moins pour en porter davantage au marché. Le seigle et l'orge entrent alors en plus grande porportion dans l'alimentation de la population agricole : l'habitant du midi, qui consacrait beaucoup de maïs à l'engraissement de son bétail, le réserve plus exclusivement à sa nourriture; le Breton vit plus spécialement de galettes de sarrasin, et le Limousin de châtaignes. La pomme de terre, ce pain du pauvre, joue aussi, en temps de cherté, un plus grand rôle dans l'alimentation du campagnard. Ce changement de régime n'est pas sans inconvénient. Avec une nourriture moins substantielle, l'ouvrier de l'agriculture ne peut produire la même somme

(1) Le prix de l'hectolitre de blé est depuis trois mois, sans variation, de 21 à 22 fr. à New-York. C'est le meilleur indice que les exportations des États-Unis suffisent à combler les déficits prévus chez les peuples importateurs de la région occidentale.

de forces qu'en altérant plus ou moins sa santé; mais la nécessité le condamne à réserver ce pain blanc qu'il produit aux consommateurs plus fortunés qui habitent la ville, et il s'y résout.

Un prix moyen de 28 francs l'hectolitre, avec des écarts de 2 fr. au-dessus dans le nord-est et de 2 francs au-dessous en Provence, il n'y avait là rien qui dût nous alarmer à la fin du mois d'août dernier. Pour ne rappeler ici que des faits de date récente, ces prix avaient été notablement dépassés en 1853, en 1855, en 1856 et en 1868. Cependant l'on s'est ému et l'on a fait appel à l'intervention du gouvernement pour combattre la cherté non-seulement par les moyens dont il dispose, mais encore en lui suggérant les projets les plus chimériques, les mesures les plus insensées. C'est là malheureusement chez nous une tradition déjà ancienne. On nous a reproché, à juste titre, d'ignorer la géographie; on aurait pu, avec bien plus de raison, nous faire le reproche d'ignorer les plus simples élémens de l'économie politique. L'intervention du gouvernement, toutes les fois qu'elle n'a pas eu pour unique but d'assurer la liberté et la sécurité du commerce, a toujours été détestable; loin de remédier aux crises, elle n'a fait que les précipiter et les rendre plus funestes. Notre histoire est pleine de ces exemples. Sur la simple annonce faite par Necker que le gouvernement avait opéré des achats à l'étranger pour combler un déficit qui n'existait pas en réalité, une famine véritable se déclara. Aux portes mêmes de Paris, dans un pays riche en céréales, à Coulommiers et à Nangis, le prix du blé monta de 5 à 6 francs par hectolitre dans l'intervalle de deux marchés. Les décrets de la convention sur le maximum, sur la création des greniers de réserve, etc., ne produisaient pas de meilleurs résultats. Le blé se cachait dans les campagnes, et la population parisienne avait beau pendre les boulangers aux lanternes après avoir défoncé et pillé leurs boutiques, cela ne faisait ni affluer le blé à Paris, ni baisser le prix du pain. Plus tard, en 1811, les recensemens et les réquisitions ordonnés par un comité de subsistances affamèrent la France entière. En 1817, les importations opérées pour le compte de l'état ne firent qu'exagérer la crise en semant la panique dans la population et en décourageant le commerce.

Les gouvernemens modernes ne font plus de réquisitions, d'importations et de greniers de réserve; mais, s'ils vont moins loin que leurs prédécesseurs, et si leurs mesures sont ainsi moins désastreuses, leur conduite en matière de subsistances n'est pas sensiblement plus correcte et plus logique : ils n'obéissent d'ordinaire qu'aux circonstances du moment, modifiant çà et là les pièces de notre régime commercial, sans se désintéresser absolument en cette matière. Quand la cherté arrive, à la suite du déficit, ils s'empressent de jeter à l'eau tout ce qui reste de l'ancienne réglementation

du commerce des céréales, dirigée surtout contre les importations : l'approvisionnement du marché est alors l'intérêt qui domine; il faut l'assurer, coûte que coûte. Sitôt que la crise est passée, on se retourne : ces importations, qui étaient naguère un bienfait, deviennent une menace, on craint qu'elles n'écrasent le marché. Après avoir pourvu aux nécessités de la consommation, il faut bien donner satisfaction aux intérêts de l'agriculture. En conséquence on relève contre l'importation, au moment même où la faiblesse de nos prix suffit à l'éloigner, des barrières qu'il faudra détruire plus tard, quand l'importation sera devenue à la fois possible par la hausse des prix et nécessaire par le déficit. En agissant ainsi, les gouvernemens contrarient évidemment tous les intérêts qu'ils veulent servir, car empêcher l'entrée, c'est empêcher aussi la sortie, c'est rendre notre stock moins considérable, notre approvisionnement moins régulier, nos prix moins uniformes et moins stables, et finalement notre agriculture moins prospère; mais ces inconvéniens sont peu apparens, on s'y risque par la crainte d'un mal chimérique.

C'est là notre histoire dans ces dernières années. La loi du 30 janvier 1872 sur la marine marchande contenait deux dispositions s'appliquant aux céréales : l'une établissant sur les marchandises étrangères transportées par navires étrangers une surtaxe de pavillon de 75 centimes par 100 kilogrammes pour les provenances d'Europe et du bassin de la Méditerranée, de 1 fr. 50 cent. pour les provenances des pays hors d'Europe, en-deçà du cap Horn et du cap de Bonne-Espérance, et enfin de 2 francs pour les importations tirées des pays au-delà des caps, — l'autre frappant toutes les denrées d'origine extra-européenne d'une surtaxe d'entrepôt de 3 francs par 100 kilogrammes à leur importation des entrepôts d'Europe. Le moindre inconvénient des mesures de ce genre, c'est de ne durer qu'un jour. On les établit en temps d'abondance parce qu'alors les inconvéniens en sont moins sensibles; mais la première cherté les emporte : l'expérience l'a dix fois démontré. Un décret du 29 août dernier a exempté les grains et les farines de ces surtaxes. Comme conséquence de cette exemption, un autre décret, en date du 18 octobre, a étendu à tous les bureaux de douane ouverts à l'importation des céréales la faculté de délivrer des acquits-à-caution d'admission temporaire, sous la condition expresse que la réexportation des farines ne pourra s'effectuer que par les bureaux de la douane faisant partie de la direction par laquelle l'importation aura été faite.

Ce sont là d'excellentes mesures, et si l'on y joint le décret de septembre dernier, qui approuve les modifications de tarif consenties par les compagnies de chemins de fer pour le transport des céréales à l'intérieur, on aura tout ce que le gouvernement pouvait raisonnablement faire pour atténuer les effets de la cherté. Il faut

seulement désirer que ces suppressions de surtaxes et ces facilités de transport survivent aux circonstances qui les ont fait naître.

On a cependant invoqué bien d'autres mesures contre la cherté actuelle. A l'époque de la révolution française, il était de mode parmi les députés de la nation de faire chaque jour une nouvelle motion sur les subsistances. A ce propos, le célèbre voyageur anglais A. Young conseillait à l'assemblée nationale de proclamer d'abord la liberté du commerce et de décréter ensuite « qu'on étouffe avec un encrier le premier représentant qui prononcera le mot de vivres. » Nos députés sont aujourd'hui moins ardens à conquérir une popularité de mauvais aloi en provoquant, sous le prétexte d'amener la baisse, des mesures qui ont infailliblement pour effet de faire la hausse; mais à leur défaut plusieurs de nos publicistes ne craignent pas de mettre en péril la liberté de la boulangerie, en demandant, au premier signe de cherté, le rétablissement de la taxe. Nous ne conseillerons pas de leur appliquer la peine dont il est question dans la boutade de l'écrivain anglais; mais nous croyons qu'il serait opportun de profiter de la première baisse de prix qui surviendra pour abolir définitivement la loi de 1791, et pour enlever enfin aux maires la faculté, dont quelques-uns usent encore, de taxer le pain. En achetant bon marché pour revendre plus cher, les boulangers sont à la fois dans leur droit et dans leur rôle : sans la perspective de profits légitimes, ils ne prendraient pas assurément la charge d'alimenter la consommation. C'est l'espérance du gain qui soutient et développe le commerce; c'est elle aussi qui assure l'approvisionnement, nivelle et modère les prix, en un mot fait les affaires de tout le monde au meilleur marché possible. Au lieu de raviver les préjugés du public et d'attiser de vieilles haines qui tiennent à l'ignorance autant qu'à la passion, il nous semble plus juste de rappeler que la carrière de la boulangerie est ouverte à toutes les ambitions, et que le seul moyen à la fois légitime et efficace de faire baisser les bénéfices de ces industriels, aussi honorables et aussi utiles que les marchands de blé, c'est de leur faire concurrence. L'idée des approvisionnemens par des greniers publics, par des magasins de l'état, est encore plus fausse que la taxe. Il y a des institutions de ce genre chez les peuples en enfance; mais on ne les observe que là. Dans les sociétés avancées, le commerce pourvoit aux besoins de la consommation d'une façon beaucoup plus sûre et moins coûteuse; il suffit de ne pas contrarier ses mouvemens. La liberté en matière économique n'est point seulement le plus commode des régimes, c'est aussi le meilleur : elle seule respecte tous les droits et sert tous les intérêts.

P.-C. DUBOST.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV

ET

LE

BARON DE BUNSEN

IV.

L'AVÈNEMENT DU SECOND EMPIRE ET LA GUERRE DE CRIMÉE (1).

Aus dem Briefwechsel Friedrich Wilhelms IV mit Bunsen, von Leopold von Ranke, 1 vol. in-8°; Leipzig 1873.

Lorsque la convention d'Olmütz, au mois de novembre 1850, eut mis le comble aux humiliations que le prince Félix de Schwarzenberg infligeait depuis plus d'un an à la monarchie prussienne, M. de Bunsen fut violemment tenté de donner sa démission. Pouvait-il représenter plus longtemps auprès du gouvernement anglais la politique de M. de Manteuffel? Malgré ses dissentimens particuliers avec tel ou tel ministre du cabinet de Saint-James, il se sentait bien plus d'accord avec les vues libérales de l'Angleterre qu'avec les idées de réaction si en faveur à Berlin. Pour une conscience honnête, il y avait là bien des sujets de scrupule. L'ambassadeur de Frédéric-Guillaume IV à la cour de la reine Victoria était conduit à se faire cette question étrange : suis-je vraiment le représentant de la politique prussienne auprès de l'Angleterre? ne suis-je pas plutôt le représentant des idées anglaises auprès de la Prusse? La situation lui devenait de jour en jour plus équivoque et plus pénible.

M. de Bunsen n'ignorait pas d'ailleurs quel était à son égard le

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, et du 15 novembre 1873.

mauvais vouloir du cabinet de Berlin. Sans souci de l'amitié que lui gardait Frédéric-Guillaume IV, les hommes du parti de la croix le considéraient comme un révolutionnaire. Les chefs de ce parti, M. de Gerlach, M. Stahl, M. de Rochow, pour ne citer que les plus célèbres, exprimaient ouvertement leur désir de voir les hautes fonctions diplomatiques confiées désormais à des partisans de la sainte-alliance. Il fallait dans ces postes si importans des hommes qui fussent d'accord avec les princ[illegible]ines généraux de l'empereur Nicolas. On allait jusqu'à sommer le ministre des [illegible] affaires étrangères de remplacer sans retard M. de Bunsen. Ces ardeurs du [illegible] parti absolutiste ayant échoué contre la circonspection de M. de Manteuffel, on eut recours aux plus singuliers moyens. Le bruit courut un jour à Berlin (mars 1851) que le ministre de Prusse à Londres avait été insulté dans la rue par des réfugiés politiques pour avoir fêté à l'hôtel de l'ambassade l'anniversaire du 18 mars 1848. On sait que le 18 mars 1848, date odieuse aux amis de l'ordre parce qu'elle les reporte à une émeute qui avait failli renverser le trône, est en même temps une date maudite des révolutionnaires parce que l'insurrection qu'elle rappelle, victorieuse d'abord, avait fini par échouer. Entre ces points de vue si opposés, il y en a un autre qui tient le milieu : le soulèvement du 18 mars, aux yeux de certains libéraux, avait réussi dans la juste mesure, puisque, sans renverser le trône, il avait fait tomber un ministère absolutiste et obligé le roi à capituler. Le bruit répandu à Berlin était donc imaginé de la manière la plus perfide, car il autorisait cette double question : M. de Bunsen, en célébrant l'anniversaire du 18 mars, avait-il fêté la demi-victoire de l'émeute ou la défaite de l'insurrection révolutionnaire? On insinuait par là que c'était l'un et l'autre, et que, si les réfugiés avaient à se plaindre de M. de Bunsen, la cour de Berlin avait aussi les plus graves reproches à lui faire. En tout cas, un ministre de Prusse qui s'était exposé à être insulté dans les rues de Londres ne pouvait plus rester à son poste. Voilà ce que lui mande un de ses amis de Berlin en lui signalant et la rumeur publique et les conclusions qu'on en tire. La personne très alarmée qui lui transmet ces étranges propos est impatiente de savoir ce qu'ils peuvent contenir de vrai. M. de Bunsen répond que tout cela est absolument imaginé; il ne saurait même indiquer la moindre circonstance, le plus petit fait qui, grossi et falsifié, ait pu fournir un prétexte à cette histoire. Il n'a pas donné de fête le 18 mars, il ne connaît point de réfugiés politiques, soit d'Allemagne, soit des autres parties du continent, il n'en a jamais vu un seul ni chez lui, ni dans la rue, ni dans aucun endroit de Londres. Ce récit n'est qu'une invention ridicule, et qui donc avait eu intérêt à inventer de telles choses? Sans accuser ses adversaires politiques de Berlin, M. de Bunsen démêle bientôt les

origines de l'affaire. Il vient d'apprendre en effet, non pas de Berlin cette fois, mais de Londres même, qu'un agent secret, se disant envoyé par le ministre de la police de Prusse, était arrivé récemment à Londres pour surveiller les faits et gestes de l'ambassadeur. Le ministre de la police avait arrêté dans sa haute sagesse que M. de Bunsen devait nécessairement avoir des relations personnelles avec les réfugiés établis à Londres. C'est à cet agent qu'un réfugié prussien, trouvant là une occasion de gagner quelques shillings, avait révélé le secret d'état dont il s'agit. M. de Bunsen remarquait à ce propos que l'agent de la police prussienne avait été indignement volé, car enfin, si pareil scandale se fût passé dans une ville comme Londres, est-ce qu'on aurait pu en étouffer le bruit? Le soir, tous les journaux de la Cité auraient donné la nouvelle à leurs lecteurs, et le lendemain elle eût fait le tour de l'Europe.

Il résultait de cette misérable aventure que M. de Bunsen, s'il restait à Londres, s'exposerait infailliblement, non pas aux grossièretés des réfugiés d'Allemagne, mais à l'injure perpétuelle du ministère dont il était le représentant. Il se savait suspect et surveillé; son nom était à la merci des plus vils dénonciateurs. Il prit donc la résolution de se retirer des affaires. D'abord, voulant ne pas brusquer les choses, — car il était toujours dévoué à la personne de Frédéric-Guillaume IV, et il y avait là plus que des convenances à menager, — il chargea M. de Radowitz de préparer le roi à cette demande de retraite. Pendant l'été de 1851, il fit un voyage à Bonn, examinant, dit-il, le port où il se proposait de chercher un refuge; mais l'homme propose et Dieu dispose. Peu de temps avant la date qu'il s'était fixée à lui-même pour offrir décidément sa démission au roi, il est atteint d'une maladie grave. Comment songer à sa retraite dans un pareil moment? Cependant le temps passe; voilà des semaines, voilà des mois qui s'écoulent, les événemens changent d'aspect, les opportunités ne sont plus les mêmes. Ce qu'il eût été si naturel de faire dans les deux ou trois mois qui ont suivi la convention d'Olmütz, pourquoi le faire un an plus tard? Cette démarche aura perdu sa vraie signification. Ce ne sera plus qu'une brèche ouverte dans ces hautes fonctions diplomatiques d'où les absolutistes veulent expulser M. de Bunsen et ses amis. Cette pensée le retient. Sa retraite ferait trop de plaisir aux hommes qu'il considère comme les plus grands ennemis de l'Allemagne. Le prince de Schwarzenberg s'en réjouirait à Vienne; à Berlin, M. Stahl et M. de Gerlach en pousseraient des cris de triomphe. Non, il restera. Sa conscience a tort de s'alarmer. Ce n'est pas du ministère qu'il est l'organe en conservant son poste, il est le représentant du roi Frédéric-Guillaume IV et le serviteur de la patrie.

Voilà comment M. de Bunsen se décida en 1851 à garder ses fonc-

tions, dont il ne se démettra que plus tard, après un nouvel échec de ses idées, après un nouvel effacement de la Prusse, au mois d'avril 1854. Pendant ces trois dernières années de son activité diplomatique et de sa correspondance personnelle avec Frédéric-Guillaume IV, deux événemens principaux occupent l'Europe : d'abord l'avénement de Napoléon III à l'empire, ensuite la guerre de Crimée. Allons jusqu'au bout des documens que nous fournit M. Léopold de Ranke, et continuons d'y joindre les nôtres, non pas certes pour entreprendre un nouveau récit des faits, sur lesquels tout a été dit, mais pour achever de peindre ces deux âmes, ces deux consciences, le roi Frédéric-Guillaume IV et le baron de Bunsen.

I.

La nouvelle du coup d'état exécuté à Paris le 2 décembre 1851 par le président de la république française ne produisit pas la même impression dans toutes les contrées de l'Europe. En Russie, en Prusse, en Autriche, les gouvernemens y voyaient une revanche des catastrophes de 1848. De la France était venue la secousse qui avait ébranlé tous les trônes; on se félicitait de ce coup de force qui, rétablissant en France un principe d'autorité, raffermissait tous les pouvoirs d'un bout de l'Europe à l'autre. Personne n'ignorait que cette autorité avait ses allures propres, qu'elle représentait tout autre chose que l'ordre légitime, que, si la révolution recevait là une rude atteinte, elle la recevait d'une main révolutionnaire. N'importe; l'impression dominante était une impression de soulagement. Quel que fût l'homme qui remportait cette victoire, la révolution était vaincue. En Autriche même, les réserves que nous venons d'indiquer étaient fort indifférentes au principal personnage politique; le prince Schwarzenberg tenait beaucoup plus à l'autorité elle-même qu'aux anciennes conditions de l'autorité. Il ne craignait pas de donner satisfaction à certaines exigences de l'esprit moderne, pourvu que le pouvoir devînt toujours plus fort à mesure que s'accroissaient les libertés publiques. Sans appartenir complétement à l'école napoléonienne, il s'y rattachait sur bien des points. Persuadé que la crise sociale de nos jours devait tôt ou tard transformer le monde de fond en comble, il voulait prendre hardiment l'offensive et organiser l'Europe d'après un plan à lui, au lieu d'attendre que ces changemens s'accomplissent suivant les hasards des révolutions. Le prince Louis-Napoléon, après le 2 décembre 1851, réalisait une partie de son idéal politique. Il le voyait déjà empereur des Français, il l'admirait comme un dompteur de peuples dans l'intérêt des peuples, et d'avance il saluait en lui un auxiliaire envoyé par la Providence. Dans ses rêves audacieux, il avait conçu l'idée d'une

Europe que se partageraient trois grands empires, l'empire latin, l'empire germanique, l'empire slave. L'empire slave serait à la Russie, l'empire germanique à l'Autriche, l'empire latin à la France.

C'est le coup d'état de 1851 qui, exaltant l'imagination du ministre autrichien, lui avait suggéré ces visées gigantesques. On sait, pour le dire en passant, que le prince Félix de Schwarzenberg mourut à Vienne le 5 avril 1852, avant même que le prince Louis-Napoléon fût empereur des Français; une chose beaucoup moins connue, c'est l'influence que ces idées extraordinaires ont exercée sur d'autres têtes politiques de l'Europe. Si la guerre allemande de 1866 a été pour la Prusse une revanche des humiliations subies en 1850, les plans ténébreux qui se sont dévoilés en 1870 et qui ont si profondément bouleversé l'état général de l'Europe ont été inspirés au chancelier du nouvel empire d'Allemagne par les conceptions en sens inverse du premier ministre de l'empereur d'Autriche. Dans tous les actes du prince de Bismarck, on retrouve les souvenirs du prince de Schwarzenberg, une émulation rétrospective d'entreprises audacieuses, une volonté inflexible non-seulement de défaire ce qu'il avait fait, mais de refaire autrement ce qu'il avait osé concevoir.

Revenons au mois de décembre 1851. En Angleterre, où se trouvait M. de Bunsen, l'opinion du pays se prononça énergiquement contre le coup d'état. Les fonds publics subirent une baisse considérable à la bourse de Londres, une baisse presque aussi forte, nous dit l'ambassadeur prussien, qu'à la nouvelle de la révolution de 1830. Les journaux jetèrent feu et flamme. Il y eut pendant plusieurs mois une véritable éruption de fureurs patriotiques. On croyait ou on affectait de croire que l'Angleterre était menacée. Des projets de défense affluaient de toutes parts et sous toutes les formes. On rappelait ces paroles que le duc de Wellington avait prononcées autrefois en des circonstances bien différentes : « il n'y a pas un lieu sur nos côtes où l'infanterie ne puisse aborder par tous les temps, par tous les vents, et où elle ne puisse trouver à moins de quatre milles une route excellente, praticable pour une armée, et conduisant au cœur même du pays. » On les répétait à satiété, on les commentait avec violence, on en tirait des reproches ou des injonctions à l'adresse du ministère, on le sommait d'aviser au salut commun, toute affaire cessante, et de mettre immédiatement sur pied toutes les forces du pays. Quant au ministère, après une première émotion inévitable, il ne montra point de dispositions hostiles au nouveau gouvernement de la France. Les lettres de Bunsen, qui nous conservent la trace de cette première émotion, nous indiquent aussi les symptômes d'un autre sentiment qui ne tarda guère à se produire. L'ambassadeur prussien affirme par exemple que nulle part à Londres on ne ma-

nifestait de sympathie pour les chefs de l'assemblée nationale de France. Il est vrai que M. de Bunsen est notre ennemi, et que le souvenir des récentes humiliations de la Prusse, bien que la France y soit étrangère, ravive encore ses défiances haineuses. On peut être persuadé qu'il est dupe de ses propres passions quand il attribue aux hommes d'état anglais des sentimens de mépris pour nos plus grands citoyens, défenseurs malheureux de la liberté parlementaire (1). Il faut du moins conclure de ces renseignemens qu'une fois les premières alarmes calmées, les membres du cabinet de Saint-James n'eurent pas trop de peine à se décider pour une politique d'expectative où l'on ne sentait rien de menaçant.

C'est ici que se place l'épisode du *renvoi* de lord Palmerston, épisode très singulier en lui-même et qui tient une grande place dans cette histoire. On a dit que lord Palmerston, ministre des affaires étrangères dans le cabinet que dirigeait lord John Russell, avait été obligé de donner sa démission le 22 décembre 1851 à cause de l'empressement qu'il avait mis à faire des déclarations trop favorables au représentant de la France à Londres, M. le comte Walewski. Le fait n'est pas complétement exact. L'attitude de lord Palmerston à la suite du 2 décembre n'a été que le prétexte de sa disgrâce. Conformément à la décision du ministère, approuvée par la reine Victoria, lord Palmerston avait écrit dès le 5 décembre à lord Normanby, représentant de l'Angleterre à Paris, une dépêche qui se terminait par ces mots : « j'ai ordre de sa majesté de vous dire qu'il ne faut rien changer à vos relations avec le gouvernement français. Le désir de sa majesté est que son ambassadeur à Paris ne fasse rien qui ait l'apparence de la moindre intervention dans les affaires intérieures de la France. » En recommandant à lord Normanby la plus stricte neutralité, le ministre anglais devait-il s'interdire d'exprimer son sentiment sur le 2 décembre en des conversations particulières? Assurément cela eût été plus correct; mais il y avait longtemps que lord Palmerston, esprit altier et impatient de la discipline, se souciait peu des règles de la hiérarchie ministérielle. Au mois d'août de cette même année 1851, la reine avait dû lui adresser un mémorandum très net pour le rappeler à l'ordre. Le ministre s'était empressé de répondre : « J'ai pris copie du mémorandum de sa majesté, et je ne manquerai pas de me conformer aux instructions qu'il contient. » Il croyait apparemment que, tout en dirigeant la politique étrangère dans le sens arrêté par le conseil et

(1) « Uebrigens zeigt sich nirgends hier eine Theilnahme an den leitenden Männern der Nationalversammlung... » Voyez l'édition allemande des *Mémoires de Bunsen*. — *Christian Carl Josias Freiherr von Bunsen, aus seinen Briefen und nach eigener Erinnerung geschildert von seiner Wittwe. Deutsche Ausgabe durch neue Mittheilungen vermehrt von Friedrich Nippold*, t. III, p. 198.

approuvé par la reine, il avait le droit de ne pas cacher ses opinions aux personnes qui causaient avec lui. La prétention était singulière, car il pouvait se faire que ces personnes eussent intérêt à répéter ses paroles, et alors qu'arriverait-il? Les conversations de lord Palmerston auraient donné un démenti à ses dépêches. C'est précisément ce qui eut lieu. Lord Palmerston, dès le lendemain du coup d'état ou au plus tard le surlendemain, causant avec M. le comte Walewski, n'hésite pas à lui déclarer que, pour sa part, il approuve complétement le coup d'état. « Nous ne nous mêlerons pas de vos affaires, lui dit-il, c'est à la France de décider de son sort. Toutefois, si votre excellence désire connaître mon opinion particulière sur le changement qui vient de s'accomplir, je la résume ainsi : l'antagonisme entre le président et l'assemblée était arrivé à un tel degré qu'il n'y avait plus pour eux possibilité de coexistence. Cela devenait de jour en jour plus manifeste. Or il me paraît préférable pour les intérêts de la France, et par suite pour les intérêts du reste de l'Europe, que le pouvoir du président l'emporte. Le maintien de son autorité est une garantie pour le maintien de l'ordre social. Avec la division des partis et des opinions qui règnent dans l'assemblée, une victoire sur le président ne serait que le point de départ d'une guerre civile des plus désastreuses. »

On devine avec quel plaisir M. Walewski recueille ces paroles de la bouche de lord Palmerston. Est-il tenu de faire une distinction entre lord Palmerston causant familièrement et lord Palmerston écrivant au nom du conseil de sa majesté? Cela ne se peut, il y a des situations indivisibles. M. Walewski s'empresse donc de communiquer cette conversation au ministre des affaires étrangères à Paris; c'était alors M. le comte Turgot. Le ministre est radieux, et si le lendemain lord Normanby vient lui dire qu'il a reçu des instructions de Londres, que rien n'est changé dans les rapports des deux gouvernemens, qu'il restera spectateur attentif, mais désintéressé, des événemens intérieurs de la France, le cabinet de Saint-James désirant garder une neutralité absolue, n'est-il pas naturel que M. Turgot lui réponde : « Oh ! nous avons mieux que cela. Lord Palmerston s'en est ouvert avec le comte Walewski. Nous sommes assurés de son approbation. » Fort embarrassé de la situation qui lui est faite, lord Normanby écrit à Londres, l'affaire s'ébruite, lord John Russell, comme premier ministre, demande des explications à son collègue, qui dédaigne de lui répondre. C'est bientôt tout un événement, et la nouvelle en arrive à Windsor. Comment s'étonner de l'émotion de la reine Victoria, si l'on se rappelle le mémorandum du mois d'août? elle connaît les mauvais sentimens de lord Palmerston pour le prince Albert, elle soupçonne une atteinte à sa

prérogative... Bref, lord John Russell fait décider par le conseil que lord Palmerston a manqué à ses devoirs hiérarchiques, et l'invite à offrir sa démission à la reine. La démission est donnée et acceptée. Lord Granville remplace lord Palmerston.

Était-ce un désaveu de l'opinion exprimée par lord Palmerston? pas le moins du monde. On sut peu de temps après que les autres ministres, et lord John à leur tête, avaient tenu exactement le même langage que leur collègue. A la nouvelle des événemens de Paris, M. le comte Walewski ne s'était pas borné à voir le ministre des affaires étrangères, il avait vu le même jour et l'un après l'autre tous les membres du cabinet; l'opinion personnelle de chacun d'eux était favorable à Louis-Napoléon. Derrière ce singulier incident, comme nous l'avons déjà indiqué, il y avait ce qu'on a nommé à Londres la *question du prince Albert* (1). Le cabinet whig, présidé par lord John Russell, reprochait à l'époux de la reine une certaine ingérence dans le gouvernement. L'orgueil britannique s'inquiétait de voir un prince étranger, un Cobourg, imbu, disait-on, de tous les préjugés aristocratiques des petites cours allemandes, essayer sous main de tenir en échec la politique du ministère. Cette lutte, qui devait arriver à l'état aigu en 1854, durait sourdement depuis plusieurs années, surtout depuis les commotions européennes de 1848. Lord Palmerston, avec sa hauteur d'esprit, s'y était engagé plus vivement que ses collègues. Entre les droits du ministère et les prérogatives de la couronne, la ligne précise est souvent difficile à garder. A force de veiller d'une façon si jalouse sur les empiétemens qu'il redoutait, lord Palmerston avait empiété plus d'une fois sur le domaine royal. De là ce mémorandum du mois d'août, qui rappelait le ministre en termes presque impérieux à l'observation des convenances hiérarchiques. Voilà comment le chef du cabinet whig fut amené à congédier son collègue des affaires étrangères le 22 décembre 1851. Lord John Russell ne se sépara point de lord Palmerston pour un dissentiment relatif au coup d'état, il le sacrifia purement et simplement à une question tout intérieure, à une question de rapports entre le ministère et la couronne. La crise mena-

(1) On trouve de curieux détails sur cet épisode peu connu de l'histoire d'Angleterre dans les *Mémoires du baron de Stockmar*, médecin de la reine Victoria. Stockmar était le compatriote et l'ami de Léopold Ier, roi des Belges, et du prince Albert, mari de la reine d'Angleterre. Il a passé la plus grande partie de sa vie à Londres et à Windsor. C'était plus qu'un médecin et un ami pour ses augustes hôtes, c'était un conseiller politique. Il a été mêlé de sa personne à la *question du prince Albert*. La presse radicale l'accusait d'exercer une influence funeste sur le prince et de l'entretenir dans des dispositions d'esprit bien moins anglaises que germaniques. Les mémoires du baron de Stockmar ont été publiés l'année dernière (*Denkwürdigkeiten aus den Papieren des Freiherrn Christian Friedrich von Stockmar. Zusammengestellt von Ernst Freiherr von Stockmar*, 1 vol. in-8°; Brunswick 1872).

çait de devenir dangereuse; lord John se débarrassa sans plus de façon d'un collaborateur qui le compromettait.

Aucun doute ne fut possible à cet égard lorsque lord John fut obligé de donner des explications à la chambre des communes sur le renvoi de lord Palmerston. Ce renvoi avait causé une émotion profonde en Angleterre. La presse libérale était irritée. Les radicaux semblaient oublier que lord Palmerston était favorable au coup d'état; ils se rappelaient seulement le langage hardi, l'attitude parfois révolutionnaire du ministre en face des gouvernemens absolutistes de l'Europe, et ils accusaient la reine d'avoir cédé à une pression étrangère. On parlait d'une brochure très vive qui allait paraître sous ce titre : *Palmerston. Qu'a-t-il fait?* On disait que Palmerston lui-même l'avait arrêtée pour ne pas jeter dans le public des révélations trop graves. En un mot, la colère et la curiosité publiques étaient excitées au plus haut point; on était impatient de savoir comment lord John Russell pourrait justifier sa conduite. Nous n'avons pas à nous occuper ici de cette justification; le seul point qui intéresse notre récit dans le discours que lord John prononça devant les communes le 4 février 1852, c'est l'exposé de ses sentimens propres et de l'opinion du cabinet au sujet des événemens de la France. Cette déclaration est d'une netteté singulière; en voici un passage : « je me bornerai à dire que le président de la république française, ayant tous les moyens d'information qu'il possède, s'est sans aucun doute décidé pour les mesures qu'il a prises après avoir bien examiné l'état de la France et s'être assuré que le parti qu'il adoptait était le plus propre à établir le bien-être du pays qu'il gouverne. » Des murmures ayant accueilli ces paroles, le premier ministre reprend avec plus de force : « Oui, laissez-moi le redire, je crois, et tout ce que j'ai appris me confirme dans cette opinion, que, dans la pensée du président, mettre fin à la constitution, avancer l'élection de 1852, briser l'assemblée, tout cela importait au bonheur de la France. » Des murmures se font encore entendre, mais cette fois mêlés à des applaudissemens, et l'orateur continue : « J'irai plus loin, car, je le confesse, j'ai vu avec le plus grand regret le langage tenu par une portion de la presse anglaise à l'égard du président. Enfant, j'ai vu, — homme, j'ai lu tout ce qui a été tenté pour empêcher que la paix d'Amiens ne durât, et pour précipiter les deux pays dans les plus sanglantes hostilités qui aient jamais désolé l'Europe (écoutez! écoutez!). Je crois qu'une discussion calme et des négociations entre les deux pays auraient pu prévenir les calamités de la guerre; mais le langage de la presse à cette époque était fait pour rendre impossible toute négociation et toute chance de paix. Monsieur le président, je serais désolé de voir la presse tenir aujourd'hui une conduite semblable. Nous avons pour-

tant un avantage sur l'époque dont je parle : le premier consul, si puissante que fût son intelligence, était complétement ignorant des habitudes et de la constitution de notre pays. Le président actuel de la France au contraire sait parfaitement de quelle liberté nous jouissons, jusqu'à quel point est poussée chez nous la licence de la polémique, et il comprendra que les invectives les plus violentes de notre presse n'impliquent pas le moindre sentiment d'hostilité de la part du gouvernement ou de la nation. » Les applaudissemens unanimes qui saluèrent ces paroles montrèrent que pour le fond des choses l'affaire était vidée. Entre lord John Russell et lord Palmerston il y avait encore une question secrète, une question obscure; sur leur façon d'apprécier l'acte du 2 décembre 1851, ou du moins les conséquences de cet acte, il n'y avait pas de dissentiment. Les ministres en place pensaient comme le ministre congédié. La chute de lord Palmerston n'avait aucune signification politique.

Tout cela ne fut bien connu à Berlin qu'après la séance dont nous venons de parler, c'est-à-dire après le 4 février 1852. Jusqu'au jour où lord John Russell fit cette déclaration publique de ses sentimens, Frédéric-Guillaume IV resta persuadé que la chute de lord Palmerston annonçait un changement sérieux dans la politique anglaise. Le temps était passé où le roi de Prusse se faisait de si étranges illusions sur le noble lord. A l'époque du Sonderbund, en 1847, il se plaignait amèrement de l'*astuce* de M. Guizot, qui défendait la même cause que lui, et il appelait lord Palmerston *le bon vieux honnête John Bull en personne* au moment où cet honnête John Bull soutenait par des moyens si équivoques la politique révolutionnaire en Suisse. Pour dessiller ses yeux, il avait fallu les évènemens de 1850. L'attitude, très équitable cette fois, de lord Palmerston dans les affaires du Danemark avait causé le plus vif mécontentement à Frédéric-Guillaume IV, qui partageait sur ce point les passions de son pays. Dès lors il était passé d'un extrême à l'autre. A une confiance aveugle avait succédé une aversion presque ridicule. Il attribuait à lord Palmerston cette série d'échecs et d'humiliations que la Prusse avait subis depuis 1849. Aussi quel cri de joie lorsqu'il apprend, le 25 décembre 1851, que lord John Russell a chassé lord Palmerston du ministère! Chassé, le mot est dur; c'est le mot dont se servent les amis de lord Palmerston pour envenimer les reproches qu'on adresse à lord John Russell, c'est le mot qui, répété par Frédéric-Guillaume IV, inspire et entretient ses illusions. Évidemment, si Palmerston a été frappé de la sorte, c'est parce qu'il avait reconnu le nouveau dictateur de la France malgré la défense expresse du ministère et de la reine. Voilà donc le cabinet de Saint-James qui s'éloigne de la politique révolutionnaire. Grâces soient rendues à Dieu! le roi de Prusse re-

connaît enfin la vieille Angleterre, l'Angleterre *évangélique*, comme il l'appelle dans ses lettres, l'Angleterre vers laquelle le portent toutes ses convictions, tous les battemens de son cœur (1). Avec quel enthousiasme chrétien la vieille Prusse, représentée par lui, va s'unir de nouveau à la vieille Angleterre sous le patronage de *sa très gracieuse sœur Victoria* (2)! Le prince de Schwarzenberg, dès les premiers jours de décembre, a fait proposer au cabinet de Berlin une démarche commune par laquelle la Russie, l'Autriche et la Prusse reconnaîtraient les nouveaux pouvoirs de Louis-Napoléon. En vérité, a dit en riant Frédéric-Guillaume, le prince de Schwarzenberg se pose déjà comme le pape qui doit couronner le futur empereur (3). Quant à lui, ce ne sera pas son rôle, il ne suivra dans cette voie ni l'Autriche ni l'Allemagne, si les souverains allemands, comme il le prévoit, sont entraînés par les résolutions de Vienne. Assurément, dans le cas où il serait seul, il n'irait pas jusqu'à se séparer de la confédération germanique par un appel aux armes; mais que l'Angleterre et la Russie lui donnent mission d'agir, qu'elles lui garantissent son territoire, qu'elles s'engagent à considérer toute agression contre l'une des trois puissances alliées comme les atteignant toutes les trois ensemble, alors on pourra compter sur lui.

Ainsi le pacifique Frédéric-Guillaume IV se déclarait tout prêt à soulever une guerre européenne pour empêcher, dès le lendemain du coup d'état, le rétablissement de l'empire. Il voyait là une occasion de constituer une nouvelle sainte-alliance, où l'*évangelique* Angleterre tiendrait la place de l'Autriche. Dès que lord John Russell eut parlé, ce rêve s'évanouit.

Cependant Frédéric-Guillaume IV ne renonçait pas encore à ses projets. Une quinzaine de jours après la séance de la chambre des communes où lord John Russell avait approuvé le coup d'état, le cabinet whig avait été remplacé par un cabinet tory. Un incident parlementaire qui ne semblait pas devoir amener un résultat si grave avait causé un violent dépit au premier ministre; lord John avait annoncé brusquement sa démission, espérant que la reine ne l'accepterait point et que le parlement le prierait de rester à son poste; mais la reine avait pris au mot l'impétueux homme d'état, et le comte Derby, chargé de composer un ministère, venait de ramener son parti au pouvoir (23 février 1852). Si le renvoi de lord Palmerston avait excité de si vives espérances chez Frédéric-Guil-

(1) « *Meine Ueberzeugungen und Herzschläge treiben mich ihm zu.* »

(2) Il aimait à écrire ces mots en anglais, comme pour les rendre plus expressifs, *my most gracious sister Victoria.*

(3) « *Dem König kam es vor, als wolle der œsterreichische Minister gleichsam die Rolle des krönenden Papstes spielen.* »

laume IV, on devine quels sentimens lui inspira la chute du cabinet whig tout entier. C'est bien cette fois un changement de principes dans le gouvernement. Voilà le moment ou jamais, pour le roi de Prusse, de *reconnaître la vieille Angleterre*. Le comte Derby est le chef des tories. Ajoutez à cela que les passions nationales de l'Angleterre ne se sont pas encore apaisées. Toute une partie de la presse continue à jeter des cris d'alarme. C'est même afin de répondre à ces émotions du pays que le nouveau ministère a pris à son compte et semble développer avec plus de zèle le bill proposé par ses devanciers pour la réorganisation de la milice. Voilà des symptômes favorables. Les événemens prévus qui s'accomplissent en France vont fournir au roi de Prusse une occasion toute naturelle de renouveler ses instances auprès du cabinet de Saint-James. Louis-Napoléon a fait un voyage triomphal dans le centre et le midi de la France. Les départemens vont au-devant de l'empire. Le 4 novembre, dans l'assemblée du sénat, présidé par le prince Jérôme, dix sénateurs ont déposé un projet de sénatus-consulte qui rétablit le gouvernement impérial. Le 7, ce sénatus-consulte est adopté à l'unanimité, moins une voix. C'est le 21 et le 22 novembre que le peuple français, convoqué dans ses comices, acceptera ou rejettera le plébiscite qui consacre le régime nouveau. Les grandes puissances laisseront-elles s'accomplir un tel événement sans protester? Si elles ne protestent pas, négligeront-elles du moins de prendre des précautions, d'exiger des garanties?

Les lettres de Frédéric-Guillaume IV à M. de Bunsen pendant le mois de novembre 1852 discutent toutes ces questions avec une passion inouie. Au moindre signe d'assentiment qui lui arrive d'Angleterre, il est transporté de joie. Il voit déjà les représentans des grandes puissances se réunir à Londres en congrès pour opposer une quadruple alliance aux projets de bouleversement général qu'ils prêtent au futur empereur. « Jusqu'à présent, dit-il, quand j'adressais mes exhortations aux chefs des grands états, on n'y faisait pas plus attention qu'aux jappemens d'un roquet (1). Maintenant, c'est l'Angleterre qui vient à moi. Je ne compte pas sur l'Autriche, mais je compte sur la Russie, et j'ai le ferme espoir que la légitimité l'emportera malgré toutes les erreurs qui se dressent pour la détruire. » Cependant il s'aperçoit bientôt que les puissances ne sont pas du tout disposées à protester, pas même au sujet de ce chiffre III que le rapport de M. Troplong a proposé de joindre au nom de Napoléon, et qui a été voté par le sénat. Les cabinets européens veulent oublier que Napoléon II n'a jamais régné, et que la

(1) « Bisher habe man alle ähnlichen Aumahnungen von seiner Seite wie das Gebell eines Hündchens überhört. »

dynastie tout entière de l'empereur a été frappée de déchéance à perpétuité. « Eh bien! dit-il, qu'à cela ne tienne; seulement attachons-nous d'autant plus à l'idée d'une quadruple alliance. » Mais c'est le roi lui-même qu'il faut laisser parler; si nous nous bornions à résumer ses lettres, le lecteur ne saurait pas jusqu'où peuvent aller ces hallucinations de la peur et de la haine, ni dans quel langage il les exprime.

« 17 novembre 1852.

« Le fait seul que, sur l'appel de la Grande-Bretagne, les puissances du continent auraient des conférences à Londres en ce moment est absolument inappréciable. Comme je vous l'ai dit et écrit si souvent, s'il y a un moyen de maintenir à l'égard de la France révolutionnaire une paix honorable et glorieuse, ce ne peut être que par l'union des quatre puissances et par l'effet que cette union doit nécessairement produire sur les souverains de la France, quels qu'ils puissent être... Je compte donc avant tout sur l'impression que cette nouvelle doit produire à Paris; nous en avons besoin, de cette impression-là, beaucoup plus besoin que ne le sait peut-être le gouvernement souvent très mal informé de la reine. Nous savons, nous, — et vous pouvez bien n'en faire mystère ni à la reine ni à ses ministres, — nous savons que Louis-Napoléon a des engagemens avec les chefs des partis révolutionnaires athées dans toute l'Europe. Mazzini, Kossuth et les autres étaient cachés à Paris ou dans les environs. Un signe de l'homme qui est la révolution incarnée mettra le feu à la Pologne, à la Hongrie, à l'Italie, à l'Allemagne du sud, à la Belgique. Alors Buonaparte interviendra dans les pays voisins de ses frontières comme *empereur de la paix!!! et garant du droit de tous les peuples* (1). Les adresses pour demandes d'incorporation à la France sont déjà rédigées dans le Palatinat, dans nos contrées du Rhin, en Belgique, déjà même elles sont expédiées en partie (écoutez! écoutez!) (2). Or il sait compter, il n'ignore pas qu'il peut mettre plus de vaisseaux sur mer que la vieille Angleterre. Si aujourd'hui, par notre union, par notre langage unanime, nous l'obligeons à demeurer en repos, sa machine *rate,* si bien montée qu'elle soit. Les conséquences en peuvent être très grandes et très salutaires à notre égard. Cette immobilité forcée, au fond très avantageuse pour lui, deviendra bientôt ridicule par suite des misères de la cour impériale, *et le ridicule tue en France.* — La reconnaissance de son chiffre III est pour *nous quatre* une impossibilité morale. Lorsque je n'avais encore aucun espoir de notre

(1) Ces mots sont en français dans le texte. C'est aussi d'après le texte que nous reproduisons les trois points d'exclamation.

(2) C'est la forme en usage, soit dans les chambres anglaises, soit dans les comptes-rendus des séances, pour souligner une déclaration importante et la signaler plus vivement à l'attention publique. Le roi écrivant à son ambassadeur en Angleterre souligne sa pensée à l'anglaise.

quadruple entente, j'avais déjà donné l'ordre de glisser sur cette reconnaissance du chiffre. Oui, si on se met d'accord là-dessus à Londres, je n'y vois pas grand mal. Il serait plus digne cependant, il serait plus convenable pour nous quatre de verser au personnage, en toute fraternité, un vin qui ne soit pas trouble. Après tout, il y a dans l'histoire d'Angleterre un exemple qui peut être déployé ici comme une bannière de paix : les rois d'Angleterre, depuis Édouard III jusqu'à George III, ont porté le titre de *kings of France,* sans que les deux pays pendant longtemps aient cessé de vivre en paix. Or qu'est-ce que le chiffre III auprès d'un titre et des prétentions qu'il recèle ? Maintenant, cher Bunsen, travaillez de toute l'énergie de votre action et de votre parole à établir pour notre part l'entente commune que je réclame et de laquelle dépendent, sans phrase, les destinées de l'Europe. J'ai confiance que Dieu bénira nos loyaux efforts. Qu'il vous bénisse, qu'il bénisse tout ce que vous ferez, chaque ligne, chaque mot, chaque pas. *Vale.*

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

« *P.-S.* — Le ministre, M. de Manteuffel, a pris connaissance de cette lettre. Il est tout à fait d'accord avec moi. »

On peut être assuré que M. de Bunsen s'acquitta consciencieusement de sa tâche. Transmettre des paroles de haine, envenimer les passions, tout cela, quand il s'agissait de la France, lui semblait une œuvre glorieuse et méritoire. Fidèle aux instructions de son maître, il se serait employé avec bonheur à nous faire du mal en tout temps et de toute manière, quel que fût notre gouvernement. Il a dû s'y appliquer plus volontiers que jamais, puisqu'il s'agissait d'un Napoléon. Il était de ceux qui n'avaient pu oublier 1806, et qui, même après 1815, malgré tant de généreux efforts pour dissiper les vieilles haines, accueillis chez nous à bras ouverts, appréciés, honorés de tous, avaient conservé sous le masque d'une bienveillance menteuse des ressentimens implacables. Il paraît cependant qu'il ne réussissait pas à son gré. Les violences de Frédéric-Guillaume IV ne trouvaient pas d'écho dans les hautes sphères politiques de Londres. On souriait de ses terreurs. Volontiers on aurait rangé ses lettres parmi ces pamphlets quotidiens dont lord John Russell parlait avec mépris. On voit en effet que le roi s'impatiente. Il presse son ambassadeur; il veut une solution prompte, et si on ne trouve pas le *modus faciendi,* c'est lui-même qui le fournira :

« 20 novembre 1852.

« La seule chose importante, la seule juste, la seule décisive pour l'avenir de l'Europe, c'est l'entente des quatre puissances; il faut, et ce sera la conséquence principale de cette entente, il faut que Louis Bonaparte sente le poids de cette formidable réunion de forces, il faut qu'il

sache bien que nous ne nous laisserons ni enlever ni contester les traités qui garantissent les territoires actuels. Le reste n'est *tout bonnement* que bagatelles et misères. »

« 23 novembre 1852.

« Devons-nous, à nous quatre, en reconnaissant l'empereur, exiger comme condition la garantie des territoires, ou bien faut-il simplement l'insinuer comme sous-entendu à propos et dans le texte même de la reconnaissance? Nous, puissances continentales, nous serons du premier avis; l'Angleterre sans doute adoptera le second. Si nous n'avons pas dès le début une pensée commune, une pensée d'entente à ce sujet, nous pourrons siéger à Londres jusqu'à ce que les Français nous en délogent. Or il m'est venu à l'esprit un de ces points d'entente, un *modus;* j'en ai parlé à Manteuffel, qui l'approuve, et je vous le communique sans retard. Ce point, ce *modus,* c'est un renouvellement des garanties territoriales au moyen d'un acte officiel signé et ratifié par les quatre puissances, quelque chose comme ceci : *les quatre hautes puissances, etc..., renouvellent par la présente la garantie des possessions territoriales telles qu'elles ont été stipulées dans les traités, etc..., les maintiendront les armes à la main contre quiconque les enfreindrait, etc.*

« Quand nous aurons entre les mains cet acte paraphé, signé et contre-signé, la question de savoir si nous devons exiger que Louis y prenne part avant d'être reconnu empereur, ou bien le lui offrir soit au moment de la reconnaissance, soit après, cette question, à mon avis, est assez indifférente. La seule chose essentielle, c'est que Louis Bonaparte apprenne et sache que les quatre grandes puissances ont garanti de nouveau les territoires et sont décidées de la façon la plus expresse à les maintenir. Alors Louis Bonaparte saura quels obstacles l'empêcheront de réaliser le plan de son oncle, suivant lequel sa dynastie, au bout de tant et tant d'années, devait être la plus ancienne de l'Europe. Faites pénétrer cette idée, comme bon vous semblera, dans le cabinet de Londres et chez la reine, puis dites-moi si vous avez lieu d'espérer que cette ancre assurée de salut pour la paix européenne (je parle au point de vue purement humain) sera forgée comme je le désire. J'ai donné des instructions pour que mon cabinet propose cette idée simultanément à Londres, à Pétersbourg et à Vienne.

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

Le roi s'était bercé de vaines espérances, les Anglais ont le sens plus pratique. Les tories n'étaient pas plus disposés que les whigs à prendre des mesures qui auraient semblé une menace. Lord Palmerston et lord John Russell avaient parlé avec bon sens des difficultés de la France en 1851, de l'imminence du péril social, et ils avaient exprimé leur confiance dans un homme qui connaissait si bien le tempérament politique de l'Angleterre; le comte Malmes-

bury, chargé du département des affaires étrangères dans le ministère du comte Derby, tenait exactement le même langage.

Il est impossible que M. de Bunsen ne l'ait pas su. Des symptômes de toute sorte indiquaient les dispositions du gouvernement anglais. Précisément à la date où nous sommes, tandis que M. de Bunsen s'efforçait de faire accepter à lord Derby les mesures imaginées par le roi de Prusse, on préparait à Londres une grande cérémonie nationale qui pouvait aisément prendre un caractère hostile à la France. Le vieux *duc de fer*, comme l'appelaient les Anglais, Wellington, était mort en son château de Walmer, près Douvres, le 14 septembre 1852, âgé de quatre-vingt-trois ans et quatre mois. Il avait été décidé, par l'initiative de la reine et le vote du parlement, qu'il lui serait fait des funérailles publiques. La cérémonie eut lieu le 18 novembre. Le corps de celui qui avait été l'adversaire de Napoléon fut déposé solennellement dans les caveaux de l'église Saint-Paul, au milieu d'un concours immense de population. Plus d'un million d'hommes étaient venus de tous les points de l'Angleterre assister à ce grand deuil. Au sein d'une telle foule et dans les dispositions où se trouvait encore une partie du public, la moindre imprudence aurait pu provoquer des manifestations passionnées. Il eût suffi d'un souffle pour remuer ces vagues. Le gouvernement mit le plus grand soin à prévenir le péril. Il évita aussi de froisser les sentimens français. Tous les signes, toutes les devises qui rappelaient avec injure des souvenirs douloureux furent sévèrement interdits.

M. de Bunsen savait tout cela, il avait dû le faire savoir au roi son maître; comment donc se fait-il que le 7 décembre Frédéric-Guillaume revienne encore à la charge pour une quadruple alliance? Ce ne serait plus l'alliance des quatre grandes puissances, Angleterre, Russie, Prusse, Autriche, puisqu'il y a des hésitations ici et là; ce serait l'alliance de deux grandes puissances et de deux petites, l'Angleterre et la Russie s'uniraient à la Hollande et à la Belgique. A défaut d'une alliance, qu'on lui accorde au moins une convention militaire. Surtout point d'indiscrétion. Une fois la chose conclue, il sera si heureux d'en faire la surprise aux deux empereurs! On voit ici quelle est l'agitation de Frédéric-Guillaume chaque fois qu'il est question de la France. Plus la réalité lui échappe, plus son imagination est en feu :

« 7 décembre 1852.

« Cette entente peut seule écarter les flammes de la guerre; si elle manque, le fléau éclatera longtemps avant que les rosiers fleurissent. Sans rien négliger pour prévenir l'incendie, il faut dès aujourd'hui redoubler d'activité, il faut tout faire pour être prêt, Prusse et Angleterre.

La Belgique est l'objectif le plus prochain de l'oiseau de proie récemment couronné. Il ne fera pas la guerre à la Belgique, mais il soudoiera une insurrection, puis comme *empereur de la paix et garant de toute volonté de tous les peuples* (1), il défendra au roi Léopold de réprimer les rebelles. Alors il envahira le territoire belge. Le moyen le plus indiqué, le plus sûr, le meilleur, c'est une quadruple alliance entre l'Angleterre, la Prusse, la Hollande et la Belgique, avec une convention militaire qui réunira les forces des quatre états et réglera leurs opérations. Ce dernier point, quoi qu'il arrive, est indispensable. Le roi Léopold et le ministre Thorbecke le feront *de grand cœur*, je le sais; mais qu'en pense lord Derby (car la reine et le prince pensent comme moi et le roi Léopold)? donc Derby?

« Hâtez-vous, très cher Bunsen, de nous fournir des informations sur les points suivans : 1° l'Angleterre veut-elle conclure une alliance défensive avec moi, le roi Léopold et Thorbecke? (Si lord Derby comprend le véritable intérêt de l'Angleterre, il doit pousser de toutes ses forces à ce traité. Je suis prêt à mettre 100,000 hommes au service de la quadruple alliance. Dites-le à lord Derby.) 2° Une stipulation militaire sera-t-elle acceptée? Ceci, c'est le minimum; l'alliance vaudrait mieux, car elle agira plus fortement sur les Tuileries. Si le projet d'alliance n'aboutit pas et qu'on s'en tienne simplement à la convention militaire des quatre puissances, je chargerai Scharnhorst de la négociation. 3° J'exige le secret le plus absolu jusqu'à ce que tout soit ratifié, que ce soit une alliance ou une stipulation militaire. Quand tout sera réglé avec les trois parties contractantes, alors seulement j'en ferai part aux deux empereurs (2). Ils verront de leurs yeux que la Prusse est encore debout dans sa force propre, qu'elle peut faire encore des actions de grand style et pour elle-même et dans l'intérêt du droit général. Hâtez-vous donc lentement, je veux dire avec adresse, mais aussi avec chaleur et éloquence. Je voudrais faire cette surprise aux deux empereurs comme cadeau de Noël, ou comme cadeau de jour de l'an, ou au plus tard comme cadeau du jour des Rois. Le ministre Manteuffel vous écrira dans le même sens. Et maintenant Dieu nous soit en aide! Puissions-nous, s'il ne nous abandonne pas, puissions-nous trouver là une réparation, une consolation de la faiblesse dont les quatre puissances ont fait preuve dans le protocole de Londres et de l'empressement funeste que l'Angleterre a mis à reconnaître Napoléon avec son III!!! *Vale.*

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

Il est bon de rapprocher ici les dates, si l'on veut savoir jusqu'où allaient les illusions du roi de Prusse. A l'heure où Frédéric-Guillaume écrivait qu'il était impatient de conclure cette alliance ou du

(1) Ces mots sont en français dans le texte.
(2) On comprend qu'il s'agit de l'empereur de Russie et de l'empereur d'Autriche.

moins cette convention militaire, qu'il voulait absolument en faire un cadeau de Noël, un cadeau de jour de l'an, au plus tard un cadeau du jour des Rois, au tsar de Russie et à l'empereur d'Autriche, — à cette heure-là même toute l'Angleterre pouvait lire les déclarations du comte Malmesbury à la chambre des lords et de M. Disraeli à la chambre des communes. La reine ayant reçu notification du rétablissement de l'empire en France et de l'élévation de Louis-Napoléon à la dignité impériale, le ministère avait conseillé à sa majesté « de reconnaître promptement et complétement le nouveau gouvernement. » Lord Malmesbury ajoutait quelques explications au sujet du chiffre III, « seule objection, disait-il, qui aurait pu être faite par le gouvernement de la reine. » L'adoption de ce chiffre devait-elle signifier « que Louis-Napoléon descendait par succession directe et légitime du premier empereur, et que c'était en vertu de ce droit de descendance qu'il occupait naturellement le trône de France? » Il eût été difficile de l'admettre. « Mylords, ajoutait le ministre, l'empereur actuel a pressenti cette difficulté, et avec sa franchise ordinaire il a fait notifier au gouvernement de la reine que ce chiffre ne devait pas avoir d'autre signification que celle-ci : à savoir que, dans l'ordre des temps et de l'histoire, et conformément aux usages français, il y avait eu en France deux souverains du nom de Napoléon avant l'empereur actuel. Ni l'un ni l'autre de ces souverains n'a été reconnu par l'Angleterre. Le chef du gouvernement français sait cela aussi bien que vos seigneuries, et il ne met pas ce titre en avant dans l'intention de revendiquer un droit émané du premier empereur. Le gouvernement français a écrit avec précision ces choses au gouvernement de la reine, et depuis lors nous avons lu le discours de l'empereur lui-même au corps législatif, discours où il a déclaré n'être souverain qu'au nom du peuple, ne revendiquer aucun droit héréditaire au trône, reconnaître indistinctement tous les gouvernemens qui ont existé en France depuis 1814, accepter tous les actes de ces gouvernemens et la solidarité du sien comme ayant recueilli cet héritage. Après cette déclaration aussi franche que satisfaisante, le gouvernement de la reine n'avait autre chose à faire que de reconnaître cordialement et sans retard la volonté de la nation française et d'envoyer à l'ambassadeur de la reine à Paris des lettres de créance près la nouvelle cour. » Voilà ce que lord Malmesbury avait dit à la chambre des lords le 6 décembre 1852; le même jour, M. Disraeli, chancelier de l'échiquier, avait fait la même déclaration à la chambre des communes. Telle était la décision suprême du gouvernement anglais au moment où Frédéric-Guillaume IV, poursuivant lord Derby de ses obsessions, lui offrait 100,000 hommes pour armer une coalition contre la France.

II.

Le renvoi de lord Palmerston au mois de décembre 1851, la chute de lord John Russell et de tout le cabinet whig au mois de février 1852, avaient donné de fausses espérances au roi de Prusse; les tories, comme les whigs, avaient fermé l'oreille aux propositions de Frédéric-Guillaume IV. Que sera-ce si lord Palmerston, réconcilié avec lord Russell, reprend bientôt le pouvoir, et si une crise européenne des plus graves, unissant les armes de l'Angleterre et de la France, vient justifier leur politique? C'est précisément ce qui arriva. D'abord, le cabinet Derby ayant succombé le 16 décembre 1852 sous les attaques de toutes les opinions coalisées, lord John Russell, lord Palmerston, lord Clarendon, les principaux chefs du parti whig, prirent place dans un ministère formé par lord Aberdeen; ensuite, aux premiers mois de l'année 1853, éclata une des grandes crises de la question d'Orient, la crise si grave qui devait faire flotter sur les mêmes champs de bataille les drapeaux de la France et de l'Angleterre.

On pense bien que nous n'avons pas à raconter, de 1853 à 1856, les différentes phases de cette crise; notre sujet, ce ne sont pas les affaires d'Orient, c'est le caractère du roi de Prusse, si vivement empreint dans sa correspondance. La guerre de Crimée n'appartient pas à notre récit, puisque Frédéric-Guillaume IV a refusé d'y prendre part; elle n'est pour nous qu'une occasion d'expliquer ses lettres à Bunsen et de montrer, non pas ses incertitudes, comme on l'a dit, mais la ténacité de ses défiances contre les puissances *révolutionnaires* de l'Occident. D'ailleurs l'histoire de cette guerre et des négociations qui l'ont précédée a été exposée ici même avec le plus grand soin à mesure que se déroulaient les événemens. Dès le 15 mars 1854, notre éminent et regretté collaborateur Eugène Forcade indiquait les origines de la lutte d'après les documens officiels du parlement britannique, puis, dans une série d'études aussi fortes que précises, interrogeant tour à tour l'Autriche et la Prusse, il faisait connaître l'attitude qu'elles avaient prise dans cette conflagration européenne. Nous nous proposons un but tout différent; nous étudions la correspondance de Frédéric-Guillaume IV avec M. de Bunsen, et nous n'empruntons à l'histoire que ce qui est nécessaire pour en fixer le véritable sens.

La question d'Orient remonte à bien des siècles. Il y a une question d'Orient depuis qu'il y a en Europe un empire musulman auquel sont soumises des populations chrétiennes. De siècle en siècle, la question a changé d'aspect suivant les circonstances générales.

C'est au XVIIIe siècle qu'elle a commencé d'être pour l'Europe une cause de préoccupations et d'inquiétudes. Dès que la Russie eut conquis sa place parmi les grandes puissances, elle comprit et l'Europe redouta le parti qu'elle pouvait tirer de la situation des chrétiens en Turquie, surtout des chrétiens de la communion grecque. Défendre leur cause auprès du sultan, obtenir pour eux des droits officiellement stipulés, essayer de se faire accorder la surveillance de ces garanties, c'était à la fois un noble rôle et une conduite profitable. Un tel dévoûment était placé à gros intérêts. Sous cette bannière libérale et chrétienne, on s'acheminait vers Constantinople. Les capitulations de 1740, le traité de Koutchouk-Kainardji en 1774, le traité d'Andrinople en 1829, l'établissement de la principauté de Serbie et du royaume de Grèce, sont les principaux épisodes de cette histoire. Chacun de ces épisodes en effet doit être considéré comme une étape qui conduisait la politique russe vers un but nettement déterminé. En même temps que l'empire turc, pareil à un chêne ébranché, perdait quelques-uns de ses plus nobles rameaux, la cognée essayait de pénétrer au cœur de l'arbre. Cet instrument manié avec tant d'adresse, c'était le droit que les tsars s'attribuaient de protéger les sujets chrétiens du sultan, grâce à une interprétation équivoque du traité de Kainardji. Cette prétention donnait lieu à de fréquens débats, apaisés presque toujours par des concessions de la Porte. Or il arriva en 1850 que l'une de ces concessions causa de sérieuses inquiétudes à la diplomatie française. C'était à l'occasion des lieux saints que se disputaient l'église grecque et l'église latine. Sans entrer dans le détail des contestations, il suffit d'un mot pour en indiquer l'importance politique : la Russie voulait que son influence apparût aux chrétiens d'Orient comme la première de toutes, elle voulait que les populations chrétiennes de la Turquie s'accoutumassent à voir en elle la force, l'autorité, le salut, et que dans la protection présente elles reconnussent la souveraineté future. La France vit le péril et s'empressa de le signaler à l'Angleterre. La question était si particulière à l'origine, l'intérêt semblait si mince, que l'Angleterre ne s'en émut pas le moins du monde. Elle était même disposée à quelque mécontentement envers la diplomatie française, lui reprochant tout bas de réveiller pour des riens cette formidable question d'Orient. Cela dura ainsi jusqu'au commencement de 1853. Il fallut bien que l'Angleterre commençât à soupçonner quelque chose de grave dans les intentions de la Russie, lorsque M. de Nesselrode fit proposer au *foreign office* un partage de l'empire ottoman. L'Angleterre, d'après ce plan, aurait eu l'Égypte et l'île de Candie; la Russie, modérée en apparence, se serait contentée du protectorat de la Moldo-Valachie, de la Serbie, de la

Bulgarie et de l'occupation provisoire de Constantinople (1). De tels projets disaient assez que le débat relatif aux lieux saints cachait des questions plus inquiétantes et préparait des entreprises bien autrement hardies. Cependant l'Angleterre hésitait encore; tout en repoussant ces projets, qu'il est toujours plus facile d'imaginer que d'exécuter, et qui eussent mis l'Europe en feu pour des résultats fort équivoques, le cabinet de Saint-James inclinait à croire que les discussions engagées entre la Russie et la France n'offraient pas un intérêt européen.

C'est alors que la mission du prince Menchikof vint changer la face des choses. On se rappelle ce violent coup de théâtre. Accompagné de tout un groupe de généraux, d'amiraux, d'aides-de-camp du tsar, le prince arrive à Constantinople le 28 février 1853. Dès le lendemain, il va trouver le grand-vizir; mais, refusant de rendre visite au ministre des affaires étrangères, qui l'attend en grande cérémonie, il donne pour raison de cet outrage qu'il lui est impossible de traiter avec Fuad-Effendi les affaires dont il est chargé. C'est aggraver l'affront et se poser en maître. Fuad-Effendi est obligé de donner sa démission, le sultan est obligé de la recevoir; sinon, les négociations sur lesquelles on compte encore pour maintenir la paix seraient arrêtées dès le premier jour. Voilà dans quelles conditions Rifaat-Pacha prend la place de Fuad-Effendi. On devine ce que seront des conférences inaugurées de cette manière; ce n'est pas une mission de paix, c'est une mission de menace, et du premier jour au dernier, l'attitude, le langage, le ton de l'ambassadeur du tsar Nicolas répondront à l'arrogance du début.

Malgré les nombreux récits qu'on a faits de ce singulier épisode, il y reste encore bien des parties obscures. On a souvent reproché à M. de Nesselrode d'avoir manqué de sincérité dans ses réponses à l'ambassadeur d'Angleterre, sir Hamilton Seymour, quand celui-ci l'interrogeait sur le but de la mission confiée au prince Menchikof. Sir Hamilton Seymour écrivait le 24 mars à lord Clarendon : « J'ai dit au comte de Nesselrode que je désirais fort savoir si l'arrangement des difficultés relatives aux lieux saints terminerait toutes les discussions entre la Russie et la Porte, ou bien si le prince Menchikof avait d'autres réclamations à présenter. Le chancelier n'en savait rien. — Il reste peut-être, a-t-il dit, quelques réclamations privées, mais je n'ai pas connaissance d'autres demandes. — En un mot, pas d'autres affaires, ai-je repris (avec insistance et afin de prévenir toute méprise) que celles qui peuvent exister entre deux gouvernemens amis? — Exactement, a répondu son excellence, les demandes qui forment les affaires courantes de toute chancellerie.

(1) Voyez l'*Annuaire des Deux Mondes*, 1853-1854, p. 3.

— Cet aveu me paraît très satisfaisant (1). » Quand on se rappelle l'issue de la mission du prince Menchikof, on n'est pas surpris que la révélation du langage tenu par M. de Nesselrode ait causé en Angleterre une véritable indignation, et que les ministres de la reine aient jugé cette conduite dans les termes les plus durs. Des documens nouveaux nous font concevoir aujourd'hui quelques doutes sur les reproches adressés alors au ministre du tsar. Il n'est pas du tout certain que M. de Nesselrode ait trahi la vérité en parlant comme il a fait. Un témoin qui voyait très intimement les principaux personnages de la Russie en 1853, M. Th. de Grimm, précepteur du grand-duc Constantin, affirme que nul, dans les plus hautes sphères de la cour et du gouvernement, ne soupçonnait l'objet de cette mission. Il résulterait du récit de M. Th. de Grimm que l'affaire avait été concertée entre le tsar et le prince Menchikof, que M. de Nesselrode n'en savait pas le premier mot, et qu'il avait été parfaitement sincère en rassurant sir Hamilton Seymour. Quand des personnes haut placées tâchaient de faire parler Menchikof au sujet de sa mission, il répondait plaisamment : « Je vais négocier le mariage de la fille du sultan avec un des jeunes princes de Russie (2). » Quoi qu'il en soit, on comprend l'irritation de l'Angleterre. Plus elle avait refusé de croire aux mauvais desseins du cabinet de Saint-Pétersbourg, plus elle avait le droit de s'indigner. C'était la France qui avait eu le mérite de voir juste, c'était la vigilance de M. Drouyn de Lhuys qui avait averti l'Europe. La conduite du prince Menchikof à Constantinople justifiait tout ce que le ministre des affaires étrangères de France ne cessait de répéter au cabinet de Saint-James. Qu'avait donc fait Menchikof? A la fin du mois d'avril 1853, il avait tout à coup démasqué ses batteries. Ce qu'il exigeait de la Turquie, et de la façon la plus hautaine, c'était un acte quelconque, une convention, un *sened*, qui, sous des formes plus ou moins déguisées, dépouillait le sultan de l'un des principaux droits de la souveraineté et donnait au tsar une autorité effective sur 12 millions de sujets ottomans. — Accepter cela, disait un des ministres turcs, c'est souscrire nous-mêmes au partage de l'empire; le démembrement est commencé. — Les demandes de la Russie sont repoussées par le di-

(1) *Correspondence respecting the rights and privileges of the latin and greek churches in Turkey presented to both houses of parliament by command of her majesty.* London 1854. — N° 124. Sir G. H. Seymour to the earl of Clarendon. — Ce passage des dépêches de sir Hamilton Seymour a déjà été signalé ici par M. Eugène Forcade; voyez, dans la *Revue* du 15 mars 1854, l'étude intitulée *la Question d'Orient, la diplomatie européenne et les causes de la guerre.*

(2) Ces détails sont empruntés à l'intéressant ouvrage que M. Th. de Grimm a consacré à l'impératrice de Russie Alexandra Feodorowna, femme du tsar Nicolas Ier et sœur du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV. *Alexandra Feodorowna, Kaiserin von Russland,* von A. Th. von Grimm, 2 vol., Leipzig 1866. Voyez t. II, p. 294.

van. Aussitôt Menchikof quitte Constantinople (21 mai); six semaines après, l'armée russe passe le Pruth et envahit les principautés (3 juillet).

La première lettre que le roi de Prusse adresse à M. de Bunsen au sujet des affaires d'Orient est datée du 5 avril 1853. On voit la situation. Le prince Menchikof est depuis six semaines à Constantinople. Bien qu'il n'ait pas encore fait connaître toutes les exigences de la Russie, ses allures impérieuses ont ému l'Europe. L'Angleterre vient d'envoyer auprès du divan un nouvel ambassadeur, lord Stratford de Redcliffe, qui va jouer un rôle considérable dans les événemens. Frédéric-Guillaume IV, malgré son dévoûment à la personne du tsar Nicolas, partage l'émotion générale. Son premier mot sur la question qui tient le monde en suspens est parfaitement conforme à la vérité. Il changera d'avis plus tard sous l'influence du tsar; aujourd'hui il voit juste et il parle franc. Il parle au nom de l'intérêt chrétien comme au nom de la paix européenne. Il désire le maintien de l'empire turc, à la condition que les droits des chrétiens soient garantis. Au milieu de tant de complications subtiles, il démêle très nettement les deux devoirs qui s'imposent, suivant lui, à toute conscience souveraine, le devoir chrétien et le devoir politique, le devoir de religion et le devoir de sagesse.

« 5 avril 1853.

« La question des dangers de l'empire ottoman se divise pour nous en deux sortes de devoirs : 1° devoir de sagesse politique, 2° devoir de chrétiens. Le premier nous défend de rejeter les Turcs hors de l'Europe, de peur que l'Europe ne gagne à cela une contagion pestilentielle et une nouvelle guerre de succession. Le second nous ordonne, à la pure et pleine lumière de notre conscience chrétienne, de ne plus voir avec une funeste indifférence 18 millions de chrétiens condamnés à vivre sous un régime de paganisme.

« Détruire la Turquie, c'est travailler *bon gré mal gré* à la guerre; au contraire garantir son existence à la condition que ses sujets chrétiens auront les mêmes droits que les musulmans, c'est travailler loyalement à la paix. Or travailler à la guerre, c'est attirer sur soi la malédiction du Seigneur, travailler à la paix, c'est mériter sa bénédiction. La sottise et la méchanceté des hommes peuvent transformer une œuvre de paix en une œuvre de sang (exemple : l'église!), mais une politique dont l'issue est une contestation d'héritage n'enfantera jamais la paix. Laisser passer l'empire turc, assister tranquillement aux phases de son agonie, je déclare que c'est travailler à la guerre. *Et cæterum censeo :* il faut maintenir l'existence de la Turquie en la garantissant au nom de l'intérêt général; il faut donc que cette garantie soit telle que l'histoire

de l'église y trouve satisfaction, et que la conscience chrétienne des grandes puissances n'en reçoive pas une mortelle atteinte. La force énorme que représentent les grands états doit se manifester à l'égard des chrétiens soumis à l'islam comme une force chrétienne. *Dixi et salvavi animam meam.* »

Frédéric-Guillaume est plus explicite encore dans la lettre qu'il écrit le 3 juin, quinze jours après que Menchikof eut quitté Constantinople. Malgré la rupture des négociations entre la Russie et la Porte, il espère encore que la guerre pourra être évitée; il se garde bien de prononcer aucune parole de blâme à l'adresse du tsar, il lui en coûte de supposer que son beau-frère est animé d'un autre sentiment que le désir de protéger les chrétiens; il cherche donc les moyens de lui donner satisfaction sans compromettre l'équilibre de l'Europe. Il propose une réunion des grandes puissances chrétiennes, afin qu'elles fassent d'un commun accord ce que la Russie, dans la ferveur de son zèle religieux, essayait de faire à elle seule. S'il y a, comme on le voit, beaucoup de candeur dans cette façon de considérer les choses, c'est une candeur qui a dû singulièrement embarrasser les politiques de Saint-Pétersbourg :

« Sans-Souci, 3 juin 1853.

« La Porte, dans les convulsions qui ont précédé l'accouchement de Constantinople par les soins de Menchikof (1), a prononcé un mot qui ouvre largement les voies à la bonne solution que je vous ai déjà communiquée (la seule solution possible de ce problème à se casser le cou), pourvu que la traditionnelle (2)... des grandes puissances ne vienne pas tout déranger. Le Turc a dit (et que Dieu bénisse les Turcs pour ce mot!) qu'il ne pouvait accorder à la Russie toute seule ce qu'il concéderait volontiers aux grandes puissances réunies. C'est une bonne, une sage, une profonde parole, une parole grosse d'un heureux avenir. Il faut que la Prusse, usant de tout son pouvoir et déployant tous ses efforts, fasse sortir de là tout ce qui est possible, aussi bien pour assurer la paix que pour sauver l'honneur chrétien des grandes puissances. Mettez-vous donc à l'œuvre, très cher Bunsen, et agissez avec une prudence hardie. Soyez éloquent et pensez que je vous regarde par-dessus l'épaule, non pas avec 200,000 hommes (comme Frédéric le Grand l'écrivait au comte Lusi à Londres), mais avec la conviction de donner le

(1) Le roi fait allusion aux concessions que le prince Menchikof arracha au divan de Constantinople pendant les premières semaines du mois de mai 1853, concessions qui n'empêchèrent pas la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et la Porte (21 mai).

(2) C'est le roi qui a tracé ici plusieurs points. Il lui en coûte d'écrire un mot blessant pour les grandes puissances; Bunsen, qui saura bien deviner sa pensée, mettra e mot qu'il voudra.

seul bon conseil, dans la plénitude de la logique et du sentiment chrétien. Seulement comprenez bien la chose, excellent Bunsen. La Porte a mieux aimé s'exposer à une menace d'invasion prochaine que de consentir à se lier avec la Russie par un traité qui garantirait les droits de l'église grecque orthodoxe; mais elle a dit : Ce que je suis obligée de refuser à la Russie, je puis l'accorder à l'Europe. Je propose donc que l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, la France, travaillent ensemble à préparer ce traité. J'en prends l'iniative afin de prévenir toute invitation de l'Angleterre ou d'une autre puissance. C'est là *ma* politique dans *cette* circonstance. J'ai fait en toute loyauté annoncer à Pétersbourg le petit rôle dont je me charge, ajoutant que j'espérais aller ainsi au-devant des désirs de l'empereur : 1° parce que l'empereur obtiendrait sûrement par ce moyen le traité qu'il souhaite; 2° parce que les garanties de sécurité données à toutes les populations chrétiennes de l'empire turc ne pouvaient que satisfaire son propre sentiment chrétien; 3° parce que, grâce à ce *sened* (si la coopération de la Russie et des autres grandes puissances en assure la mise en vigueur), il atteindra sûrement ce qui est le but principal de sa politique : préserver l'Europe d'une guerre de succession de Turquie. — Dieu fasse que vous puissiez bientôt m'envoyer de bonnes nouvelles ! »

M. de Bunsen communiqua les idées du roi au ministère et à la reine. La reine les approuva; lord Aberdeen, premier ministre, et lord Clarendon, ministre des affaires étrangères, se montrèrent aussi favorables à ce projet. D'autres membres du cabinet, et à leur tête lord Palmerston (1), étaient d'un avis tout opposé. Ils pensaient que l'établissement de ce protectorat, exercé par toutes les grandes puissances sur les sujets chrétiens de la Turquie, profiterait surtout à la Russie, le nombre des chrétiens de l'église grecque étant bien supérieur à ceux des autres communions. Ils ajoutaient qu'on ne pouvait attribuer ce protectorat aux grandes puissances sans créer mille difficultés pour l'avenir. D'abord, en principe, n'était-ce pas entamer l'empire turc, porter atteinte à sa souveraineté, par conséquent ébranler ce qu'il importait d'affermir? Ou ce protectorat ne signifie rien, ou il donne un droit d'intervention dans les affaires intérieures. Les membres du clergé grec sont en même temps des fonctionnaires civils; voilà tout un corps de serviteurs de l'état qui, à titre religieux, relèvera de la Russie. Combien de facilités offertes à de perpétuelles ingérences! combien de tentations pour l'esprit d'intrigue! Ne dites pas que ce droit cessera d'être dangereux dès

(1) Lord Palmerston, qui avait dirigé les affaires extérieures de 1847 à 1851 dans le précédent ministère whig, était chargé alors du ministère de l'intérieur. On pense bien toutefois que son influence devait être grande sur un service qu'il connaissait si bien et qui ne tarda point à lui revenir.

que les grandes puissances en seront investies en commun; dans la pratique, la Russie l'exercera seule. Voilà les objections que lord Palmerston, lord John Russell et leurs amis opposaient à lord Aberdeen et à lord Clarendon.

M. de Bunsen était d'accord sur ce point avec lord Palmerston. S'il ne partageait pas, il s'en faut bien, les sympathies du hardi ministre pour le nouveau gouvernement de la France, il partageait son aversion à l'égard de la Russie. Autant Frédéric-Guillaume IV était disposé à ne voir que des inspirations religieuses dans la politique du tsar, autant M. de Bunsen s'obstinait à y méconnaître tout sentiment élevé. Une ambition sans frein au profit d'un despotisme sans scrupule, telle était, aux yeux de Bunsen, le résumé de cette politique. On ne peut s'empêcher de faire ici une singulière remarque : si Bunsen vivait encore, que penserait-il de l'empire d'Allemagne? Évidemment il pousserait des cris de joie; mais que dirait-il, si un défenseur du tsar Nicolas, s'adressant à la conscience libérale de l'homme d'état prussien, lui demandait où se trouvent aujourd'hui l'ambition sans frein et le despotisme sans scrupule? Il est probable que cette question le ferait un peu rougir. Bunsen était plus libre, il y a vingt ans, de juger les intentions du tsar. C'est très sincèrement, j'en suis sûr, qu'il redoutait les empiétemens de la Russie dans l'Europe orientale, c'est très sincèrement qu'il appuyait les idées de lord Palmerston. Il suffisait, pour rassurer ses sentimens chrétiens, que la Porte accordât à tous ses sujets une pleine et absolue liberté religieuse. Or on annonçait déjà cette grande mesure, qui allait enlever bien des argumens à la diplomatie russe. Bunsen avait exposé tout cela dans ses dépêches, quand Frédéric-Guillaume lui adressa la lettre suivante :

« Bellevue, 16 juin 1853.

« Très cher Bunsen, bien des remercîmens pour votre lettre et vos dépêches du 13. Ainsi, sur les neuf dixièmes de mon projet, le ministère anglais est tout à fait d'accord avec moi; pour le dernier dixième, sa manière de voir est réellement et essentiellement opposée à la mienne. Ce désaccord sur le dernier dixième fait disparaître un point d'attache avec la Russie, point essentiel et qui est pour moi d'une grande valeur. Je me servirai d'une image afin de mettre ma pensée dans tout son jour. Ma pensée est de saisir dans le projet de l'empereur de Russie ce que je reconnais, sans hésiter, comme vrai, et de le rendre fructueux. Or ce que je reconnais comme tel, c'est la protection, c'est la garantie des chrétiens. — Maintenant vous savez la fable de l'ours qui, par amitié pour l'homme, lui tue sur le visage un insecte qui peut troubler son sommeil, et le tue si bien que l'homme est écrasé du même coup. Dans la circonstance présente, le vrai dont je

parle est compris par la Russie à la manière de l'ours. Ma pensée, plus que cela, ma proposition formelle, que les deux empereurs connaissent en ce moment, se résume comme il suit, sous la forme d'un discours à mon beau-frère Nicolas :

« Cher beau-frère, tu as parfaitement raison pour ta part d'arracher à la tyrannie ottomane et par des traités en règle les chrétiens dont tu es le protecteur naturel. Tu as si parfaitement raison que nous rougissons d'avoir été devancés par toi dans l'accomplissement de ce devoir chrétien tout à fait incontestable ; *mais il vaut mieux tard que jamais.* Nous comprenons aujourd'hui ce devoir et nous te déclarons notre volonté de faire tous ensemble pour toute la chrétienté soumise au croissant ce que tu demandes pour une secte. Par ce moyen, ce que tu n'as pas réussi à faire, ce que tu ne parviendras pas à faire (s'il plaît à Dieu de t'en empêcher par Stratford) (1), nous sommes assurés, nous, de l'accomplir victorieusement, d'autant plus que la Porte a déjà déclaré ses dispositions favorables à nos projets. Ainsi, cher beau-frère, ce *sened* que tu n'espérais plus obtenir, nous l'obtiendrons nous tous *immanquablement,* et pour toi et pour nous. Remercie-nous donc et réjouis-toi ; nous allons t'aider à remporter cette victoire. »

En ébauchant à l'adresse du tsar l'allocution familière qu'on vient de lire, Frédéric-Guillaume IV faisait à sa manière ce que les grandes puissances allaient essayer de faire aux conférences de Vienne. Il tentait une conciliation, il cherchait le moyen d'empêcher la guerre. Vains efforts! le tsar croyait son honneur engagé à ne point céder; comment cette obstination n'eût-elle pas irrité l'Angleterre? Au lieu de se rapprocher, on s'éloignait de jour en jour. Lord Aberdeen perdait du terrain, les idées de Palmerston prévalaient. La reine elle-même trouvait que le premier ministre était trop disposé aux concessions. Bref, on s'arrêtait de plus en plus à cette idée, qu'il ne fallait toucher en aucune façon à l'indépendance souveraine de la Turquie, si on ne voulait pas jouer le jeu des Russes. Ainsi point de protectorat, point de traité qui fournît aux Russes l'occasion d'intervenir en Turquie. Le sultan, sur le conseil des puissances amies, avait donné le 6 juin un firman qui accordait toutes les libertés religieuses à ses sujets chrétiens. Il fallait s'en tenir là. Quand le roi de Prusse reçoit cette nouvelle, il éclate :

« Sans-Souci, 28 juin 1853.

« Très cher Bunsen, il faut que je décharge mon cœur du poids qui l'oppresse. Vos dernières dépêches expriment une grande joie au sujet du firman de tolérance accordé par la Porte et de la résolution que le

(1) M. le vicomte Stratford de Redcliffe était alors envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne auprès de la Porte-Ottomane.

cabinet de Londres a prise de ne plus vouloir entendre parler d'une garantie des susdites libertés par les grandes puissances chrétiennes. Eh bien! d'après ma conviction absolue, c'est reconnaître comme excellent un acte misérable, un acte à condamner dix fois! Ensuite c'est abandonner la seule manière vraiment digne, la seule conforme à nos devoirs de chrétiens : 1° de maintenir la paix, 2° de réduire la Russie au silence, 3° de faire sentir aux chrétiens d'Orient que nous sommes aussi des chrétiens. Sur ce point, je ne suivrai ni Aberdeen, ni Clarendon, ni l'Angleterre entière; je chercherai dans la plus absolue neutralité le salut de la Prusse. *Vale.* « F. G. »

« *P. S.* Communiquez cette page à mon frère Guillaume (avec mille saluts). Ce que je vous écris ici est le complément de ce que je vous ai déjà écrit pour vous-même, pour la reine, le prince et les ministres. La manière de considérer aujourd'hui cette question à *Downing-street* est une triste contre-partie de la marche qu'ont suivie les sentimens de l'Autriche. Quand j'étais à Vienne, l'empereur et son ministre parlaient comme parle aujourd'hui tout le ministère anglais; à cette date au contraire, le cabinet anglais concevait la question de la manière la plus généreuse et *abondait dans mon sens* (ce sont vos propres paroles). Maintenant à Londres on est tombé *au niveau* de la politique autrichienne de ce temps-là, tandis que l'Autriche s'est élevée à la générosité de vues qui inspirait alors l'Angleterre. Je vais résolûment avec les généreux (1). *Sapienti sat.* »

Pour comprendre ce contraste ou plutôt ce chassé-croisé d'opinions que le roi de Prusse signale ici dans les sentimens comparés de l'Angleterre et de l'Autriche, il faut se rappeler les dates avec précision. Au moment où nous sommes, c'est-à-dire dans l'intervalle qui sépare la rupture des négociations par le menaçant départ du prince Menchikof (21 mai 1853) et l'envahissement des principautés danubiennes par l'armée russe (2 juillet), le cabinet de Vienne avait conservé l'espérance de voir le cabinet de Saint-Pétersbourg désavouer son impétueux ambassadeur. M. de Buol, qui après la mort du prince de Schwarzenberg avait été chargé par l'empereur d'Autriche de la direction des affaires étrangères, ne pouvait se décider à croire que le tsar voulût braver l'Europe; il était persuadé que Menchikof avait dépassé ses instructions, et qu'en tout cas l'impression pénible produite dans le monde entier par ces impérieuses allures serait pour l'esprit élevé de Nicolas Ier un avertissement efficace. Aussi le cabinet de Vienne, qui au début de l'affaire

(1) On a remarqué avec raison que l'équivalent précis de ces mots si français, *généreux, générosité,* n'existe pas dans la langue allemande. Frédéric-Guillaume est obligé de nous les emprunter pour exprimer son sentiment : « Oesterreich hat sich zur damaligen brittischen *Generosität* erhoben. Ich gehe entschieden mit den *generosen.* »

des lieux saints s'était montré mécontent des dispositions de la Russie, prenait-il soin de manifester sa confiance dans la modération du tsar, précisément afin de lui faciliter le changement de ligne qu'il croyait possible et qu'il souhaitait si vivement. Le cabinet de Saint-James au contraire, après avoir d'abord su mauvais gré à la France d'avoir réveillé la question d'Orient par des défiances exagérées, avait reconnu la justesse de nos appréciations et la loyauté de notre conduite. Voilà comment l'Autriche, sans se séparer de nous, résistait à nos instances, tandis que l'Angleterre, surtout avec lord Palmerston, se rapprochait de plus en plus de notre manière de voir et d'agir. Le roi de Prusse savait tout cela; or tels étaient ses sentimens à l'égard de la France qu'il suffisait à l'Angleterre de se rapprocher de nous pour encourir les reproches amers de Frédéric-Guillaume. Ainsi s'expliquent ces paroles : « à Londres, on est tombé au niveau de la politique autrichienne de ce temps-là, tandis que l'Autriche s'est élevée à la générosité de vues qui inspirait alors l'Angleterre. » Quand Frédéric-Guillaume ajoute : « Je vais résolûment avec les généreux, » c'est comme s'il disait : Je vais résolûment avec ceux qui ont foi dans la modération du tsar.

On sait quel brusque démenti fut infligé à la confiance calculée de M. de Buol et à la confiance aveugle de Frédéric-Guillaume. La lettre qu'on vient de lire est du 28 juin 1853; trois jours auparavant, le tsar avait donné au prince Gortchakof, commandant des troupes russes, l'ordre de pénétrer dans les principautés. Le tsar avait beau dire en son manifeste du 26 juin : « Notre intention n'est point de commencer la guerre, nous voulons seulement avoir entre les mains un gage qui nous réponde du rétablissement de nos droits; » lorsqu'on sut que le 2 juillet un corps d'armée russe, commandé par le général Dannenberg, avait pénétré dans la Valachie par Leova et dans la Moldavie par Skallaay, toute l'Europe comprit que c'était la guerre. La politique suivie par le gouvernement français était de plus en plus justifiée.

« Hier, au bal de la reine, — écrit Bunsen en ses mémoires à la date du 2 juillet 1853, — le baron Brunnow, ambassadeur de Russie, a annoncé la grande nouvelle au prince Albert et au corps diplomatique; elle s'est répandue dans les salons avec la rapidité de l'éclair, et pendant toute la soirée elle a été presque le seul sujet des conversations. Le Rubicon est passé. Il ne reste plus que cette alternative : une conférence européenne ou la guerre. Tel était du moins le refrain des considérations que j'ai entendu émettre à ce sujet par les hommes d'état anglais de tous les partis. » Une conférence européenne! mais il y faut un point de départ accepté par toutes les puissances; or ce point de départ ne peut être que les traités signés par elles, traités qui ne permettaient pas à la Russie

d'envahir les principautés danubiennes. Admettre cette invasion comme une base sur laquelle une discussion peut s'élever, c'est porter un coup mortel à la Turquie. Ainsi parlent lord Palmerston, lord John Russell, tous ceux qui, en signalant l'alternative où l'Europe est enfermée, reconnaissent que l'un des deux termes est impossible. Attendons encore, disent lord Aberdeen et lord Clarendon; « dans quelques jours, nous aurons le manifeste russe avec les explications diplomatiques que le cabinet de Saint-Pétersbourg aura fait adresser à Londres et à Paris, à Berlin et à Vienne. Alors seulement on pourra chercher les moyens de détourner de l'Europe le fléau d'une guerre dont les conséquences seraient incalculables.» Après avoir recueilli ces premières impressions du sentiment public, M. de Bunsen les résume en ces termes : « L'empereur de Russie a donné une position et une politique à qui n'avait ni l'une ni l'autre, et, en faussant la politique de son propre gouvernement, il a détruit le prestige de son caractère personnel. C'était pourtant ce prestige qui, aux yeux de l'Angleterre, formait l'élément le plus sûr de son pouvoir et de son influence. La confiance que le caractère du tsar inspirait en Angleterre est perdue pour lui à jamais; rien ne saurait la rétablir. Les ministres anglais, avec la franchise qui les distingue, n'ont pas épargné au baron Brunnow des observations dans ce sens. Ce diplomate sent de la façon la plus vive ce que sa situation a de pénible (1). »

On a remarqué sans doute ces paroles singulières : « le tsar a donné une situation et une politique à qui n'avait ni l'une ni l'autre.» Quel est donc celui à qui le tsar a rendu un tel service? Il est impossible d'en douter, c'est l'empereur Napoléon III que désigne ici l'ambassadeur prussien. Si M. de Bunsen reproche au roi son maître les sentimens si dévoués qui l'attachent à l'alliance russe, ce n'est pas, comme on pourrait le croire, par antipathie d'un libéral allemand contre le régime du pouvoir absolu; il obéit à des motifs moins désintéressés. Toujours occupé des revanches de l'unité germanique, il regrette que la Prusse n'ait pas su prendre dans les affaires d'Orient le rôle que la France a pris avec une si heureuse habileté. Depuis les dernières années du règne de Louis-Philippe, la France était isolée en Europe; la révolution de 1848, le rétablissement de l'empire en 1852, avaient augmenté encore auprès de certains gouvernemens les défiances dont elle était l'objet depuis 1840, surtout depuis les mariages espagnols. Tout à coup, par la faute du tsar Nicolas, la France, saisissant l'occasion au vol avec autant de précision que de vigueur, reprend la première place parmi les grandes puissances; la voilà devenue la protectrice de l'indépendance euro-

(1) *Mémoires de Bunsen*, édition allemande. Voyez t. III, page 298.

péenne. Le tsar a perdu son prestige aux yeux des Anglais, et c'est Napoléon III, si suspect naguère à l'opinion, qui s'est emparé de toutes les sympathies. Celui qui n'avait « ni position ni politique en Europe » est en train de devenir l'arbitre des destinées européennes. Voilà le sens des paroles de Bunsen et l'explication de ses tristesses.

La situation de M. de Bunsen à Londres était plus pénible encore que celle de M. Brunnow. Aux reproches des ministres anglais, M. Brunnow pouvait opposer les argumens tirés des manifestes de Saint-Pétersbourg; on défend toujours assez bien une cause que l'on croit bonne. M. de Bunsen avait à défendre auprès de lord Clarendon une conduite qu'il était le premier à blâmer. Le 1er septembre 1853, dans une entrevue avec lord Clarendon, le ministre anglais lui dit : « La Prusse est la seule des quatre puissances qui, dans cette grande crise de l'Europe, ne montre pas une politique indépendante et résolue. Au début de la crise, la Prusse a donné les assurances les plus satisfaisantes sans qu'on les lui demandât... Puis est venue « la politique du silence. » On a donné pour excuse qu'il fallait prendre garde d'irriter la Russie. Or entre la politique du silence et la politique des paroles qui blesseraient la Russie il y a place pour une virile franchise, pour la libre manifestation de la vérité quand l'heure décisive est venue. Cela seul pourrait sauver l'Europe, cela seul est digne d'une grande puissance indépendante. C'est ainsi que l'Autriche s'est montrée dès le début, c'est ainsi qu'elle continue d'agir. On s'en irrite à Saint-Pétersbourg, on se répand contre l'Autriche en paroles violentes; qu'importe? L'Autriche s'est acquis par là l'estime du monde entier et la reconnaissance de l'Angleterre. Que fait la Prusse au contraire? Le général de Rochow, votre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, était absent de son poste depuis cinq mois; on l'y renvoie (lui qui est Russe de cœur et d'âme, tout l'univers le sait), on l'y renvoie juste en ce moment pour offrir des hommages au tsar. N'est-ce pas vouloir l'affermir dans des idées inadmissibles? » M. de Bunsen était fort embarrassé de répondre à de pareils reproches. Il essayait d'atténuer les choses, il tâchait de faire concevoir des espérances qui n'étaient guère dans sa propre pensée, il suppliait lord Clarendon de ne pas juger la Prusse d'après un journal à moitié fou... « Je ne lis jamais la *Gazette de la Croix*, répondait vivement lord Clarendon, c'est une feuille que je méprise. Je juge les sentimens du cabinet de Berlin d'après les rapports des hommes qui nous représentent en Prusse. » Bunsen affirmait alors que lord Clarendon, s'il était aussi bien informé, devait connaître l'opinion de Berlin sur le passage du Pruth. « Enfin, ajoute-t-il, j'ai dit tout ce qu'il est possible de dire (1). »

(1) *Mémoires de Bunsen*, t. III, p. 304.

III.

Pendant que M. de Bunsen subissait de tels assauts, le roi de Prusse avait à en repousser d'autres en sens contraire. Le tsar, inquiet de l'attitude de l'Autriche et des indécisions de la Prusse, avait voulu reprendre, par son influence personnelle, l'autorité qu'il exerçait depuis longtemps sur les cours allemandes. Le 24 septembre 1853, il se rend au camp d'Olmütz, où l'empereur d'Autriche était venu passer la revue de ses troupes; il espérait que Frédéric-Guillaume IV, sur sa prière, ne tarderait pas à s'y rendre, et que cette réunion des trois souverains, rappelant la sainte-alliance de 1815, ferait hésiter l'Angleterre et la France. N'oublions pas qu'à ce moment-là même les choses sont arrivées à la dernière extrémité, qu'après des négociations aussi laborieuses que vaines la guerre est imminente, et que la Russie tente un suprême effort pour circonscrire la lutte entre elle et la Turquie. Si l'Autriche et la Prusse sont du côté de la Russie, n'y a-t-il pas encore quelque chance de faire hésiter les puissances occidentales? Le tsar se rend donc à Olmütz le 24 septembre 1853 et fait inviter le roi de Prusse à venir l'y joindre. M. de Manteuffel conseille au roi de refuser l'invitation. Pendant ce temps, les choses marchent; c'est le 26 septembre que le grand-conseil national de la Turquie, réuni au palais du divan, déclare les négociations épuisées, ordonne les dernières mesures de défense et en remet l'exécution au sultan. Le 28 septembre, le tsar quitte Olmütz et se rend à Varsovie, essayant de préparer sur un autre terrain l'entrevue qui n'a pu avoir lieu en Autriche. Deux fois un aide-de-camp du tsar vient inviter Frédéric-Guillaume IV; le roi tient bon, car il négocie par Bunsen avec Londres, et il a peur de son affection, de son dévoûment à la personne de son beau-frère. S'il le voit, s'il lui parle, pourra-t-il se soustraire à l'autorité de cette âme qui lui paraît si grande? Il refuse deux fois, mais la troisième invitation est tellement pressante qu'il lui est impossible de résister plus longtemps. Il part, seulement il part sans ministres, sans conseillers, surtout sans aucune des personnes de la cour connues pour leurs sympathies russes; il n'a d'autre escorte que deux officiers d'ordonnance. Il faut qu'on sache bien que ce n'est pas un voyage politique. Le 2 octobre, le roi de Prusse arrive à Varsovie, où l'empereur d'Autriche s'est rendu de son côté; le 6, il est de retour à Sans-Souci, et c'est là que le lendemain 7 le tsar vient lui rendre sa visite. Il paraît bien que Frédéric-Guillaume ne fit aucune concession à son beau-frère; mais qu'on se représente les anxiétés et les colères du gouvernement anglais, les craintes et les perplexités de M. de Bunsen pendant ces entrevues. C'est quelques semaines

après ces voyages d'Olmütz, de Varsovie, de Berlin, qu'eut lieu entre le tsar Nicolas et la reine Victoria un échange de lettres si vives, si personnelles, on peut dire si amères au fond malgré la courtoisie et la dignité des formes.

Bien que ces lettres aient fait grand bruit alors, le texte en est peu connu. On nous saura gré sans doute d'en reproduire ici les fragmens, tels qu'ils sont publiés dans les mémoires de Bunsen. « Le 8 novembre, dit Bunsen, un courrier de cabinet, qui avait quitté Pétersbourg le 1er, remit à la reine Victoria une lettre autographe de l'empereur de Russie. L'arrivée de cette lettre était fort inattendue; le contenu l'était bien plus encore. La lettre couvre près de quatre grandes pages. Le tsar commence par exprimer sa confiance absolue dans la générosité et les sentimens amicaux de la reine; c'est à ces sentimens qu'il fait appel à l'heure où de périlleuses complications se produisent et où s'annoncent des événemens graves. Une confiance réciproque peut seule empêcher un mal plus grand et préserver les deux pays des calamités de la guerre. Après ce début, le tsar passe à l'entretien qu'il a eu au mois de février 1853 avec sir Hamilton Seymour au sujet des affaires de Turquie et de sa politique vis-à-vis de la Porte; il parle des assurances qu'il a données et de celles qu'il a reçues. » Jusqu'ici, M. de Bunsen ne fait que résumer la lettre du tsar; dans les extraits qui suivent et qui se rapportent au point décisif, il ne prétend pas reproduire littéralement les expressions mêmes, « mais certainement, dit-il, les mots essentiels y sont, et c'est bien là le fond des choses. »

« Que votre majesté veuille bien se faire lire les pièces tant officielles que confidentielles échangées dans le temps entre nos deux ministères, elle pourra se convaincre que, pour ma part, je pris alors un engagement solennel et que j'obtins, de la part du gouvernement de votre majesté, des assurances que l'Angleterre était satisfaite de mes explications... Il résulte de ces faits que ma parole impériale est engagée, et que le gouvernement de votre majesté a pris l'engagement formel d'observer envers moi une politique d'amitié et de confiance comme dans le passé... Rien n'est arrivé depuis qui ne soit conforme de ma part à cet engagement... Je fais donc votre majesté l'arbitre entre moi et son gouvernement. »

Une pareille lettre, dit M. de Bunsen, devait nécessairement causer une vive émotion à la reine. Pouvait-elle s'attendre à ce que lord Aberdeen fût accusé d'avoir méconnu les intentions du tsar et manqué audacieusement à sa parole? Le 14 novembre, elle envoya sa réponse, conçue en ces termes :

« ... Personne n'apprécie plus que moi les sentimens nobles qui animent votre majesté et la confiance que vous me montrez dans cette occasion. Comme vous m'en exprimez le désir, sire, j'ai relu avec la plus grande attention tout ce que le bon sir Hamilton Seymour me manda dans le temps, et les pièces de la correspondance à laquelle ses communications donnèrent lieu. Je ne puis mieux répondre à la confiance que votre majesté m'accorde qu'en lui exprimant librement la conviction que j'ai gagnée par cet examen. En voici les résultats :

« 1° Votre majesté me fit déclarer que la mission du prince Menchikof n'avait d'autre but que d'assurer à l'église grecque ses droits et priviléges dans les lieux saints. Je fus confirmée dans la confiance que cette déclaration m'inspira par la conduite conciliante de la Porte et par l'empressement du gouvernement français à ne pas s'opposer à un arrangement dont il ne reconnaissait pas la justice. Votre majesté sait que les demandes du prince Menchikof outre-passèrent cependant ces limites et s'étendirent des demandes applicables aux pèlerins à une demande de protectorat sur 12 millions de sujets de la Porte.

« 2° Votre majesté ayant appelé mon attention sur les traités, je les ai fait examiner de nouveau par les hommes les plus éminens comme les plus impartiaux, et je les ai examinés moi-même avec le plus grand soin. Le résultat est que l'article VII du traité de Kainardji est le seul qui puisse être cité à l'appui de telles prétentions, et que cet article ne contient rien sur quoi on puisse fonder un droit quelconque de protectorat sur les sujets grecs de la Porte.

« L'occupation des principautés est injustifiable d'après tous les traités...

« Je trouve que mon cabinet, en exprimant ma conviction, a tenu envers votre majesté un langage loyal, et je puis vous assurer, sire, qu'il n'a jamais perdu de vue le haut prix que je mets à la continuation de la paix entre les deux pays. Quant à moi, je conserve encore aujourd'hui la confiance que votre majesté, dans ses sentimens élevés de justice et dans son amour de la paix, voudra aider mes efforts pour la maintenir. »

Si l'on songe au caractère de Frédéric-Guillaume IV, on reconnaîtra que la situation des choses, au point où nous sommes parvenus, a dû être pour lui l'occasion des plus douloureuses angoisses. D'un côté il approuvait certaines idées de la politique anglaise; il aimait le prince Albert, dont il connaissait les sentimens germaniques, ces sentimens que les whigs et la presse radicale reprochaient au prince-époux avec une défiance irritée; il avait comme une affection paternelle pour la reine Victoria, qui l'avait prié d'être le parrain du prince de Galles, il n'oubliait pas qu'au mois de janvier 1842 il était allé à Londres remplir ce devoir de famille; enfin

l'Angleterre était pour lui la grande puissance évangélique, et, la voyant placée pour ainsi dire entre l'Évangile et la révolution, il considérait comme un devoir de la détacher de la France pour la rapprocher de la Prusse; d'autre part, l'amitié que lui inspirait l'empereur de Russie allait jusqu'à l'exaltation, il venait de revoir son beau-frère, *le plus grand, le plus saint des hommes,* comme il l'appelait souvent; il avait recueilli directement les paroles de ses lèvres, il avait de nouveau subi l'ascendant de sa personne, il était persuadé que le tsar avait la ferme conviction d'accomplir une haute mission chrétienne, d'obéir à un devoir strict, à un devoir impérieux de souverain chrétien en revendiquant le protectorat de l'église grecque en Turquie; il reprochait à M. de Bunsen et à tous les hommes d'état anglais de méconnaître la beauté morale ainsi que la parfaite loyauté de cette grande âme. Quels troubles, quelles perplexités pour la conscience de Frédéric-Guillaume! On retrouve la trace de toutes ces émotions dans la lettre qu'il adresse le 20 novembre à M. de Bunsen. Il faut se rappeler en la lisant que, si les puissances occidentales n'ont pas encore déclaré la guerre à la Russie, la flotte anglo-française vient d'entrer dans le Bosphore (18 octobre 1853); il faut se rappeler aussi que l'Angleterre et la France, même à cette dernière heure, n'ont pas tout à fait renoncé à l'espoir de prévenir une guerre générale :

« Potsdam, 20 novembre 1853.

« Deux mots, très cher Bunsen, mais de grande importance. Une lettre de votre main à Manteuffel signale la possibilité d'imprimer une autre direction à la question turque, si les grandes puissances *ordonnent* à la Porte, — je crois bien lire, — *ordonnent* à la Porte d'émanciper complétement les chrétiens. Ai-je besoin de vous dire que je m'associerai à cette entreprise avec des transports de joie? J'éprouve, vous le comprenez, ce que ressent un homme à qui on enlève un quintal de dessus la poitrine. Je ne comprends pas ce que vous insinuez à la fin de votre lettre au sujet des conséquences de notre accession à cette politique; il faut que tout cela me soit expliqué en détail de votre propre bouche. Si la pensée anglaise est pure, c'est-à-dire si le devoir chrétien joue réellement sa partie dans le concert (ne fût-ce que le second violon), si le ministère anglais a loyalement et avant tout la pensée, la volonté, l'espérance de rétablir la paix et d'empêcher la guerre générale, le Seigneur répandra sur cette entreprise des milliers de bénédictions. Mais..., mais... il faut que la chose soit pure, c'est-à-dire que la haine ne doit pas jouer le premier violon dans le concert. Vous pouvez faire usage de tout ceci à *Buckingham Palace* et dans *Downing-street,* suivant que vous le jugerez bon après mûr examen.

« Voici maintenant la pensée de mon cœur que je confie, jusqu'à nou-

vel ordre, à l'ami *seul*. On peut appliquer à « la pensée anglaise » ce qu'un officier français répondit à feu Humboldt, qui, pendant son séjour en France, lui demandait des nouvelles : « nous sommes à cheval, la route est devant nous, et le destin derrière. » Je crois que cette pensée (la pensée anglaise) conduit à des choses que la raison ne permet pas d'admettre et de rêver. Au contraire les conséquences que je prévois répondent à ma conscience, à mon sentiment d'honneur chrétien, et à mes pressentimens des décrets de Dieu sur l'Orient.

« Il faut ici que je vous dévoile tout ce que je sais, et vous pouvez même en faire librement usage, si vous le désirez. Je suis profondément convaincu, et je garderai cette conviction jusqu'à mon dernier souffle, que le cabinet anglais, dans la politique qu'il a suivie jusqu'ici, s'est inspiré d'une pensée vraie, juste, parfaitement exacte, à savoir qu'il ne faut pas permettre à la Russie de devenir prépondérante en Orient en dominant ou en absorbant l'empire turc. Que l'empereur Nicolas, en toute franchise, en toute sincérité, redoute ce dernier point, l'absorption de l'empire turc, beaucoup plus que ne le craignent l'Angleterre, la France et l'Autriche, c'est une considération que je laisse de côté, d'autant plus que l'intelligence anglaise, dès qu'il s'agit d'apprécier le rôle de cet homme unique, si fort, si pénétrant, si vrai, tout-puissant chez lui (à parler humainement), — oui, dès qu'il s'agit d'apprécier cet homme, le plus noble des hommes et le plus grand des caractères, l'intelligence anglaise est frappée de mort ! ! Mais l'Angleterre devrait comprendre que les moyens dont elle fait usage aujourd'hui pour réaliser une pensée très juste en soi conduisent précisément et par une nécessité inévitable au but le plus opposé, au contraire même de cette pensée. Ce secours direct en armes, en hommes, en vaisseaux, envoyé par l'Angleterre, — ô folie antichrétienne ! — envoyé à l'islam contre des chrétiens, n'aura pas d'autre résultat (sans parler du jugement de Dieu, qui châtiera ce crime, — entendez-vous?) que de livrer un peu plus tard à la domination russe les contrées aujourd'hui soumises à la Turquie. »

A peine cette lettre était-elle parvenue à Londres qu'un nouvel incident vint redoubler les perplexités de Frédéric-Guillaume. Bien que la Russie et la Turquie fussent en état de guerre depuis le 26 septembre 1853, la Russie avait promis à l'Angleterre et à la France de ne pas entreprendre d'opération agressive contre la Turquie tant que dureraient les négociations. Les amiraux français et anglais, dont les vaisseaux étaient déjà entrés dans la Mer-Noire, avaient reçu de leurs gouvernemens des instructions conformes à cet engagement de la Russie (1). Sir Hamilton Seymour avait fait

(1) Lord Clarendon avait écrit à lord Stratford au commencement du mois d'octobre : « Mylord, il sera nécessaire que l'amiral Dundas informe l'amiral russe commandant à Sébastopol que, si la flotte russe sortait de ce port pour débarquer des troupes sur

part de ces instructions à M. de Nesselrode, lui indiquant les cas dans lesquels les vaisseaux russes ne seraient pas inquiétés par la flotte anglo-française et ceux dans lesquels « la force devrait être repoussée par la force. » Tout était donc convenu sur ce point et parfaitement accepté de part et d'autre. Cependant le 30 novembre 1853, par une journée brumeuse, l'amiral russe Nachimof sort de Sébastopol avec six vaisseaux de ligne, surprend une division de la flotte turque à l'ancre devant Sinope, sur la côte asiatique de la Mer-Noire, et l'anéantit en quelques heures. L'escadre ottomane se composait de treize bâtimens; les uns sont coulés à fond, les autres sautent en l'air. 4,000 Turcs périssent. L'amiral commandant, Osman-Pacha, blessé et fait prisonnier, est conduit à Odessa, où il mourra bientôt de ses blessures. Une partie de la ville de Sinope devient la proie des flammes.

L'indignation fut très vive dans toute l'Europe. M. de Nesselrode eut beau dire que l'escadre d'Osman-Pacha se préparait à jeter un corps d'armée sur les côtes russes, les diplomates réunis à Constantinople, et qui faisaient tant d'efforts pour prévenir la guerre générale, étaient témoins de la modération de la Turquie; ils savaient avec quelle docilité le divan écoutait leurs conseils. Les allégations du cabinet de Saint-Pétersbourg ne pouvaient être prises au sérieux; il était évident qu'il y avait eu là une violation de la parole donnée. Sous le coup de ces émotions, Frédéric-Guillaume IV se rapprocha de l'Angleterre. M. le comte Albert Pourtalès, un des amis de Bunsen, un des adversaires déclarés du parti russe à Berlin, fut envoyé en mission particulière auprès du cabinet de Saint-James (décembre 1853). Il venait sonder le gouvernement de la reine au sujet des avantages qui pourraient être assurés à la Prusse, si elle devenait l'alliée de la Grande-Bretagne. En de longs entretiens que le baron de Bunsen et le comte Pourtalès eurent avec lord Clarendon (29 décembre) et lord Aberdeen (31 décembre), les deux diplomates allemands firent espérer aux ministres anglais la coopération directe de la Prusse, à la condition que la Prusse serait garantie contre la Russie et l'Autriche, que l'Allemagne entière serait garantie contre la France, enfin que la Prusse serait libre d'organiser l'unité germanique suivant le désir des peuples allemands. Exemple bien significatif de la ténacité prussienne! c'é-

une portion quelconque du territoire turc ou pour commettre un acte d'hostilité ouverte contre la Porte, ses ordres sont de protéger contre de pareilles attaques les états du sultan. Il exprimera l'espoir que l'amiral russe n'aura recours à aucune mesure qui pourrait mettre en danger les relations pacifiques de la Grande-Bretagne et de la Russie. Une communication semblable sera probablement faite en même temps par l'amiral français. » Voyez *Correspondence presented to both houses of parliament by command of her majesty.* Londres 1854, part II, n° 134.

tait la revanche de 1850, la revanche de Cassel et d'Olmütz, poursuivie obstinément au milieu des complications sans nombre de la question d'Orient. Il est à peine nécessaire de dire que ni lord Aberdeen, ni lord Clarendon, ne prêtèrent l'oreille à ce langage. « Il ne s'agit pas de l'unité allemande, disaient-ils; l'antagonisme de la Prusse et de l'Autriche est ici hors de cause. La question qui occupe l'Europe devrait réunir ces deux puissances dans une action commune. Quant à la France, vos craintes sont de pures chimères. Le gouvernement de l'empereur Napoléon a montré dans les affaires d'Orient la plus grande loyauté, le plus sérieux dévoûment aux intérêts européens. Il n'y a aucune raison de croire qu'il veuille reprendre un jour l'ancienne politique napoléonienne et troubler le repos de l'Europe. » Si lord Aberdeen et lord Clarendon parlaient ainsi, on devine ce qu'aurait dit lord Palmerston, défenseur si résolu de la politique française; le comte Pourtalès ne chercha même pas à l'entretenir de l'objet de sa mission. Il se consola auprès du prince Albert, qui, dévoué de cœur à la cause de l'unité allemande par la Prusse, avait accueilli avec joie les confidences du comte Pourtalès. Malheureusement pour l'envoyé prussien c'était le moment où la *question du prince Albert* excitait chez les whigs une irritation si violente; le mari de la reine était obligé plus que jamais à une entière réserve dans toutes les affaires politiques.

La mission toute *germanique* du comte Pourtalès, introduite brusquement au milieu de ces grands intérêts européens, était déjà un incident bien extraordinaire; voici une chose plus étrange encore. Tandis que le comte Pourtalès entretient lord Clarendon de ses projets d'unité allemande, condition expresse de la coopération de la Prusse dans les affaires d'Orient, Frédéric-Guillaume IV y met une autre condition bien plus inattendue. M. de Bunsen nous dit en son journal que lord Clarendon ne put dissimuler sa surprise lorsque le comte Pourtalès lui parla du prix auquel le gouvernement prussien estimait son alliance; quel eût été son étonnement s'il avait pu lire la lettre suivante, adressée par le roi de Prusse à son ambassadeur! La nouvelle condition exigée par Frédéric-Guillaume IV, c'est que l'Angleterre et les puissances alliées s'engagent à lui faire restituer sa fidèle principauté de Neufchatel. On a vu par la première de ces études quelle était sur ce sujet la manie du roi de Prusse, manie affectueuse et opiniâtre devenue pour lui un point d'honneur (1). Personne pourtant ne se serait attendu à voir cette manie reparaître au milieu des perplexités que lui cause la question d'Orient. Une autre manie obstinée, incurable, mais qui ne

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1873, *les Affaires de Suisse et la principauté de Neufchatel.*

peut plus nous surprendre, c'est la haine qu'il a pour la France, et qu'il exprime en paroles si peu royales : *l'inceste de l'Angleterre et de la France!* C'est un roi allemand qui parle ainsi à l'heure où la France et l'Angleterre s'unissent pour protéger l'indépendance de l'Europe :

« 9 janvier 1854.

« Si je rends des services à la Grande-Bretagne dans les complications présentes, le prix de ces services, la condition *sine qua non,* c'est le rétablissement de mon autorité et de mes titres légitimes dans ma chère, dans ma fidèle petite principauté du Jura, aujourd'hui foulée aux pieds des impies.

« Je ne sais rien, absolument rien, de négociations avec deux puissances; même, à parler exactement, je ne sais rien de négociations avec l'Angleterre, car je n'attends rien de l'Angleterre qu'une réponse à ma question : l'Angleterre est-elle disposée à me garantir l'intégrité des frontières de la confédération germanique, je dis les frontières de toute la confédération germanique, celles de la Prusse comme les autres? Le veut-elle? le fera-t-elle? peut-elle le faire? Si l'Angleterre n'est pas claire et précise dans sa réponse, j'adresserai cette question à la Russie, et si la Russie non plus ne me répond pas clairement, j'invoquerai Dieu, je le prierai de me rendre fort, et alors ce sera le cas de dire : *le glaive de Dieu et Gédéon!* ou mieux encore : *la volonté de Dieu soit faite!*

« Vous me dites qu'il n'y aurait pas un ministre anglais qui voulût prendre sous sa responsabilité la restauration de Neufchatel. C'est possible, mais n'oubliez pas ceci : il n'y a pas un seul roi de Prusse qui ne fît de la restauration de Neufchatel la *conditio sine qua non* de ses services.

« Les choses, depuis votre lettre, ont pris une tournure de plus en plus sérieuse, particulièrement pour la Prusse. Il y a eu samedi dernier huit jours, M. de Budberg m'apporta une lettre de son empereur qui m'invite de la façon la plus pressante à conclure sous ses auspices un traité de neutralité avec l'Autriche. J'ai exposé de vive voix d'abord et bientôt par écrit *que j'étais lié d'honneur* envers l'Angleterre, dont j'attends la réponse à mes questions et à qui j'ai promis de ne prendre aucun engagement avant cette réponse. Pendant ce temps-là, Orlof se rendit à Vienne, et, sans qu'il y ait eu à ce sujet aucun pourparler entre Vienne et nous, il essuya un refus. J'ai envoyé à Vienne, à mon impérial neveu, la lettre de Nicolas, accompagnée de ma réponse, et je l'ai invité à se concerter avec moi pour une action commune, mais sans traité, car notre fidélité allemande à la confédération, les intérêts et les dangers qui nous sont communs, nous prescrivent d'une manière assez impérieuse les voies que nous devons suivre. Représentez-vous donc ma sur-

prise lorsqu'au lieu de la réponse de l'Angleterre attendue par moi avec une si vive impatience je reçus, au nom de l'Angleterre et de la France réunies, une invitation à me joindre à elles deux pour maintenir ou imposer la paix par mon attitude. Il paraît que ce qui est bon pour l'une est bon pour l'autre. Quant à moi, je reste neutre, et de la façon que j'ai indiquée par ma lettre à l'empereur de Russie : *ma neutralité ne sera ni indécise ni vacillante* (réponse aux expressions dont il s'est servi), *elle sera souveraine.* Sachez maintenant, très cher Bunsen, que je maintiendrai *souverainement* ma neutralité, et que, si quelqu'un veut me battre pour cela, je le battrai. La position de la Prusse est trop avantageuse, elle lui met trop évidemment dans les mains la possibilité de la décision suprême pour que je me refuse à le voir et à me conduire en conséquence. — Je sais bien que l'Angleterre peut détruire cette politique si elle veut me contraindre, mais j'ai la ferme espérance que l'Angleterre évangélique ne voudra pas affaiblir la Prusse évangélique. En d'autres termes (en des termes que je sens bien vivement), je compte que l'Angleterre ne se rendra coupable à mon égard d'aucune *folie* ni d'aucune *infamie.* J'y compte en me fiant non pas à une chance heureuse, — ce serait *folie,* — mais à la bénédiction de Dieu, — ce qui est précisément le contraire de l'*infamie.* En me refusant à ce qu'on me demande du côté de l'ouest comme du côté de l'est, je me sens droit, ferme, délivré de toute inquiétude, et ce sentiment me vient de ma fidélité à ma parole, de ma fidélité à mes alliances. *Ne vous faites pas d'illusions,* et dites aux hommes d'état anglais, soit en confidence, soit en public, que je ne laisserai pas attaquer l'Autriche par la révolution (moi qui connais sa puissance incendiaire) sans tirer l'épée pour la secourir, et cela tout simplement par amour de la Prusse, par sentiment de mon devoir envers la Prusse, par instinct de conservation personnelle. Je n'ai pas étudié en vain la période de 1792 à 1796, l'année 1805 et ses conséquences, *anno 1806.* Enfin prenez bien note de ceci : c'est la quintessence de ma situation actuelle vis-à-vis de l'Angleterre. Je demande pour prix de ma neutralité sincère et autonome, pour prix du service que je rends de la sorte à l'Angleterre dans cette funeste rupture avec la Russie et les traditions chrétiennes, je demande la garantie des possessions territoriales européennes, l'inviolabilité du territoire de la confédération germanique dans sa totalité, enfin la promesse sacrée de me restituer sans condition mon fidèle Neufchatel après la paix, dans la paix, au moyen de la paix.

« Si je suis attaqué pendant l'inceste de l'Angleterre et de la France ou par suite de cet inceste, si les deux puissances incestueuses, prenant la révolution pour alliée, la déchaînent par le monde, alors je fais alliance avec la Russie, alliance à la vie et à la mort. Je connais ma tâche et mon devoir. »

Ainsi, neutralité absolue, neutralité souveraine, « et je battrai qui me voudra battre, » — voilà le parti auquel s'arrête Frédéric-Guillaume IV après une année d'hésitations. Or, tandis qu'il résume en ces termes sa politique personnelle et s'y attache avec force, le représentant de la Prusse à Vienne, M. d'Arnim, continue de prendre part avec ses collègues de France, d'Angleterre et d'Autriche aux négociations qui ont pour but d'aplanir les difficultés pendantes et de maintenir la paix générale. C'est ce qu'on appelle la conférence de Vienne. Il y a six mois que cette conférence est à l'œuvre et qu'elle poursuit son but avec une patience à toute épreuve. Elle a échoué pourtant, tous ses efforts ont été inutiles, l'Angleterre et la France vont être contraintes de protéger la Turquie par les armes. Avant que la lutte s'engage, la conférence de Vienne juge nécessaire de couronner ses travaux par un grand acte : une convention proclamera les principes communs aux quatre puissances et la persistance de leur union sur le terrain de ces principes malgré la différence de leurs résolutions suprêmes. En d'autres termes, deux de ces puissances, la France et l'Angleterre, vont déclarer la guerre à la Russie; les deux autres, l'Autriche et la Prusse, ne croient pas devoir recourir à l'emploi des armes; toutes les quatre cependant tiennent à faire une proclamation solennelle des principes qui ont dirigé leurs efforts. Ce qui fait la valeur des *conventions* dans la hiérarchie des actes diplomatiques, c'est qu'elles doivent nécessairement porter la signature des souverains. Le roi de Prusse voudra-t-il signer la convention de la conférence de Vienne? Celui qui a écrit le 9 janvier la lettre citée plus haut, celui qui parle si fièrement de neutralité *souveraine* et qui ne veut plus être pressé ni d'un côté ni de l'autre, celui-là consentira-t-il à s'engager de sa personne dans une déclaration de principes qui atteint l'empereur de Russie?

Les ministres anglais connaissaient assez le caractère de Frédéric-Guillaume IV pour éprouver bien des doutes à ce sujet. C'est pourquoi lord Clarendon, pressant M. de Bunsen d'agir sur le cabinet de Berlin, ne ménageait ni les adjurations ni les reproches; voici ce que Bunsen écrit dans son journal à la date du 4 mars 1854 :

« Hier, dans l'après-midi, lord Clarendon m'a tenu le langage le plus vif, le plus véhément, disant que la Prusse devait se décider sans retard, joindre sa sommation à celles des autres puissances, par conséquent déclarer la guerre à la Russie. Aujourd'hui le *Times* publie un article, d'une inspiration évidemment officielle, où la politique de la Prusse est traitée avec mépris, tandis que l'Autriche est exaltée. Ambas-

sadeur du roi, je devais considérer comme un devoir d'honneur de tenir à lord Clarendon un langage aussi ferme et aussi franc. C'est pourquoi je lui ai dit ce qui suit : il n'est ni politique ni amical d'exiger de la Prusse qu'elle déclare la guerre à la Russie sans lui marquer un but important à poursuivre, surtout sans lui garantir ces deux points : premièrement qu'à la conclusion définitive de la paix elle sera toujours couverte du côté du nord-est, où elle ne possède ni frontières ni moyens de défense, secondement que la prépondérance de la marine russe dans la Baltique sera pour jamais détruite. Dans l'esprit de mes instructions et dans le sentiment de l'honneur prussien, j'ai ajouté : La Prusse ne se laissera pas entraîner à cette guerre sans ces deux garanties.

« Lord Clarendon me dit qu'il ne s'attendait pas à ce langage, car c'était dans l'intérêt de l'indépendance de l'Europe qu'on demandait à la Prusse de prendre les armes.

« Oui, ai-je répondu, cela est facile à dire de la Tamise, de Paris, des Carpathes; mais pour que la Prusse ait le droit de demander de si grands sacrifices à la nation, il faut un grand objet d'intérêt national ou tout au moins les deux garanties que j'ai indiquées. Ni de ce grand objet ni de ces garanties, on n'a dit un seul mot à Berlin jusqu'au 1er mars 1854. La convention même ne parle que de l'évacuation des principautés et de la renonciation au protectorat de l'église grecque.

« Je suis persuadé que c'est ce ton-là seulement qui réussit à Londres, et j'ai lieu d'espérer que mon argumentation sera chaleureusement soutenue aujourd'hui même au conseil des ministres.

« 4 mars, dans la soirée. — Par suite de ma conversation de ce matin, lord Clarendon a eu une conférence avec l'ambassadeur français. Celui-ci s'est complétement déclaré pour ma proposition, et l'a soutenue à l'aide d'une dépêche envoyée de Berlin le 2 de ce mois qu'un courrier venait précisément de lui apporter de Paris. En conséquence, le conseil des ministres a décidé les deux points qui étaient l'objet de ma demande : 1° la flotte sera dans la mer Baltique avant le 1er avril, et elle y restera; 2° dès que la convention sera signée, le premier acte des quatre plénipotentiaires sera de proclamer que le but de la guerre est de détruire la prépondérance de la Russie, et de déclarer en même temps que l'intérêt de la Prusse, à savoir de posséder une frontière sûre au nord et à l'est, est un intérêt dont toute l'Europe se rend solidaire (1). »

Voilà des ouvertures toutes nouvelles. Peut-être y trouvera-t-on le germe d'une négociation qui rattachera la Prusse à l'Occident. Déjà l'Angleterre et la France s'y prêtent de tout cœur. C'est une affaire à mener habilement, rapidement. En attendant le succès,

(1) *Mémoires de Bunsen*, édition allemande, t. III, p. 353.

M. de Bunsen peut se réjouir; la journée du 4 mars a été bonne... Quelle illusion! Le lendemain 5 mars 1854, M. de Bunsen reçoit de Berlin l'ordre formel de cesser toute négociation avec le ministère anglais. Le 9, le général comte Groeben arrive à Londres porteur d'une lettre autographe de Frédéric-Guillaume IV à la reine Victoria; le roi de Prusse a tenu à désavouer lui-même ce que son ambassadeur a pu dire. Qu'est-ce donc? que s'est-il passé? pourquoi cette brusque rupture à l'heure qui devait être décisive?

Dans une très belle étude sur la conduite de la Prusse pendant les affaires d'Orient, notre collaborateur M. Eugène Forcade a raconté ici même la scène qui explique ce revirement soudain. Elle eut lieu à Berlin, dans le cabinet du roi. Il s'agissait de la signature de la convention préparée par les diplomates de la conférence de Vienne, y compris le représentant de la Prusse, M. le comte d'Arnim. Les ministres, connaissant les perplexités du roi, avaient hésité longtemps à lui parler de cet acte pour lequel la conférence réclamait sa signature. Enfin on se décida; la convention lui fut présentée le 28 février. M. de Manteuffel donnait les explications les plus persuasives pour dissiper les inquiétudes du roi; il était secondé par M. le comte Albert Pourtalès, ancien ambassadeur à Constantinople, récemment chargé d'une mission à Londres et qui occupait alors à Berlin une des plus hautes positions du ministère des affaires étrangères. M. de Manteuffel et M. Pourtalès, après quelques jours d'entretiens avec le roi, avaient presque triomphé de ses irrésolutions, quand arriva de Londres le 3 mars un télégramme conçu en ces termes : « L'Autriche, en proposant officiellement son contre-projet de convention arrivé ici dimanche dernier, y met pour condition l'accession de la Prusse, car toute l'importance de cette mesure est dans l'action en commun des quatre puissances. Il s'ensuit que l'odieux d'une reculade serait rejeté sur la Prusse. Le mécontentement que soulève la Prusse ferait explosion de toutes parts, si le plan de la convention échouait par son refus. On pense ici que l'accession à la convention est absolument nécessaire et que tout retard serait funeste. » Ce langage pressant, ce résumé si bref, auquel la brièveté même donne l'apparence d'un ordre, agite l'esprit du roi. En même temps il reçoit des dépêches de Bunsen qui rendent compte d'un discours prononcé par lord Clarendon à la chambre des communes dans la nuit du 24 février. Ce discours, qui a produit à Londres une impression extraordinaire et que Bunsen appelle un grand événement, épouvante Frédéric-Guillaume IV. « Que sert, a dit lord Clarendon, de faire la guerre au tsar, si on ne lui rogne pas les griffes pour l'avenir? Il ne fera que griffer plus violemment. Il faut qu'il paie avec usure et les 100 millions et le sang que l'Eu-

rope va sacrifier dans cette lutte, et ce n'est pas en argent qu'il faut qu'il les paie, c'est en restituant les conquêtes que la Russie a faites pour menacer, pour attaquer la Turquie, la Suède et l'Allemagne. » Ainsi, au sud, au sud-ouest, au nord-ouest, la Russie avait des restitutions à faire! L'Angleterre, par la bouche de lord Clarendon, se chargeait d'élever des revendications au nom de l'Allemagne! Ce que Bunsen approuvait, ce que Bunsen négociait avec lord Clarendon, c'était le démembrement de la Russie! Ah! tout s'explique maintenant : voilà sans doute pourquoi depuis une quinzaine de jours le tsar interdit à ses officiers de porter des décorations prussiennes, pourquoi il annonce l'intention de refondre sous d'autres noms les régimens inscrits sous le nom des princes de la maison de Prusse. Frédéric-Guillaume ne se contient plus. M. de Manteuffel et M. Pourtalès étant venus lui reparler de la convention, il éclate. Lui, ordinairement si doux, si réservé, il s'emporte en paroles irritées, et défend au comte Pourtalès *de se mêler jamais de la question d'Orient.*

Quand cette scène, ou du moins une partie de cette scène, fut racontée ici par M. Eugène Forcade, on s'étonna de la précision de ses renseignemens. Il y eut même quelque émotion à ce sujet dans le monde diplomatique. Il était pourtant bien naturel que le comte Pourtalès eût parlé de l'affront qu'il avait reçu, soit pour exhaler sa colère, soit pour justifier sa conduite. On a vu, après la convention d'Olmütz, quelle était chez ce diplomate la violence des premières impressions. La chose était ébruitée à Berlin; on ne tarda guère à la connaître à Paris. Aujourd'hui les mémoires de Bunsen viennent confirmer le récit de notre collaborateur, en y ajoutant des détails plus vifs encore. Non-seulement le roi avait malmené le comte Pourtalès, mais il avait ordonné au général Grœben de partir immédiatement pour Londres et d'y faire une enquête sur la conduite du baron de Bunsen. Le général Grœben arrive donc à Londres le 9 mars, il va trouver l'ambassadeur prussien, il l'interroge au nom du roi, il lui demande des explications. M. de Bunsen apprend alors les choses les plus étranges. Ses ennemis de Berlin l'ont accusé d'avoir proposé à lord Clarendon un partage de la Russie dont l'énoncé a fait frissonner le ministre anglais. Malgré la répugnance de lord Clarendon, Bunsen aurait réussi à conclure avec lui un arrangement. La Prusse était gagnée à l'alliance de l'Occident. C'était l'inauguration d'une politique nouvelle. Il n'y manquait plus que le consentement du roi. Quand MM. de Manteuffel et Pourtalès présentèrent la convention à la signature de Frédéric-Guillaume IV, il crut en vérité qu'on lui demandait de signer le premier engagement par lequel il se liait à ce nouveau système. Au lieu de signer, il eut une

explosion de colère; il rompit toutes les négociations, congédia le comte Pourtalès et chargea le général Grœben d'aller rappeler M. de Bunsen à l'accomplissement de ses devoirs.

Quel parti devait prendre M. de Bunsen? Il répondit aux questions du général Grœben, il rétablit les faits, il prouva que, s'il avait, suivant son devoir, signalé à Berlin les sentimens de l'Angleterre et donné loyalement ses conseils, jamais il n'avait manqué à une autre obligation de sa charge, qui était de justifier le roi son maître auprès du cabinet de Saint-James. Après cela, il n'avait plus qu'à résigner ses fonctions. Dès que le général Grœben eut quitté Londres, M. de Bunsen envoya sa démission au roi, qui l'accepta (avril 1854). Ainsi finit la carrière diplomatique de l'ami de Frédéric-Guillaume IV. Il avait envié à la France sa politique de 1853. Suivant lui, c'était surtout à la Prusse qu'il convenait de s'allier avec l'Angleterre dans la question d'Orient. La Prusse, si humiliée en 1850, aurait trouvé là, disait-il, une admirable occasion de se relever; elle se serait débarrassée de la tutelle de la Russie, et l'Angleterre, en échange des services rendus, se serait prêtée à l'accomplissement de ses desseins sur l'Allemagne. Le dévoûment de Frédéric-Guillaume IV à la personne du tsar ayant fait échouer tout ce système, Bunsen fut comme frappé au cœur. Sachons bien, victimes de 1870, à quelles passions nous avons eu affaire; nous les avons ignorées trop longtemps. Lorsque M. de Bunsen quitta son poste de Londres, accompagné des affectueux regrets de la reine et du prince Albert, ses déboires personnels lui furent à peu près indifférens; insensible à sa disgrâce, il ne se consolait point de l'échec de ses idées politiques. Toutes les forces de son âme étaient concentrées sur ce point. Ses *Mémoires* nous ont révélé que, dans les complications sans nombre de la question d'Orient, il n'avait jamais poursuivi qu'un seul but : la revanche d'Olmütz et le triomphe de l'unité allemande.

IV.

En résumant la conduite du roi dans les affaires d'Orient, M. Léopold de Ranke affirme que les événemens ont donné raison à sa politique. Qu'on ne parle plus des irrésolutions de Frédéric-Guillaume IV; au fond, sa pensée était très arrêtée. Ce dévoûment à la Russie que les libéraux de Berlin lui reprochaient si amèrement en 1853, la Prusse en a recueilli le bénéfice en 1870. Frédéric-Guillaume, si courtois pour tous les Français qui l'ont approché, avait pour la France une sorte de haine très particulière. La France, à ses yeux, était comme un ennemi infernal que Dieu même lui ordonnait de surveiller avec défiance. Les ressentimens de 1806 ne suffi-

raient pas à expliquer cette manière de voir, il y avait là des idées d'un autre ordre; c'était l'horreur de la révolution qui le mettait en garde contre nous bien plutôt que le souvenir des anciennes luttes. Entre la France, qui représente la révolution, et la Russie, qui représente le droit divin, Frédéric-Guillaume IV pouvait-il hésiter? Il prévoyait une guerre avec la France, et jamais, à aucun prix, pour aucune cause, il n'aurait rompu avec le tsar. Sans dire les choses aussi nettement, M. de Ranke estime que la Prusse a été récompensée de cette politique de Frédéric-Guillaume IV. « Le mérite qu'il s'était acquis auprès de la Russie dans une heure de grand péril pour cet empire a produit des fruits bénis de Dieu, quand a sonné l'heure de la lutte prévue. » En d'autres termes, la Russie, qui n'avait peut-être pas un grand intérêt à cet accroissement démesuré de la Prusse, a laissé la Prusse en 1870 asservir l'Allemagne et accabler la France.

Il y aurait bien des choses à dire sur ce point : ces fruits bienfaisans, ces fruits bénis de Dieu (*segensreiche Frucht*) inspirent sans doute à la Russie d'autres sentimens que ceux d'une admiration sans mélange. Ce n'est pas le droit divin qui a vaincu la révolution dans ces derniers événemens; soit en 1866, soit en 1870, la Prusse royale ou impériale a fait des œuvres révolutionnaires qui mineront les fondemens du trône. Elle en fait encore sous nos yeux; engagée dans cette voie, elle n'en sortira plus. Voilà un voisinage dangereux pour la Russie. C'est une conséquence fort inattendue de la politique de Frédéric-Guillaume IV et de son dévoûment passionné à l'empereur Nicolas; mais, sans insister sur ces remarques, il y a des réflexions qu'on ne saurait écarter ici, tant elles nous touchent directement et d'une manière poignante. Ainsi, selon M. de Ranke, la Russie a reconnu en 1870 le service que la Prusse lui a rendu en 1854 par sa neutralité dans les affaires d'Orient. Et nous, qui défendions en 1854 la cause de l'Europe, n'avions-nous pas droit à quelques sympathies de la part de l'Europe aux jours de l'invasion prussienne? Non, c'eût été folie d'y compter. La reconnaissance n'est qu'un élément de second ordre en pareille matière; la reconnaissance se rapporte à des choses passées, tandis que la politique ne voit que les intérêts présens. Il nous eût été plus profitable en 1870 d'avoir été moins chevaleresques en 1854. Je sais bien que nous poursuivions d'autres desseins encore que le but apparent lorsque nous prenions feu, il y a vingt ans, pour la cause de l'indépendance européenne; c'était là pourtant le principal mobile, et, quand nous jetons les regards en arrière, nous sommes un peu surpris d'avoir été les plus chaleureux dans une affaire où nous étions les moins intéressés. Que n'avons-nous laissé l'Angleterre et l'Au-

triche aviser toutes seules au péril qui les menaçait! La France se tenant à l'écart, l'Autriche aurait été obligée de suivre une politique plus résolue, elle n'aurait pu rester neutre, elle eût été entraînée dans la lutte, et l'union des trois états fondateurs de la sainte-alliance se serait trouvée profondément entamée. A Dieu ne plaise que nous méconnaissions les services des hommes éminens qui dirigeaient alors nos affaires extérieures et auxquels la *Revue* a donné un appui si efficace dans cette généreuse entreprise! Sans regretter ce qu'on a fait jadis, on peut avoir d'autres vues en songeant à l'avenir. Nos négociateurs d'il y a vingt ans se demandent peut-être aujourd'hui, comme nous-mêmes, à quoi nous a servi d'avoir été si généreux. Enfin, pour tout exprimer sans ambages, une alliance de la France avec la Russie dans la question d'Orient n'aurait-elle pas été plus utile à nos intérêts que l'alliance avec l'Angleterre?

On peut dire que la situation de la France au sujet de ces deux alliances a offert dans le passé quelque chose de tragique. Nos intérêts politiques étaient en opposition flagrante avec nos intérêts moraux : j'appelle intérêts moraux les sympathies intellectuelles, la communauté de principes, une sorte de fraternité au sein d'une même culture générale; j'appelle intérêts politiques les avantages que présente une alliance en dehors de toute communauté de principes, de toute sympathie intellectuelle et sociale. Quand les États-Unis recherchent l'amitié de la Russie, quand la Russie fait des avances aux États-Unis, ce n'est pas un intérêt moral qui les décide; les deux puissances obéissent à un intérêt politique. Pour nous, si une grande question nous place entre l'Angleterre et la Russie, c'est vers l'Angleterre que nous pousse toujours notre intérêt moral, tandis que l'intérêt politique dans beaucoup de cas devrait nous porter vers la Russie. Situation tragique, ai-je dit; comment en effet ne pas nous attacher à cette Angleterre qui représente les grands principes libéraux de la société moderne? et d'autre part, bien que la Russie appartienne à une civilisation si différente de la nôtre, ne peut-il se faire qu'il y ait un grand intérêt politique à nous tourner vers elle? Nous sommes trop logiques, trop amoureux de l'absolu, par conséquent trop dédaigneux des accommodemens que conseille l'esprit pratique, nous allons droit à ce qui est généreux. Voilà ce qui rendait notre situation douloureusement perplexe; mais si les choses avaient changé? si l'intérêt moral, en ce qui concerne la Russie, n'était plus en lutte avec l'intérêt politique? si l'empire des tsars avait cessé de représenter, comme autrefois, l'esprit asiatique au sein de l'Europe, une civilisation plus tartare que chrétienne, un absolutisme que rien ne tempère et ne justifie? si la

vieille Russie plus qu'à demi barbare avait fait place insensiblement à une Russie nouvelle? si cette transformation, très visible dans les institutions, dans les progrès de l'industrie, dans le développement des sciences, dans la culture des lettres, apparaissait d'une manière plus noble encore dans l'histoire de la famille souveraine? enfin, si ce monde de la cour, théâtre de tant de conjurations, de tant de drames asiatiques pendant le XVIIIe siècle, était devenu depuis Alexandre Ier un asile chrétien où s'épanouit le sentiment profond de la vie de famille? Un écrivain que nous avons déjà cité, M. Th. de Grimm, dans sa vie de l'impératrice Alexandra Feodorovna, a tracé un tableau bien touchant de cette existence à la fois si haute et simple. Ce livre, que remplit la tsarine, est en même temps le plus complet éloge du tsar. On y voit resplendir partout cette grande et austère image, le souverain pénétré de ses devoirs, et toujours consciencieux, alors même que ses actes nous révoltent le plus. Or, comme l'auteur n'a pu s'empêcher de consacrer quelques pages à la question d'Orient, on nous permettra de recueillir ici quelques traits de l'opinion publique en Russie. Nous avons toujours apprécié ces choses au point de vue de nos idées, c'est bien le cas d'appliquer le vieil adage judiciaire : *audiatur et altera pars*.

M. Th. de Grimm, précepteur du grand-duc Constantin Nicolaévitch, vivait depuis vingt ans à la cour de Russie quand éclata la guerre de Crimée. Assurément son témoignage est celui d'un ami; en revanche, c'est le témoignage d'un homme qui sait bien ce dont il parle. Il a de bons argumens à produire quand il nie absolument les projets ambitieux attribués au tsar par l'Europe entière. Il rappelle le voyage que le grand-duc Constantin, son élève, fit en 1845 dans les états du sultan. Si le tsar, à cette date, avait voulu conquérir la Turquie, il n'avait qu'à se prêter au mouvement naturel des choses. Les peuples chrétiens l'appelaient. « A l'arrivée du jeune prince, six cent mille grecs étaient prêts à planter la croix sur la coupole de Sainte-Sophie. Le patriarche Constantinos, exilé dans une île de la mer de Marmara, espérait bien, malgré son grand âge, recevoir cette nouvelle avant de mourir. Les populations grecques exprimaient de toutes les façons leurs vœux, leurs espérances; il eût suffi d'un signe de ce jeune homme pour rejeter d'Europe en Asie le trône des Osmanlis. L'empereur savait tout cela; il donna les instructions les plus sévères à son fils. Le prince eut ordre de ne rien entendre, de n'accepter aucune invitation, de ne recevoir aucune députation. Il devait seulement, comme un prince en voyage, faire au sultan une visite de politesse. » M. de Grimm nous montre ensuite l'esprit scrupuleux du tsar, son dévoûment à son devoir, son idée si haute de la responsabilité souveraine. Il peint ses anxiétés

en même temps que sa fermeté d'âme à l'heure où il se voit seul contre toute l'Europe. Il raconte ses douleurs quand arrivent les premières nouvelles du théâtre de la guerre, même avant cette bataille de l'Alma, dont le récit le frappa de stupeur. « Bien des hommes y succombèrent qu'il connaissait et appréciait personnellement. Ce n'est pas seulement son esprit qui nuit et jour était tendu; les coups qui atteignaient son grand cœur se succédaient sans relâche. Le fils de son ami le comte Orlof avait reçu treize blessures et perdu un œil; l'empereur, au milieu de ses affaires désespérées, écrivit une lettre à la mère du jeune général. Il trouvait le temps de visiter les familles dont les enfans étaient morts ou blessés, et, si le temps lui manquait, il envoyait un des grands-ducs en son nom. »

Son activité, toujours si ardente, avait pris quelque chose de fiévreux. Bien des symptômes annonçaient que cette puissante nature était sérieusement atteinte. Le 8 février 1855, il tomba malade et refusa de se soigner. Le 21, en proie à une fièvre aiguë, il voulut passer la revue d'un corps d'armée qui partait pour Sébastopol. Ses deux médecins s'y opposaient de tout leur pouvoir, tantôt employant la prière, tantôt invoquant l'autorité que leur donnait leur mission : « C'est bien, messieurs, leur dit-il; vous avez fait votre devoir, permettez que je fasse le mien. » Le lendemain, il sortit encore pour une revue des troupes. Le 23, il dut s'avouer vaincu, ses forces l'abandonnaient; étendu sur un lit de camp, couvert d'un manteau de soldat, il luttait encore par l'énergie de sa volonté contre un épuisement aggravé d'heure en heure. C'est là qu'il apprit la victoire de l'armée turque à Eupatoria. Que de blessures morales ajoutées aux souffrances du corps! Le jeudi 1er mars, il n'y avait plus d'espoir de le sauver. Dans la soirée, après qu'il eut rempli ses devoirs religieux et pris congé de tous les siens dans les termes les plus émouvans, il voulut en quelque sorte associer tout l'empire à la bénédiction des adieux. Il fit envoyer à Moscou, à Kief, à Varsovie, une dépêche contenant ces simples mots : l'empereur est à la mort. Il fit venir ses amis le comte Orlof, le comte Adelsberg, ministre de la cour, le prince Dolgorouki, ministre de la guerre, les remercia de leurs loyaux services, les recommanda à son successeur, les chargea de transmettre ses remercîmens aux autres ministres, aux héros de Sébastopol, à sa garde, à son armée, à tout l'empire. Quelques instans avant de rendre l'âme, il tourna encore les yeux vers son fils et lui dit : « Je voulais te laisser un empire bien ordonné,... en paix;... la Providence en a décidé autrement... Je ne puis plus que prier pour vous tous, pour toute la Russie. » Ses dernières paroles, prononcées d'une voix défaillante, furent un souvenir au roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV. Alors on commença les prières des

agonisans; l'empereur semblait suivre, il tenait la main de l'impératrice et cherchait dans son regard une consolation suprême. Les douze coups de minuit vinrent à sonner. C'était le vendredi 2 mars. Quelques minutes après, le tsar Nicolas Ier expirait. La ville entière était préparée à la triste nouvelle. Bientôt, malgré l'heure avancée de la nuit, une foule silencieuse, éplorée, remplit toutes les églises de Saint-Pétersbourg, priant pour l'âme de l'empereur (1).

Ces détails nous disposent à lire la lettre suivante, la dernière que Frédéric-Guillaume IV ait adressée à M. de Bunsen relativement à la guerre de Crimée. C'est au mois d'avril 1854 que le roi de Prusse avait accepté la démission de son ambassadeur à Londres; pendant l'année 1854, il lui a écrit plusieurs fois encore, mais sur des sujets très particuliers, sur des affaires d'administration ecclésiastique; le 4 mars 1855, dans la douleur profonde que lui cause la mort du tsar, ayant reçu de Bunsen une lettre datée précisément du 2 mars, il lui répond en ces termes :

« 4 mars 1855.

« Vous ne soupçonniez pas, très cher ami, qu'au moment même où vous m'écriviez un des plus nobles hommes, une des plus magnifiques apparitions de l'histoire, un des cœurs les plus loyaux et en même temps l'un des plus puissans souverains de ce bas monde était passé de la foi à la plénitude de la lumière. Je remercie Dieu à genoux de ce qu'il m'a jugé digne de ressentir une si profonde affliction de la mort de l'empereur Nicolas, de ce qu'il m'a jugé digne de devenir et de rester fidèlement son ami dans le plus beau sens de ce mot.

« Vous, cher Bunsen, vous l'avez jugé autrement, et il vous sera pénible désormais de vous l'avouer à vous-même devant votre conscience, il vous sera surtout pénible d'avoir à confesser une vérité (que toutes vos lettres de ces derniers temps, hélas! n'ont exprimée que trop ouvertement contre moi), *c'est que vous le haïssiez!* Vous le haïssiez, non pas comme homme, car à ce point de vue il vous était bien indifférent, mais comme représentant du principe despotique. Lorsqu'un jour, justifié comme lui par la simple foi au sang du Christ, vous le verrez dans l'éternelle paix, pensez à ce que je vous écris en ce moment : *vous lui ferez amende honorable.* Puissiez-vous dès ce monde, cher ami, éprouver la bénédiction du repentir! J'aime votre âme, et je voudrais la voir avec ses dons, son savoir et sa foi, se déployer comme une bannière dans les mains du Seigneur au-dessus du mauvais siècle. La règle pour arriver là est invariablement tracée de la main même de Dieu dans

(1) Voyez *Alexandra Feodorowna Kaiserin von Russland,* von A. Th. von Grimm, 2 vol., Leipzig 1866, t. II, p. 296-307.

l'épître de la Quinquagésime; regardez-y en vous inclinant avec foi devant le verset 9 et sa garniture de diamant (1). Entre vos désirs, vos exigences intellectuelles et la véritable réalité des choses il y a un abîme que l'amour seul peut combler. L'amour produit nécessairement la haine du monde, de même que sous la voûte du ciel l'action de la chaleur sur le froid produit la décomposition de l'atmosphère; mais l'*amour triomphe* en toute certitude et en toute vérité. La proposition si rebattue, à savoir que la victoire appartient à la vérité, est foncièrement fausse. La vérité ne triomphe et ne peut triompher que par l'*amour du Christ*, l'amour du Verbe fait homme.

« Frédéric-Guillaume. »

Est-ce seulement pour amener cette lettre et l'encadrer comme il convient que nous nous sommes transportés un instant de Londres à Saint-Pétersbourg, c'est-à-dire au foyer même de ceux qui étaient alors nos ennemis? Non certes; nous avons des visées plus hautes. Notre dessein est de montrer, par un exemple mémorable, combien l'esprit général de la société russe s'est transformé depuis la fin du XVIIIe siècle. Puisse-t-il accomplir encore de nouveaux progrès! Puissent toutes les ombres disparaître entre la Russie et la France! Il est facile de prévoir que des intérêts communs uniront un jour ces deux grandes nations; préparons-nous donc à connaître et à aimer les hommes dont Mme de Staël disait déjà en 1812 : « Je n'ai rien vu de barbare dans ce peuple; au contraire ses formes ont quelque chose d'élégant et de doux qu'on ne retrouve point ailleurs (2). »

V.

Nous avons interrogé toutes les lettres adressées à M. de Bunsen par Frédéric-Guillaume IV, du moins toutes les lettres relatives à de grandes questions politiques. Il est temps de mettre fin à ce travail; nous laissons de côté la partie de la correspondance qui se rapporte aux affaires de l'église évangélique en Prusse. C'est un su-

(1) Le texte dont il s'agit est tiré de la première épître de saint Paul aux Corinthiens, chapitre XIII. — Le verset 9 est ainsi conçu : « Tout ce que nous avons de science et de prophétie est bien imparfait. » La garniture de diamant, ce sont les sublimes pensées de saint Paul qui encadrent et éclairent les paroles ci-dessus. Le roi fait allusion surtout à ce passage : « nous ne voyons maintenant Dieu que comme en un miroir, mais alors nous le verrons face à face. Je ne connais maintenant Dieu qu'imparfaitement, mais alors je le connaîtrai comme je suis connu de lui. » — La pensée du roi est très obscure, et ces notes ne la rendront pas plus intelligible; nous devions cependant, après avoir traduit aussi fidèlement que possible les termes de sa lettre, citer les passages des livres saints auxquels il renvoie M. de Bunsen.

(2) Mme de Staël, *Dix années d'exil*, chap. XII.

jet trop spécial; nous la signalons pourtant à ceux qui étudient les directions diverses du protestantisme au XIXe siècle. Nous y trouverions encore, s'il nous était loisible de nous y arrêter, bien des traits curieux qui achèvent de peindre la physionomie du souverain piétiste. En 1854 par exemple, à l'époque où le pape se préparait à proclamer le dogme de l'immaculée conception, Frédéric-Guillaume IV n'eut-il pas l'idée d'apparaître au monde chrétien comme une sorte de pape évangélique? Il voulait provoquer des manifestations doctrinales de la part de toutes les églises protestantes. Tout cela d'ailleurs se liait dans son esprit à des projets d'organisation ecclésiastique qui eussent assuré une certaine unité aux églises protestantes sans porter atteinte à leur liberté. Il rêvait une constitution analogue à celle des temps apostoliques, des communautés, des assemblées, des *églises* à la fois distinctes et unies, quelque chose comme une république chrétienne fédérative. L'occasion du dogme nouveau lui parut bonne pour provoquer un mouvement d'ensemble qui aurait profité à ses plans. Il écrivit donc à M. de Bunsen, le priant d'être son ambassadeur, non pas auprès du cabinet de Saint-James, mais auprès de l'église anglicane. N'avait-il pas des amis parmi les hauts dignitaires? Ne pouvait-il concerter un grand acte avec l'archevêque de Cantorbéry, *primat de toute l'Angleterre et métropolitain?* Bunsen ne croit pas que cette tentative ait la moindre chance de succès, il l'écarte et propose simplement de provoquer une guerre de brochures, un assaut général à coups de pamphlets. Y pensez-vous? répond le roi. « Votre guerre de brochures ne serait pas même une guerre *évangélique*, ce serait une guerre *germanique*. La guerre évangélique, je veux dire celle dont le monde évangélique tout entier serait le centre, serait déjà une chose bien mauvaise; la guerre germanique serait absolument intolérable. Commençât-elle avec dignité, la grossièreté allemande, la lourdeur allemande, l'impiété allemande, la fausse science allemande, et le piétisme allemand, et le romanisme allemand, et le rationalisme allemand, et l'irwingerie, et la baptisterie (1), auront en quelques mois si bien défiguré la cause sainte de fond en comble, que Rome en rugira de joie (2). » Voilà certains caractères de l'esprit allemand assez vivement retracés par le roi de Prusse. Ces indications suffisent sans que nous insistions davantage.

Trois ans plus tard, nous retrouvons chez Frédéric-Guillaume IV les mêmes velléités d'une espèce de pontificat évangélique. M. de Bunsen, qui, depuis son départ de Londres, s'était installé dans une

(1) Allusions à des sectes protestantes.

(2) Je traduis littéralement : « dass Rom von Wonne brüllen wird. »

maison de campagne aux environs de Heidelberg, fut invité par le roi de Prusse, le 5 septembre 1857, à venir passer quelques semaines auprès de lui, à Berlin. Un appartement lui était réservé au château. L'invitation était si amicale et si pressante que Bunsen ne put s'y refuser. Il arrive à Berlin; le 10, il dîne avec le roi à Sans-Souci, et ce jour-là même il assiste aux assises générales de l'alliance évangélique. Il y avait environ mille personnes présentes dans la grande salle du palais de marbre.

« J'entrai dans la salle, dit Bunsen, pour opérer une reconnaissance et faire mon rapport au roi. A gauche, je trouvai d'abord les vingt-deux Américains, M. Wright, de l'Indiana, en tête. Quand je lui adressai la parole, le remerciant, comme Prussien et comme chrétien, du beau discours qu'il avait prononcé le jour de l'ouverture, il me prit pour le roi et voulut me présenter ses concitoyens. Je le détrompai, il me dit : « *Sir, I come straight from the woods. Forgive: but I do love your good king. I am a senator, and have been governor in Indiana* (1). » Je parcourus ensuite la longue ligne des rangs, je reçus sans fin des saluts, des signes de tête, des poignées de main, et je pus assurer au roi (il était légèrement inquiet) que tout se passerait à merveille. Dès qu'il parut, un millier de voix fit retentir des *lebehoch!* des *hurrah!* des *eljen!* Allemands, Anglais, Américains, Magyars, tous lançaient leurs vivats. M. Wright fit un beau discours d'un sentiment profond. Le roi fut touché jusqu'aux larmes; il se remit, remercia en bon anglais l'envoyé américain, puis, se tournant vers la foule, il dit en allemand : « Messieurs et amis chrétiens, je suis profondément touché de vos sympathies. Je n'osais espérer tant. Je n'ai rien à vous répondre, sinon que voici mon ardente prière au Seigneur : puissions-nous tous nous séparer ici les uns des autres comme les disciples du Christ se sont séparés à la première Pentecôte! » — *Amen!* crièrent mille voix devant nous, et derrière nous, plus doucement, des voix de femmes; c'étaient des dames anglaises pour qui j'avais obtenu la permission d'entrer au palais, et que la reine en ce moment même recevait de la façon la plus gracieuse dans un salon voisin. — Ensuite vinrent trois Australiens, puis quatre-vingts Anglais, puis les Magyars, les Belges, les Hollandais, les Suisses, les Français, les Allemands des différentes races, enfin les Berlinois. Tous prononcèrent des allocutions courtes, mais vraiment belles. On entendit de nouveaux vivats! Tout à coup il y eut un silence. Les Allemands s'étaient groupés en cercle, et, quand le roi rentra dans l'intérieur du palais, ils entonnèrent le cantique : « Notre Dieu est une solide forteresse! » Le roi ne pouvait dissimuler son émotion. Je m'em-

(1) « J'arrive directement des forêts. Excusez-moi, monsieur. J'aime votre bon roi. Je suis sénateur, et j'ai été gouverneur de l'Indiana. »

pressai vers lui pour le féliciter. « Dieu soit loué, dit-il, pour cette journée bénie! Et quel bonheur que vous ayez été là! »

Ce fut le dernier beau jour de Frédéric-Guillaume IV. M. de Bunsen prit congé du roi le 3 octobre 1857; quelques heures après, le roi fut frappé d'un coup de sang, première atteinte du mal qui peu à peu ébranla tout son être et l'obligea un an plus tard (9 octobre 1858) de laisser à son frère Guillaume la régence du royaume de Prusse.

M. de Bunsen, sans être aussi gravement menacé, avait besoin de réparer ses forces. Les hivers d'Allemagne ne lui convenaient plus. Au mois d'octobre 1858, à l'inauguration de la régence, il fut nommé membre de la chambre des seigneurs; il y siégea quelques semaines, puis il s'empressa d'aller chercher un climat plus doux. Il s'était préparé une installation à Cannes; il y arriva aux derniers jours de décembre et y resta jusqu'au milieu de mai. Il y retourna encore l'hiver suivant, du mois de décembre 1859 au mois de mai 1860. Dans l'intervalle, il était allé retrouver sa retraite studieuse aux environs de Heidelberg. Ces deux séjours prolongés en France avaient contribué à rectifier ses idées et à calmer ses passions. Il ne maudissait plus cette France qu'il connaissait mieux. Il avait eu occasion de voir, soit à Paris, soit à Cannes, quelques-uns des hommes qui forment l'élite de la société française. Il savait enfin rendre hommage aux grandes qualités de notre esprit. Il se demandait en quoi les Allemands avaient l'avantage sur les Français, en quoi les Français reprenaient le premier rang, et il traitait cette question avec modestie, avec impartialité, sans aucune trace de la lourde vanité germanique. « Paris, écrivait-il, m'a réconforté au physique et au moral... On sent quelque chose se dégager et dans la langue et dans l'esprit, quand on s'entretient avec des hommes tels que Mignet, Villemain, Cousin, Laboulaye, Saisset, Parieu, Michel Chevalier. » Il appréciait beaucoup ce dernier comme collaborateur de Cobden et le félicitait d'avoir préparé le traité de commerce avec l'Angleterre. A Cannes, il avait vu Mérimée, Ampère, Tocqueville surtout, qu'il appelle *le plus grand, le plus noble publiciste du siècle*. Il le visitait souvent pendant sa dernière maladie. Quand l'heure suprême s'annonça, ce fut lui qui prévint Ampère par le télégraphe. Il se mettait à la place du fidèle ami et craignait qu'il n'eût pas le temps d'arriver. Ampère en effet n'arriva que le lendemain de la mort de Tocqueville; il put du moins conduire le deuil, et M. de Bunsen tint à honneur de l'assister dans ce douloureux office (avril 1859).

Parmi tant d'épisodes que renferment ses lettres des deux der-

nières années, parmi tant de confidences sur ses grands travaux d'histoire et de philosophie religieuse, tant de notes politiques, tant de curieux détails sur les événemens contemporains, sur la guerre d'Italie, sur l'attitude de l'Allemagne, nous voulons nous borner aux indications qui précèdent. Il nous est doux d'en rester avec M. de Bunsen sur une impression si bienfaisante. L'ennemi passionné, l'ennemi haineux parfois, avait fini par disparaître; l'âme élevée du savant chrétien se déployait dans sa noblesse. M. de Bunsen était mûr pour une vie plus haute. Après ces deux hivers à Cannes, il passa l'été de 1860 à Bonn, aux bords du Rhin. Des étouffemens, des crampes violentes du côté du cœur, qui s'étaient déjà déclarées vers la fin de son séjour à Cannes, reprirent avec plus d'intensité. Il resta six mois entre la vie et la mort. Ses derniers momens furent d'un chrétien convaincu. Il consolait sa famille en larmes et souriait à la lumière d'en haut. Il parlait sans cesse de Dieu, du Christ, des certitudes sublimes de la foi. Par instans, les mots lui manquaient et il s'épuisait en vains efforts pour exprimer sa pensée. Un jour, on remarqua un singulier phénomène : ce fut en langue française qu'il donna un libre cours à ses effusions. Il tenait deux de ses fils par la main, il leur dit : « Que Dieu vous bénisse éternellement! Dieu, c'est l'éternel; Dieu, c'est la vie et l'amour. La vie, c'est l'amour. Que Dieu vous bénisse tous! Partons en paix. *Christus est! Christus est victor!* » Le 28 novembre 1860, à cinq heures du matin, il s'éteignit doucement.

Le roi Frédéric-Guillaume IV, dont l'intelligence s'était voilée depuis plus d'un an, ne tarda point à suivre son ami dans la tombe. On sait qu'il mourut le 2 janvier 1861. Avec ces deux hommes, quelles que fussent d'ailleurs leurs perpétuelles controverses, disparaît tout un monde d'idées et de sentimens que l'Allemagne ne reverra plus d'ici à bien des années. Malgré la diversité de leurs points de vue, les mêmes mots peuvent servir à résumer leur caractère : scrupule, conscience, droiture de l'âme. Ce sont choses dédaignées aujourd'hui au-delà du Rhin, on compte sur d'autres forces que l'on croit plus efficaces. On se trompe. Le Dieu invoqué par Bunsen et Frédéric-Guillaume IV se réserve un jour ou l'autre de châtier cet orgueilleux dédain. Nous pouvons en parler savamment : nous avons connu, nous aussi, les ivresses de la victoire, et nous savons que, dans la vie des nations comme dans celle des individus, la conscience n'est pas un vain mot.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

UN CHEMIN DE FER

A TRAVERS LES ANDES

En France, notre attention se porte trop rarement au-delà de l'Océan; la situation matérielle des républiques de l'Amérique latine est à peu près ignorée chez nous. Ainsi l'on a bien entendu parler des mines du Pérou, on sait vaguement qu'il nous fournit le guano que l'agriculture emploie depuis une vingtaine d'années; mais l'on s'est peu soucié de savoir s'il présente d'autres ressources et les moyens de les mettre en valeur. L'honneur d'avoir signalé ces ressources reviendra tout entier au gouvernement prévoyant et réparateur qui a récemment lancé un appel aux travailleurs de toutes les nations en leur offrant sur le sol péruvien des élémens de fortune comme peu de pays en pourraient fournir. Il ne suffisait pas pourtant d'appeler l'émigration en faisant luire à ses yeux le mirage de richesses devenues proverbiales, il fallait pouvoir la conduire aux lieux de production et assurer l'écoulement du travail par des voies de communication nouvelles. L'effort a été tenté avec une persévérance que n'ont point arrêtée des obstacles naturels qu'on pouvait croire insurmontables, un puissant élan a été donné à la construction des chemins de fer, et la chaîne des Andes est sur le point d'être franchie à 5,000 mètres d'élévation. Ce ne sont point là des travaux ordinaires, et nous avons pensé qu'il y avait intérêt à les faire connaître; toutefois un coup d'œil rapide sur le territoire du Pérou, sur la nature de ses productions et sur l'état social du pays sera nécessaire pour faire apprécier l'importance de ces travaux, les difficultés vaincues, celles qui restent à vaincre, et qui retardent de quelque temps encore le commencement d'une ère nouvelle pour le pays.

I.

Le Pérou, situé entre le 3ᵉ et le 22ᵉ degré de latitude sud, est traversé dans toute sa longueur par la Cordillère des Andes, qui le

divise en deux parties fort inégales. Du côté qui regarde le Pacifique règne sur une faible largeur une région sablonneuse, coupée à intervalles assez rares par des vallées plus ou moins cultivées et n'offrant dans son ensemble qu'un pays aride, voilé les trois quarts de l'année par un épais brouillard. Il semble que la nature, imitant en cela les soins jaloux d'un avare, ait semé la désolation sur cette contrée pour dérober à la cupidité humaine les incomparables richesses qu'elle renferme. De l'autre côté de la Cordillère au contraire se déploie dans toute sa beauté l'admirable bassin de l'Amazone avec les grands affluens qui l'arrosent. Tandis que vers le Pacifique les rares cours d'eau encaissés entre les parois des montagnes roulent une eau torrentielle qui les rend impropres à la navigation, à l'est les tributaires de l'Amazone, l'Ucayali, et plus haut le Rio Tambo et l'Apurimac, grossis eux-mêmes de nombreux affluens et débarrassés dès le 11e degré des bas-fonds ou des rochers qui encombraient ou resserraient leur lit, roulent à travers des forêts immenses leurs eaux limpides et profondes.

Entre ces deux régions si différentes d'aspect se dresse, avec ses crêtes dentelées, ses volcans et ses sommets neigeux, dont quelques-uns atteignent 6,700 mètres d'élévation, la chaîne des Andes, tantôt unique et présentant à son sommet une suite de plaines accidentées couvertes de maigres pâturages, tantôt se dédoublant en plusieurs chaînes parallèles et formant des vallées profondes, prodigieusement fertiles, entre lesquelles s'écoulent, en remontant vers le nord, l'Amazone et son affluent le Rio Huallaga, puis en descendant vers le sud jusqu'au lac de Titicaca, des cours d'eau de moindre importance qui arrosent les hauts plateaux. En résumé, si l'on avance vers l'intérieur en partant du Pacifique, on parcourt à vol d'oiseau de 10 à 30 lieues dans cette plaine nue que baigne l'Océan et qu'on appelle *la côte*, puis on rencontre la chaîne parallèle des Andes avec ses plateaux et ses vallées, désignée sous le nom de *la sierra*, enfin *la montaña*, c'est-à-dire cette région élevée, montagneuse et boisée qui incline vers l'est et regarde la frontière du Brésil.

On comprend tout de suite les inconvéniens qui résultent à plus d'un point de vue d'une semblable situation géographique : la mer étant la route par laquelle arriva la conquête espagnole, le littoral était naturellement le point d'appui des premiers établissemens, et cette partie du pays est précisément la moins favorisée sous le rapport topographique. Les rivières ne sont que des torrens dont les eaux seules peuvent être utilisées pour l'irrigation des vallées. La double chaîne des Andes, dont les hautes cimes s'abaissent rarement à moins de 3,000 mètres, formait une barrière difficile à franchir pour gagner les riches contrées de l'intérieur, arrosées par de nom-

breux cours d'eau dont la profondeur, offrant à la navigation une voie facile et sûre, eût permis d'exporter les produits vers l'Europe en débouchant par le bassin de l'Amazone dans l'Océan-Atlantique. Aussi cette contrée est-elle restée jusqu'à nos jours le domaine exclusif des populations sauvages qui l'habitent. L'Amazone même, qui prend sa source dans la *sierra*, à moins de 30 lieues de Lima, vers le 10e degré de latitude, ne pouvait fournir à sa naissance une voie navigable pour transporter les produits des mines qu'il traverse. Le pays s'est donc trouvé dès le principe privé de ce qui pouvait former son plus clair revenu, — je veux parler de ses forêts, comme aussi des richesses agricoles, dont les plus belles parties gisent enfermées dans les vallées de la Cordillère. On sait que c'est l'agriculture, plus encore que les mines d'or, qui a fait de nos jours la fortune de la Californie.

Il est cependant peu de pays dans le monde où la nature se soit montrée aussi prodigue. La côte, dont l'aspect désolé produit une si désagréable impression sur le voyageur qui arrive au Pérou, la côte elle-même n'est point aussi aride ni aussi déshéritée qu'on pourrait le croire au premier abord : ce sable, en apparence si ennemi de toute végétation, est au contraire une terre vierge qui, sans engrais d'aucune sorte, rend au centuple ce qui lui est confié lorsqu'on peut y conduire un peu d'eau. Cette remarque n'avait point échappé à l'attention des premiers conquérans, et, bien qu'à cette époque la recherche de l'or fût à peu près l'unique préoccupation des esprits, les premières villes qui s'élevèrent sur le littoral furent précisément bâties au débouché des vallées, qui marquaient, il est vrai, la route pour remonter aux mines de la *sierra*, mais dont les champs, irrigués avec une rare habileté par les travaux des Incas, devaient suffire pour alimenter cette population nouvelle, que le commerce maritime mettait à l'abri des autres besoins de la vie, — villes de boue sans doute qu'une pluie ferait fondre et qu'un orage emporterait, mais qu'un climat exceptionnel met à l'abri de ces dangers, car il ne pleut jamais sur cette côte, où le froid comme le chaud sont également inconnus. Telle est la situation de Lima et de son port, le Callao, qui semble appelé dans un avenir prochain à prendre une bien plus grande importance.

Au point de vue agricole, la côte fournit abondamment le riz, le coton, la canne à sucre. Cette dernière industrie surtout a pris depuis quelques années un développement considérable qui va s'augmentant chaque jour. Depuis mon arrivée au Pérou, j'ai eu l'occasion de visiter quelques-unes des haciendas où l'exploitation de la canne se pratique sur la plus grande échelle, et j'ai pu constater les résultats obtenus spécialement dans le département de Lima. Au sud dans la vallée de Cañete, dans celle de Lurin, au nord dans

la vallée de Huacho, dans celle de Chancay, la canne pousse avec une vigueur dont la végétation des Antilles donne à peine une idée. Coupée après dix-huit mois ou deux ans, elle rend au bout du même temps une seconde récolte presque aussi riche que la première; dans certains terrains, elle peut fournir jusqu'à huit ou dix récoltes et même davantage, sans qu'une nouvelle plantation soit jugée nécessaire. On admet qu'une *fanegada*, qui contient environ 3 hectares, donne une récolte estimée à 4,000 ou 5,000 piastres, c'est-à-dire de 16,000 à 20,000 francs. La coupe ayant lieu au plus long terme tous les deux ans, on peut fixer le revenu annuel à la somme de 3,000 ou 4,000 francs par hectare ! Il faudrait bien se garder de prendre ce chiffre comme base pour l'estimation de la valeur du sol, car c'est bien plus dans la valeur de la plantation que dans celle de la terre elle-même que réside cet énorme revenu. C'est au nord du Pérou surtout, dans le département de Libertad, que l'industrie de la canne s'est le plus développée : on parle d'une usine nouvellement installée qui fabriquerait jusqu'à 800 quintaux par jour. Sans aller aussi loin, à la porte de Lima, dans la vallée du Rimac, l'hacienda de Candivilhà peut donner 500 quintaux par jour; celle de Palpa, un peu plus éloignée dans la vallée de Chancay, fabrique journellement de 600 à 700 quintaux. Actuellement le quintal de sucre vaut 28 francs, c'est donc par jour un revenu brut qui varie de 14,000 à 19,000 francs, suivant le rendement de la canne, et, comme la végétation ne subit aucun arrêt, la fabrication n'étant point interrompue, on arrive aux chiffres fabuleux de 3,600,000 fr. et 4,900,000 francs pour 250 jours, qui représentent la moyenne du temps consacré au travail pendant une année. Ce résultat, qui peut paraître exagéré, est par le fait plutôt inférieur à la réalité.

Le riz se cultive avec succès sur tout le littoral, particulièrement dans les provinces de Chiclayo, Lambayeque, Santa, et aux environs de Trujillo. Au contraire la culture du coton, favorisée par un climat exceptionnellement doux et régulier, semble appelée à moins d'avenir, probablement à cause des grands soins qu'elle demande et des risques qu'elle fait courir. On a vu des plantations rendre jusqu'à 3 kilogrammes par pied; mais l'espèce la plus cultivée, c'est le coton d'Égypte, dont la valeur est à peu près la même (de 90 à 100 francs le quintal) : il ne donne que la moitié du produit que fournit le coton du pays; on le préfère pourtant, car les risques sont beaucoup moindres, et les soins qu'il exige sont infiniment moins coûteux. Le coton de Sea-Island, qui forme une troisième variété, se cultive aussi avec facilité et a une valeur plus que double de celle des deux autres; par contre il rend à peine 150 grammes par pied. On se trouve ainsi ramené aux conditions ordinaires de la culture du coton aux Antilles, au Brésil et sur tous les autres points

du continent américain. M. l'amiral Dupetit-Thouars s'est donc gravement trompé lorsqu'en 1837 il prédisait à l'industrie cotonnière au Pérou un si brillant avenir; en général ses appréciations sont fort inexactes. N'oublions pas la vigne, qui vient avec abondance aux environs de Pisco et donne un fort bon vin et des alcools estimés; le cacao, qui se récolte encore dans la campagne de Cuzco, produit le meilleur chocolat du monde.

Le climat plus froid des plateaux de la *sierra* nous offre les céréales de nos contrées, le blé, l'orge, l'avoine, la pomme de terre. Tandis que le Pérou va demander au Chili les grains nécessaires à sa subsistance, la vallée de Jauja, qui pourrait être le grenier du pays, voit périr sur pied, à 40 lieues de Lima, l'excès de ses moissons, faute de débouchés. De l'autre côté des Andes, dans cette contrée sauvage qu'on appelle la *montaña,* les arbres de toute essence, le cèdre, l'acajou, le palissandre, la cascarilla, dont l'écorce fournit le quinquina, tous les bois les plus précieux se pressent et s'étouffent les uns les autres sous l'ardente action de la végétation tropicale. Une seule de ces forêts ferait en Europe la fortune d'un état : le Pérou, loin de pouvoir en profiter, va chercher à San-Francisco les bois dont il a besoin pour l'édification de ses maisons et la construction de ses chemins de fer.

Faut-il, hélas! parler des mines du Pérou? Les mêmes mines qui, de l'année 1780 à l'année 1789, donnèrent à l'Espagne 184 millions de francs, produisent aujourd'hui une quantité de métal à peine suffisante pour les besoins de la monnaie. Elles existent toujours cependant, ces 70 mines d'or, ces 884 mines d'argent, ces mines de mercure de cuivre et de plomb, qu'exploitait avec tant de succès en 1791 l'ancienne vice-royauté du Pérou; malheureusement pendant les événemens qui précédèrent ou suivirent la guerre de l'indépendance les travaux furent à peu près abandonnés; l'eau envahit à la longue les puits et les galeries souterraines, forées du reste avec peu de soin, et d'immenses travaux seraient aujourd'hui nécessaires, ainsi que des appareils de pompe dont on ne peut disposer, pour rendre à l'industrie les incalculables richesses que recouvre cette épaisse nappe liquide. Les mines d'argent, qui sont les plus nombreuses, se rencontrent un peu sur tous les points de la *sierra,* mais particulièrement dans le district de Huaraz, et surtout au Cerro de Pasco, à 4,000 mètres au-dessus du niveau de la mer. On s'explique dès lors facilement les difficultés qu'il y aurait à transporter à une semblable hauteur, à dos de mulets et à travers des chemins impraticables, des appareils d'un poids énorme. De bonnes voies de communication permettraient seules de surmonter les obstacles opposés par la nature à l'extraction des métaux.

Les richesses minérales ne sont pas moins abondantes : le sal-

pêtre, la houille, le pétrole, ne demandent que des bras pour être exploités; mais on se heurte dès le principe aux mêmes difficultés. Toutefois les salines de la province de Tarapaca dans le sud, dont le sol n'est qu'une immense salpêtrière, — dans le nord, le pétrole, que l'on rencontre dans la province de Piura à peu de profondeur, sont d'une exploitation facile grâce au voisinage de la mer. Le charbon est plus éloigné, les gisemens les plus importans sont situés sur les plateaux de la *sierra*, mais il s'en trouve aussi sur des points plus rapprochés; le district de Huaraz par exemple, qu'un chemin de fer aujourd'hui presque terminé va mettre en communication directe avec la mer, en contient en assez grande quantité, et les échantillons sont d'une qualité bien supérieure aux produits que l'on a commencé à tirer du Chili depuis quelques années. Quoi qu'il en soit, jusqu'à présent le charbon qui se consomme dans tout le Pérou et sur la côte du Pacifique vient presque entièrement d'Angleterre par les navires à voiles qui doublent le cap Horn, et le prix en atteint, suivant les besoins, des proportions à peine croyables. Chargée à bord dans les ports d'Angleterre, la tonne de charbon coûte au maximum 8 piastres, c'est-à-dire environ 30 francs; débarquée au Callao, elle est vendue dans une moyenne qui varie de 20 à 30 piastres (de 80 à 120 francs); la valeur a donc triplé et quelquefois quadruplé.

Bien qu'elle n'ait rien à faire avec la question des chemins de fer ni même avec les voies de communication, je ne puis passer sous silence dans cette revue des richesses du Pérou celle de ses ressources qui forme aujourd'hui à peu près le seul revenu de l'état comme aussi l'unique nantissement offert pour gage à ses créanciers. Je veux parler du guano, dont les couches épaisses, répandues à la surface du sol dans des îles situées à une faible distance de la côte, sont d'une exploitation bien facile, puisqu'il suffit de bras pour les prendre et de navires pour les charger. Cette mine d'une nouvelle espèce, — car elle n'est autre chose qu'un dépôt de fiente d'oiseaux de mer, aujourd'hui chassés par le mouvement des nombreux bateaux qui sillonnent la côte dans tous les sens, — n'était point ignorée des anciens Incas, qui l'employaient avec succès pour leur agriculture. L'usage s'en était perdu lorsque M. de Humboldt, visitant le Pérou en 1804, eut l'idée d'en envoyer quelques échantillons aux chimistes français Fourcroy et Vauquelin pour les analyser. On fit alors peu d'attention à cette découverte, et, lorsque trente ans plus tard un autre chimiste français, M. Cochet, voulut en propager l'usage, il fut à peu près traité de fou. Cet homme, qui a fait à lui seul la fortune d'un état, est mort, il y a quelques mois, pauvre et ignoré, dans un hôpital de Bordeaux. Sa découverte ne fut pas perdue cependant; depuis vingt-deux ans, le Pérou

a tiré comme 75 millions annuels environ de la vente de cet engrais. Dès 1842, le commerce du guano avait commencé à lui rapporter des sommes importantes, et dans ces dernières années les produits de la vente ont atteint jusqu'à 90 millions de francs. Lorsque les gisemens des îles Chinchas furent épuisés, on alla chercher ceux des îles Guanape; il en existe d'autres sur différens points de la côte qui pourront être exploités plus tard, et, quoique moins riches en matières ammoniacales fertilisantes, ces dépôts assurent au Pérou un revenu certain pour plus de dix années encore. Les engrais chimiques que l'on fabrique maintenant en Europe pourraient, il est vrai, faire au guano une concurrence sérieuse; mais le Pérou trouve encore son compte dans cette concurrence même. En effet, si le phosphate de chaux que fournit en abondance le vieux continent est un des élémens essentiels à cette composition, les nitrates, qui manquent en Europe et que l'on rencontre ici à l'état presque pur dans la province de Tarapaca, n'en sont pas moins un des élémens indispensables. Cette nouvelle source de revenus n'est donc pas près de disparaître, et le gouvernement, qui l'a compris, n'a pas manqué de décréter cette année le monopole du salpêtre.

Tel est le tableau des richesses que renferme ce merveilleux pays, richesses agricoles, richesses forestières, métallurgiques, minérales, tout enfin, car rien n'y manque qu'une population de travailleurs assez nombreuse pour les mettre en valeur. Malheureusement l'indépendance, en apportant au Pérou une ombre de liberté, n'a point développé dans la nation, comme au Chili, le goût du travail, qui est la première condition de l'existence d'un peuple. La découverte du guano, qui eût pu fournir l'instrument le plus actif de la régénération du pays, puisqu'elle mettait aux mains du gouvernement le levier puissant du crédit, lui fut au contraire fatale. On crut ne voir jamais la fin de cette fortune tombée du ciel; l'argent fut dépensé comme à plaisir, jeté au hasard dans les entreprises les plus folles, et, quand il n'y en eut plus, on engagea l'avenir pour en trouver encore. Aussi la nation, n'ayant point été élevée à l'école du travail par la nécessité, habituée bien vite à un gaspillage effréné qui est passé dans les mœurs de toutes les classes, s'est trouvée tout à coup sans ressources, par conséquent sans crédit, face à face avec une dette de 1 milliard et une population qui n'atteint pas 3 millions d'habitans, dont beaucoup vivent à l'état sauvage.

Si nous arrêtons nos regards sur les conditions sociales du pays, nous trouvons au premier chef la race blanche, descendant des conquérans et beaucoup moins mêlée qu'on ne le pense généralement aux races du pays. Longtemps tenue à l'écart des affaires par la jalousie de l'Espagne, qui lui préférait des citoyens qu'elle envoyait de la mère-patrie, cette classe eût pu marquer son avénement au pouvoir

par de sages institutions et prouver ainsi qu'elle était mûre pour cette liberté qu'elle venait de conquérir au prix de son sang. Il n'en fut point ainsi; la soif du pouvoir pour les uns, celle des richesses et des pensions pour les autres, ont plongé le pays dans un état de révolution permanente où le despotisme militaire le plus absolu s'associait à l'ignorance la plus crasse. La dernière crise, il est vrai, semble avoir voulu faire justice de ces abus; mais pourrait-on garantir que la bonne volonté du pouvoir ne se heurtera pas contre la rancune des intérêts blessés?

Les *cholos*, c'est-à-dire le peuple ou la race indienne primitive plus ou moins abâtardie sur la côte par son commerce avec les blancs et les noirs, sembleraient devoir former une classe de travailleurs; mais, abrutis par une civilisation dont ils ont pris tout le mal sans en saisir les bienfaits, ils constituent au contraire une race vicieuse et inintelligente qui n'est d'aucun secours. Dédaignant les travaux des champs, tout au plus cultivent-ils quelques jardins aux environs des villes : les uns préfèrent les emplois de la domesticité dans les grands centres, qui offrent des alimens plus faciles à leurs débauches; les autres, remontant vers les villages de l'intérieur, vivent au jour le jour, pauvres, mais sans besoins, préférant le toit qui les abrite et la part qui leur revient dans la communauté des biens de leur *pueblo* à l'amélioration de leur condition par le travail. Les noirs, beaucoup plus intelligens et plus robustes, pourraient fournir à l'agriculture les bras dont elle manque; malheureusement cette race a presque disparu du pays depuis l'abolition de l'esclavage. On en rencontre encore dans les grandes villes du littoral, où ils se livrent à différens métiers; ils font en général de bons majordomes, que l'on emploie à la direction des travaux dans les haciendas; néanmoins il n'y a pas là, on le comprend, des élémens suffisans pour répondre aux besoins du pays. C'est à l'émigration asiatique que l'agriculture a dû s'adresser, et depuis une quinzaine d'années l'importation des Chinois a pris des proportions qui pourraient paraître inquiétantes pour l'avenir du pays, si les maladies, les pénibles travaux auxquels ils sont assujettis, quelquefois les mauvais traitemens, n'en ravissaient pas un si grand nombre à l'industrie qui les exploite. Plus de dix mille chaque année débarquent au port du Callao, dont bien peu reverront jamais leur patrie, car au bout de huit années d'un contrat qui n'est au fond qu'un véritable esclavage il ne leur reste guère d'autres ressources que de s'engager à nouveau, mais cette fois librement. D'un caractère doux et résigné, ils sont d'ailleurs faciles à gouverner, et leur intelligence, qui se plie à tous les genres de travaux, les rend d'un précieux secours pour assurer les divers services que nécessite une vaste exploitation industrielle et agricole.

En résumé, malgré l'état social du pays, qui a été jusqu'à présent le principal obstacle au développement de ses ressources, on peut affirmer que sous un gouvernement fort, reposant sur la loi et non point sur le sabre, comme il est arrivé trop souvent, le Pérou ne tarderait point à prendre le premier rang parmi les républiques de l'Amérique latine. La richesse du sol, la douceur du climat, semblent appeler l'émigration étrangère, qui, habilement attirée, sagement conduite, trouverait facilement des élémens de fortune dont le pays bénéficierait lui-même. Aujourd'hui que la condition essentielle, celle du gouvernement, semble résolue dans son sens le plus favorable, il nous reste à faire connaître les travaux dont ce gouvernement poursuit l'exécution au prix des plus grands sacrifices; la hardiesse même de la conception est en rapport avec le but qu'il se propose, celui de la régénération d'un peuple par le travail.

II.

On comprendra maintenant l'utilité qu'il y aurait à établir de bonnes voies de communication, comme aussi l'écueil, moral plus encore que physique, contre lequel devait se heurter toute tentative sérieuse. Le Pérou n'avait point pour lui l'exemple du passé : la domination espagnole n'avait rien fait sous ce rapport, et lorsqu'en 1825 le pays se trouva tout à coup maître de ses destinées, il ne se rencontrait pas dans toute l'étendue de la république une seule route carrossable. Le régime de la liberté ne fut pas plus fécond, et il faut attendre jusqu'aux premiers mois de cette année même pour trouver entre le Callao et Lima la première route livrée à la circulation des voitures. Sur la côte et à la porte même de la capitale, il n'y a d'autres chemins que des routes de sable où quelques charrettes peuvent encore circuler; mais, si l'on s'écarte un peu, le chemin se transforme bientôt en un sentier qui n'est plus accessible qu'aux seules mules de charge. Dans la *sierra*, c'est encore bien autre chose : les transports s'opèrent à dos de mules ou de lamas, et je sais, pour les avoir éprouvés, les embarras sans nombre, je pourrais dire les dangers qu'occasionne une rencontre avec un convoi de ce genre. Les animaux marchent l'un derrière l'autre à la file indienne; le maximum de la charge du mulet est de 150 kilogrammes et du lama de 50 kilogrammes seulement. Or, depuis que le Pérou existe, il n'y a jamais eu d'autre moyen de transport ni d'autres communications avec les différens points de la côte et ceux de l'intérieur. Peut-on s'étonner dès lors du prix exorbitant atteint par certaines choses? Ainsi le fret d'une tonne de marchandise arrivant d'Europe se paie une cinquantaine de francs, lorsqu'il faudrait don-

ner jusqu'à 500 francs pour tirer le même objet à 50 lieues de Lima. Quant aux voies de navigation fluviale, il n'y fallait point penser; le simple examen de la carte suffit pour s'en convaincre, et l'on a peine à croire qu'un esprit sérieux ait jamais pu concevoir un projet de canal « qui, partant du Pacifique, devait aboutir à l'un des affluens de l'Amazone. » Il ne faut pas oublier en effet qu'entre les points navigables de l'Amazone ou de l'un de ses affluens, s'il s'en trouve quelques-uns qui ne soient guère distans de plus de 60 lieues du Pacifique, il reste à franchir la chaîne des Andes et 5,000 mètres d'élévation.

Cette jonction se fera pourtant, elle est même aujourd'hui en pleine voie d'exécution, mais c'est au moyen d'un chemin de fer qui, partant du port du Callao, escalade les pentes des Andes à des hauteurs inabordées jusqu'alors pour redescendre ensuite dans le bassin de l'Amazone. Nous allons essayer de décrire les travaux de cette ligne, qu'il nous a été donné de parcourir à deux reprises différentes jusqu'aux points qu'elle doit atteindre un jour : ce n'est pas exagérer que d'affirmer qu'elle est l'œuvre la plus colossale qui ait été jusqu'ici tentée dans ce genre, l'une de ces entreprises qui immortalisent un homme et un peuple lorsqu'elles peuvent être menées à bonne fin.

Le Pérou, qui n'avait pas une route carrossable jusqu'à nos jours, possédait depuis 1848 deux lignes de chemin de fer de 10 à 15 kilomètres environ chacune et unissant la capitale au port du Callao et aux bains de mer de Chorillos. Si la première avait son utilité, la seconde était purement une ligne de plaisance; toutes deux furent cependant pour les capitalistes qui l'entreprirent une excellente opération. Après vingt années, l'entreprise fut cédée à la compagnie anglaise qui l'exploite aujourd'hui avec avantage pour la somme de 15 millions de francs, et la maison qui servit d'intermédiaire à cette transaction put encore réaliser un bénéfice de 5 millions de francs sur un ouvrage dont les frais de premier établissement n'avaient pas dépassé 4 millions. Quoi qu'il en soit, on en était resté là, et jusqu'en 1869 l'idée de nouvelles voies ferrées semblait complétement abandonnée, lorsque l'arrivée au Pérou d'un capitaliste américain, M. Henry Meiggs, bien connu sur la côte du Pacifique et au Chili, où il avait construit le premier chemin de fer entre Valparaiso et Santiago, vint changer la face des choses. Déjà des plumes autorisées, celle de don Manuel Pardo, aujourd'hui président de la république, celle aussi de M. Malinowski, sous la direction duquel devait s'exécuter plus tard le premier railway transandin, avaient signalé au gouvernement l'utilité de nouvelles voies ferrées ralliant la côte aux riches contrées de l'intérieur. Dès 1859, M. Malinowski exposait au général Castilla, alors président du Pérou, que

ces voies étaient la condition vitale et indispensable de l'avenir du Pérou; mais le général Castilla était absorbé par les préoccupations de sa politique, et, lorsqu'en 1868 le général don Pedro Diaz Cameco, qu'une révolution venait de placer à la tête des destinées du pays, rendit une loi pour l'étude des différens chemins de fer intéressant la république, sa courte apparition au pouvoir fut bientôt suivie du régime le plus néfaste par lequel un pays ait jamais passé. L'esprit borné et l'administration corrompue du colonel Balta firent de ce qui devait être le salut du pays l'instrument même de sa ruine. Le remède fut pire que le mal. On voulait des chemins de fer en moins de quelques mois; sans se préoccuper des ressources dont on pouvait disposer ni de l'utilité qu'ils pouvaient avoir, on en décréta une dizaine qui tous plus ou moins furent immédiatement entrepris pour le compte de l'état. Un budget équilibré de 150 millions de francs, et dont les recettes provenaient pour les deux tiers des revenus épuisables du guano, se trouva de la sorte grevé tout à coup d'un passif excédant un demi-milliard, auquel il fallut faire face par des emprunts. C'est là l'origine des lourdes charges qui pèsent aujourd'hui sur le pays et menacent de paralyser à jamais ceux de ces importans travaux qui étaient réellement utiles.

Le principal de ces railways, le seul peut-être qui méritait un sacrifice aussi grand, c'était, comme nous l'avons dit, le chemin de fer central transandin. A la construction de cette ligne se rattache en effet, en dehors des intérêts commerciaux, un intérêt politique de premier ordre. Les principales richesses du Pérou, celles qui forment pour lui les véritables garanties de l'avenir, résident de l'autre côté des Andes. Là, sous un climat délicieux, l'émigration étrangère semble appelée à un degré de prospérité dont ceux qui, comme nous, ont visité ces contrées peuvent seuls se rendre compte; mais, si ces provinces restent isolées de la côte, n'est-il pas naturel que peu à peu, le centre de leurs intérêts se trouvant déplacé, elles ne tardent plutôt à se rapprocher du Brésil, vers lequel les conduit le plus beau bassin fluvial qui se rencontre dans le monde?

Lorsque furent mis à l'étude les différens tracés, l'importance de Lima, capitale de la république, et du Callao, son principal port, mettait hors de discussion le point de la côte par où devaient s'exécuter les travaux de la ligne. Trois vallées convergent vers ce point, et appelèrent l'attention des ingénieurs, c'étaient celles de Chancay, du Rimac et de San-Damian, toutes trois également fertiles et reliant la côte à des points importans : la première mène en droite ligne au Cerro de Pasco, qui est un centre minier fort riche, un lieu d'activité et de production qui ne peut que gagner; la seconde conduit plus directement au Chanchamayo, pays aujourd'hui peu connu, mais dont j'ai pu constater l'incroyable richesse forestière et

agricole; la troisième aboutit à la vallée de Jauja. L'hésitation était permise, on s'arrêta au tracé qui offrait en somme le plus d'avantages réunis, à la vallée du Rimac, qui, placée entre les deux autres, permettait à un moment donné de joindre le Cerro de Pasco et Jauja par deux lignes transversales partant de la Oroya, au faîte même de la Cordillère. Le tracé du Rimac par la Oroya était d'ailleurs le plus direct, et aussi au point de vue technique le plus avantageux pour l'établissement d'une voie ferrée. Il faut considérer en effet que, pour gagner une hauteur de près de 5,000 mètres sur un développement qui ne dépasse pas 30 lieues, il est nécessaire de faire d'assez grands détours, que par conséquent la vallée la plus large offre plus de facilités pour les travaux; d'autre part, une pente maximum de 4 pour 100 et de courbes minimum de 150 mètres de rayon peuvent être admises pour les machines perfectionnées que l'on possède aujourd'hui, lesquelles permettent de traîner dans ces conditions un train de 100 tonnes avec une vitesse de 13 kilomètres à l'heure; mais excéder cette limite, c'était s'exposer à des frais de traction trop considérables pour une exploitation productive. A tous ces points de vue, la vallée du Rimac était préférable; moins large, il est vrai, que celle de San-Damian, elle présentait une pente plus régulière, évitait par conséquent le percement de trop longs tunnels, et dans la vallée de Chancay, plus étroite que les deux autres, on eût rencontré dans la partie la plus élevée, à Huactapunco, Huampon et Vichaycocha, des cascades et des pentes insurmontables.

Le système Fell, inauguré alors en Europe sur le Mont-Cenis, eût permis de parer en partie à ces inconvéniens; il avait aussi l'avantage de coûter moins cher, de se construire plus vite, et d'admettre des pentes de 8 pour 100 avec des courbes plus fortes; toutefois ce système était encore peu connu, les avantages n'en étaient pas encore bien démontrés, les dérangemens étaient fréquens, et les frais d'exploitation assez élevés. Au Pérou d'ailleurs, à cette époque, on regardait peu à l'argent; la ligne centrale transandine semblait appelée à beaucoup d'avenir; il suffit que le système ordinaire, avec une seule voie et des rails ayant 1 mètre 44 centimètres d'écart, ne fût pas jugé impraticable pour qu'il fût adopté. Il le fut en effet, et le 22 décembre 1869 M. Henry Meiggs voyait, par un double décret du colonel Balta, ses propositions acceptées pour la construction des deux premiers chemins de fer transandins de Puño et de la Oroya. Pour ce dernier, qui nous occupe seul, le gouvernement péruvien accordait 27 millions de solis (136 millions de francs), payables en bons du trésor, l'admission en franchise de tout le matériel nécessaire à la route, l'autorisation de faire venir des travailleurs de l'étranger, et l'usage gratuit des terrains appartenant à l'état que la voie devait traverser; une semaine plus tard, en janvier 1870, eut

lieu la pose de la première pierre qui marquait le moment où devait courir le délai de six années accordé pour la construction de la ligne. Depuis cette époque, le temps n'a pas été perdu; de 8,000 à 12,000 travailleurs, Chiliens ou Chinois pour le plus grand nombre, sont occupés nuit et jour au percement de cette voie, dont plus d'un tiers est déjà livré à la circulation. Les terrassemens sont achevés d'un point extrême à l'autre et prêts à recevoir les rails; l'établissement des ponts, le percement des tunnels dans la partie intermédiaire, qui sont l'œuvre capitale du tracé, sont commencés sur plusieurs points, et l'on peut espérer que le 21 juillet 1876 le Pérou pourra célébrer le cinquante-troisième anniversaire de son indépendance par l'inauguration de ce chemin de fer.

La ligne commence au Callao, et n'offre rien de remarquable dans sa première section jusqu'à Lima. C'est un espace de 10 kilomètres environ que l'on franchit dans les conditions normales d'un chemin de fer ordinaire. Depuis Lima jusqu'à San-Pedro-Maura, on remonte la rive gauche de la rivière et on s'élève insensiblement en se soumettant aux exigences du terrain; la vallée est large d'ailleurs et fort bien cultivée. Jusque-là, la pente n'a pas dépassé 2 1/2 pour 100; mais depuis San-Pedro-Maura l'inclinaison de la vallée est telle qu'elle exige déjà la pente maximum de 4 pour 100, ou seulement de 3 pour 100 dans les courbes, dont le rayon ne peut être moindre de 120 mètres. On arrive ainsi jusqu'à Coca-Chacras sans remarquer autre chose que les *chacras* et *haciendas* situées à droite et à gauche dans la vallée, deux ou trois misérables villages, et plus loin, de chaque côté, les crêtes désolées des montagnes adjacentes. A San-Bartholomé, station située un peu plus haut, la vallée est devenue tellement étroite qu'il n'y a plus guère place que pour le lit de la rivière et quelques terrains formés d'alluvion. Tandis que les nombreux convois de mulets et de lamas suivent sur la droite l'étroit sentier pratiqué sur les flancs mêmes de la montagne, le train, revenant sur ses pas, escalade les pentes de la rive gauche et arrive par un détour à la station de Huco, située à 10 kilomètres plus loin. Le Rio-Rimac présente en effet en cet endroit une pente bien supérieure à 4 pour 100, et si l'on eût persisté à en suivre le cours, la voie se fût inévitablement noyée dans la rivière sans qu'il fût possible d'utiliser plus loin les collines latérales. C'est dans ce même trajet que l'on rencontre les premiers travaux d'art : d'énormes tranchées, dont l'une ne mesure pas moins de 30 mètres de profondeur, de nombreux murs de soutien rendus nécessaires par l'escarpement des pentes, plusieurs tunnels, surtout le fameux viaduc de Verrugas, le plus haut qui existe au monde, puisqu'il mesure sur une longueur de 175 mètres une hauteur de 90 au centre. Il repose sur trois piliers verticaux de 50, 55 et 76 mètres d'éléva-

tion, s'appuyant eux-mêmes sur une base construite en granit et en ciment de Portland, disposés de façon que la plus grande distance entre les points extrêmes de support ne dépasse pas 38 mètres. Ce pont, entièrement en fer et d'un poids total de 600 tonnes, est venu par morceaux d'Amérique, où il a été forgé.

A Surco s'arrête aujourd'hui la partie de la ligne livrée à la circulation régulière des trains; mais elle atteindra bientôt le village de Mantucana, situé à 5 kilomètres plus haut. Déjà en partant de Surco la chaussée est descendue au niveau de la rivière, qu'elle traverse en cet endroit par un pont de 60 mètres de long. Ici se présentent de nouvelles difficultés résultant de la différence considérable de niveau qui existe pour une distance fort courte entre les deux villages. Il a fallu traverser deux fois encore la rivière au moyen de deux ponts, dont l'un, celui de Challapa, n'est pas moins remarquable que celui de Verrugas; il a une longueur de 108 mètres, et l'arche du milieu, s'appuyant sur deux piliers de fer, laisse passer sous une travée de 58 mètres le cours torrentiel du Rimac. Ces ponts, construits en France par la maison Eifel et compagnie, font honneur à notre industrie métallurgique. De la sorte, au moyen d'un zigzag que favorisent fort heureusement deux petites vallées latérales situées l'une vis-à-vis de l'autre, la chaussée gagne Mantucana par un gracieux détour, se trouvant encore une fois au niveau de la rivière. La vallée est plus large en cet endroit; pendant quelque temps, la pente disparaît, et la ligne peut décrire tout à son aise ses vastes courbes le long du torrent. Déjà nous sommes à 90 kilomètres de la mer et nous avons atteint la hauteur de 2,300 mètres; mais il nous reste à peine une distance de 40 kilomètres pour arriver au faîte de la Cordillère, et nous avons encore une hauteur de 2,400 mètres à franchir. A première vue, il semble impossible d'aller plus loin, car un peu au-dessus de Mantucana la vallée disparaît complétement, et, seul au fond d'un ravin, le Rimac roule ses eaux écumantes entre les parois élevées de ses rives, dont les cimes vont se perdre au milieu des nuages. La vue cherche en vain le chemin, elle ne rencontre partout que les arêtes effilées des montagnes, des gorges étroites et profondes, le roc dur et sec. Quelquefois seulement le torrent ralentit son cours et forme quelque petite vallée où l'Indien a bâti sa chaumière, utilisant les eaux pour arroser son champ. Il a su les conduire à des hauteurs souvent considérables, et l'œil s'étonne de rencontrer une verdure champêtre sur des pentes tellement escarpées qu'elles semblent inaccessibles. Cette culture aérienne n'est pas toutefois sans danger; dans le cours du mois d'août dernier, Lima a tremblé dans ses murs en voyant arrêté subitement le cours de la rivière. Sous l'action incessante d'une infiltration qu'avait produite l'eau de ces

canaux pratiqués par les Indiens pour irriguer leurs champs, une montagne s'écroula tout à coup, interceptant le cours du Rimac et transformant en une immense lagune, qui mit plusieurs jours à se remplir, toute une partie de la vallée un peu en amont de Mantucana. La chaussée du chemin de fer disparut sous cet éboulement, qui ensevelit aussi plusieurs hommes. La digue ainsi formée fut heureusement assez forte pour maintenir dans leur nouvelle limite les eaux du torrent, qui reprirent en cascade leur cours interrompu dès qu'elles furent arrivées à niveau de l'obstacle.

Dans cette partie du tracé, entre Tambo-Viso et Chicla, il y a différens sites véritablement effrayans; la vue se trouble en contemplant ce spectacle gigantesque et désordonné de la nature, et l'esprit demeure étonné à la pensée qu'une locomotive doive bientôt franchir ces terribles défilés. Aussi quelles ont été les difficultés vaincues! Il serait impossible de la suivre pas à pas sur la ligne et de décrire les hautes tranchées et les remblais que l'on a dû établir pour aplanir le terrain et lui donner la pente uniforme nécessaire à la voie. Il n'a pas fallu moins de trente ponts ou viaducs qui, ajoutés l'un à l'autre, figurent une longueur de plus de 1 kilomètre, et trente-cinq tunnels, représentant ensemble 5 kilomètres, au nombre desquels il faut compter celui du sommet de la Cordillère, long de 1,173 mètres. Au milieu de tant d'obstacles, et avec l'inévitable nécessité de monter toujours, on ne fût jamais arrivé jusqu'au sommet sans les nombreux détours qu'il a fallu faire et que facilitaient du reste les petites vallées latérales; en certains endroits, la gorge est même si étroite que, le détour en courbe devenant impossible, il a fallu employer le zigzag en forme de V, condition toujours défavorable pour les mouvemens de la machine et que l'on évite en général dans des pentes aussi fortes.

En sortant de Mantucana, la ligne poursuit difficilement son chemin sur la rive gauche en côtoyant le pied des montagnes, passe devant l'effrayante gorge de Chacahuaro, entre dans le défilé et vient croiser le Rimac un peu en aval de Tambo de Viso. Elle fait là un premier zigzag qui n'a pas moins de 2 kilomètres, et, traversant encore une fois la rivière, débouche enfin dans la quebrada du Parac, dont elle suit la rive gauche pour arriver à la station d'Arure. Les montagnes se sont un peu écartées, et dans le fond de la vallée, sur la rive opposée, on peut apercevoir le joli village de San-Mateo, pittoresquement situé sur le cours de la rivière, à 3,000 mètres au-dessus du niveau de la mer, et à 5 lieues de Mantucana.

Tout à coup la vallée se resserre, disparaît, et l'on n'a plus devant soi qu'une vaste fenté, profonde de quelques centaines de mètres, au fond de laquelle la rivière coule majestueusement comme dans un gouffre; les bords en sont coupés à pic et forment comme

deux murailles. Au loin, on entend déjà le bruit de la cascade dont l'écume blanchâtre frappe le regard; le sentier taillé dans le roc vous y conduit à travers mille détours, suspendu sur l'abîme en dessus et en dessous de masses de porphyre et de trachytes à moitié en équilibre et qui menacent de vous écraser. C'est la célèbre gorge de l'*Infernillo*, la plus belle peut-être, en tout cas la plus saisissante de toute la Cordillère. Le Rimac, large environ de 40 mètres, s'y précipite du haut d'une cascade de 50 mètres et poursuit impétueusement son cours au milieu des rochers.

Conduire un chemin de fer à travers un semblable défilé, c'était chose impossible; fort heureusement les larges versans de la quebrada du Parac ont permis de gagner une hauteur considérable, et c'est au moyen d'un tunnel que la voie aborde l'obstacle et se lance sur la rivière, qu'elle domine verticalement sur un pont à 60 mètres de haut, puis elle rentre de nouveau sous terre et réapparaît à une distance considérable, continuant toujours son interminable ascension. Après un petit détour sur la rive droite, elle rencontre bientôt la quebrada du Rio Blanco, dont elle contourne quelque temps les deux rives, et parvient à Chicla après avoir croisé de nouveau le Rimac sur un beau viaduc de 100 mètres de long, élevé de 80 mètres. Cette région est assez riche en minerais de différente nature et ressemble en cela du reste aux autres points que va parcourir la ligne jusquà la Oroya; l'exploitation de ces richesses, aujourd'hui en souffrance, ne devra pas tarder à se relever dès qu'une voie ferrée procurera de faciles moyens de transport.

Les principales difficultés du tracé sont maintenant vaincues, et le reste du trajet jusqu'à la cime ne présente plus que des obstacles de moindre importance. La vallée est assez large; toutefois, comme la pente y excède toujours le 4 pour 100 réglementaire, trois détours ont encore été nécessaires, le premier à Bella-Vista, village minéral voisin de Chicla, l'autre plus petit au hameau de Casapalca, le troisième enfin, plus long que les autres, puisqu'il mesure 7 kilomètres, dans la quebrada de Chinchan. Au sortir de ce défilé, les montagnes ont pris un aspect plus grandiose, tout est morne et triste; le Rimac n'est plus alors le torrent impétueux que nous voyions tout à l'heure, c'est un misérable ruisseau dont les divers filets découlent silencieusement des hauteurs environnantes; au fond de la vallée apparaît la cime avec ses pics éblouissans de neige, mais les yeux peuvent à peine en supporter la lumière, la respiration devient haletante; mules et cavaliers ne cheminent plus que lentement, vivement incommodés par les effets de la raréfaction de l'air. A gauche, sur l'escarpement de la montagne, la ligne se voit toujours, à une hauteur considérable, tantôt taillée dans le rocher,

tantôt dans une argile rougeâtre; bientôt elle atteint Antarangra et disparaît sous terre; c'est le dernier tunnel, celui qui marque le point culminant de la ligne et la séparation des eaux pour les deux océans. La Cordillère est désormais franchie à 4,800 mètres au-dessus du niveau de la mer. Sur les hauts plateaux des Andes, la voie développe maintenant tout à l'aise ses courbes à larges rayons, la pente est douce et facile, et sans difficulté d'aucune sorte elle arrive à la Oroya, qui marque le terme de sa laborieuse carrière. Le misérable village qui a donné son nom à une œuvre aussi colossale est situé à 218 kilomètres de la mer et à 3,700 mètres d'élévation, il n'a d'autre importance que celle qui résulte de sa position, point de réunion des deux routes de Jauja et de Tarma conduisant à Lima. Le pays est toujours aussi laid, les montagnes aussi désolées; la déception est grande, le tableau qui s'offre au regard ne répond en rien à ce qu'on attendait.

Telle est la ligne transandine jusqu'au point qu'ont atteint aujourd'hui les travaux. C'est, on le voit, la ligne de beaucoup la plus élevée qu'il y ait au monde, puisque celle qui vient après elle, le *chemin du Pacifique transcontinental*, ne s'élève point au-delà de 1,800 mètres. Pour arriver là, 4 millions de mètres cubes de terre et de roches auront été bouleversés, 136 millions de francs auront été dépensés. De telles sommes seraient peu de chose, si le résultat répondait aux sacrifices que s'est imposés le gouvernement; malheureusement plus du double de ce chiffre est encore nécessaire pour conduire la voie ferrée aux lieux de production, et le pays, épuisé par un si grand effort, semble demander grâce. On objecte, non sans raisons, que la ligne ne rapportera jamais rien, qu'elle devient au contraire une charge nouvelle pour l'état. On se plaint également qu'elle ait été contractée à des prix beaucoup trop rémunérateurs. Cette dernière objection ne touche pas aux concessions à venir, puisque le gouvernement aura entière liberté d'adopter, s'il le peut, tout autre mode de contrat; pour y répondre cependant, on peut dire qu'il a fait ce qu'il a pu. La construction pour compte de particuliers était chose impossible, personne ne l'eût acceptée; une entreprise mixte, c'est-à-dire avec la garantie d'un intérêt de 6 pour 100, n'était guère avantageuse, car en imposant à l'état une charge indéfinie, en reculant à quatre-vingt-dix ans l'échéance de sa propriété, on lui enlevait aussi pendant ce temps la perspective de profits possibles lorsque le développement du trafic et de la prospérité du pays aurait créé des conditions meilleures. On adopta donc la construction pour le compte de l'état, et l'on paya fort cher : près de 700,000 francs pour une voie simple, tandis qu'en France par exemple le coût kilométrique n'atteint pas 400,000 francs pour une voie double; c'était par le fait un chiffre près de quatre fois supé-

rieur. Est-ce à dire qu'on pouvait payer moins? Il est bien permis d'en douter, si l'on n'a pas oublié que la valeur des choses est au Pérou le quadruple de ce qu'elle est ailleurs; faut-il dire qu'à certaines époques on dut payer jusqu'à 100 francs la journée d'un tailleur de pierres? L'œuvre d'ailleurs était gigantesque, les risques étaient grands; en admettant que les bénéfices de l'entreprise deviennent considérables, ce qui est contestable et même fort contesté, doit-on y voir autre chose que la compensation équitable d'un contrat aussi aléatoire? — Je reviens à la première objection, qui ne paraît pas moins sérieuse : il est certain qu'au point de vue financier la ligne transandine est ce qu'on peut appeler une détestable affaire, les bénéfices de l'exploitation ne couvriront jamais les intérêts du capital dépensé ni même probablement les frais nécessaires à l'exploitation de la voie. Cela se comprend lorsqu'on considère la pente extraordinaire qu'il faut gravir, le prix non moins exorbitant du combustible à dépenser, enfin les frais considérables d'un matériel venu d'outre-mer, qu'il sera nécessaire de renouveler fréquemment, grâce à l'usure produite par l'adhérence des roues dans des courbes aussi fortes. Pour cette raison, il est probable que le trafic s'effectuera toujours à des conditions assez onéreuses; mais il ne faut pas perdre de vue non plus qu'à l'encontre de ce qui se passe en Europe les chemins de fer au Pérou doivent être la cause et non l'effet de la prospérité du pays. Ce que le pays perd aujourd'hui, il doit le retrouver plus tard avec usure par la mise en valeur des richesses de la *sierra* et de la *montaña*.

C'est pour le Pérou une question de vie ou de mort : ou la ligne de la Oroya aujourd'hui en construction sera continuée, lançant du haut de la *sierra* des embranchemens importans, ou elle demeurera une œuvre stérile pour laquelle les derniers millions du pays auront été jetés au vent. En effet, les terrains qu'elle traverse jusqu'à présent sont éminemment pauvres, les populations insignifiantes, les villages misérables, et, quelque riches que l'on suppose les gisemens miniers de la Cordillère, ils seront toujours insuffisans pour alimenter le trafic d'une ligne aussi coûteuse. Le point central de la Oroya au contraire forme pour ainsi dire la limite de cette terre promise de richesses minières et agricoles aujourd'hui perdues ou improductives : c'est à droite Jauja, Concepcion et Huancayo, qui doivent porter vers Lima les céréales de leurs riches vallées, rendant ainsi la vie plus facile et moins chère, — à gauche le Cerro de Pasco et ses fameuses mines d'argent et de houille, — directement enfin, en avançant vers l'intérieur Tarma et le Chanchamayo, la *montaña* et ces contrées fertiles que forme le riche bassin de l'Amazone.

J'ai voulu voir par moi-même ce pays, qu'on m'avait tant vanté et dont on parle à Lima comme du paradis, sans le connaître. Après

quelques jours d'un pénible voyage, j'atteignis le fort San-Ramon, situé au pied du versant oriental des Andes, à la jonction du Rio Tulumayo et du Chanchamayo, à 700 mètres seulement au-dessus du niveau de l'Atlantique, encore éloigné de près de 1,000 lieues; cette misérable forteresse, perdue au milieu des forêts, marque le dernier point occupé militairement par les troupes de la république. De l'autre côté du fleuve, et cachés au milieu d'épaisses broussailles, les Indiens Chunchos lançaient leurs flèches contre la palissade du fort, tandis qu'à une faible distance l'hacienda de San-Juan faisait entendre comme un cri de défi le sifflet de sa machine à vapeur. A l'abri de la petite garnison, sept haciendas se sont en effet formées en cet endroit depuis une vingtaine d'années, et leur prospérité est un exemple frappant qui montre ce qu'on obtient par le travail dans cette riche contrée. Un capital quelconque retrouvé en trois années, ou, si l'on veut, représenté après ce temps par une propriété dont le rapport n'est pas moindre de 50 pour 100, tel a été jusqu'ici le sort du colon de Chanchamayo. Tous sont riches aujourd'hui ou tout au moins dans l'aisance, et plusieurs n'avaient pour commencer d'autres capitaux que la force de leurs bras. J'ai passé huit jours au milieu de ces forêts vierges, allant d'une exploitation à l'autre, admirant ces belles plantations qui sous la hache du pionnier ont remplacé la végétation tropicale qui les enveloppe de tous côtés; partout ce que j'ai vu a dépassé mon attente, et je n'eus plus raison de m'étonner lorsque j'appris que le rhum consommé sur place dans le seul département de Junin, le riz et le café alimentaient un commerce d'environ 10 millions de francs à l'année, dont les quatorze petites haciendas établies dans le Chanchamayo et la vallée voisine du Vitoc avaient pour ainsi dire le monopole.

Le jour où l'ingénieur Francisco Paz-Soldan, chargé par son gouvernement des études de la ligne qui doit mettre Lima et Oroya en communication avec l'Amazone, aura rejoint sur le Rio Pecchis l'amiral Tucker, qui l'attend avec sa petite flottille, c'est-à-dire lorsque les 20 lieues qui séparent ce point navigable et le fort San-Ramon auront été franchies ainsi que le Chanchamayo par la ligne transandine, ce jour-là le Pérou aura fait un grand pas vers l'avenir; il aura ouvert à la civilisation et au progrès du monde un nouvel entrepôt dont il sera le centre; ce jour-là, le guano pourra lui manquer pour payer ses emprunts, — l'émigration, se portant en foule vers ces contrées nouvelles, lui donnera l'argent dont il manque, et son commerce, à cheval sur les deux océans, lui assurera désormais la première place parmi les nations de l'Amérique latine.

F. B. d'Avricourt.

Lima, 13 octobre 1873.

LA
GUERRE DE FRANCE

— 1870-1871 —

I.

L'EMPIRE ET L'INVASION. — LES ORIGINES DE LA GUERRE.

I. *La Guerre franco-allemande de 1870-1871*, rapport de l'état-major prussien. — II. Enquêtes parlementaires. — III. *Un peu de lumière sur les événemens politiques et militaires de 1866*, par le général La Marmora. — IV. *Ma Mission en Prusse*, par M. Benedetti. — V. *La France et la Prusse avant la guerre*, par M. le duc de Gramont. — Documens inédits, etc.

La guerre de 1870 a été pour la France la guerre aux courte illusions, aux longs et accablans revers; elle a été surtout la rançon cruelle, implacable, d'une politique de faux calculs et d'imprévoyance, car, si ce sont les armées qui tiennent l'épée, c'est la politique qui prépare les meurtrières collisions des peuples (1). Ce n'est point évidemment pour un médiocre et futile incident, pour la candidature d'un Hohenzollern à la couronne d'Espagne, qu'elle s'est déchaînée sur nous, cette guerre chargée de tant de conséquences imprévues et redoutables, cette guerre qui portait à la France un démembrement et une révolution, à l'Allemagne l'unité nationale par la victoire, par la suprématie prussienne, à l'Europe un profond

(1) L'étude de cette première partie de la guerre avait dû être réservée dans un sentiment facile à comprendre, par suite du procès qui était en suspens et qui embrassait toutes les affaires de Metz. Voyez, pour l'autre partie de la guerre, la *Revue* du 15 septembre, du 15 octobre, du 15 décembre 1872, du 1er mars, du 15 mai, du 15 juin, du 15 juillet, du 1er septembre et du 1er octobre 1873.

ébranlement d'équilibre. Un jour est venu où le moindre prétexte a suffi pour donner le signal de l'explosion : les élémens de conflagration existaient et s'accumulaient d'heure en heure, tout se disposait dans une sorte de mystère menaçant pour l'effroyable choc. Les illusions pacifiques n'étaient qu'un leurre de plus, et si au moment de la crise décisive l'empire, trahi par la fortune, est resté frappé à mort par les premières défaites, ce n'est point parce qu'il a été malheureux, c'est parce qu'il a mérité son malheur, parce qu'il est apparu subitement à la sinistre lueur de nos désastres comme l'auteur imprévoyant et frivole d'une situation où, après avoir tout fait pour rendre la lutte inévitable, il s'est trouvé n'avoir rien fait pour la soutenir.

On peut tout expliquer, si l'on veut, par la fatalité des antagonismes héréditaires, des hostilités traditionnelles d'ambitions et d'intérêts qui conduisent parfois deux nations rivales sur un champ de bataille. On dira tant qu'on voudra que la Prusse, toujours impatiente de grandir, de fonder sa prépondérance en Allemagne, et la France, toujours portée à tourner un regard d'envie ou de regret vers le Rhin, devaient inévitablement se rencontrer. C'est la philosophie des causes générales. En réalité, ce sont les événemens de 1866 qui ont été politiquement, militairement, l'origine directe et précise des événemens de 1870 : ils en ont été l'ébauche, le prologue, ou, pour mieux dire, ils ont été une des péripéties de ce drame qu'on pourrait appeler le drame des agrandissemens prussiens, le drame aux trois actes sanglans, — la guerre de Danemark, la guerre d'Autriche, la guerre de France, — et, chose étrange, ces événemens dont la France à son tour devait être la victime après l'Autriche, après le Danemark, c'est la France qui les a rendus possibles, c'est par elle qu'ils ont pu s'accomplir pour retomber bientôt de tout leur poids sur elle! Les événemens de 1866 ont eu en effet cela de particulier, j'oserai même ajouter d'irritant, qu'on pouvait certainement les empêcher ou du moins en profiter, si on ne voulait les empêcher; au lieu de suivre l'une ou l'autre de ces politiques, on préférait se jeter dans une voie d'équivoques périlleuses ou stériles, laissant tout faire sans compensation, flottant entre les connivences secrètes et les réserves énigmatiques, sacrifiant les garanties les plus anciennes au vain orgueil de voir disparaître des traités dont on aurait été trop heureux de se couvrir le lendemain contre des combinaisons qu'on avait imprudemment favorisées. C'est là l'histoire de la France en 1866. Je ne raconte point tout ce triste passé; je n'en veux dégager que ce qui montre comment cette crise de 1866, née de la guerre de Danemark, préparait fatalement notre guerre à nous, la guerre française, par les brusques déplacemens de puissance qu'elle déterminait, par les animosités et les mé-

fiances qu'elle ravivait ou qu'elle déchaînait, par les conditions nouvelles d'antagonisme politique et militaire où elle plaçait la France et l'Allemagne. Tout s'enchaîne ici, tout concourt à former le redoutable nœud qui ne sera plus désormais tranché que par l'épée.

I.

Les événemens gardent leur moralité même quand l'audace a réussi. Que la guerre de 1866 ait été l'œuvre calculée et violente d'une volonté unique résolue à ne reculer devant rien, à procéder « par le fer et le feu » dans l'intérêt des ambitions prussiennes, ce n'est même plus une question, tant les aveux de M. de Bismarck, récemment divulgués, sont d'une précision et d'une crudité presque naïves. C'était le rôle de M. de Bismarck de faire la guerre du Slesvig pour engager la terrible partie qu'il méditait, pour se créer une occasion de dispute et de rupture avec l'Autriche. C'était le rôle de l'entreprenant ministre prussien de faire sortir de la guerre de Danemark la guerre avec l'Autriche elle-même à la faveur de ce qu'il appelait un « sens-dessus-dessous » produit par une proposition de « réforme germanique assaisonnée d'un parlement allemand, » et c'était aussi l'affaire de sa diplomatie d'étourdir l'Europe de ses combinaisons, de chercher à se ménager l'alliance de l'Italie, l'appui ou la neutralité de la France (1). Ce qui est un peu plus étonnant, c'est qu'il se soit trouvé à la même heure en France un gouvernement assez visionnaire ou assez coupable pour se prêter à une politique qui, de toute façon, quelle qu'en fût l'issue, ne pouvait

(1) M. de Bismarck expliquait au général Govone comment la guerre de Danemark avait été une suprême expérience tentée pour voir si on ne pourrait pas nouer une véritable alliance austro-prussienne, comment cette expérience « avait complétement manqué ou plutôt avait réussi, » selon les prévisions du ministre prussien, puisqu'elle avait guéri le roi Guillaume de son goût pour l'alliance autrichienne. — « Le comte de Bismarck, ajoutait le diplomate italien en racontant ces confidences, le comte de Bismarck a formulé alors ses vues de la manière suivante : dans peu de temps, trois ou quatre mois, remettre sur le tapis la question de la réforme germanique assaisonnée d'un parlement allemand. Avec cette proposition et avec le parlement, produire un sens-dessus-dessous qui ne tardera pas à mettre la Prusse face à face avec l'Autriche. La Prusse était décidée à faire alors la guerre, guerre à laquelle l'Europe ne pouvait s'opposer, puisqu'il s'agissait d'une question grande et nationale... » Dans l'exécution de ce plan, M. de Bismarck prétendait avoir besoin du traité avec l'Italie pour maintenir le roi. « Telle fut substantiellement, ajoute l'envoyé italien, la signification dans sa crudité du discours du comte de Bismarck. » Dépêche du général Govone, 14 mars 1866. — Voyez le livre du général La Marmora, *Un peu plus de lumière sur les événemens politiques et militaires de l'année 1866.*

que susciter à notre pays de nouveaux dangers. Un homme qui a eu la singulière fortune de marquer d'un avertissement patriotique, d'un pressentiment passionné chaque étape de cette douloureuse carrière, M. Thiers, devant le corps législatif ému, fasciné par sa parole, mais toujours soumis à l'empire, dévoilait le 3 mai 1866 cette situation unique peut-être dans l'histoire. Il montrait la Prusse impatiente d'ambition et de domination, l'Autriche expiant sa complicité dans la guerre danoise par les périls dont elle se voyait maintenant assaillie, l'équilibre de l'Europe près de disparaître dans une convulsion de la force, et au bout ce phénomène extraordinaire, « un nouvel empire germanique, » un empire de Charles-Quint reconstitué, « qui résiderait désormais à Berlin, qui serait bien près de notre frontière, qui la presserait, la serrerait... » Ne restait-il donc plus rien à faire pour suspendre ces déchaînemens de la guerre et de la conquête? On n'avait pas même besoin de parler bien haut, on n'avait point certes à menacer de la guerre pour empêcher la guerre, il n'y avait qu'à décourager toutes les tentatives, à ne point laisser à M. de Bismarck la moindre illusion, la moindre espérance d'un appui, d'une connivence quelconque. C'est tout le contraire qu'on faisait.

Rien n'est plus avéré aujourd'hui. Cette révolution de l'Europe, elle ne devenait possible que parce que la France de l'empire s'y prêtait avec une désastreuse complaisance, sans prendre les plus vulgaires sûretés. C'est elle qui mettait en quelque sorte la main de l'Italie dans la main de la Prusse. Cette alliance, dont le prix était pour les Italiens l'acquisition définitive de la Vénétie, on la connaissait aux Tuileries, on l'avait encouragée et approuvée, on l'avait corroborée, dirai-je, car, en ayant l'air de s'effacer dans toutes ces combinaisons, on garantissait l'Italie contre une agression de l'Autriche, contre les conséquences d'une défection de la Prusse, d'une paix séparée de la cour de Berlin avec Vienne. La France était si bien maîtresse des événemens que, même en signant le traité avec l'Italie, M. de Bismarck disait au général Govone : « Tout ceci, bien entendu, si la France le veut, car, si elle montrait la moindre mauvaise volonté, on ne pourrait plus rien. » Puisque la politique impériale n'empêchait rien et laissait tout faire, se ménageait-elle du moins quelque avantage en compensation de tout ce qu'elle permettait? Évidemment M. de Bismarck n'aurait point hésité, quoi qu'il en ait dit depuis, à désintéresser la France. Il ne faisait de réserve que pour Mayence et les villes du Rhin. Plutôt que de céder sur ce point, il l'avouait, il préférait renoncer à tout, s'entendre encore une fois avec l'Autriche, et, comme on lui demandait si, à défaut de toute la rive du Rhin, il n'y aurait pas un autre moyen de satisfaire la

France : « Oui, disait-il, il y aurait la Moselle. Je suis, quant à moi, beaucoup moins Allemand que Prussien, et je n'éprouverais aucune difficulté à souscrire la cession à la France de tout le pays entre Rhin et Moselle : Palatinat, Oldenbourg, une partie du territoire prussien. Le roi, il est vrai, aurait de graves scrupules et on ne l'y déciderait que dans un moment suprême. De toute façon, pour incliner l'esprit du roi à un arrangement avec la France, il faudrait connaître le dernier mot des prétentions de celle-ci (1)... » M. de Bismarck n'attendait qu'une ouverture, il se proposait même un instant de venir à Paris pour avoir une entrevue avec l'empereur, pour savoir, disait-il, « ce qu'il désire de nous. »

La France ne s'expliquait pas cependant; elle jouait son rôle de sphinx, assistant avec une apparence d'impassibilité à toutes ces complications croissantes, aux préparatifs de la lutte qui se dessinait et se resserrait d'heure en heure entre la Prusse ayant l'Italie pour alliée et l'Autriche ayant à faire face de deux côtés à la fois, sur l'Adige et sur l'Elbe, mais appuyée sur tous les états secondaires de l'Allemagne encore liés à sa cause. Au lieu de suivre la haute et prévoyante politique conseillée par M. Thiers, ce qui était le mieux,— ou tout au moins d'imposer à M. de Bismarck des conditions précises, ce qui était possible jusqu'à la dernière heure, — la France officielle faisait deux choses : elle faisait le discours impérial d'Auxerre, qui était une réponse acerbe à M. Thiers, qui semblait destiné à aiguillonner, à rassurer la Prusse, en lui livrant l'ordre européen de 1815; quelques jours plus tard, après un vain essai de congrès, elle résumait sa pensée dans une lettre de Napoléon III à M. Drouyn de Lhuys, qui était une déclaration de neutralité, — « neutralité attentive! » — accompagnée d'un programme de reconstruction européenne réservant tout au plus un droit vague pour le cas où l'équilibre public viendrait à être rompu. La politique impériale faisait une troisième chose qui était la digne suite et le couronnement de toutes les autres. Au moment où tous les combattans se jetaient déjà sur leurs armes, elle n'envoyait pas même une division aux frontières, et en cela, qu'elle agît par impuissance ou par une imprévoyance de plus, elle favorisait visiblement la Prusse, qui, tranquille de ce côté, restait libre de jeter deux de ses corps d'armée du Rhin sur l'Elbe, où elle sentait qu'elle avait à frapper le grand coup. Pour la première fois une guerre allait s'ouvrir au centre de l'Europe sans qu'un simple corps d'observation placé vers le Rhin pût répondre de nos intérêts, c'est-à-dire qu'après avoir ouvert ou laissé ouvrir l'outre aux tempêtes, on se désarmait volontairement

(1) Voyez le livre du général La Marmora, dépêche du général Govone.

devant l'imprévu, on se mettait hors d'état de surveiller les événemens, de les contenir ou d'en profiter.

Qu'arrivait-il en effet? Ce qu'on avait le moins prévu était justement ce qui se réalisait. En quelques jours, la guerre était finie presque aussitôt que commencée. Sadowa avait tranché le terrible nœud, et lorsque la France, réveillée en sursaut, flattée un instant encore d'un rôle d'ostentation qu'on lui laissait en acceptant sa médiation, lorsque la France, déçue, inquiète, se souvenant enfin qu'il y avait des intérêts pour elle, se décidait à parler de compensations, à demander Mayence et le Rhin à la Prusse gonflée de victoires, il n'était plus temps (1).

Aller demander après la guerre ce qui n'eût jamais été accordé diplomatiquement avant la guerre, aller le demander, sans avoir une division sous les armes, au quartier-général prussien campé à Nikolsbourg, c'était, à vrai dire, choisir étrangement son heure et s'exposer gratuitement à l'humiliation d'un refus, dont M. de Bismarck ne prenait même pas le soin d'adoucir la dureté, qu'on était réduit à dévorer assez piteusement. C'était trop montrer surtout qu'après une question qui venait de s'agiter entre l'Autriche et la Prusse une autre question venait de naître entre la Prusse victorieuse et la France. On ne réussissait qu'à compléter en quelque sorte les succès prussiens. M. de Bismarck, sans perdre un instant, se servait précisément de ces demandes de compensations de la France comme d'une menace pour achever la défaite des alliés de l'Autriche, des états allemands du sud, en leur imposant des traités secrets qui les liaient militairement à la Prusse, qui étaient comme l'ébauche de l'unité allemande. Les réclamations françaises sont du 6 août 1866, les traités militaires sont du 17 août pour Bade, du 22 pour la Bavière et le Wurtemberg (2). La politique impériale triomphait par ses revendications de la dernière heure comme elle avait réussi par ses connivences dans la préparation de la guerre.

Laisser tout faire quand on pouvait tout arrêter d'un mot, puis

(1) Voir le livre de M. Benedetti : *Ma mission en Prusse.*

(2) A ce moment critique, — selon une relation manuscrite que j'ai sous les yeux, — M. de Beust, alors ministre du roi de Saxe, était venu à Vichy, où se trouvait l'empereur. Il passa quatre jours attendant une audience; il ne put rien obtenir des ministres qu'il eut occasion de voir, et il repartit sans avoir été reçu par le souverain. A son passage dans une des capitales de l'Allemagne du sud, M. de Beust disait au principal ministre de l'état où il se trouvait : « Nous ne devons plus compter sur la France. L'empereur est malade, tellement malade que je ne sais pas s'il se remettra; ses ministres ne s'entendent pas; à vrai dire, il n'y a plus de gouvernement. Il faut nous tirer d'affaire comme nous le pourrons, chacun pour notre compte. » Et c'est alors, ajoute la relation, que les états de l'Allemagne du sud ont tous successivement subi les volontés de la Prusse.

prétendre réparer l'irréparable quand il n'est plus temps, livrer la paix de l'Europe, le droit public, les intérêts les plus évidens de la France aux jeux de l'ambition et de la force sans s'assurer les plus simples garanties, être tout à la fois complice et dupe de combinaisons qu'on a favorisées la veille et contre lesquelles on se trouve désarmé le lendemain, ne rien prévoir et se réveiller brusquement devant une puissance ennemie, tout au moins redoutable, qu'on a presque créée de ses propres mains en lui donnant des alliances et la liberté de tout oser : il faut bien préciser ces faits pour montrer ce qu'ils préparent.

Lorsque M. de Bismarck, au courant de la dernière guerre, parlait avec une hauteur sardonique des inexplicables ressentimens de la France contre Sadowa, qui n'était pas son affaire, qui ne la regardait pas, il disait ce qu'il voulait; il feignait d'oublier que, si l'opinion française avait été si violemment émue de la grande bataille de Bohême, ce n'était point par une jalousie vulgaire des succès de la Prusse, c'était parce que Sadowa avait été la révélation foudroyante d'une situation où tous les rapports de puissance se trouvaient subitement et absolument transformés, où la France avait l'instinct qu'elle venait d'essuyer un désastre sans avoir été au combat, par une défaillance de politique. Ce sentiment, il se produisait sous toutes les formes, partout, au dehors aussi bien qu'en France. Une personne royale qui s'intéressait à la fortune napoléonienne, la reine de Hollande, écrivait dès le 18 juillet : « Vous vous faites d'étranges illusions! Votre prestige a plus diminué dans la dernière quinzaine qu'il n'a diminué pendant toute la durée du règne. Vous permettez de détruire les faibles, vous laissez grandir outre mesure l'insolence et la brutalité de votre plus proche voisin... C'est plus qu'un crime, c'est une faute (1)... » Un des conseillers les plus éclairés de l'empire, qui est encore aujourd'hui ministre des finances, M. Magne, précisait le sens vrai de ces événemens tout chauds encore dans une lettre confidentielle à l'empereur, le 20 juillet : « Tout le monde se dit que la grandeur est une chose relative, et qu'un pays peut être diminué tout en restant le même, lorsque de nouvelles forces s'accumulent autour de lui (2)... » Quelle était en effet cette situation qui se dessinait dès lors, qui allait s'aggraver d'heure en heure pendant quatre ans, pour finir par se résoudre dans un nouveau et sanglant duel entre la Prusse et la France?

Cette situation, elle était écrite en traits palpables, précis comme des chiffres, dans les résultats les plus immédiats de la guerre. La

(1) *Papiers et Correspondances de la famille impériale.*
(2) *Idem.*

veille encore, la Prusse était une puissance assurément sérieuse, vivace de séve et d'ambition, mais ne comptant pas plus de 18 millions d'âmes, embarrassée de difformités territoriales, contenue par la prépondérance traditionnelle de l'Autriche en Allemagne, limitée et liée dans son action par le système de fédération germanique. Le lendemain, tout avait changé. L'Autriche était exclue de l'Allemagne, l'ancienne constitution germanique avait disparu. Seule la Prusse restait debout, agrandie tout à coup, — directement par l'annexion du Hanovre, de la Hesse électorale, de Nassau, de Francfort, — indirectement par la création de cette nouvelle confédération du nord dont elle devenait la tête et le bras. Ce n'est pas tout, l'Allemagne du sud elle-même, malgré cette frontière du Mein dont la paix de Prague semblait la couvrir encore, l'Allemagne du sud n'avait plus évidemment qu'une indépendance fictive et provisoire déjà plus qu'à demi livrée à la suprématie de Berlin par les alliances secrètes imposées à la Bavière, à Bade, au Wurtemberg. C'était la pierre d'attente de l'unité définitive au profit de la Prusse, qui, passant d'une population de 18 millions d'âmes à 25 millions,— à 29 millions avec la confédération du nord,—n'avait plus qu'un pas à faire pour étendre son hégémonie sur 40 millions d'Allemands. La puissance militaire prussienne grandissait naturellement dans les mêmes proportions. La Prusse, telle qu'elle était avant 1866, avec une organisation patiemment, énergiquement réformée depuis 1860, combinée de façon à fortifier l'armée par l'accroissement des contingens, par l'augmentation d'une année dans le service permanent, par le perfectionnement de l'éducation militaire et de tous les moyens de guerre, la Prusse disposait de 370,000 combattans d'armée active, de 600,000 hommes avec la landwehr. Par les annexions et par l'assimilation de la confédération du nord, elle avait maintenant 950,000 hommes, dont 550,000 au moins pouvaient être mobilisés en quelques jours. Les traités militaires avec l'Allemagne du sud lui assuraient 130,000 hommes de plus, de telle sorte que la Prusse victorieuse, politiquement maîtresse de l'Allemagne, s'appuyait désormais sur une force militaire de plus d'un million d'hommes. Voilà le résultat, voilà l'œuvre que la politique impériale avait laissée s'accomplir à notre frontière!

En face de cette Prusse nouvelle, dans quelles conditions, dans quelles dispositions restait la France? A Paris, on voyait trop tard ce qu'on avait fait. On avait beau garder l'apparence d'un rôle imposant par une médiation qui n'était qu'une sanction des victoires prussiennes, — par cette cession de la Vénétie que l'Autriche vaincue consentait en faveur de Napoléon III dans l'espoir de le lier à sa cause; on se sentait sous le poids d'événemens dont on n'avait

prévu ni la rapidité ni la puissance, et au premier moment on ne pouvait se défendre de cette « angoisse patriotique » dont le ministre d'état, M. Rouher, allait bientôt faire l'aveu. Deux politiques étaient possibles, bien qu'étrangement difficiles, pour la France : ou bien se résignant après coup à ce qu'on avait eu l'imprévoyance de favoriser, on devait accepter sans mauvaise humeur la révolution qui venait de s'accomplir par les armes, prendre son parti de cette unité déjà plus qu'à moitié réalisée, et nouer avec l'Allemagne nouvelle des relations de sympathie et de paix; ou bien, si l'on jugeait de si graves transformations incompatibles avec les intérêts les plus essentiels de la France, si l'on était décidé tout au moins à maintenir l'intégrité de la ligne du Mein entre les deux Allemagnes, il fallait s'avouer qu'on entrait dans une ère d'inévitables antagonismes, et on devait « se préparer à la guerre sans relâche, » comme le disait bientôt notre ambassadeur à Berlin, M. Benedetti. Aussi incohérente après l'événement qu'elle avait été aveugle avant Sadowa, la France impériale allait perdre quatre ans à confondre ou à brouiller ces deux politiques, passant du trouble à des affectations de sérénité et de confiance, d'un côté laissant entrevoir des désirs de compensations, négociant secrètement l'affaire du Luxembourg, d'un autre côté déclarant, par une des plus étonnantes manifestations de notre diplomatie, par la circulaire du 16 septembre 1866, que tout était bien, que les grandes agglomérations étaient le résultat d'une loi providentielle, que l'ordre nouveau était la plus sûre garantie de la paix. La politique française était l'image de l'esprit qui l'inspirait, du souverain à qui, selon le mot curieux de M. de Morny, il était « le plus difficile d'ôter une idée fixe et de donner une volonté ferme. »

La vérité perçait dans un fait bien autrement significatif. La première conséquence de Sadowa était l'obligation pour la France de sonder ses forces, d'élever son état militaire à la hauteur de la situation nouvelle. Le dithyrambe diplomatique de 16 septembre 1866 avait pour corollaire inattendu la nécessité avouée, pressante, d'une réorganisation de l'armée. Certes l'armée française restait toujours un des plus merveilleux instrumens de combat. Elle gardait devant le monde le lustre des campagnes de Crimée, d'Italie, et dans ses rangs ne cessaient de se presser les soldats intrépides, les officiers intelligens, brillans et dévoués. La révélation soudaine d'une force de guerre comme celle qui venait de se déployer en Bohême, le sentiment d'un danger réel, conduisaient néanmoins à une sorte d'examen de conscience plein d'anxiété, à des doutes qui de proche en proche s'étendaient non-seulement à des questions d'effectif et d'armement, mais aux institutions, au moral militaire lui-même.

C'était la vive et patriotique préoccupation de bien des esprits réfléchis, préoccupation à laquelle le général Trochu donnait une forme précise et autorisée dans un livre aussi courageux que sincère, *l'Armée française en 1867*.

Au fond, on en venait à se demander si cette armée, sans avoir rien perdu de sa vaillance et de son élan, n'avait pas subi par degrés des influences de nature à l'altérer dans sa constitution, dans sa forte cohésion. Le système de l'exonération (loi de 1855), avec ses primes et ses pécules attachés au remplacement administratif, au réengagement, ce système n'avait-il point eu pour effet de tarir jusqu'à un certain point la séve, l'émulation, la puissance de rajeunissement, en encombrant les cadres d'élémens vieillis, en obstruant les premières avenues de la carrière devant les générations nouvelles de soldats? L'action dissolvante des révolutions, les contagions du bien-être et du luxe passant de la société civile dans l'armée, les illusions nées de l'habitude du succès, le favoritisme impérial, toutes ces causes réunies n'avaient-elles pas contribué à développer des mœurs où le goût d'une instruction sérieuse, la discipline, l'esprit militaire, avaient reçu plus d'une atteinte? Quant à la question de l'effectif, elle prenait certainement aussi une importance singulière. Numériquement, l'armée française comptait à peu près 600,000 hommes, dont 200,000 de réserve à peine instruits. Sur ces chiffres, il fallait déduire 60,000 hommes pour l'Algérie, 24,000 hommes de gendarmerie, les garnisons des places fortes, les troupes de dépôt ou de service intérieur, les non-valeurs organiques, — tout ce qui avait une destination, ou ce qui ne pouvait compter pour la guerre. Que restait-il donc pour ouvrir une campagne? Peut-être 250,000 hommes, tout au plus 300,000 hommes, avec de médiocres ressources pour former une armée nouvelle, — et on avait désormais devant soi une force active, disponible, de 550,000 hommes pouvant arriver sur nos frontières en plusieurs armées de plus de 100,000 soldats, appuyées elles-mêmes sur des réserves sérieuses de plus de 400,000 hommes! Le problème de la réorganisation militaire se présentait ainsi à la fois sous toutes les formes. De là des projets successivement soumis à des commissions de maréchaux et de généraux, au conseil d'état, et qui allaient se résumer définitivement dans cette loi du 1er février 1868 combinée de façon à faire face à un danger qu'on ne pouvait se dissimuler, sans trop violenter un pays à qui on ne cessait de répéter par des circulaires diplomatiques et par des discours que tout était bien.

La puissance militaire de la France se trouvait-elle réellement accrue? Sans nul doute cette loi du 1er février 1868 qui supprimait

l'exonération, qui portait le service militaire à neuf années, et qui coupait cette durée du service en deux périodes, — cinq ans dans l'armée permanente, quatre ans dans la réserve, — cette loi ne manquait pas d'une certaine valeur. Elle était surtout sérieuse en ce sens qu'elle donnait deux contingens annuels de plus, et que les hommes, ne passant désormais dans la réserve qu'après cinq ans de service effectif sous le drapeau, étaient des soldats instruits, façonnés au métier des armes. De cette manière, on avait une armée active de plus de 700,000 hommes qui, toute défalcation faite de ce qui n'était pas disponible, pouvait offrir encore plus de 500,000 vrais soldats de campagne. Enfin une création nouvelle qui n'était qu'une application indirecte et très mitigée du service obligatoire, une garde nationale mobile composée de toute la jeunesse française qui échappait au recrutement, évaluée à plus de 400,000 hommes, constituait une force supplémentaire destinée à remplacer l'armée active à l'intérieur ou dans les places fortes au début d'une guerre. On avait dès lors, on le croyait et on le disait du moins, une masse de 1,200,000 hommes suffisant aux éventualités les plus extrêmes, couvrant de ses baïonnettes comme d'un inexpugnable rempart l'indépendance et l'honneur du pays!

Oui, c'était là l'apparence; mais, pour que la réforme du 1er février 1868 devînt une réalité, il fallait du temps. Ce n'était pas avant cinq ou six ans et même plus que la réserve commencerait à prendre le caractère sérieux qu'on lui attribuait, en devenant par degrés un second ban de l'armée active composé des hommes ayant fait leur service régulier. Cette garde mobile qu'on créait, il fallait l'organiser, l'armer, l'équiper, l'instruire tout entière à commencer par les officiers, — et par une inconséquence étrange, en créant cette garde mobile, on lui refusait les plus simples moyens d'instruction. On limitait à *une journée* la durée des réunions et des exercices périodiques auxquels elle serait soumise. C'était une journée perdue d'avance à se rassembler, à se reconnaître, pour se séparer sans avoir rien fait. De plus cette réorganisation militaire qu'on inaugurait, il fallait la vivifier par une impulsion d'ensemble, la compléter de toute façon. Il fallait donner à notre infanterie une arme au tir rapide égale au fusil à aiguille prussien, refaire notre matériel appauvri ou arriéré, reconstituer nos approvisionnemens, épuisés par la guerre du Mexique, proportionner les moyens de défense de nos places aux transformations de l'artillerie. Tout cela supposait du temps, des efforts énergiques et beaucoup de suite.

Un homme qui, après avoir été un habile officier du génie, s'était montré un vigoureux chef de corps d'armée à Solferino et qui avait été appelé au ministère de la guerre peu après les événemens de

1866, le maréchal Niel, déployait dans cette œuvre autant de sagacité que d'ardeur. Éclairé par la guerre de Bohême, il se préoccupait de tout, de la garde mobile aussi bien que de l'armement de l'infanterie française par le fusil Chassepot, du rôle des chemins de fer dans les concentrations militaires, des moyens de prompte mobilisation de l'armée active, de la nécessité d'adapter l'instruction des officiers et des soldats aux tactiques nouvelles, et même de la disposition des armées, de l'organisation des commandemens devant l'ennemi au cas d'une campagne prochaine. Le maréchal Niel, homme d'esprit, de savoir et d'éloquence toute militaire, ne se faisait-il pas quelquefois illusion à lui-même? ne s'abusait-il pas lorsque dès le mois de juillet 1868 il assurait devant le corps législatif qu'il ne lui faudrait que quinze jours pour avoir 500,000 hommes, qu'en douze jours tout ce qui appartenait à l'armée pouvait avoir rejoint? Ce qu'on peut dire de mieux de ce vaillant homme, c'est qu'il a laissé l'impression que bien des malheurs eussent été évités, s'il n'eût point été enlevé subitement en 1869, presqu'à la veille des grandes conflagrations.

L'œuvre du maréchal Niel, sans être absolument interrompue sous son successeur le général, depuis maréchal Lebœuf, semblait presque aussitôt dévier ou s'embarrasser au milieu de toutes les complications d'un régime qui pliait sous le poids des déceptions extérieures ou intérieures, qui, après avoir vécu jusque-là par l'omnipotence la plus autocratique, cherchait maintenant sa sûreté dans des essais de libéralisme, dans le ministère parlementaire du 2 janvier 1870. Pour avoir moins d'argent à demander, peut-être aussi parce qu'on aimait peu l'institution, on abandonnait la garde mobile en pleine organisation. Pour flatter le corps législatif dans ses goûts d'économie, on se résignait à une diminution du contingent, on multipliait les congés au risque d'un appauvrissement dangereux de l'effectif permanent. Les études, les projets dont le maréchal Niel avait pris l'initiative, se trouvaient pour le moment fort délaissés; mais sous le maréchal Lebœuf comme sous le maréchal Niel, sous le ministère du 2 janvier 1870 comme sous les ministères précédens, la question était la même. Poursuivie avec incohérence ou avec fermeté, cette réorganisation militaire qu'on avait inaugurée restait l'expression d'une politique d'inquiétude, d'observation et d'attente, toujours réduite à se demander ce qui pouvait sortir de ces événemens de 1866 qu'elle n'avait pas su empêcher.

Ainsi, par la logique ou par la fatalité d'une première crise, la France et la Prusse demeuraient en présence. La guerre n'était point sans doute dans la volonté délibérée des hommes, des gouvernemens; elle était dans la force des choses, dans l'opinion lasse d'in-

certitudes, dans l'ambiguïté irritante d'une situation où le moindre prétexte ravivait les antagonismes péniblement contenus par la diplomatie, où les années, les mois, se marquaient en quelque sorte par une traînée d'incidens qui pouvaient à tout moment allumer un conflit. Tantôt c'était l'affaire du Luxembourg, tantôt c'était la question des chemins de fer belges, où se rencontraient l'influence française et l'influence prussienne. Un jour c'était l'occupation de Mayence par les troupes de l'Allemagne du nord, un autre jour c'était le percement du Saint-Gothard par l'intervention de la Prusse. En d'autres termes, la guerre restait à la merci de l'imprévu, d'un accident. Il y avait seulement une différence des plus graves entre ces deux nations ainsi placées face à face.

La Prusse, sans désirer précisément la guerre, la croyait et la savait inévitable. Elle sentait ce qu'il y avait d'incertain et d'inachevé dans la situation nouvelle créée par ses conquêtes. Résolue non-seulement à défendre ces conquêtes, mais à les étendre, à ne pas laisser subsister cette barrière du Mein qu'on lui opposait, à pousser en un mot jusqu'au bout l'unification allemande, elle était persuadée que la France, qui avait déjà tant de peine à s'accommoder des transformations de 1866, saisirait cette occasion de trancher la question par les armes; elle ne doutait pas de la guerre pour ce jour-là, et elle s'y préparait avec une vigilante et méthodique activité. Elle travaillait sans relâche à encadrer dans son organisation militaire les provinces annexées d'abord, puis la confédération du nord tout entière, créant trois nouveaux corps dans son armée, un corps saxon spécial, une division hessoise, qui, tout en gardant une apparence d'autonomie, ne restait pas moins soumise au régime prussien. Au lieu de s'endormir sur leurs succès, les généraux allemands, les chefs de l'état-major de Berlin, s'appliquaient à corriger ce que la campagne de Bohême avait révélé de défectueux dans le mécanisme déjà si puissant qu'ils avaient entre les mains. De toute façon, la Prusse touchait au moment où les effets des réformes accomplies depuis 1860 et même depuis 1866 allaient se déployer dans leur énergique efficacité. L'armée prussienne apparaissait de plus en plus comme un corps vigoureux composé d'hommes qui étaient dans la force de l'âge, entre vingt et trente-deux ans, qui n'arrivaient dans la landwehr qu'avec une éducation toute faite. Cette landwehr, sur laquelle on se méprenait si étrangement à Paris, dans laquelle on voyait une sorte de garde nationale, elle allait compter dès 1870 des classes ayant fait les guerres de 1864, de 1866. La Prusse était désormais en mesure de suffire à tout.

La France, de son côté, flottant toujours entre les rancunes de Sadowa et des préoccupations d'un ordre tout intérieur, la France,

elle aussi, croyait au fond la guerre inévitable, et elle ne s'y préparait pas ou elle s'y préparait mal, avec le décousu d'une politique livrée à toutes les contradictions. Elle vivait de la superstition de son vieux prestige, d'illusions sur ses propres forces aussi bien que sur les forces des adversaires qu'elle pouvait avoir à combattre, et tandis que, justement en 1870, la Prusse touchait au plus haut degré de puissance militaire, la France en était pour plusieurs années encore à se débattre dans cette transition dont le maréchal Niel avait signalé les difficultés. Si on l'oubliait à Paris, on le savait à Berlin, et ceci était pour sûr un élément d'une redoutable gravité dans la question des rapports entre la France et l'Allemagne. Le gouvernement avait certes la première et la plus grande part dans cette situation, qui était son œuvre, et, il faut bien le dire, l'opposition elle-même, le corps législatif presque tout entier, n'avaient pas un sentiment plus exact, plus élevé de la crise où la France se trouvait engagée. C'était l'opposition qui choisissait ce moment pour demander l'abolition des armées permanentes, l'armement de la nation pour toute défense. C'était M. Jules Simon qui entreprenait de démontrer qu'il fallait détruire l'esprit militaire pour avoir de meilleures armées. C'était un homme, orateur de l'opposition en 1868, garde des sceaux en 1870, M. Émile Ollivier, qui avait montré la sûreté de son jugement et de ses connaissances en combattant la réorganisation militaire, en s'efforçant de prouver qu'il n'y avait rien à craindre, que l'armée prussienne était « une armée essentiellement défensive, » qu'elle ne supporterait pas une longue campagne.

Seul M. Thiers ne se méprenait pas au milieu de ces confusions où la clairvoyance patriotique semblait s'obscurcir. Le 3 mai 1866, il avait d'avance dévoilé les conséquences de la guerre qui se préparait. Après l'événement, il avait prononcé ce mot profond, qu'il n'y avait plus « une seule faute à commettre, » ce qui ne voulait point dire assurément qu'on ne pouvait pas commettre cette faute, mais que, si on la commettait, elle pouvait être cette fois irréparable. Le 30 juin 1870, à cette extrémité, M. Thiers se levait encore pour défendre l'intégrité de l'armée contre l'opposition, presque contre le gouvernement lui-même qui, pour se donner un petit relief pacifique, consentait à une réduction de contingent. M. Thiers montrait d'une façon saisissante la nécessité de fortes conditions militaires pour la France dans l'état de l'Europe, le danger de ne rien prévoir d'avance, de se laisser surprendre avec des effectifs de moins de 1,500 hommes par régiment, comme ceux qu'on avait en ce moment même, et il laissait échapper ces prophétiques paroles, dont on ne croyait point certes alors voir une application si pro-

chaine et si douloureuse : « Savez-vous pourquoi, à Sadowa, on a assisté à un spectacle aussi imprévu ?.. C'est parce que, par des raisons trop longues à développer ici, on n'était pas préparé à Vienne et qu'on l'était à Berlin depuis plusieurs années; c'est parce qu'il y avait un homme profondément prévoyant qui avait préparé ses forces, et c'est par des raisons de ce genre que les empires grandissent ou périssent ! » Voilà une première moralité originelle de la guerre.

II.

C'était le 30 juin 1870 que M. Thiers parlait ainsi. C'était le même jour que le chef du ministère libéral et pacifique du 2 janvier, M. Émile Ollivier, disait avec une imperturbable suffisance : « Le gouvernement n'a aucune inquiétude; à aucune époque, le maintien de la paix en Europe ne lui a paru plus assuré. De quelque côté qu'il porte ses regards, il ne voit aucune question irritante engagée... » Avant que deux semaines fussent écoulées, la guerre était partout, deux nations étaient sous les armes prêtes à s'entre-détruire. Que s'était-il donc passé? L'incident inattendu et toujours attendu était né; la candidature du prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne venait d'éclater tout à coup, et le cabinet qui se montrait si pacifique, surtout si clairvoyant dans ses discours, qui laissait diminuer le contingent de 10,000 hommes, ce cabinet se jetait avec une frivole impétuosité sur une querelle qui n'était peut-être qu'un piége. On oubliait qu'autant la Prusse avait d'intérêt à provoquer un de ces « sens-dessus-dessous » dont parlait M. de Bismarck à la veille de son duel avec l'Autriche, à soulever des incidens, des diversions au profit de sa politique, autant la France était intéressée à mesurer sa conduite, à résister aux excitations, à réserver sa prévoyance, ses résolutions et ses forces pour les seules questions où elle pouvait, où elle devait avoir la raison de l'Europe pour elle. Je ne dis pas qu'un prince prussien allant régner au-delà des Pyrénées, ce fût là un événement insignifiant et inoffensif qu'on pût laisser passer tranquillement. C'était, sinon dans la pensée des politiques de Madrid, du moins dans la pensée des politiques de Berlin, une manœuvre évidente pour placer la France entre la Prusse et l'Espagne, comme on avait placé quatre années auparavant l'Autriche entre l'Italie et la Prusse; mais certainement aussi de toutes les manières de conduire une affaire qui commençait, la plus dangereuse était une agitation effarée de nature à tout compliquer et à tout perdre dès la première heure.

Histoire étrange en effet que celle de ces quelques jours de 1870,

— huit jours tout au plus, — où tout semblait marqué d'une sorte d'emportement fiévreux, où se précipitaient, comme s'ils eussent été pris de vertige, le gouvernement, le corps législatif, l'opinion, s'excitant mutuellement, aggravant les fautes par les fautes, les légèretés de la veille par les incohérences du lendemain. La première de toutes les fautes, c'était cette déclaration qu'on portait en toute hâte le 6 juillet au corps législatif. Tout était extraordinaire dans cette déclaration. Elle avait été à peu près improvisée le matin à Saint-Cloud, dans un conseil où une note préparée au ministère des affaires étrangères avait été transformée au feu de la discussion entre des ministres s'échauffant à l'envi. Ce n'était plus vraiment un exposé diplomatique, c'était un défi de guerre précédant toute explication, conçu de manière à désintéresser l'Espagne pour aller droit à la Prusse. Devant le pays, devant l'Europe, on déclarait qu'on ne souffrirait pas « qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, pût déranger à notre détriment l'équilibre actuel,... mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France... » En exprimant l'espoir que cette éventualité serait détournée par la « sagesse du peuple allemand, » par « l'amitié du peuple espagnol, » on ajoutait aussitôt : « S'il en était autrement, forts de votre appui et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse... » Cette déclaration, portée avec une certaine solennité au corps législatif par le ministre des affaires étrangères, par M. le duc de Gramont, avait et devait avoir immédiatement une double conséquence. D'un côté, on mettait le feu à l'esprit public; on ravivait des passions, des ressentimens toujours mal apaisés contre la Prusse, au risque de dénaturer, de compliquer de la façon la plus grave cette question nouvelle qui venait de s'élever à l'improviste. On montait l'opinion à un point où de simples et raisonnables satisfactions lui sembleraient pâles. D'un autre côté, parler ainsi du haut d'une tribune, devant l'Europe, à un gouvernement fier, gonflé de récens succès, c'était commencer par le piquer dans son orgueil et lui rendre peut-être les concessions plus difficiles. De toute manière, on créait une situation inextricable.

Une seconde faute, après la déclaration du 6 juillet, c'était d'avoir l'air de s'engager dans une telle affaire un peu au hasard, sans préciser dès le premier moment ce qu'on voulait, au risque de se donner l'apparence d'un gouvernement indécis et emporté qui demandait à la fin ce qu'il n'avait pas demandé au commencement. Là était le danger de cette négociation que l'ambassadeur de France à Berlin, M. Benedetti, allait poursuivre dans des conditions déjà bien délicates auprès du roi de Prusse, à Ems. Qu'avait-on voulu

tout d'abord? L'abandon de la candidature Hohenzollern semblait rester évidemment l'objectif unique, essentiel de la négociation. Tout pouvait donc paraître fini le jour où cette candidature disparaissait par la retraite du candidat, bien mieux encore, lorsque le roi de Prusse autorisait M. Benedetti à faire savoir au gouvernement français « qu'il approuvait la renonciation » du prince son parent. Durant quelques heures, on le croyait ainsi, l'Europe n'en doutait pas et se sentait soulagée. Qu'arrivait-il cependant? Au même instant partait de Paris l'ordre de réclamer du roi Guillaume un engagement pour l'avenir contre toute résurrection possible de la candidature Hohenzollern, c'est-à-dire qu'on avait l'air de vouloir faire revivre la question au moment où elle semblait s'éteindre. On allait assez étourdiment au-devant de la réponse que le roi Guillaume adressait à M. Benedetti : « Vous me demandez un engagement sans terme et pour tous les cas, je ne puis le prendre. » Vainement l'ambassadeur de France insistait-il, le roi s'abstenait dès lors de le recevoir en le faisant informer qu'il n'avait plus rien à lui communiquer à ce sujet. Ce complément inattendu de la dernière heure ne pouvait s'expliquer que par la nécessité de satisfaire l'opinion, livrée depuis quelques jours aux plus violentes surexcitations, et, s'il en était ainsi, on payait tout simplement la rançon de la faute qu'on avait commise par la déclaration du 6 juillet; on subissait les entraînemens d'une opinion qu'on avait déchaînée et contre laquelle on n'osait plus réagir. Que la renonciation du prince de Hohenzollern fût spontanée, conseillée ou ordonnée, qu'elle fût du prince Léopold ou du prince Antoine son père (1), elle n'existait pas moins : « le fond était obtenu, » selon le mot de M. Thiers aussi bien que de toute la diplomatie étrangère; le reste était pour l'orgueil, pour les susceptibilités engagées.

Voilà justement le point précis, grave et délicat. L'objet direct et légitime des réclamations françaises avait disparu, une question nouvelle venait de naître. Ce n'était plus la Prusse, cherchant à placer un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, et la France, cherchant à l'empêcher, qui se trouvaient en présence; c'était la France et la Prusse armées de bien autres griefs, de bien autres ressentimens qui entraient en conflit, et, par une conséquence qui allait se dévoiler presque instantanément, l'Europe qui avait jusque-là donné raison à la France, qui avait pressé vivement la Prusse de retirer la candidature Hohenzollern, cette Europe, déconcertée

(1) La renonciation était du prince Antoine, comme l'acceptation était du prince Antoine. Cette distinction entre le père et le fils, que M. le duc de Gramont jugeait assez importante pour la mentionner à titre de grief, dans une dépêche à M. Benedetti, n'avait dès lors aucune portée.

tout à coup, changeait d'attitude, elle passait à une réserve inquiète et soupçonneuse.

Une dernière faute qui se mêlait à toutes les autres pour les compliquer et les aggraver, c'était l'impatience presque puérile avec laquelle on se précipitait vers un dénoûment. La négociation est à peine ouverte que déjà on ne se contient plus. On traite les questions les plus redoutables, on fonde les résolutions les plus graves sur des télégrammes nécessairement incomplets, souvent altérés dans la transmission (1). « Je vous préviens, dit M. de Gramont lui-même à M. Benedetti, que votre dernier télégramme chiffré d'hier soir a été tronqué et dénaturé. » M. Benedetti à son tour ne déchiffre qu'imparfaitement les dépêches qu'il reçoit. N'importe, il faut se hâter sans attendre même des informations plus étendues et plus sûres, tout au moins authentiques, sans prendre un répit pour réfléchir, sans laisser aux cabinets le temps d'exercer des interventions utiles. « Il nous faut une réponse pour demain, dit M. le duc de Gramont, après-demain il serait trop tard... Écrivez-nous, télé-

(1) Il n'y aurait qu'à prendre la plupart des pièces et des incidens de cette négociation pour montrer par un exemple terrible le danger qu'il y a pour tout le monde à laisser s'établir ce système de diplomatie télégraphique. Ceci est un intérêt supérieur pour les nations et pour les gouvernemens. Le roi de Prusse, je dois le dire, commençait par prévenir M. Benedetti qu'il ne pouvait « traiter des questions si délicates par le télégraphe, » et il avait raison; on aurait dû suivre cette règle. Que le télégraphe soit un moyen d'information rapide et sommaire dont on ne peut désormais se passer pas plus dans la diplomatie que dans tout le reste, ce n'est point la question; mais aucune résolution sérieuse, surtout une résolution pouvant décider de la paix ou de la guerre, ne devrait être prise sur des communications télégraphiques, d'abord parce que ces communications sont nécessairement incomplètes, ensuite parce qu'elles suppriment un élément essentiel, le temps, c'est-à-dire la réflexion dans la délibération des affaires humaines. Nul doute qu'on n'eût évité bien des malheurs en 1870, si on eût pris le temps de suivre une négociation régulière par des moyens réguliers, si on n'eût été incessamment à la merci d'un coup de télégraphe.

En veut-on la preuve saisissable? C'est le 12 juillet, à deux heures et demie, qu'arrivait à Paris la dépêche Havas annonçant la renonciation du prince Antoine de Hohenzollern au nom de son fils le prince Léopold. Quelle valeur avait cette nouvelle? Aucune; c'était un coup de théâtre, et on ne devait pas même en tenir compte, si ce n'est à titre d'information dénuée d'authenticité. C'est cependant sous l'impression de cette dépêche, qui n'avait rien d'officiel, dont on n'avait pas communication directe, que M. le duc de Gramont formulait sa demande de garantie pour l'avenir. Si M. de Gramont avait pris la peine d'attendre, il aurait eu, dès le lendemain 13, un élément de décision authentique dans la véritable communication officielle que M. Benedetti lui transmettait d'Ems, et qui disait : « Le roi a reçu la réponse du prince de Hohenzollern; elle est du prince Antoine et elle annonce que le prince Léopold, son fils, se désiste de sa candidature à la couronne d'Espagne. Le roi m'autorise à faire savoir au gouvernement de l'empereur qu'il approuve cette résolution... » C'est le télégraphe qui décidait la guerre au commencement, c'est le télégraphe qui devait décider la perte de l'armée de l'est à la fin! Voilà ce qui devrait rester toujours sous les yeux de ceux qui ont à conduire des affaires sérieuses.

graphiez-nous; si le roi ne veut pas conseiller au prince de Hohenzollern de renoncer, eh bien! c'est la guerre tout de suite, et dans quelques jours nous sommes au Rhin! » Voilà comment marchent les choses! Le 6 juillet, on commence par une déclaration qui compromet tout. Le 8 au soir seulement, M. Benedetti est à Ems; le 10, le 11, on se plaint déjà des lenteurs. Le 12, dans la journée, arrive par une agence publique la nouvelle du désistement du prince de Hohenzollern. C'est peut-être une solution, c'est tout au moins le cas de s'arrêter, d'attendre d'Ems une communication officielle qui arrivera le lendemain, qui peut éclaircir la situation. Point du tout, le soir même on expédie l'ordre d'exiger un engagement pour l'avenir. Ici tout se complique plus rapidement encore par la brusque intervention de M. de Bismarck, qui a semblé jusque-là se tenir effacé. Toute l'habileté de M. de Bismarck est de savoir abandonner à propos cette candidature Hohenzollern, de profiter des fautes de ses adversaires, de leur laisser toutes les apparences de la provocation, en se réservant de leur fermer la retraite par un acte qui, sans être une insulte, est un coup d'aiguillon de plus, un moyen de plus d'intéresser l'orgueil allemand à sa cause. Le 13 juillet, il fait publier partout que le roi a décliné l'engagement qu'on lui demande et a refusé de recevoir M. Benedetti. A ce moment du reste, M. de Bismarck ne cache plus à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, à lord Loftus, qu'il serait impossible à la Prusse « de rester tranquille et pacifique après l'affront fait au roi et à la nation par le langage du gouvernement français. » M. de Bismarck parle de l'affront fait au roi et à la Prusse, nos ministres parlent de l'outrage fait à la France par la divulgation affectée du refus d'audience. Dans la nuit du 14, le dernier mot est dit, c'est la guerre définitivement résolue à Paris.

Ainsi en moins de huit jours les destinées du pays sont engagées au milieu de la confusion de télégrammes fiévreux et entrecoupés, et ce que le gouvernement a décidé en quelques jours, le corps législatif va le sanctionner en quelques heures du 15 juillet, sans prendre même connaissance de quelques dépêches dont on lui parle, tenant pour avérée une offense que personne ne peut définir. Vainement M. Thiers se lève alors, opposant au torrent la prévoyance d'un patriotisme désespéré, répondant à ceux qui l'outragent par ces prophétiques paroles : « Je suis tranquille pour ma mémoire, je suis sûr de ce qui lui est réservé pour l'acte auquel je me livre en ce moment; mais pour vous je suis certain qu'il y aura des jours où vous regretterez votre précipitation... » Vainement M. Thiers parle ainsi, on ne veut pas l'écouter, on lui crie fièrement : « Gardez vos leçons!.. Allez à Coblentz!.. » et on ne laisse pas même à l'Europe

le temps de faire une dernière tentative pour prévenir la grande conflagration.

Quel était donc le secret de cette impatience avec laquelle on semblait courir tête baissée au champ-clos où l'on devait pourtant bien savoir qu'on ne trouverait pas un ennemi au dépourvu? Elle ne pouvait s'expliquer que si on avait eu le soin de s'assurer des conditions favorables par une longue et active prévoyance, que si, en un mot, on était prêt diplomatiquement et militairement. C'était la question qui s'élevait aussitôt. Diplomatiquement, cette question restait, à vrai dire, des plus obscures. Après ce qui venait de se passer, l'opinion de l'Europe faisait une volte-face qui ne promettait pas même un appui moral. L'Angleterre était d'avance en dehors de toute lutte continentale. La Russie avait à Berlin ses habitudes d'intimité, ses liens de toute sorte habilement entretenus depuis plusieurs années par M. de Bismarck, et on allait bien voir que, tout en témoignant de l'intérêt, de la sympathie pour la France, la Russie était plutôt disposée à faire de sa neutralité une garantie pour la Prusse. Lorsque la commission nommée par le corps législatif pour décider de la paix ou de la guerre se réunissait le 15 juillet au soir, on interrogeait M. le duc de Gramont, qui s'était fait attendre; on lui adressait justement cette question : « Avez-vous des alliances? » Et M. de Gramont faisait cette réponse d'une diplomatie transparente : « Si j'ai fait attendre la commission, c'est que j'avais chez moi, au ministère des affaires étrangères, l'ambassadeur d'Autriche et le ministre d'Italie. J'espère que la commission ne m'en demandera pas davantage. » Là était en effet le nœud de la situation. On se flattait d'avoir l'alliance du Danemark, qu'on ne nommait pas, de l'Italie et de l'Autriche, qu'on nommait, et peut-être aussi de réussir, avec quelque habileté ou par un premier succès, à retenir, à enlever une partie de l'Allemagne du sud, méfiante ou secrètement hostile à l'égard de la Prusse. On se flattait, c'est le mot; — où en était-on réellement? La vérité est qu'on n'avait rien fait jusque-là, qu'on avait engagé, précipité cette crise sans prévenir même les cabinets les mieux disposés pour la France, qu'on se trouvait enfin sans avoir rien préparé avant la guerre et avec des alliés possibles du lendemain, dont le concours restait subordonné à toute sorte de considérations, à des éventualités qui échappaient à tout calcul. Des sympathies, des vraisemblances de coopération fondées sur des solidarités de situations et d'intérêts, il y en avait assurément; au-delà, rien de précis, rien de décisif, rien qui ressemblât à une communauté d'action délibérée, concertée et assurée.

C'était vrai pour l'Italie comme pour l'Autriche. Sans doute, de-

puis plusieurs années, depuis Sadowa, il y avait eu entre la France et l'Autriche un rapprochement qui s'était manifesté dès 1867 par une entrevue de l'empereur Napoléon III et de l'empereur François-Joseph à Salzbourg, qui s'était prolongé en conversations, en pourparlers plusieurs fois renoués pour arriver à une entente. On cherchait une combinaison destinée à établir des rapports d'intimité, des habitudes d'intelligence diplomatique dans les questions générales, et par une singularité où se révèle la politique impériale du temps, ces négociations, sur la demande de Napoléon III, s'étaient poursuivies en dehors et à l'insu de l'ambassadeur de France à Vienne, M. le duc de Gramont lui-même, qui ne les connaissait qu'à son entrée au ministère des affaires étrangères, au mois de juin 1870. De ces pourparlers interrompus depuis la fin de 1869, il ne restait qu'un engagement : les deux cabinets ne devaient songer à entrer en arrangement avec une troisième puissance qu'après s'être entendus l'un avec l'autre. L'Autriche était liée dans cette mesure, elle n'était point évidemment engagée à suivre la politique française dans toutes ses entreprises, surtout lorsque la politique française ne prenait conseil que d'elle-même. Aussi l'Autriche, surprise comme le reste de l'Europe par l'éclat de la candidature Hohenzollern et par la déclaration du 6 juillet, se tenait-elle dans une certaine réserve. Bien loin de pousser à la guerre, elle en était troublée; elle écrivait à Paris qu'on était « en train de s'engager dans une bien grosse affaire. » Au moment de la renonciation du prince de Hohenzollern, elle se désolait de voir qu'on ne s'en tenait pas à ce qu'elle considérait comme un succès pour la France, comme un échec pour M. de Bismarck. « Ce sont des enfans ! » s'écriait dans sa familiarité M. de Beust. Sans désavouer ses liens intimes avec la France, l'Autriche s'efforçait d'en préciser le caractère et la portée. Jusque-là il n'y a point trace d'une alliance plus active, ou du moins, si vers le 11 juillet on en disait un mot, c'était « académiquement, » selon l'expression du chargé d'affaires de France, et sans insister pour le moment.

Ce qu'on n'avait pas fait jusqu'au 15 juillet, le faisait-on après la déclaration de guerre? En d'autres termes, dans les dernières semaines de juillet et les premiers jours d'août, y avait-il un vrai traité d'alliance offensive et défensive réglant l'intervention armée de l'Autriche et de l'Italie? Les défenseurs de l'empire le disent. M. le duc de Gramont laisse croire qu'un traité a existé en effet, que ce traité a disparu dans nos premiers revers et dans la catastrophe du 4 septembre (1); il a même cité comme un indice suffisamment

(1) M. le duc de Gramont, dans l'enquête parlementaire, a paru d'abord ne point

révélateur quelques mots d'une dépêche secrète que M. de Beust aurait adressée le 20 juillet au prince de Metternich, et qui aurait dit : « Veuillez donc répéter à sa majesté et à ses ministres que nous considérons la cause de la France comme la nôtre, et que nous contribuerons au succès de ses armes dans la limite du possible. » Que l'Autriche, dans cette dépêche destinée à être le commentaire bienveillant et secret d'une déclaration de neutralité qu'elle venait de faire, tînt à rester en intimité avec la France, qu'elle ne considérât pas la neutralité comme sa politique définitive, qu'elle gardât le désir et l'intention de prêter un concours plus actif à la cause française, c'est vraisemblable, c'est même certain. C'était une sympathie acquise, une disposition toute favorable. Jusqu'où est allée cette disposition? A-t-elle pris jamais la forme d'un engagement diplomatique d'un effet immédiat? L'Autriche, accoutumée à plus de mesure, pressée de prendre un parti, se trouvait, à vrai dire, dans la situation la plus compliquée, la plus difficile. D'un côté, la Russie la surveillait de près et ne tardait pas à peser de tout son poids sur elle, de façon à la retenir par ses conseils ou par ses menaces; la Russie ne lui laissait pas ignorer qu'à chaque mouvement autrichien répondrait un mouvement russe. D'un autre côté, le cabinet de Vienne, M. de Beust, avait à compter avec l'opinion, qui s'agitait autour de lui. La France avait certes à la cour et dans l'armée des partisans nombreux, l'empereur lui-même, l'archiduc Albert, qui peu auparavant était venu à Paris; mais les Allemands de l'Autriche se déchaînaient à la seule idée d'une participation à la guerre, d'une alliance française, et ils étaient soutenus par certains

vouloir se départir d'une réserve et d'une discrétion complètes, ajoutant qu'il y avait un « avantage national, patriotique, » à prouver au monde qu'on savait encore garder un secret en France, que les cabinets pouvaient traiter en toute sûreté avec notre pays. Rien de mieux; bientôt cependant M. de Gramont en est venu à des demi-divulgations qui ont provoqué des réponses de M. de Beust, sans éclaircir les faits. De deux choses l'une : ou M. le duc de Gramont devait persister dans l'attitude de réserve qu'il avait prise, et c'eût été un exemple aussi utile qu'honorable; ou bien, s'il entrait dans la voie des explications, il devait parler plus clairement. De plus, il y a deux circonstances au moins singulières. On peut se demander comment M. de Gramont peut se croire autorisé à se servir de pièces qu'il dit ne point garder « à son domicile, » et dont le domicile réel devrait être le ministère des affaires étrangères. D'un autre côté, s'ils avaient entre les mains des traités comme ceux dont on parle, on admet difficilement que des ministres d'un gouvernement tombé, voyant la défense nationale se poursuivre, non plus, il est vrai, au nom de l'empire, mais toujours au nom de la France, n'aient pas cru devoir communiquer ces documens soit à la délégation des affaires étrangères, qui était à Tours, soit à M. Thiers, qui parcourait l'Europe. Il est à craindre qu'il n'en soit de ces traités comme de cette dépêche venue, dit-on, vers le 4 septembre de Saint-Pétersbourg pour garantir l'intégrité de la France, au moment où la Russie assurait la liberté de la Prusse en faisant de sa neutralité une gêne et une menace pour l'Autriche.

hommes d'état hongrois. On ne pouvait brusquer des sentimens qui se manifestaient avec une vivacité bruyante. Enfin l'Autriche, surprise par les événemens, mal remise de ses épreuves, n'était nullement préparée à la guerre; elle avait, dans tous les cas, besoin de temps et de prudence pour ses armemens. L'Italie elle-même, qui était sans doute disposée à partager la fortune de la France, et avec laquelle il fallait d'ailleurs s'entendre au sujet de Rome, d'où l'on devait retirer ce qu'il y avait encore de forces françaises, l'Italie n'était pas plus prête que l'Autriche pour une action immédiate.

Qu'on mette les choses au mieux : malgré tout, il y aurait eu, dit-on, entre le 20 juillet et le 4 août, un traité ou un projet de traité, non plus entre la France, l'Autriche et l'Italie, mais entre ces deux dernières puissances. Et qu'aurait-il dit, ce traité? Il aurait prévu, réglé l'action combinée de l'Autriche et de l'Italie, — lorsque la France serait sur le Rhin, lorsqu'elle aurait pénétré dans l'Allemagne du sud, de façon à pouvoir donner la main à l'armée autrichienne et à l'armée italienne s'avançant sur la Bavière! Ce traité, dans tous les cas, n'aurait eu d'effet que vers le 15 septembre, bien entendu si rien jusque-là n'avait compromis la situation militaire de la France. Cela signifiait en définitive que tout dépendait de ce qui arriverait jusqu'au 15 septembre, de ce que la France aurait pu faire par elle-même, par ses propres forces, et c'était la preuve la plus évidente de l'imprudence qu'on avait commise en précipitant les choses, lorsqu'avec un peu d'habileté, avec des négociations, on pouvait gagner au moins quelques semaines peu utiles pour la Prusse, singulièrement profitables pour nous. — J'ai parlé du Danemark, était-on plus avancé de ce côté? Le général Trochu, destiné à un commandement dans le nord, écrivait le 23 juillet que ce jour-là même il venait de rencontrer aux Tuileries le duc de Cadore, qui lui avait annoncé « son prochain départ pour Copenhague, où il allait tâcher de réaliser l'entente avec le Danemark. » La question la plus essentielle, dont la solution devait fixer le gouvernement sur la possibilité ou l'impossibilité d'une opération dans la Baltique, cette question, dit le général Trochu, « n'avait pas été traitée, encore moins résolue. Neuf jours après la déclaration de guerre, le diplomate qui devait être chargé de cette négociation était encore à Paris! » Est-ce là ce qu'on appelait avoir des alliances?

La question est bien plus tristement claire pour l'Allemagne du sud. Ici, j'en conviens, le terrain était devenu étrangement difficile depuis 1866. Toujours partagés entre la fascination de l'idée allemande et le sentiment inquiet de leur indépendance, les états du sud avaient à supporter tout l'effort de la Prusse, qui les serrait, qui les enlaçait de ses influences, qui les tenait déjà par les traités militaires

du lendemain de Sadowa. Au fond, la pensée incessante du cabinet de Berlin était d'arriver à provoquer une démonstration collective qui, en constatant l'union officielle du midi avec le nord, aurait irrévocablement engagé l'Allemagne du sud. Bade, sinon par ses populations, du moins par son gouvernement, était entièrement acquis à la Prusse, et allait au-devant d'une annexion immédiate. La résistance était plus vive à Darmstadt; elle ne laissait pas aussi de se manifester à Munich et à Stuttgart dans une certaine mesure et sur certains points. Il y avait en 1868 à Munich une réunion de délégués du nord et du sud pour examiner les moyens de fortifier la partie la plus faible de l'Allemagne, la trouée entre Rastadt et la Suisse. Bade, inspiré par la Prusse, proposait de faire en commun, c'est-à-dire sous la direction de Berlin, ces travaux de fortification qui devaient embrasser Rastadt, Ulm, la Forêt-Noire. La Bavière et le Wurtemberg refusaient absolument de se livrer ainsi et maintenaient leur droit exclusif de décider ce qu'il y aurait à faire. C'était l'indice d'un esprit persistant de méfiance et d'hostilité dont la Prusse comptait bien avoir raison. Les états du sud, en se défendant comme ils pouvaient, sentaient bien eux-mêmes qu'ils ne pourraient pas résister longtemps, peut-être pas au-delà de deux ou trois ans, surtout s'ils n'étaient pas soutenus. D'où pouvait leur venir un secours? La France les avait abandonnés en 1866, et elle avait l'air de se désintéresser de leurs affaires.

La diplomatie française, entre 1866 et 1870, semblait avoir pour mot d'ordre de s'abstenir à l'égard de l'Allemagne du sud. Pour éviter le danger d'une apparence d'intervention qui aurait pu blesser ou exciter le sentiment allemand, on tombait dans l'excès contraire. On poussait la réserve jusqu'à l'affectation; on avait toujours l'air de décourager les états du sud, de ne pas vouloir se mêler de leurs affaires. Un diplomate français, que M. le duc de Gramont connaît peut-être, disait à un des principaux hommes politiques du sud qui s'étonnait de cette attitude : « Une grande nation comme la France ne peut parler sans être prête à l'action, et elle ne doit pas agir sans être certaine de dicter la paix aux portes de Berlin. » A quoi l'homme politique du sud répondait : « Comme on ne sait jamais le résultat de la guerre, cela veut dire que vous ne voulez ni parler ni agir, et qu'au lieu de préparer les événemens vous préférez les subir. » Avec un peu d'habileté et de prévoyance, on aurait pu fortifier ces états contre la prépotence prussienne, profiter de ces sentimens sympathiques, de ces besoins d'appui qui se manifestaient discrètement, et se ménager des intelligences, des facilités précieuses dans une circonstance décisive. Il aurait fallu du temps, une politique attentive et suivie. Pour le moment, au point extrême où l'on arrivait sans transition, brus-

quement, en 1870, on ne pouvait compter sur rien, pas même sur une neutralité impossible entre la Prusse, armée de ses traités, et la France, qui engageait malheureusement la lutte sur le terrain le plus dangereux.

Les dispositions les plus favorables, si elles existaient, ne pouvaient se produire que dans des conditions nouvelles, déterminées par la marche des hostilités. Une année auparavant, en 1869, un des souverains du sud les mieux portés pour nous, confiant à un personnage français ses griefs, ses espérances, ses craintes, avait dit le mot de toute la situation dans le présent et dans l'avenir : « Pourquoi donc l'empereur nous a-t-il abandonnés aux Prussiens? Comment a-t-il toléré la formation de cette confédération du nord, qui est une menace perpétuelle contre la France et contre l'Europe? Il y a longtemps que la Prusse rêvait tout cela, et elle ne s'arrêtera pas en si bon chemin : ses vues ambitieuses vont plus loin. J'espère bien qu'elle n'est pas près de les réaliser, nous tâcherons de les faire échouer; mais il faut que vous nous souteniez... Rappelez-vous bien ce que je vais vous dire, et répétez-le à votre empereur. Qu'il fasse en sorte, le jour où il voudra commencer la guerre, de pouvoir passer immédiatement sur la rive droite du Rhin. Le plus léger succès déterminera tous les états du sud à marcher avec vous. Si au contraire vous hésitez, si vous laissez à la Prusse l'avantage de l'offensive, comme c'est arrivé en 1866, soyez-en sûr, vous êtes perdus, car nous serons tous obligés de marcher avec la Prusse, et une fois engagés, nous ne pourrons plus nous arrêter. Alors vous succomberez fatalement sous le nombre. »

C'était le mot trop cruellement vrai de la situation au mois de juillet 1870, de telle sorte qu'ici encore, et pour l'Allemagne du sud bien plus que pour l'Autriche, tout revenait à une question unique, souveraine, la question des forces militaires sur lesquelles on pouvait s'appuyer pour ouvrir victorieusement la campagne. Déclarer la guerre sans avoir un concours assuré, avec l'Angleterre froide et sévère, la Russie engagée avec Berlin, le Danemark attendant un négociateur français, l'Autriche et l'Italie commençant par la neutralité, l'Allemagne du sud livrée pour le moment à la prépondérance prussienne, si ce n'est pas là ce qu'on peut appeler l'isolement de la France, qu'est-ce donc? On n'eût point été isolé, dit-on naïvement, si on avait été heureux. Oh! sûrement, si on eût débuté par d'éclatans succès, si on avait franchi le Rhin, si on eût été en pleine marche sur Munich, on n'aurait point été seul, on aurait trouvé bien des concours et pu signer bien des traités de la pointe de l'épée victorieuse. Cela veut dire tout simplement que les alliances dont on avait besoin, qu'on promettait trop, on était réduit à les conquérir, avec la chance de les avoir lorsqu'elles ne seraient

peut-être qu'un luxe, et de ne point les rencontrer le jour où elles seraient le plus nécessaires. Ce que la diplomatie n'avait pas fait, il fallait que l'armée française fût en mesure de le faire par elle-même. « C'était une question militaire, » a dit M. le duc de Gramont, qui ne s'est jamais moins trompé.

Être prêts ou n'être pas prêts, c'était là en effet tout le problème, et ici M. le duc de Gramont s'effaçait devant M. le maréchal Lebœuf, qui déclarait à son tour que rien ne manquait, qu'on était « absolument prêt. » Seulement il est clair qu'on allait à une étrange et redoutable crise, si M. le maréchal Lebœuf était aussi bien préparé que le ministre des affaires étrangères. Au moment d'aborder cette guerre moralement déclarée à Paris le 15 juillet, officiellement signifiée à Berlin le 19, on semblait oublier cette scène du corps législatif où, quinze jours auparavant, M. Thiers avait dit devant le gouvernement, qui confirmait aussitôt cette parole : « Vous êtes sur le plus modeste pied de paix, vos régimens n'ont pas 1,500 hommes. » Pour transformer cette armée de paix en armée de combat contre une puissance dont on ne pouvait ignorer les ressources, était-ce assez de quelques jours désormais comptés? Suffisait-il de précipiter des régimens vers la frontière, d'appeler en toute hâte des réserves sans instruction, d'improviser des états-majors? C'était là le premier acte réellement militaire d'une lutte qui commençait au milieu d'une fiévreuse agitation. Paris alors offrait le spectacle d'une ville livrée aux émotions les plus violentes, aux illusions les plus frivoles, d'une ville où l'on semblait préluder aux grandes hécatombes par les chants, par les manifestations d'une ardeur souvent factice, par la jactance, par les cris : à Berlin! par les cortéges de soldats quelquefois désordonnés s'écoulant comme un torrent vers les chemins de fer. On allait peu sérieusement à la plus sérieuse, à la plus dangereuse épreuve.

Au fond cependant, ceux qui avaient engagé légèrement, imprudemment, cette terrible partie commençaient à subir l'anxiété de cette situation qu'ils avaient créée. L'empereur lui-même, affaissé d'esprit et de volonté, semblait être entraîné au combat par une fatalité à laquelle il s'abandonnait en lui livrant la fortune de la France. Son langage ne laissait pas d'avoir une gravité triste. « La guerre qui commence, disait-il, sera longue et pénible. » C'est que déjà, à travers les fumées de la fièvre belliqueuse, on entrevoyait la réalité inexorable, l'inégalité des forces, l'insuffisance des moyens militaires, se traduisant en faits précis, palpables, dans l'organisation d'une guerre qu'on avait précipitée sans se demander si on était mieux en mesure de la soutenir par les armes que par la diplomatie.

CH. DE MAZADE.

L'ÉMIGRATION ALLEMANDE

I. *Ueber Auswanderung*, von Fried. Kapp, Berlin 1871. — II. *Vorschläge zür Beseitigung der Massen-Auswanderung*, von H. v. H., Berlin 1873. — III. *Die deutsche Auswanderung*, von Nessmann, Leipzig 1873 (Extrait des *Annales de l'empire* de M. G. Hirth).

La statistique de l'émigration allemande, publiée au début de l'année qui vient de finir, constate qu'on n'a jamais autant émigré d'Allemagne qu'en 1872. De Brême et de Hambourg sont parties 154,824 personnes; mais on a calculé que les chiffres relevés sur les registres de ces deux villes ne représentent que 70 pour 100 de l'émigration totale, car on s'embarque aussi dans d'autres ports d'Allemagne, et les déserteurs de la réserve et de la *landwehr* prennent la voie de l'étranger : 215,000 personnes environ se sont donc expatriées dans le cours de 1872. Le mouvement ne paraît point s'être ralenti en 1873; du moins M. Nessmann, chef du bureau de statistique à Hambourg, affirme qu'au bout des six premiers mois le chiffre de la période correspondante en 1872 était dépassé. La guerre la plus terrible, le fléau le plus meurtrier n'enlèverait donc pas à l'Allemagne autant d'hommes que fait l'émigration. Aussi les Allemands se préoccupent et s'inquiètent des progrès constans du mal : ils calculent ce qu'il coûte à leur pays, ils cherchent à en pénétrer les causes et à découvrir les remèdes.

L'émigration coûte très cher à l'Allemagne, d'où elle enlève chaque année un capital considérable. D'abord chaque émigrant emporte avec lui en argent, vêtemens et outils une certaine valeur. D'une enquête faite à New-York en 1856 sur l'état de fortune de plus de 100,000 arrivans, il est résulté que chacun d'eux apportait en moyenne 100 thalers (375 francs); encore la plupart, se voyant soumis à cet interrogatoire, avaient cru qu'il cachait quelque arrière-pensée fiscale et s'étaient faits plus pauvres qu'ils n'étaient. M. Kapp, ancien commissaire de l'émigration à New-York, raconte qu'un jour pendant cette enquête il vit un paysan qui avait toute

l'apparence d'un propriétaire aisé répondre aux questions qu'on lui adressait en montrant 24 dollars contenus dans son porte-monnaie. Il lui remontra qu'il s'agissait uniquement de prouver aux Américains que l'émigrant d'Allemagne n'était point un mendiant : l'homme aussitôt tira son portefeuille, où il y avait une lettre de change de 2,700 dollars; chacun des trois grands garçons qu'il amenait avec lui en cachait autant dans sa poche. Assurément on ne trouverait point parmi ces exilés volontaires beaucoup d'aussi riches familles, mais il en est très peu qui arrivent dénuées de ressources, et l'on peut sans exagération évaluer à 150 thalers l'apport de chaque personne. Les calculs des Américains concordent sur ce point avec ceux des Allemands. Or il est arrivé aux États-Unis depuis 1819 environ 2,500,000 Allemands; il est donc sorti d'Allemagne pendant cette période plus de 375 millions de thalers, c'est-à-dire 1 milliard 400 millions de francs.

Si élevé que soit ce chiffre, la perte de travail causée par l'émigration en représente un bien plus considérable. Ceux qui s'expatrient sont pour la plupart de bons ouvriers : à peine 2 pour 100 d'entre eux sont des non-valeurs, c'est-à-dire des incapables ou des aventuriers. Ils sont solides, autrement l'Amérique ne les recevrait pas, car une loi interdit le débarquement d'un émigré boiteux, aveugle, sourd ou vieux. Les trois quarts sont dans l'âge que les économistes appellent productif, qui commence à quinze ans et finit à soixante, et dans cette catégorie la proportion des hommes entre quinze et trente ans est des deux tiers : or en Allemagne, sur l'ensemble de la population, les individus de quinze à soixante ans forment seulement les trois cinquièmes, et il s'en faut de beaucoup que la moitié d'entre eux ait entre quinze et trente ans. Enfin si parmi les enfans emmenés par les émigrés les garçons et les filles sont en nombre à peu près égal, au-dessus de la vingt-cinquième année le sexe masculin est deux fois plus nombreux que l'autre. « L'expérience démontre, dit M. Kapp, que ce sont surtout les hommes forts, entreprenans, résolus qui émigrent. »

Les Allemands ne font point de gaîté de cœur un tel présent à l'Amérique; il y a dans le soin qu'ils mettent à en calculer la valeur pécuniaire une sorte d'amertume. Ils estiment que l'éducation d'un adulte arrivé à l'âge de quinze ans a coûté 750 thalers, ce qui représente le double aux États-Unis, où l'argent a moitié moins de valeur qu'en Allemagne. Un homme fait apporte donc un capital de 1,500 thalers; mais il faut tenir compte des enfans et des femmes, et les statisticiens allemands veulent bien s'arrêter au chiffre moyen de 500 thalers par tête. Ajoutez cette somme aux 150 thalers apportés argent comptant, et multipliez par 2,500,000, vous arrivez au chiffre de 1,625 millions de thalers, c'est-à-dire

de plus de 6 milliards de francs. Ce n'est pas tout : une fois établis, les émigrés contribuent aux progrès de la population et de la fortune publique dans leur nouvelle patrie. Si les États-Unis étaient fermés à l'étranger, le surcroît du nombre des naissances sur celui des morts marquerait seul le progrès de la population. Ce surcroît étant de 1,38 pour 100, la population, qui était en 1790 de 3,230,000 âmes, aurait dû être en 1870 de 10 millions d'âmes; or elle s'élevait à 38 millions et demi. Sans l'émigration, ce chiffre n'eût été atteint que dans quarante ans. La fortune publique a marché d'un pas aussi rapide : depuis 1840, qui ouvre la période de grande immigration, les revenus de l'état se sont élevés de 25 millions de dollars à 74 millions; ils ont donc triplé en trente années. Les Allemands s'attribuent une très forte part dans ces progrès; d'abord ils sont parmi les immigrans les plus nombreux après les Irlandais, puis ils disent avec raison qu'ils apportent plus d'argent et plus d'instruction que ceux-ci. Au travail de leurs ouvriers ils veulent qu'on ajoute encore celui de leurs ingénieurs, de leurs officiers et de leurs professeurs; à les entendre, l'Union leur est redevable de bienfaits de toute nature. Pendant que le bras de nos paysans défriche le sol, dit l'auteur d'une remarquable étude sur l'émigration (1), à la ville s'exerce l'intelligence allemande, et « peut-être l'Amérique doit-elle à ce nouvel élément d'avoir mis fin aux abus de la bureaucratie en cultivant la science allemande et ces vertus allemandes qu'on nomme l'amour du travail et la bonne foi. » Ces prétentions paraissent exagérées aux Américains, à qui elles laissent à peine le droit de se croire pour quelque chose dans la prospérité de l'Amérique, mais en faisant leurs réserves sur ces vanteries, ils se reconnaissent les débiteurs de ces millions d'hommes qui font à flots jaillir la richesse de leur sol vierge, et parmi ces fugitifs de l'ancien monde, ils préfèrent et recherchent ceux qui viennent d'Allemagne. D'autres états d'Amérique imitent l'exemple de l'Union : une maison d'Anvers vient de traiter avec des agences allemandes pour se procurer 40,000 hommes dont elle a le placement assuré au Brésil.

Y a-t-il au moins pour la mère-patrie quelque dédommagement à tant de pertes dont le compte est si pénible aux statisticiens d'Allemagne? Absolument aucun. Il ne faut pas croire que l'émigration soit un remède à l'excès de population, car elle se recrute surtout dans les parties d'Allemagne les moins peuplées, où le manque de bras se fait le plus vivement sentir. La province du Rhin et la Silésie ont par mille carré (2), la première 7,466 habitans, la seconde

(1) *Vorschläge zur Beseitigung der Massen-Auswanderung*, von H. v. H.
(2) Le mille carré a une superficie de 5,625 hectares.

5,175 : or la province du Rhin n'a fourni à l'émigration en 1871 et 1872 que 0,14 pour 100 de sa population, la Silésie 0,12 pour 100. Au contraire, les provinces de Prusse et de Poméranie, qui n'ont que 2,825 et 2,674 habitans par mille carré, ont perdu, dans la même période, la première 0,66, la seconde 1,46 pour 100 de leur population. Il n'est pas vrai non plus que l'émigration préserve le pays des dangers du socialisme, car elle enlève beaucoup plus de paysans que d'ouvriers, et ceux qui partent, en emmenant tous les leurs avec eux, prouvent qu'ils ont l'amour de la famille, c'est-à-dire le sentiment le plus capable de défendre un homme des folies révolutionnaires. Le départ de tant de pères de famille inquiète d'autant plus les économistes qu'ils voient croître dans les villes le nombre des ouvriers célibataires. Dans un discours prononcé au début de 1872 devant la chambre des députés de Prusse, le ministre de l'intérieur, après avoir parlé de l'émigration en homme qui en comprend toute la gravité, signalait la décroissance de la population rurale dans deux cent vingt et un cercles, et il attribuait le fait à la guerre, à l'émigration, mais surtout à l'attrait que les villes exercent sur le paysan pauvre. Arrivé à la ville, celui-ci trouve une société près de ses camarades, du plaisir dans les mauvais lieux. A la campagne, il se fût marié; à la ville, il se passe plus aisément d'une famille et n'en prend point la charge. Aussi est-il difficile de l'attacher quelque part; cet émigré à l'intérieur voyage par toute l'Allemagne, s'engage le cœur léger dans toutes les grèves et quitte son patron à la première querelle. C'est de gens de pareille sorte qu'est composée l'énorme population flottante de Berlin : en 1871, elle comptait 211,452 individus, parmi lesquels un tiers de partans et deux tiers d'arrivans; parmi ces derniers, 3,104 seulement avaient une famille, 123,087 étaient des célibataires venus à Berlin pour y mener, comme on dit en Allemagne, « une existence catilinaire. » Comment nos voisins ne s'affligeraient-ils pas de faits pareils, eux qui se vantent d'avoir plus que nous l'esprit de famille, qu'ils mettent à la base de toutes leurs vertus?

On peut voir à Hambourg dans la même journée deux spectacles bien différens : le jour, dans les rues et sur les quais, de solides campagnards, à l'air honnête, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfans, font les derniers préparatifs avant de quitter pour toujours leur patrie; le soir, dans les clubs socialistes, des ouvriers à mine moins avenante discutent des théories étranges sur la famille et la patrie. C'est l'opinion de Karl Marx, leur chef, que la famille actuelle est un produit historique, et qu'elle devra un jour « être reconstruite suivant les principes de la raison pure. » La question est souvent traitée dans les assemblées ouvrières. A Berlin, dans une réunion de la ligue générale des travailleurs, Hasen-

clever, une des notabilités du parti, démontra un jour que, lorsque l'exploitation par le capital aurait cessé, la prostitution cesserait du même coup : l'état communiste en effet prendrait à sa charge l'éducation des enfans, et la coutume d'attacher la femme à l'homme par un lien juridique n'aurait plus de raison d'être. Un autre orateur est plus précis encore. « Une femme, dit-il, qui dispose librement de son amour n'est pas une prostituée : c'est la femme de l'avenir (1). » La comparaison entre ceux qui partent et ceux qui restent fait donc dire avec raison au publiciste cité plus haut que l'émigration est le plus grand mal social dont souffre l'Allemagne.

On a beaucoup disserté sur les causes du mal, et des esprits superficiels en imaginent de singulières, celle-ci par exemple, que l'Allemand est porté vers l'émigration par la tournure philosophique et cosmopolite de son esprit. Une telle cause ne peut agir que sur un nombre d'individus très petit en tout temps et que les derniers événemens ont bien réduit au-delà du Rhin. Contre l'impuissance politique de l'ancienne Allemagne et les misères de l'existence dans les petits états, l'Allemand cultivé avait recours aux spéculations de la philosophie et de la science, qui le menaient au cosmopolitisme. L'orgueil, qui est dans la race, l'excitait au mépris de sa patrie, qu'il trouvait petite. Quand il pouvait, il émigrait, comme fit un jour ce comte de Schlavendorf, qui, sans prévenir personne, quitta son château de Silésie, chevaucha tout seul jusqu'à Paris, et cinquante années durant y vécut dans la solitude et l'obscurité. Avant de mourir, il ordonna qu'on gravât sur sa tombe ces simples mots : *ci-gît un citoyen qui a pendant soixante-dix ans cherché une patrie.* S'il avait vécu jusqu'à nos jours, cet homme serait sans doute retourné pour y mourir dans sa patrie; il aurait, comme beaucoup de philosophes de son espèce, célébré la politique d'un ministre qui ne se pique point de philosophie. On a vu de ces repentis revenir même d'Amérique, comme pour montrer que le cosmopolitisme allemand a cessé le jour où l'orgueil allemand a été satisfait. Encore une fois d'ailleurs, ce cosmopolitisme n'a rien à voir avec les pauvres gens qui s'expatrient par centaines de mille. Il faut bien admettre que, même dans un pays qui « peut se glorifier d'être le plus savant et le plus travailleur du monde, » il reste quantité d'êtres dont le premier souci est de satisfaire le vulgaire besoin de boire et de manger.

Afin d'atténuer l'effet produit par l'émigration en masse, on dit encore qu'elle n'est point un fait nouveau, que les Allemands ont toujours émigré, et l'on invoque à l'appui l'histoire des Cimbres et des Teutons, des Germains du IVe siècle et des chevaliers de l'ordre

(1) Comptes-rendus du *Nouveau démocrate socialiste,* 1872, n°s 18 et 19.

teutonique. L'auteur des *Vorschlæge* fait justice de cette nouvelle erreur. Je n'ai pas bien compris, il est vrai, la différence qu'il fait entre les émigrations grecques, romaines ou néo-latines et celles des peuples germaniques. Il a raison de dire que l'envoi d'une colonie grecque ou latine était une entreprise politique, dirigée par l'état, et qui avait pour objet d'accroître l'influence et la puissance de la métropole; mais que signifie cette théorie que les anciennes émigrations allemandes, comme celles des Cimbres et des Teutons, sont l'acte « d'individus cherchant le développement de leurs forces et de leur individualité en se mettant au service de l'idée dominante d'une époque? » Il eût été difficile que les Cimbres et les Teutons fussent envoyés au-delà des frontières par un état quelconque, puisqu'il n'y avait point d'état en Germanie, et l'on cherche en vain quelle idée dominante a pu les guider, si ce n'est bien celle de trouver de bonnes terres, comme ces barbares l'ont avoué à Marius, qui vint si mal à propos les arrêter dans le « développement de leur individualité. » L'auteur eût mieux fait de se borner à dire qu'il n'y a point de ressemblance entre ces migrations anciennes et l'émigration contemporaine : celle-ci est un fait moderne; elle date du siècle dernier, et n'a pris que depuis vingt ans des proportions colossales. Le seul moyen de la combattre efficacement, c'est d'en chercher les vraies causes, au lieu de s'arrêter à ces niaiseries qui sentent à la fois l'orgueil et le pédantisme.

L'étude raisonnée des statistiques peut seule découvrir ces causes. Les premières qui donnent des renseignemens précis datent de 1832 : c'est l'année où Brême commence à tenir ses registres; Hambourg imitera cet exemple quatre ans plus tard. Jusque-là d'ailleurs l'émigration n'avait pas eu d'importance. Il est vrai qu'en 1818 20,000 Allemands partirent pour les États-Unis, mais c'était un fait exceptionnel, une conséquence de la famine de 1817, et l'Union ne reçut, chacune des années suivantes, que quelques centaines d'émigrés d'Allemagne. A partir de 1832, on ne trouve plus de nombres aussi modestes. Pourtant l'émigration, qui devait dépasser en 1872 le chiffre de 200,000 hommes, n'enleva, de 1832 à 1839, qu'une moyenne annuelle de 12,000 personnes environ. Pourquoi en quarante ans une telle différence et ce progrès inoui du fléau? On se tromperait beaucoup, si l'on en cherchait seulement la raison dans l'histoire intérieure de l'Allemagne. Voici d'abord une circonstance dont il faut tenir compte. La propagande la plus redoutable n'est point celle des agens spéciaux des compagnies d'émigration qui arrivent chez le paysan au temps où la vente de bestiaux lui a donné quelques centaines de thalers, et font briller à ses yeux toutes les séductions de la terre d'Amérique. Le paysan sait très bien que l'agent touche une prime par tête d'enrôlé : il est donc en défiance

contre son éloquence; mais il croit volontiers ses parens, ses amis, les camarades de son enfance ou même quelque inconnu d'un village voisin, dont on lui communique les lettres venues d'Amérique. L'émigration s'alimente ainsi d'elle-même, et plus elle croît, plus elle a chance de croître encore.

Il ne faut pas oublier non plus que les bateaux à vapeur et les chemins de fer sont venus lui apporter des facilités nouvelles. Autrefois le voyage était plein de dangers, et souvent encore, sur le pont des bateaux qui partent de Brême ou de Hambourg, les émigrans d'aujourd'hui se racontent d'horribles histoires du temps passé qui sont vraies. Au siècle dernier, des agens hollandais allaient recruter en Allemagne de pauvres gens, les entassaient sur de mauvais bateaux, et les soumettaient à de telles privations que beaucoup mouraient en route. La traversée était fort longue : le missionnatre Yungmann en a raconté une qui dura vingt-cinq semaines, pendant lesquelles moururent 108 passagers sur 156, la famine ayant sévi sur le bateau mal approvisionné. Au débarquement se tenait comme un marché d'esclaves. Pour payer leur voyage, les émigrés signaient des contrats par lesquels ils aliénaient leur travail pour plusieurs années : les plus vigoureux étaient naturellement les plus recherchés, et souvent les membres d'une même famille étaient obligés de se séparer. Peu à peu cette coutume barbare disparut; mais pendant la première moitié du siècle la traversée fut encore très pénible. Il n'y avait pas de bateaux spéciaux pour les émigrés. Un entrepreneur louait l'entre-pont d'un navire, où il mettait le plus de passagers qu'il pouvait : chacun devait s'être pourvu des vivres nécessaires et faire lui-même sa cuisine; mais, comme il y avait trois ou quatre cuisines pour quelques centaines de personnes, la plupart vivaient de mets froids, et ce mauvais régime les exposait au mal de mer, au typhus et au choléra : de 1847 à 1848, 20,000 Allemands ou Irlandais moururent en chemin. Aujourd'hui l'émigrant est humainement traité. Les bateaux de Brême et de Hambourg ont installé des cuisines communes; il y a des inspections d'hygiène au départ et à l'arrivée; enfin la navigation à vapeur a grandement réduit la durée du voyage. De 1856 à 1869, la proportion des émigrés voyageant par bateau à vapeur s'est élevée de 5 à 88 pour 100. La mortalité n'est plus que de 1 sur 1,000; la traversée se fait donc dans les meilleures conditions possibles, et l'appréhension qu'elle causait autrefois a disparu. Or dans le temps où s'accomplissait ce progrès, les États-Unis multipliaient leurs chemins de fer, et par là ouvraient à l'activité des pionniers étrangers l'immense région du *far-west*, qui serait demeurée déserte, si les moyens de locomotion étaient encore ceux du siècle dernier. Aujourd'hui le voyageur met moins de temps à traverser le continent

de l'Atlantique au Pacifique qu'il n'en fallait, il y a vingt ans, pour aller de New-York au lac Érié : le domaine de l'émigrant s'est agrandi à l'infini. La force d'attraction s'est donc accrue au moment même où les obstacles s'aplanissaient sur la route.

L'énorme développement de l'émigration de 1832 à 1872 est dû en partie à ces causes pour ainsi dire extérieures, mais l'histoire d'Allemagne peut seule expliquer les variations constatées par la statistique dans le cours de cette période. Il n'y a point de doute que les troubles politiques qui ont agité le pays à la suite de notre révolution de 1830 ont déterminé le progrès subit qu'on remarque dans les années suivantes. A partir de 1845, une nouvelle crue se produit. La moyenne annuelle, qui de 1840 à 1844 était de 14,600 émigrans, monte à 36,700 de 1845 à 1849, à 77,000 de 1850 à 1854 : c'est l'effet d'une série de mauvaises récoltes, puis des agitations révolutionnaires. Elle s'abaisse à 54,400 de 1855 à 1859, puis à 41,600 de 1860 à 1864 : le rétablissement de la tranquillité en Allemagne et l'explosion de la guerre civile aux États-Unis expliquent cette décroissance. Sitôt au contraire que la paix, rétablie en Amérique, est troublée en Allemagne, les gros chiffres reparaissent : de 1865 à 1869, la moyenne est de 107,670; enfin le chiffre le plus élevé se présente après la guerre de France. Tout événement qui trouble le travail favorise donc l'émigration, mais aucun avec autant de force que la guerre. On a coutume en France d'insister beaucoup sur ce point, et l'on croit que l'horreur du service militaire est la cause principale des émigrations. C'est en effet une cause importante, mais non la principale.

Il est vrai que le peuple en Allemagne n'est point belliqueux. La noblesse du métier des armes n'est appréciée que par ceux qui en tirent le plus grand profit, qui reçoivent les couronnes de laurier aux jours de rentrée triomphale, les honneurs et les dotations. Un jour, au parlement de l'empire, un jeune officier supérieur, qui parlait en qualité de commissaire des gouvernemens alliés dans la discussion d'une loi sur les pensions militaires, combattit la tendance qu'il remarquait dans la chambre à restreindre les pensions des officiers au profit de celles des soldats. Il y a, dit-il, une grande différence entre le point d'honneur de l'officier et celui du soldat. Les démocrates du parlement murmurèrent, pourtant l'orateur avait raison. Les traditions de famille, l'éducation, l'esprit de caste et l'esprit de corps contribuent à former le caractère de l'officier. Élevé pour le régiment, il est naturel que le régiment lui paraisse jouer sur terre le principal rôle. Il croit que les guerres périodiques sont nécessaires au bien de l'humanité, à la santé du monde. Il n'a point assez de mépris pour l'économiste et le libéral qui qualifient d'improductives les dépenses de la guerre. En 1866, un colonel, après avoir

dans une brochure additionné les contributions, réquisitions et indemnités de guerre perçues par l'armée prussienne, conclut ainsi : « Voilà ce que l'armée a gagné, ce qui prouve que de bonnes troupes ne sont pas toujours improductives comme le prétendent les théoriciens politiques. » L'argument est devenu plus fort après la guerre de France. Ajoutez que l'officier a reçu « la culture allemande. » Il est tout pénétré de l'idée de la supériorité de sa race. S'il est croyant, il se considère comme un instrument de la Providence; s'il est philosophe, il pense que l'histoire du monde se réduit « au combat pour l'existence, » où le plus fort a le droit et même la mission d'écraser le plus faible. L'officier trouve donc à la guerre des satisfactions de toute sorte qui ne peuvent être goûtées par l'homme du commun. Toute la théorie du simple soldat sur la guerre tenait dans ce mot, qu'il a si souvent répété pendant l'invasion : grand malheur, la guerre! Il sait bien que les impôts seront plus lourds même après la victoire. Quant au combat pour l'existence, il connaît celui qu'il lui faut tous les jours livrer pour gagner son pain et celui de sa famille. Au retour, le combat sera plus rude : la longue interruption du travail a consommé les économies; l'avenir apparaît plus sombre, car l'instinct populaire sait que la guerre engendre la guerre, et l'on n'a point cru l'empereur Guillaume quand il a déclaré en recevant la couronne à Versailles que l'empire serait la paix. Aussi en 1871, parmi les émigrés prussiens, ceux qui sont partis sans permission, c'est-à-dire évidemment les déserteurs de la réserve et de la *landwehr*, forment le tiers du nombre total. Dans le seul cercle d'Inowraclaw, de la province de Posen, 1,102 personnes ont été poursuivies pour fait de désertion. Dans les pays annexés en 1866, l'introduction de la loi militaire prussienne a certainement contribué beaucoup à l'énorme émigration qui en six années a enlevé plus de 170,000 personnes.

Cependant il faudrait que l'émigration fût répartie également sur tout l'empire pour qu'on pût l'attribüer surtout à l'effet d'une loi qui pèse sur l'Allemagne entière. Or il s'en faut qu'il en soit ainsi. Certaines provinces sont de préférence visitées par le fléau. Que ce soit la guerre qui sévisse, ou la cherté des vivres, ou la révolution, ces causes diverses agissent avec plus de force à l'est qu'à l'ouest. Une observation prolongée démontre que l'on a toujours beaucoup plus émigré au-delà qu'en-deçà de l'Elbe. Le fait ne peut s'expliquer ni par la densité de la population, nous l'avons déjà dit, ni par la pauvreté du sol, car le Mecklembourg et la province de Posen, qui fournissent le plus d'émigrés, sont très favorisés par la nature. C'est le mauvais régime de la propriété qui est la cause permanente du mal.

L'Elbe est la frontière historique qui sépare l'Allemagne propre-

ment dite des pays slaves qu'elle a conquis. Sur la rive droite, les conséquences de la conquête durent encore. Il y a là d'immenses domaines seigneuriaux; la petite propriété y est rare, et le code civil prussien l'empêche de se développer. Tandis que dans le vieux droit germanique l'immeuble est une propriété de la famille, qu'administre son chef ou bien un mandataire élu par elle, le droit prussien, s'inspirant du droit romain, donne à l'immeuble à la fois le caractère d'une propriété collective et celui d'une propriété personnelle. Quand la succession est ouverte, un seul héritier reçoit le bien-fonds, mais il dédommage les autres en argent. Or la part des cohéritiers est considérable : s'il y a plus de quatre enfans, elle s'élève aux deux tiers de la valeur totale de l'immeuble. Dès l'entrée en possession, il faut donc recourir au crédit. Le grand propriétaire trouve à emprunter; mais que fera le petit cultivateur? « Son bien, dit encore l'auteur des *Vorschlæge,* lui arrive souvent endetté par son père de la moitié de sa valeur. Il cherche à joindre les deux bouts, mais une échéance vient après l'autre, les revenus ne suffisent pas à payer les dettes; il vend et part pour l'Amérique. » La vente de quelques lots, qui tirerait le cultivateur d'embarras et peu à peu amènerait le morcellement des grandes propriétés, est impossible, car il ne se trouve peut-être pas un seul bien dans tout l'est qui ne soit grevé d'hypothèques dont chacune pèse sur l'ensemble du domaine. Si l'hypothèque ne grevait qu'une partie, correspondant à la valeur de l'argent prêté, l'endettement à outrance ne saurait exister, tandis qu'il est le fruit du régime actuel : « les inscriptions s'accumulent; la mobilité des titres les fait passer de main en main, et le propriétaire ne sait plus s'il lui reste quelque chose de son bien, ou s'il n'est point l'administrateur du bien d'autrui. » Il ne peut vendre une parcelle sans l'agrément de tous les créanciers hypothécaires, sans un long travail juridique d'arpentage et d'estimation. S'il succombe à la fin, le domaine est vendu tout entier par autorité de justice. Les ventes de cette sorte sont très fréquentes. Du 1er mai 1867 au 30 avril 1869, il y en a eu 14,442 en Prusse, et la part des provinces de l'est dans ce total est très considérable.

Ainsi dans les provinces orientales « il est d'une part impossible au petit propriétaire de garder son bien et à l'artisan d'acheter une motte de terre; d'autre part les grands biens sont surchargés de dettes... En haut, les ventes par autorité de justice; en bas, l'émigration, qui croît sans cesse, » telles sont les conséquences de ce déplorable état de choses. La conquête a laissé d'autres traces dans ce pays. A proprement parler, la vie communale n'y existe pas, car l'administration des communes appartient à la seigneurie d'où elles relèvent. La propriété d'un domaine seigneurial confère le patronage sur une ou plusieurs communes, et le propriétaire, que

ce soit une ville, l'état ou un particulier, nomme le maire, le juge et l'instituteur. Aucun lien ne réunit donc les habitans de ces pauvres villages; ils n'ont point d'intérêts à débattre, de devoirs à remplir en commun, rien en un mot qui les attache au sol. Il est singulier que les provinces qui sont le berceau de la monarchie prussienne en soient les moins favorisées. L'école y laisse beaucoup à désirer : la gratuité de l'enseignement primaire n'y est point étendue à tous ceux qui en ont besoin; les instituteurs, mal rétribués, se recrutent plus difficilement que dans le reste de la Prusse. Dans l'Allemagne occidentale, beaucoup de villes importantes, les petites capitales, offrent mille ressources pour l'étude; au-delà de l'Oder, il n'y a qu'une université, celle de Kœnigsberg; Bromberg, qui en a demandé une il y a plusieurs mois, n'a pu l'obtenir : il est vrai que le ministre de l'instruction publique a donné cette raison sans réplique, qu'il manque de professeurs. Le pays n'est pas non plus bien pourvu de voies de communication. Frédéric le Grand a montré que la construction de canaux, rendue facile par la nature du terrain et par la quantité d'eau qu'on y trouve, était le meilleur moyen de vivifier l'exploitation agricole de ces contrées; mais depuis un siècle on a oublié l'exemple de Frédéric. Dans les projets de créations nouvelles de chemins de fer, l'est n'a point sa part. A l'exception d'un tronçon du chemin de l'est, la province de Posen n'a pas de chemins de fer de l'état, et ses compagnies privées ne reçoivent aucun subside. 120 millions de thalers vont être dépensés dans les pays les plus riches de la monarchie, qui ont seulement besoin de raccorder les lignes nombreuses qui les traversent, et l'on n'a point destiné un *groschen* à la malheureuse province qui possède en tout un réseau de 52 milles pour une superficie de 532 milles carrés. Pourtant la nécessité de nouvelles voies s'y fait si bien sentir que l'on a souscrit avec empressement à toutes les entreprises qui ont été annoncées, sans regarder d'assez près à l'honnêteté des entrepreneurs, et le brigandage financier, qui depuis quelques années se déchaîne dans toute l'Allemagne, a fait beaucoup de victimes dans les provinces orientales. Enfin jusqu'à ces derniers temps la frontière était mal armée du côté de la Russie : on y va construire une double rangée de forteresses de premier ordre. Les patriotes sont rassurés, mais leur orgueil n'est pas satisfait : ils voudraient que la partie de l'Allemagne qui confine au grand empire slave fût toute pénétrée de culture allemande, riche et forte, au lieu d'être abandonnée au régime d'institutions mauvaises qui l'appauvrissent et la dépeuplent.

On est naturellement amené à comparer une situation si malheureuse avec celle des pays de l'ouest. Le contraste est complet. La province rhénane est régie par le code Napoléon, et le partage

égal des biens y est de règle. La propriété est souvent petite, mais on lui demande et elle donne beaucoup. Dans un pays riche en voies de communication, les produits ont un marché plus étendu et gagnent ainsi en valeur. Les sociétés de crédit, inconnues dans l'est, où elles courraient de trop grands risques, prêtent leur assistance aux cultivateurs : caisses d'épargne, sociétés de production, de consommation, d'assurances mutuelles, s'y multiplient et prospèrent. Si le partage amène un tel morcellement que l'exploitation devienne impossible, le paysan vend le bétail et le mobilier, mais il garde la maison entourée d'un jardin, et se fait ouvrier de culture ou d'industrie : les ouvriers de cette sorte sont les meilleurs parce qu'ils sont fixés au sol et défendus contre la propagande des agitateurs socialistes. En un mot, dans la province du Rhin l'aisance est partout répandue parce qu'un grand nombre d'hommes a part à la propriété. Aussi quelle différence d'aspect avec la province de Prusse, la Poméranie, Posen! « Dans l'ouest, dit l'écrivain allemand, tout revêt un vif coloris; il est rare aujourd'hui d'y rencontrer des fermes isolées; le commerce, l'agriculture, l'industrie, se mêlent et se soutiennent; les champs, morcelés à l'infini, offrent à l'œil une variété de couleurs qui le réjouit. Dans l'est, le voyageur trouve la solitude; des champs de pommes de terre à perte de vue, par endroits une cheminée qui fume, une propriété qui annonce la fortune, mais ailleurs un village désert, des maisons abandonnées, de triste apparence et près de s'écrouler; puis vous rencontrez çà et là un contrôleur d'impôts à cheval, un juif en voiture, un prêtre qui chemine, et c'est tout! »

On voit à quelles causes profondes tient l'émigration allemande. C'est parce que l'amour de la propriété, un des sentimens les plus puissans sur le cœur de l'homme, ne peut être satisfait dans ces malheureuses provinces que la population n'y a point de racines. Elle se déplace à la moindre occasion qui lui est offerte. En ce moment, la Prusse pousse ses travaux militaires du côté de la France; les entrepreneurs, pour faire baisser les salaires, ont envoyé dans l'est des racoleurs qui, l'argent à la main, ont aisément embauché quantité de terrassiers et de maçons. Les cultivateurs se plaignent sans cesse du manque de bras, et n'est-ce pas une chose caractéristique que dans le pays de Mecklembourg, qui pourtant souffre du même mal, des agences se mettent aujourd'hui à recruter des valets de ferme pour les grandes propriétés des provinces de l'est? Ces agences entraînent quelques pauvres gens, mais ceux qui peuvent disposer d'une centaine de thalers écoutent les choses merveilleuses qu'on leur raconte d'Amérique. Ils savent qu'au-delà de l'Océan le travail étant très recherché, la main-d'œuvre est à très haut prix, tandis que la terre est à bon marché. Ils vont donc cher-

cher aux États-Unis l'existence indépendante qu'il ne leur est pas permis d'espérer en Europe. Ils n'ignorent pas qu'il leur faudra renoncer à leur nationalité, car l'Union veut s'approprier les forces vives qu'elle attire à elle, et l'on ne devient pleinement propriétaire sur son territoire qu'après avoir acquis le titre de citoyen américain; pourtant ils n'hésitent pas, et sans esprit de retour l'émigrant dit adieu à sa patrie.

Les Allemands savent toute l'étendue du mal : il faut leur rendre cette justice. Il est utile que l'on connaisse chez nous les plaies de notre ennemi pour que notre esprit, prompt à se porter aux extrêmes, n'aille point s'imaginer que l'Allemagne est un tranquille et florissant Éden, qui n'a point à lutter contre les difficultés politiques et sociales avec lesquelles nous sommes aux prises. L'empire allemand n'est point bâti pour l'éternité; la société allemande est moins solide que la nôtre; ni l'un ni l'autre ne supporterait les orages qui nous ont laissés debout, voilà la vérité; mais il faut aussi louer, même chez notre ennemi, surtout chez lui, ce qui est à louer. L'Allemand a l'habitude de ne se faire d'illusion sur rien et de voir les choses comme elles sont. Il se vante d'aimer mieux que nous la vérité : son esprit plus calme, plus rigoureux dans ses procédés d'examen, éprouve en effet plus que le nôtre le besoin de voir le vrai et de toucher le réel, besoin qui n'est point incompatible avec l'hypocrisie du caractère. Quand le gouvernement prussien a été interpellé au sujet de l'émigration, au lieu de chercher des échappatoires, il a exposé la situation sous les plus sombres couleurs. Mettre toujours les choses au pis, telle est, on peut dire, la devise prussienne, celle du ministre de l'intérieur comme du ministre de la guerre. Un gouvernement n'en saurait trouver de meilleure, car en la pratiquant on ne s'expose jamais à mesurer mal la grandeur de l'effort qu'il faut faire. Dans la question présente, la tâche sera longue et difficile. Les esprits sérieux ne se sont pas arrêtés à certains moyens superficiels qui ont été proposés, comme la suppression des agences ou la restriction par des mesures de police de la liberté d'émigrer. On ferait ainsi la fortune des agens secrets, qui presque toujours sont des agens malhonnêtes. Un plus grand souci des intérêts des provinces orientales, les réformes politiques, civiles et économiques capables de créer la vie communale et provinciale, de favoriser la division de la propriété et d'en accroître la valeur, peuvent seuls arrêter le flot qui monte sans cesse. Il faudra de la persévérance, — les Allemands n'en manquent pas, — mais aussi du temps et de la tranquillité, choses peut-être malaisées à trouver dans l'état où la politique prussienne a mis le vieux continent.

ERNEST LAVISSE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 décembre 1873.

Il y a pour les peuples des périodes privilégiées où tout est bonheur, où le succès fait oublier la fuite des choses, où cette dernière heure d'une année qui finit est sans amertume, parce qu'elle n'éveille ni un remords ni un mauvais souvenir, ni le regret du temps qu'on a perdu et qu'on aurait pu mieux employer. Il y a des périodes ingrates, laborieuses, où cette heure suprême qui sépare deux années devient presque poignante, parce qu'elle ne rappelle que des efforts souvent contrariés, des luttes plus bruyantes que profitables, parce qu'enfin, après avoir franchi une étape de plus, on en vient à se demander si on est beaucoup plus avancé que lorsqu'on est parti. Certes ceux qui, en regardant derrière eux, n'ont à compter que des succès dans une vie régulière et facile, ceux-là sont heureux; ils peuvent se réjouir, ils ont la certitude du présent, l'illusion de l'avenir; les prospérités de la veille sont pour eux le gage et la promesse des prospérités du lendemain. Notre pays n'est pas de ceux à qui la fortune est si clémente, tout est sérieux pour lui.

La France est occupée depuis trois ans, non à faire le compte de ses succès, mais à relever des ruines, à renouveler ses forces épuisées par les plus terribles épreuves, à se mesurer incessamment avec toutes les difficultés d'une tâche qu'on ne lui adoucit pas toujours. La France, sans désespérer jamais, sans envier personne, reste courageusement à l'œuvre, et à cette heure, où d'autres se réjouissent, elle peut une fois de plus se demander où elle en est de ce travail réparateur si souvent troublé et toujours nécessaire, quels gages de sécurité on lui a donnés, comment elle aborde cette année nouvelle qui va être la quatrième depuis la paix qui a été l'inexorable dénoûment de ses désastres. Assurément ceux qui la représentent et qui la gouvernent ont une manière à eux de lui souhaiter la « bonne année. » Ils votent en courant des impôts nouveaux, ils promettent des fêtes à Paris. Des législateurs qui ont

probablement des loisirs ouvrent à Versailles une académie où, sous prétexte de lois organiques, ils se livrent à l'étude de toutes les théories connues et inconnues du droit constitutionnel. Le ministère nomme des préfets et des ambassadeurs; puis c'est toujours la grosse question : il s'agit de savoir de quel côté on penchera sans tomber, sur quelle fraction de la chambre on pourra s'appuyer, si M. le duc Decazes dispute l'influence à M. le duc de Broglie dans le cabinet, et si M. le duc d'Audiffret-Pasquier, sentant s'agiter en lui l'âme d'un Louvois, se dispose à escalader le ministère de la guerre! Impôts, coups de tactique, conflits de vanités, rêveries sur les lois constitutionnelles, ce sont là sans nul doute des étrennes de nature à flatter le pays; mais, si le pays à son tour pouvait parler, il aurait peut-être, lui aussi, ses souhaits de bonne année pour ceux qui le représentent et pour ceux qui le gouvernent. Il leur souhaiterait, dans son propre intérêt, une activité un peu moins tournée aux petites combinaisons et un peu plus occupée des affaires sérieuses, un peu moins de satisfaction d'eux-mêmes et un peu plus de netteté de direction. Il souhaiterait au gouvernement une vraie politique et à l'assemblée une vraie majorité, aux royalistes la résignation à ce qu'ils ne peuvent pas empêcher, et aux républicains un peu de sagesse. A tous, il souhaiterait un sentiment à la fois plus précis, plus énergique et plus désintéressé de l'œuvre qu'ils se sont donné la mission d'accomplir, et qui depuis quelque temps ne fait pas de sensibles progrès, — car enfin, il faut bien l'avouer, cette année qui expire aujourd'hui, elle laisse tout inachevé : elle laisse des pouvoirs mal définis, une politique intérieure sans précision et réagissant jusque sur nos relations extérieures elles-mêmes, une réorganisation militaire toujours incomplète, des commissions parlementaires toujours en travail de lois qui n'arrivent pas, d'un régime d'institutions fixes qui pourrait donner une certaine securité au pays et qu'on ajourne sans cesse.

Ce n'est point assurément que cette année 1873 qui finit ait passé sans aucun profit pour la France. De toute façon, elle restera d'abord l'année de la libération du territoire par l'acquittement définitif de la colossale indemnité de guerre dont nos désastres nous avaient légué le fardeau. Un peu plus de deux ans après que les armes étaient tombées des mains des combattans, la France a pu racheter de l'occupation étrangère la dernière de nos villes laissée en gage à l'Allemagne. En ce court espace, elle a trouvé dans son travail, dans son épargne, dans son crédit, de quoi payer 5 milliards; elle a même devancé les termes des paiemens pour délivrer plutôt nos provinces, et cette opération si compliquée, si difficile, conduite avec autant de prévoyance que d'habileté, avec autant de prudence que de résolution au milieu des circonstances les plus douloureuses, reste l'ineffaçable honneur de M. Thiers, qui a pu laisser ce patriotique héritage entre les mains de ses successeurs au

pouvoir. La libération n'est devenue définitive qu'aux premiers jours de septembre, mais elle était préparée et assurée avant le 24 mai. Oui, c'est l'année de la libération du territoire, et sous ce rapport l'œuvre de dévoûment qui s'imposait au patriotisme de tous a été complète. Ce succès a été le prix des efforts collectifs de M. Thiers, de l'assemblée et du pays lui-même. La France retrouvait ce jour-là son indépendance, la liberté de son action extérieure. Au premier abord, il semblerait qu'un événement de ce genre dût exercer une influence calmante, salutaire sur tout le monde, et que les partis, également frappés, également éclairés aussi, dussent se piquer d'honneur, montrer une modération plus attentive à mesure qu'on approchait du dénoûment, d'autant plus que, si le deuil finissait pour les provinces occupées, il ne finissait pas pour les provinces que nous ne retrouvions plus. Malheureusement il n'en a rien été, et si c'est l'année de la libération du territoire, c'est aussi l'année des élections de Paris aux derniers jours d'avril, de la chute de M. Thiers au 24 mai, des tentatives de restauration monarchique, de toutes ces violentes oscillations de partis qui, à travers une série de fautes des uns et des autres, ont fini par conduire à une sorte d'équilibre dans l'impuissance. Voilà le résultat. Tout découle en réalité de cet enchevêtrement de complications qui pendant quelques mois ont fait passer le pays par toutes les émotions, par toutes les crises intimes, sans le conduire, jusqu'ici du moins, à une situation fixe et définitive.

Ce sont les élections de Paris et de Lyon, au printemps de 1873, qui ont fait le 24 mai; c'est le 24 mai qui a fait la situation actuelle avec ses caractères essentiels, avec ses incertitudes et ses faiblesses à peine voilées par la récente garantie de la septennalité. Cette révolution parlementaire du 24 mai, accomplie d'un tour de main dans une nuit, facilement acceptée à la faveur d'un nom honoré du pays, cette révolution avait pour objet, disait-on, d'enrayer le mouvement qu'on accusait M. Thiers de laisser se précipiter vers le radicalisme, de redresser la direction des affaires, d'assurer la prépondérance aux idées et aux intérêts conservateurs représentés par la majorité. C'était le programme ostensible. Soit, cela devait être habile, et c'était dans tous les cas possible, puisqu'on a réussi. La vérité est que ce qu'on appelait une politique n'était peut-être que l'absence de toute politique, qu'en s'enfermant dans les conditions où l'on se plaçait on se réduisait à vivre d'expédiens, de combinaisons, d'industrie parlementaire, pour maintenir une majorité en apparence compacte, en réalité profondément incohérente. Ce qui a manqué justement, c'est cette politique simplement conservatrice, ajournant les questions de république et de monarchie, maintenant ce qui existait, assurant au pays l'ordre, la paix, sous un régime impartial et protecteur. Cette netteté de politique, elle a manqué surtout en présence de ces tentatives de restauration monarchique qui

ne tardaient pas à se produire, qui étaient sans doute dans la logique du 24 mai, et qui n'ont été en définitive qu'un humiliant mécompte pour ceux qui se sont jetés tête baissée dans cette aventure sans être sûrs de rien, sans savoir où ils allaient. Si le gouvernement était favorable à ces tentatives, c'était à lui de s'en emparer pour les diriger, pour les dominer, au lieu d'affecter une neutralité mystérieuse qui ne pouvait tromper personne; s'il les croyait irréalisables, dangereuses, il devait intervenir franchement, résolûment pour les arrêter, au lieu de s'effacer et de se retrancher dans une inaction calculée qui ne pouvait que favoriser toutes les incertitudes, toutes les agitations. Le seul résultat de ce long et pénible imbroglio a été de montrer la vanité des combinaisons monarchiques et l'indécision d'un gouvernement qui laissait tout faire, qui au fond n'évitait de prendre un parti que pour ne pas s'exposer à blesser des fractions de la majorité dont il avait eu besoin pour naître, dont il allait encore avoir besoin pour vivre. On sacrifiait tout, et on risquait de tout compromettre, même quelquefois le nom de M. le président de la république, pour une nécessité parlementaire.

Ces faits sont d'hier, ils résument une des plus singulières péripéties de cette année 1873, ils montrent à l'œuvre une politique qui a certainement l'intention d'être conservatrice, quoiqu'elle ait quelquefois une étrange manière d'interpréter et de servir les intérêts conservateurs. Eh bien! qu'on y prenne garde, on semble maintenant recommencer cette campagne de l'équivoque au milieu de la confusion des partis, plus divisés que jamais, surtout peu éclairés par l'expérience. Ce qu'on a fait une première fois, au lendemain du 24 mai, avant les tentatives monarchiques, on a tout l'air de vouloir le refaire après le vote de la septennalité. Assurément cette présidence septennale, à laquelle on a été trop heureux de se rallier dans la déroute des espérances royalistes, cette présidence consolidée créait au premier abord des conditions nouvelles, précieuses, où le gouvernement pouvait prendre une direction plus décidée, où le pays pouvait trouver la garantie d'une sécurité plus durable; mais, pour que cette combinaison devînt cette « réalité vivante » dont parlait M. le duc de Broglie, il fallait au moins savoir prendre son parti. Il y avait une politique qui se présentait d'elle-même, qui consistait tout simplement à déterminer sans plus de retard le rôle de cette présidence de sept ans au milieu d'un ensemble d'institutions qui ne peuvent pas s'appeler autrement que la république, puisque M. le maréchal de Mac-Mahon reste toujours président de la république. C'était tout bonnement se rendre à la nécessité des choses, et on n'avait même pas le choix. Peut-on en effet songer sérieusement à reprendre les projets de restauration monarchique après la désastreuse campagne qui a laissé de si cuisans souvenirs? On ne se fait pas probablement de telles illusions. Dès lors il n'y avait plus à disputer

avec la nécessité, il n'y avait qu'à prendre les choses comme elles étaient, à s'établir dans la situation où l'on se trouvait et à organiser la république. Dans ces conditions, la politique conservatrice pouvait reprendre toute son efficacité, parce qu'elle s'appuyait sur un terrain désiré et assuré.

Une des choses les plus curieuses au contraire, c'est que depuis le premier moment ceux qui ont créé la présidence septennale sont justement ceux qui ont l'air de la prendre le moins au sérieux ou de l'interpréter de façon qu'elle ne soit qu'une fiction, un expédient de circonstance, dont on reste libre de se débarrasser quand on voudra ou quand on pourra. Au lieu d'entrer franchement dans la voie nouvelle qu'on a ouverte, on tergiverse, on équivoque, on est plein de réticences. Au lieu de tenir pour résolues les questions de forme politique qui divisent le plus les esprits et de s'occuper des affaires sérieuses du pays, on délaisse les affaires, on les traite avec distraction ou avec une impatience hâtive, et on se jette sur tout ce qui peut entretenir l'incertitude et l'agitation. Quelle est la politique du ministère au milieu de cette confusion? Le ministère a probablement une politique qu'il fera connaître un de ces jours un peu mieux qu'il ne l'a fait jusqu'ici avec la loi des maires et avec la menace d'une loi sur la presse. En attendant, il déploie ses talens de tacticien. Il met tout son zèle à calmer la mauvaise humeur des uns, à donner aux autres des espérances, à rallier les indisciplinés. Il ménage les légitimistes, il s'efforce de retenir les bonapartistes. Au fond, il voudrait bien aller jusqu'à un bout de centre gauche, mais il faut du temps, on ne voudrait pas trop se brouiller avec la droite. Bref, le ministère est trop habile, il se perd trop en combinaisons, c'est là sa faiblesse; il multiplie autour de lui les petites complications, lorsqu'il ne pourrait prendre un ascendant réel sur les partis que par la fermeté de ses résolutions. Le tort du ministère est de peu diriger, et s'il croit faire ainsi de la politique, il se trompe; il n'arrive qu'à compromettre une situation qui aurait pu être aisément très forte, à épuiser le prestige de cette présidence septennale dont il est le représentant, en l'exposant à perdre devant l'opinion le caractère d'un pouvoir impartial et supérieur. C'est là en effet une question que M. le duc de Broglie, devenu ministre de l'intérieur, peut s'adresser à lui-même. Quels sont jusqu'ici les résultats de la présidence septennale? Les inquiétudes sont-elles sensiblement diminuées? la confiance renaît-elle dans les affaires, dans le mouvement des transactions et des intérêts? Qu'on y songe bien, M. le maréchal de Mac-Mahon a pu donner un nom respecté à la présidence; c'est à ceux qui sont chargés de la direction politique de ne point dissiper en vaines combinaisons une autorité dans laquelle le pays a pu voir une rassurante promesse.

Que fait de son côté l'assemblée? C'est elle qui a créé cette situation, cette septennalité, et il semblerait naturel qu'elle fût vivement préoc-

cupée d'organiser, de constituer ce régime qu'elle a donné au pays. Malheureusement l'assemblée épuise de temps à autre tout son feu dans une discussion passionnée, puis elle revient à ses divisions, à ses confusions, ajournant souvent les questions les plus sérieuses, ou bien finissant comme aujourd'hui par subir l'obligation de voter en toute hâte un budget et des impôts nécessaires. On semble oublier à Versailles que l'assemblée actuelle n'est point une chambre ordinaire ayant son rôle limité et partiel dans un ensemble d'institutions. C'est au contraire une assemblée souveraine, omnipotente, résumant tous les pouvoirs; elle représente une époque de crise, une situation certainement irrégulière et exceptionnelle. Lorsqu'elle prolonge cette crise, lorsqu'elle perd son temps en vaines et irritantes récriminations de partis, lorsque, par impuissance ou calcul, elle semble ajourner l'organisation d'un régime régulier, tout reste pour ainsi dire en suspens, c'est le pays qui paie ses divisions, ses querelles, ses lenteurs, les fantaisies de son omnipotence.

Un des spectacles les plus curieux à coup sûr est celui qu'offre en ce moment à Versailles la commission des trente, digne héritière de feue la commission des trente de l'année dernière. S'il ne s'agissait pas des intérêts les plus graves du pays, ce serait presque comique. La commission de cette année semble vouloir perfectionner l'art de perdre son temps. Il y a un mois déjà qu'elle a été nommée pour préparer les lois constitutionnelles, elle a tenu bon nombre de séances, où en est-elle? Ce qu'il y a de plus clair d'abord, c'est qu'on a voulu retarder le plus possible les lois essentiellement organiques sur le pouvoir exécutif, sur la seconde chambre, celles dont M. le président de la république attendait la stabilité, la sécurité, pour le gouvernement. On a commencé par la loi électorale, et avant tout on s'est dit qu'il fallait nommer des sous-commissions chargées de se livrer à l'étude consciencieuse et attentive de toutes les élucubrations possibles, de toutes les théories imaginables, des œuvres des publicistes, des législations étrangères. Bref, on a ouvert à Versailles une succursale de l'Académie des sciences morales et politiques, sans se douter qu'on suivait l'exemple assez ridicule du conventionnel fameux qui, avant de faire une constitution, envoyait chercher les lois de Minos à la Bibliothèque nationale. Si on n'arrive pas à faire une loi électorale parfaite et à organiser le suffrage universel, ce n'est pas qu'on n'ait à choisir entre les systèmes. Ils se sont tous produits, et tous partent de ce point que la première nécessité est de changer la direction du suffrage universel en l'organisant, en le moralisant ou en le disciplinant. Seulement organisera-t-on le suffrage universel par en haut ou par en bas? Aura-t-on une représentatien des intérêts pour faire contre-poids à la représentation du nombre? Donnera-t-on un supplément de vote proportionnel au chiffre des contributions ou inhé-

rent à la qualité de chef de famille? Substituera-t-on à la candidature officielle de l'empire une sorte de tutelle légalement représentée par des comités de département, d'arrondissement, de commune?

En un mot, on a fait, on continue même encore le cours le plus complet et le plus varié sur l'électorat, puis après le défilé de tous les systèmes, après bien des dissertations, des exposés qui nécessairement ne conduisaient à rien, le président de la commission, M. Batbie, a fait observer d'un ton flegmatique qu'il serait peut-être utile de connaître l'opinion du gouvernement. Il y avait pourtant une manière de procéder bien plus simple. Il y a un projet présenté l'an dernier par M. Dufaure; on n'avait qu'à prendre ce projet, à l'examiner, à le corriger, à le compléter, pour faire une loi où il n'y aura jamais tout ce qu'on imagine, mais qui suffira pour régulariser le suffrage universel, pour le prémunir contre ses entraînemens. On n'est pas sans doute à l'assemblée pour faire des études, on y est pour faire des lois pratiques, applicables. C'est le rôle d'hommes politiques de connaître ces questions et de savoir les résoudre sans s'égarer dans toutes les subtilités, fût-ce dans les recherches les plus ingénieuses. On ne voit pas que c'est là le plus étrange abus du régime parlementaire, que c'est une manière de le compromettre en le montrant dans ce qu'il a de périlleux ou de stérile. Malheureusement, pendant qu'on est dans les nuages ou qu'on se livre aux luttes passionnées des partis, les affaires sérieuses pressent, frappent à la porte, et on n'a plus le temps de les traiter sérieusement. La situation financière, le budget, les impôts nouveaux, tout cela, il faut le discuter, le voter au pas de course, et hier encore M. le ministre des finances, M. Magne, était réduit à demander qu'on se hâtât, qu'on ne perdît pas une heure, parce qu'il fallait que le budget fût voté assez tôt pour être promulgué avant le 1er janvier. Puisqu'on songe à organiser tant de choses à Versailles, on devrait bien organiser le travail parlementaire de façon à le rendre sérieux et fructueux.

C'est bien assez des difficultés intérieures de toute sorte qui font à la France une vie laborieuse et que l'année expirante lègue à l'année qui commence; c'est bien assez de tout ce qu'on ne peut pas éviter, sans y ajouter les malaises, les équivoques de politique extérieure. Il y a cependant des esprits étranges qui trouvent que la France a trop d'amis, trop d'alliés, qu'elle a des relations trop étendues, trop faciles, et qui éprouvent périodiquement le besoin d'agiter des fantômes, de relever des questions irritantes ou inutiles. Des mandemens épiscopaux tirant le canon contre l'Allemagne ou contre l'Italie, une interpellation de M. le général Du Temple au sujet de l'envoi d'un nouveau ministre auprès du roi Victor-Emmanuel, voilà qui est de l'à-propos et qui est de nature à servir les intérêts publics! On ne peut pas se résigner à voir la France et l'Italie vivre tout simplement, amicalement, comme elles doivent vivre; c'est bien le moins qu'on cherche de toute façon à em-

barrasser ces relations naturelles. Il est vrai que M. Du Temple, avec son zèle bruyant de cléricalisme, n'a pas de succès jusqu'ici; il est réduit à se plaindre amèrement de ses amis, qui ne le soutiennent pas, de l'assemblée, qui ajourne son interpellation d'abord après le budget, puis après la discussion des impôts nouveaux, puis après la loi des maires, et qui sait même si après tout cela on n'oubliera pas le fougueux interpellateur pour s'en aller en congé? N'importe, M. Du Temple, en homme que rien ne trouble, monte périodiquement sur la brèche, c'est-à-dire à la tribune, pour rappeler qu'il a un discours à faire. Le malheur est qu'à côté de cet intrépide champion de l'église et du roi il y a les habiles qui chuchotent dans les couloirs avec des airs de mystère, qui vous confient tout bas que décidément les relations avec l'Italie sont mauvaises, que les troupes italiennes se massent sur la frontière. Ceux-là, et les importans s'en mêlent quelquefois, font moins de bruit que M. Du Temple, et ils font plus de mal par cette politique de faux bruits. Tout cela n'arriverait pas, si le gouvernement, qui est le premier à en souffrir, qui est le premier à sentir le prix, la nécessité de relations cordiales avec l'Italie, ne prêtait pas aux fausses interprétations par des ambiguïtés de conduite qui ressemblent fort à des ménagemens mal entendus pour des amis plus dangereux que des ennemis.

On parle toujours de l'ordre, et voilà des évêques qui, dépassant les limites de leur pouvoir sacerdotal, sans s'inquiéter du retentissement que peut avoir leur parole, sans mesurer leurs expressions, soulèvent les questions les plus périlleuses, font des mandemens tout politiques de nature à troubler l'action extérieure de la France! De temps à autre, ces manifestations trouvent un écho plus ou moins autorisé dans l'assemblée, on tient une interpellation suspendue sur nos relations, et l'on veut qu'il n'y ait pas des difficultés, des embarras intimes, des malaises, qui ne semblent s'apaiser un instant que pour renaître bientôt!

Non, tout cela n'arriverait pas, si le gouvernement coupait court aux manifestations, aux chuchotemens, à la propagande des mauvais bruits par la netteté de son attitude. On n'en serait pas sans cesse à chercher où l'on va, ce qu'on veut, si le ministre rappelait aux prélats trop passionnés qu'ils n'ont aucune mission pour déclarer la guerre aux puissances étrangères, qu'ils doivent respecter les malheurs du pays, — si, après avoir nommé le marquis de Noailles ministre auprès du roi Victor-Emmanuel, il n'avait l'air de retarder son voyage à Rome, si, au lieu d'accepter des interpellations comme celles de M. Du Temple, il faisait sentir le danger de discussions sans issue et sans aucune espèce d'opportunité. On ne s'aperçoit pas qu'on aboutit ainsi à la confusion, qu'on finit même par faire souffrir notre dignité nationale de toutes ces apparences de tergiversations ou de velléités impuissantes. M. le duc Decazes, reprenant un mot prononcé autrefois par la Russie après la guerre de Crimée, disait récemment dans une circulaire diplomatique que la poli-

tique de la France était de se recueillir. C'est au gouvernement de prendre ses mesures pour protéger ce recueillement contre toute atteinte en maintenant intactes nos relations les plus naturelles et les plus précieuses, en écartant sans hésiter les vaines complications que désavouerait la plus vulgaire prévoyance. Ici c'est d'autant plus facile que l'Italie ne cache pas le prix qu'elle attache à ses relations avec nous. M. Nigra, qui s'était absenté cet automne, vient de reprendre son poste en France; il est revenu pour être, ce qu'il a toujours été, le représentant le mieux accrédité, le plus sympathique des désirs de bonne intelligence, des sentimens d'amitié de l'Italie. Si M. Nigra est ici, c'est qu'il n'y a rien de changé dans cette politique, et c'est le roi Victor-Emmanuel lui-même, dit-on, qui a voulu que son ministre fût à Paris pour le 1er janvier. Si M. Du Temple tient absolument à savoir pourquoi on envoie un ministre français auprès du roi Victor-Emmanuel, et même pourquoi c'eût été un acte d'habile courtoisie de s'arranger de façon que le marquis de Noailles fût, lui aussi, à Rome pour le 1er janvier, qu'on le dise nettement, franchement à M. Du Temple et à ceux qui pensent comme lui, qu'on ne les fasse pas attendre : c'est pour dissiper toutes ces équivoques avec lesquelles il faut en finir, parce qu'on en viendrait à prouver qu'on ne sait plus ni ce qu'on veut ni ce qu'on peut. Il en est des affaires étrangères comme des affaires intérieures. Ici on n'a pas pu édifier une monarchie, et on fait des façons pour organiser la république; là on ne peut pas même admettre la pensée d'une rupture avec l'Italie, mais on semble toujours craindre d'avouer trop haut cette politique de franche cordialité et de paix qui est la seule possible, qui seule est dans le sentiment et dans les intérêts des deux pays.

Les traditions de l'alliance de l'Italie et de la France, elles sont écrites dans un livre attachant et substantiel publié pas plus tard que ces jours derniers par un Italien d'autant de probité que de talent, M. Massari, sur l'homme qui a créé cette alliance par son génie, Cavour. Sous ce simple titre, *le Comte de Cavour, souvenirs biographiques,* l'écrivain, le député italien a tracé plus qu'une biographie, il a fait revivre une époque et un caractère. Nul ne pouvait raconter cette histoire mieux que M. Massari, qui a été l'ami, le coopérateur actif et toujours modeste de Cavour, qui était auprès de lui aux heures les plus critiques et aux jours du succès, qui après tant d'épreuves enfin, fidèle en cela à la pensée de son guide, est resté hautement, sincèrement attaché à la France, comme tout ce parti libéral et modéré qui a fait la fortune de l'Italie nouvelle. M. Massari a montré à l'œuvre, dans l'action publique comme dans la vie la plus intime, le politique, le patriote, le libéral sachant égaler la vigueur de la volonté à la supériorité des conceptions, prévoyant de loin, ne s'étonnant de rien, familier dans la puissance, et disant avec bonne humeur, au moment où il vient d'accepter le grand

duel de 1859 avec l'Autriche : « Nous venons de faire de l'histoire, maintenant allons dîner. » Si l'on veut voir ce qu'un esprit éminent peut faire du régime parlementaire, le voilà. C'est par le régime parlementaire que Cavour a relevé le Piémont des ruines de Novare et a créé l'Italie nouvelle; c'est avec des chambres qu'il a tout fait sans leur marchander leurs droits, mais en sachant les conduire. Et la diplomatie, il la pratiquait comme le régime parlementaire, résolûment, mais libéralement, sans craindre de dire sa pensée, en sachant même se faire une arme de la franchise. « Je sais maintenant l'art de tromper les diplomates, disait-il gaîment, je leur dis la vérité, et ils ne me croient pas. » Il ne la disait peut-être pas toujours tout entière, ou bien il ne la disait qu'au moment où elle pouvait le servir. Quant au secret de sa politique, il ne le cachait guère. Qu'il nouât des alliances de commerce dès 1853, qu'il décidât la coopération du Piémont à la campagne de Crimée en 1855, qu'il allât à Plombières ou qu'il fît un emprunt en 1858, le but était toujours le même : il y marchait avec autant de prudence que de fixité, en s'efforçant de ramener à des conditions pratiques une des plus prodigieuses révolutions.

Certes peu d'hommes auront accompli d'aussi grandes choses dans un si petit nombre d'années; le mérite de Cavour était de les prévoir, de les préparer lorsque personne n'y songeait, et, particularité étrange, c'est Cavour qui dès 1858, d'accord avec l'empereur Napoléon III, faisait les premières démarches auprès de la Prusse, qui avait alors pour premier ministre un prince de Hohenzollern, pour chef du gouvernement le prince régent, depuis l'empereur Guillaume. C'est Cavour qui, après s'être entendu avec Napoléon III, envoyait un personnage italien chargé de sonder le prince de Hohenzollern, de l'attirer à la cause qu'on se préparait à défendre, en ouvrant a la Prusse des perspectives nouvelles en Allemagne; mais à cette époque le prince de Hohenzollern déclinait poliment ces ouvertures, se bornant à parler du Piémont avec courtoisie et protestant de son respect pour les traités. C'était le prélude inconnu d'événemens encore lointains, à peine croyables. A tous les faits publics, le livre de M. Massari ajoute cette partie intime qui éclaire et vivifie l'histoire. Ce qui reste évident par toutes ses actions, par toutes ses pensées, c'est que Cavour, même en prévoyant une alliance possible avec la Prusse, ne séparait pas les intérêts de l'Italie des intérêts de la France, créant ainsi une politique d'intimité permanente qu'on ne peut pas plus abandonner à Rome qu'à Paris sans péril pour les deux nations.

L'année nouvelle sera-t-elle plus favorable à l'Espagne que l'année qui finit? L'abdication du roi Amédée, l'avénement de la république à Madrid, l'insurrection socialiste désolant les villes du midi et allant se concentrer à Carthagène, où elle résiste encore, la guerre carliste se perpétuant dans le nord, des crises de gouvernement, des impossibilités

financières croissantes, un commencement de querelle avec les États-Unis, c'est là le résumé certes peu rassurant de ces dix derniers mois pour l'Espagne. Où en sont aujourd'hui tous ces incidens d'une histoire si agitée? Heureusement voici une de ces complications espagnoles qui semble prendre une tournure nouvelle et même inattendue, c'est la complication extérieure, celle qui s'était élevée avec les États-Unis au sujet de la capture du *Virginius* par les autorités maritimes de Cuba. L'Espagne, il est vrai, s'était déjà exécutée : ne pouvant songer à résister, elle avait rendu le navire que les Américains réclamaient durement, elle était prête à donner jusqu'au bout toutes les satisfactions; mais c'est ici justement que la question a changé tout à coup de face, au profit de l'Espagne. Les autorités judiciaires des États-Unis ont reconnu en effet que le *Virginius* n'avait pas le droit de se couvrir du pavillon américain, que par conséquent cette capture avait été légitime. Certes cette décision prise même en présence de la résolution du gouvernement et de la restitution du navire déjà réalisée, cette attestation du droit est des plus honorables pour les autorités judiciaires des États-Unis, qui n'ont pas voulu sanctionner le fait accompli; le gouvernement de Washington se trouve néanmoins par cela même dans une situation singulièrement équivoque. Le mieux est maintenant pour le cabinet de Madrid de profiter de la circonstance pour en venir à une solution complète, définitive, plus équitable ou moins défavorable.

Malheureusement l'Espagne n'a que le choix des embarras, et les difficultés les plus graves pour elle sont à l'intérieur, d'abord dans les insurrections qu'on ne peut pas vaincre, qui à chaque instant menacent de s'étendre ou de se rallumer. Il y a plus de quatre mois déjà que Carthagène est au pouvoir des communistes ou fédéralistes, on ne sait de quel nom les nommer; il y a plus de trois mois qu'on est en opérations devant cette ville, qu'on l'assiége, dit-on, qu'on va la cerner et la prendre. Le fait est qu'après avoir envoyé successivement trois généraux en chef, on n'a nullement pris Carthagène, qu'on l'assiége toujours, et que pour tout bulletin de victoire on annonce qu'on a ouvert une tranchée, qu'on a placé une batterie, qu'on a repoussé une sortie des insurgés. La ville tombera d'ici à peu sans doute; mais enfin ce siége de Carthagène a déjà duré autant que le siége de Paris! On commence à craindre maintenant que l'incendie révolutionnaire ne se rallume dans d'autres villes. Au nord, l'armée du gouvernement a tout autant de succès avec les carlistes, on va de victoire en victoire, assurent les bulletins; on a ravitaillé Tolosa, car on en est là, il faut ravitailler les villes de l'intérieur des provinces basques. Le général Moriones, le brigadier Lona, menacent de toutes parts les carlistes. Oui, seulement ce qu'est devenu Lona, on ne le sait pas, et Moriones vient d'être obligé de s'embarquer avec ses troupes du côté de Saint-Sébastien, sur la mer de Biscaye, pour aller débarquer du côté de Santander. Était-il hors d'état

de se dégager, de se frayer un chemin à travers les défilés du nord? C'est fort probable. Où est-il aujourd'hui? Il est dans tous les cas hors du théâtre de la guerre, et ce n'est pas lui qui menace les carlistes dans les provinces basques, où presque toutes les villes sont bloquées par les forces du prétendant.

Ce ne serait point là encore peut-être un mal irrémédiable, ou du moins ce ne serait qu'une de ces crises de guerre civile auxquelles l'Espagne est un peu accoutumée, s'il y avait un gouvernement assuré à Madrid. C'est là plus que jamais la question aujourd'hui. M. Castelar, depuis qu'il est au pouvoir, a certainement fait de sérieux et honorables efforts pour pacifier l'Espagne, pour réorganiser quelques forces militaires régulières, pour remettre un peu d'ordre là où il n'y avait que confusion. Il a eu même le courage, toujours assez rare, de comprendre et d'avouer que tout ce qu'on soutenait dans l'opposition n'est pas praticable dans le gouvernement, qu'il y avait des nécessités qu'il fallait savoir subir. Si, malgré les théories de philosophie humanitaire, il a maintenu dans toute son efficacité la peine de mort, c'est qu'il a vu que dans la profonde anarchie où était l'Espagne, en présence de la dissolution de l'armée, on ne pouvait arriver à rétablir la discipline militaire qu'en se servant de cette arme d'une répression inflexible. Il s'est rendu aux pressantes sollicitations des généraux, qui sans cela restaient exposés à être massacrés par leurs soldats, et finissaient par ne plus vouloir accepter de commandement.

Si dernièrement M. Castelar, exerçant les prérogatives des anciens gouvernemens, a nommé des évêques, c'est qu'il a compris que, dans un pays comme l'Espagne, on ne pouvait sans danger pratiquer le système de la séparation de l'église et de l'état. M. Castelar a pu gouverner à peu près depuis quelques mois parce qu'il avait reçu une sorte de dictature, parce que les cortès n'étaient point réunies. Or les cortès vont maintenant se retrouver à Madrid dans deux jours, et, par une coïncidence de mauvais augure, cette réunion a pour prologue aujourd'hui un conflit entre le président de l'assemblée, M. Salmeron, et le chef du pouvoir exécutif. M. Salmeron n'approuve pas la politique de M. Castelar, qu'il trouve trop conservatrice. Des négociations sont engagées pour amener une conciliation. Si elles ne réussissent pas et si le conflit est porté devant les cortès, qui l'emportera, de M. Castelar ou de M. Salmeron? Ce dernier a bien des chances dans une chambre où dominent les opinions les plus extrêmes, où l'insurrection de Carthagène a de nombreux partisans; mais, si M. Castelar est obligé de se retirer, l'insurrection peut se sentir encouragée, elle peut s'étendre de nouveau, et si le parti du prince Alphonse, du fils de la reine Isabelle, qui commence à s'agiter, prenait à son tour les armes, l'Espagne se trouverait plus que jamais prise dans un inextricable réseau d'anarchie. Étrange et sombre perspective pour l'année qui va commencer! CH. DE MAZADE.

COMÉDIE-FRANÇAISE.

—

JEAN DE THOMMERAY, par MM. Émile Augier et Jules Sandeau.

L'estime et la sympathie dont MM. Émile Augier et Jules Sandeau sont entourés, et le silence qu'ils gardent depuis trop longtemps, suffiraient à expliquer l'impatience avec laquelle leur nouvelle pièce était attendue; mais de plus on avait lu le *Jean de Thommeray*, publié dans la *Revue des Deux Mondes* (1), on en avait apprécié le bien-dire et la délicatesse, qui sont les signes distinctifs du talent de M. Sandeau; on avait été ému par le parfum d'honnête franchise, par le patriotisme sincère, qui animent ce roman, et l'on était d'autant plus désireux de retrouver au théâtre ces rares qualités, rendues plus saisissantes encore par le relief de la mise en scène. Le public n'a point été trompé. Il serait difficile de fixer la part qui revient à chacun des deux auteurs dans le succès de cette pièce. Et, quoiqu'en beaucoup d'endroits la griffe de chacun d'eux apparaisse, nous préférons ne pas diviser la responsabilité de l'œuvre, et laisser à leur communauté le poids tout entier du succès.

Le comte de Thommeray, comme on sait, vit en Bretagne, dans le château de ses pères, entouré de sa famille et de ses paysans. Des trois fils que le ciel lui a donnés, l'aîné seul, le vicomte Jean de Thommeray, est à la maison, où il mène comme son père la vie de gentilhomme campagnard, l'aidant à la gestion des biens, chassant, chevauchant dans les bois et respirant à pleins poumons l'air parfumé des grandes landes. Ce genre de vie n'a pas peu contribué à lui donner un caractère tout particulier. Aux délicatesses d'une nature aristocratique, aux nobles enthousiasmes d'un brave cœur, viennent se joindre les ardeurs contenues et les âpres énergies du Breton; on devine en lui des rudesses, — et je ne sais quoi d'un peu sauvage qui inquiète sans déplaire. Il a déjà payé son tribut à la patrie par un séjour de quelques années dans l'armée, suivant en cela les traditions de la famille, qui veulent qu'un de Thommeray ait commencé la vie par être soldat. Il a fait comme son père, ses frères font comme lui, et au moment où la toile se lève on s'apprête au château à fêter le retour des deux jeunes soldats.

C'est au milieu de ces joyeux préparatifs que survient la baronne de Montlouis. Est-ce la curiosité qui l'amène chez le comte de Thommeray, qu'elle ne connaît pas, ou sa visite a-t-elle en effet pour but le règlement de certaines affaires de voisinage? Ce qu'il y a de certain, c'est que Jean de Thommeray se trouve précisément là pour la recevoir et bien vite est sous le charme de cette séduisante créature. Elle

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1873.

est fort belle dans son élégante amazone et de plus possède cette liberté d'allure agressive, cette grâce provocante, qui font voir en elle une de ces charmantes désœuvrées du monde parisien. Elle lorgne de tous côtés, examine la vieille tourelle et trouve que « le château a beaucoup de cachet, » que le jeune vicomte avec ses façons étranges ne manque pas d'intérêt. La scène est finement écrite et parfaitement nuancée. Jean ne saurait être insensible en face de cette noble évaporée ; elle est pour lui comme la révélation subite d'un monde inconnu, d'autant plus séduisant à ses yeux que sa vie est plus calme et plus grave. La baronne est le démon tentateur auquel Jean doit céder, on le sent, on le devine. Cependant on entend bientôt la rumeur lointaine des paysans en même temps que la douce musique de la flûte et du biniou : la famille se groupe sur le perron devant la porte du vieux manoir, la foule envahit la scène, les deux frères de Jean apparaissent enfin avec leurs bottes poudreuses et leur costume de cavalier. Ils s'élancent dans les bras s'ouvrant pour les recevoir, et tous ces braves gens qui ont fait leur devoir s'embrassent en pleurant.

Ce n'est pas seulement sur la scène qu'on a pleuré ; l'émotion était grande dans la salle. C'est qu'en effet tout ce premier acte a une saveur délicieuse de vie pure et calme ; c'est comme un hommage rendu à la famille, au devoir et à la patrie. Tout cela ne peut se raconter, il faut entendre causer ces vieux époux si noblement respectueux l'un pour l'autre ; il faut voir la fiancée de Jean avec sa petite robe modeste et son sourire angélique ; il faut baigner ses yeux dans ce joyeux et touchant tableau. Nous sommes loin, il faut l'avouer, des tentatives qui se font d'ordinaire au théâtre. Il ne s'agit plus ici de morale transcendante et paradoxale, enguirlandée de détails aussi merveilleux qu'on voudra, mais laissant après soi je ne sais quelle odeur malsaine ; il ne s'agit pas d'entreprise dramatique spéculant sur le mauvais goût de la masse ou sur ses vicieux instincts. C'est une œuvre saine et mâle, vraiment française, dont les nobles tendances, franchement accusées, doivent éloigner toute critique de détail et suffiraient à ce succès de bon aloi, lors même qu'elles ne seraient pas soutenues par le talent des auteurs.

Au second acte, nous sommes chez la baronne de Montlouis, en plein monde parisien, mélange comique de spéculateurs et d'hommes bien nés où l'on s'amuse tout en faisant des affaires, où l'on marivaude entre deux baccarats. C'est là que nous retrouvons Jean de Thommeray, fort épris de la baronne, dont il est l'amant. Il n'est déjà plus le gentilhomme du premier acte, tout imbu des principes austères de sa famille : poussé par cette femme qu'il aime d'une passion étrange, parfaitement indiquée et rendue, il accepte les goûts et les vices de ceux qui l'entourent ; sous prétexte de payer un billet dont l'échéance menace sa maîtresse, il court à la table de jeu et s'abandonne au tourbillon. L'explosion de tendresse passionnée dont la baronne salue cette chute du gentilhomme est, dans

sa vérité terrible, d'un effet saisissant : elle l'aime davantage depuis qu'il s'est abaissé jusqu'à sa hauteur; l'espèce d'admiration qu'elle avait pour son caractère était entre elle et lui comme un obstacle qui vient de se briser. « Que tu es belle! lui dit-il en plongeant ses regards dans ses yeux. — Tu es à moi, je t'aime, murmure-t-elle à son tour en s'abandonnant dans ses bras. — Dieu veuille que tu ne t'en repentes pas! » A cette réponse de Jean de Thommeray, tout ce premier acte si pur et si touchant vous revient à l'esprit, et l'on frissonne malgré soi. Mme Favart, dans ce rôle de la baronne de Montlouis, est excellente d'un bout à l'autre, et tout particulièrement dans la scène dont nous venons de parler. Qu'il nous soit permis seulement de remarquer que, dans les momens passionnés, elle pousse le goût du réel jusqu'à bredouiller un peu, en sorte qu'un grand nombre de mots ne portent pas. Quant à M. Mounet-Sully, dont nous redoutions les ardeurs bizarres, il est loin de nous déplaire : sa personnalité légèrement étrange a de la saveur et du mordant dans ce rôle de gentilhomme breton perdu dans le monde parisien, et, à l'exception de deux ou trois endroits où ses coups de force sont d'une excentricité vraiment intolérable, il mérite les approbations qu'on lui donne. Autour des deux personnages principaux se groupent, dans ce second acte, plusieurs types curieusement tracés : c'est d'abord le jeune Roblot, spéculateur sans argent, mais doué de génie, que M. Coquelin met en relief avec expérience et sûreté; puis un certain Jonquière, homme de bourse aux favoris trop noirs, à l'accent méridional, possédant une fortune aussi grosse que douteuse. M. Got excelle dans ces rôles comiques et marqués, où son jeu large et sa verve sont à l'aise. Enfin imaginez M. Thiron avec sa bonhomie fine, son sang-froid irrésistible, transformé en baron de Montlouis, par conséquent mari d'une coquette couverte de dettes, et en même temps protecteur heureux et confiant d'une déesse aux cheveux d'or du nom de Blanche. La conversation entre le baron et la baronne, la façon charmante dont celle-ci prouve à son mari son infidélité et met son pardon au prix du paiement de ses dettes, sont de la plus gaie, de la plus fine comédie.

Le troisième et le quatrième acte, qui se passent l'un dans le riche appartement de Jean de Thommeray, l'autre à Trouville, sont pleins de détails charmans, de scènes épisodiques où les auteurs semblent prendre plaisir à prouver que l'on peut avoir une idée généreuse, un but avouable et moralisateur, et en même temps posséder son métier d'une merveilleuse façon. Tout cela est groupé ou combiné avec une adresse que les spécialistes du genre pourraient difficilement dépasser. Parmi ces arabesques qui accompagnent et soutiennent le sujet principal, Jean de Thommeray poursuit sa route. Devenu homme de bourse, associé à Roblot, gagnant beaucoup d'argent et menant grand train, il a bientôt cessé d'aimer la baronne, dont la passion est devenue d'autant plus vive qu'elle était moins payée de retour. Comme on le pense bien,

Jean ne peut plus être, dans le milieu où il vit, l'homme d'un amour unique. Par hasard, il rencontre cette belle aux cheveux d'or que patronne le baron de Montlouis, et le voilà entre deux femmes, poursuivi par son ancienne maîtresse, ensorcelé par l'irrésistible beauté de cette fille au long chignon, tenté par les conseils de l'habile et peu scrupuleux Roblot. C'est à cette heure critique que la comtesse de Thommeray vient chercher son fils au milieu même du torrent qui l'emporte. Dans une scène pleine de cœur et d'éloquence, elle le conjure de renoncer à la vie qu'il mène, elle le touche, l'émeut; en dépit de ses résistances, elle arrive à le persuader. On oubliera le passé, sa place est restée vide au foyer de famille; c'est là qu'est le bonheur, le calme, la vie honorable, c'est là que sa fiancée l'attend... Il va céder, il cède; ce soir même, il partira. Alors la chère vieille femme enlace son enfant de ses deux bras, le couvre de larmes et de baisers, de ces bonnes larmes maternelles, de ces chauds et larges baisers auxquels on ne résiste pas,... sur le moment du moins, car il suffit du retour inattendu de la belle pécheresse pour lui faire oublier son émotion et ses promesses. Qu'a fait pour cela cette fille irrésistible? Elle a dénoué ses cheveux, lui a dit : « Recoiffez-moi, » et lorsque ensuite elle lui a tendu le bras en lui disant : « Où allons-nous dîner? » il a répondu joyeusement : « Où tu voudras. »

C'est à Trouville, comme je le disais, que se dénoue cette situation où Jean se débat depuis son départ de la Bretagne. Tandis qu'on boit du champagne au casino, que l'on songe à spéculer sur les effets probables de la guerre avec la Prusse, que l'astucieux Roblot prépare pour son noble ami un mariage de vilaine apparence, quoique fort doré, tandis que la belle aux cheveux d'or réduit le baron de Montlouis à un désespoir qui fait rire aux larmes, la nouvelle de nos désastres arrive tout à coup : la bourse a baissé de 5 francs, Jean de Thommeray et son ami Roblot sont ruinés. C'est sur cette catastrophe que la toile tombe.

Vient alors un tableau final dont le succès a été immense, et qui est la moralité de l'œuvre : c'est la mise en action à peu près exacte de ce dénoûment qui a si fort touché dans le roman de M. Sandeau. Un décor exécuté de main de maître représente le quai Malaquais par une nuit d'automne. Presque au premier plan, à droite, débouche la rue Bonaparte. Au fond, l'aile droite du palais Mazarin, celle qui fut habitée successivement par Horace Vernet, Duret, et qui l'est maintenant par M. Jules Sandeau, se détache avec son toit élégant et pittoresque sur un ciel nuageux et tourmenté. A gauche, dans le lointain, le pont des Arts; plus loin encore, le Pont-Neuf avec ses lanternes et le vieux quai de la ferraille, pailleté de lumières confuses. Pas un bruit, pas une âme. J'oubliais deux bons bourgeois rentrant chez eux en causant du siége prochain. L'effet est saisissant, et l'émotion vous prend à la gorge. Mille souvenirs de ce terrible temps vous reviennent à l'esprit : vous rappelez-vous les gares envahies par les femmes et les enfans, les

adieux, les larmes, les petits bras potelés s'accrochant au cou de ceux qui restaient ?.. On se quittait, et on n'osait pas se dire au revoir! Que ce fut triste, mon Dieu! En plus de tout cela, ce pressentiment d'un issue fatale qui assombrissait l'horizon, et vous brisait le cœur.

C'est dans ce milieu que nous retrouvons Jean de Thommeray, dont les malles sont faites, et qui, lui aussi, va suivre les femmes et les enfans. Vainement un de ses amis, déjà blessé devant Paris, tente de le retenir et le rappelle au devoir... Il ne veut pas être dupe; il sait la vie, et sa détermination est irrévocable, lorsqu'on entend au loin cette musique bretonne dont le poétique écho vous est resté dans l'oreille depuis le premier acte, et bientôt le bataillon des mobiles du Finistère, commandé par le comte de Thommeray, vient se ranger en bataille sur le quai. Je n'ai pas à décrire l'espèce de vertige dont Jean est saisi, et que l'acteur rend avec talent. A la vue de son père, de ses frères et de tous ces braves gens accourus pour défendre Paris, un enthousiasme subit s'empare de Jean. Il saisit un fusil avec ivresse et prend place dans les rangs. « Qui êtes-vous? » lui dit son père, et il fait cette réponse superbe, que nous avons tous admirée dans le roman : « Je suis un homme qui a mal vécu, et qui veut apprendre à bien mourir. »

En somme, l'impression sera profonde dans le public, et le succès sera grand. MM. Augier et Sandeau ont fait plus que d'ajouter une bonne pièce à leur bagage littéraire, déjà si riche; ils ont fait une belle et bonne action. Je dirai à la hâte que M. Mauban remplit avec une grande dignité le rôle du comte de Thommeray, et que Mme Guyon, dans celui de la comtesse, montre des qualités vraiment remarquables : elle est d'une tendresse maternelle touchante jusqu'aux larmes. Le personnage de la fille aux beaux cheveux ne m'est pas sympathique, quoique parfaitement bien joué par Mlle Croizette. Il y a là des duretés, des réalités de langage et de gestes qui assurément pourraient être atténuées, et avouons sans détour qu'il y aurait dans le quatrième acte de salutaires coupures à opérer. L'exécution dans son ensemble est tout près d'être parfaite. Les décors, la mise en scène, sont d'un goût irréprochable et produisent, au premier et au dernier acte surtout, un très grand effet. Souhaitons que le succès de cette œuvre excellente ait une influence sur notre théâtre et soit comme le jalon d'une voie nouvelle. Souhaitons aussi que MM. Sandeau et Augier nous fournissent encore de nombreuses occasions d'applaudir des types honnêtes et franchement tracés, semblables à ceux qui font le succès de *Jean de Thommeray*.

ESSAIS ET NOTICES.

—

I. — Bret Harte, *Tales of the Argonauts, Spanish and american legends, Condensed novels, Sketches, Poems*, etc. — II. Bret Harte, *Récits californiens*, trad. par Th. Bentzon, Paris 1873; Michel Lévy.

Il y a dans la rude existence du mineur californien, dans cette lutte sans trêve pour les biens matériels et cette concurrence sans merci, quelque chose qui à première vue semble réfractaire à la poésie. L'action chasse la rêverie. « Des vers? dit le fougueux Percy, j'aimerais mieux être un jeune chat et crier *miaou* qu'un marchand de ballades! Entendre tourner un chandelier de fer ou la roue qui grince sous l'axe mal graissé ne m'agacerait pas les dents comme des mièvreries versifiées! » Et pourtant ces luttes âpres et ardentes ont leur côté héroïque, cette vie volontairement sauvage a ses aspects tragiques et ses gais contrastes qui devaient frapper l'œil d'un vrai poète. Bret Harte s'est constitué le chantre de ces argonautes de 1849 qui firent irruption dans les plaines désertes de la Californie; il les a célébrés en vers et en prose, et l'originalité de ses récits lui a valu en peu d'années une renommée qui a franchi les bornes du Nouveau-Monde. Charles Dickens, nous raconte son biographe M. John Forster, saluait, quelques mois avant sa mort, dans Bret Harte un rival heureux. « Je n'ai rien vu depuis longtemps de plus saisissant comme peinture de caractères, » dit-il à M. Forster après avoir lu les deux esquisses intitulées *the Luck of Roaring-Camp* (*la Chance du Camp-Rugissant*) et *the Outcasts of Poker-Flat* (*les Expulsés de Poker-Flat*). Il y reconnaissait sa manière, appliquée à des sujets nouveaux et à des mœurs étranges qu'aucun romancier n'avait encore décrites. On peut en effet signaler certaines analogies entre le procédé de Bret Harte et celui du conteur anglais, notamment leur tendresse marquée pour les coquins sensibles et les vauriens généreux qui tout à coup se réhabilitent par quelque acte de dévoûment inattendu. Bret Harte s'excuse quelque part d'avoir évité dans ses récits toute leçon de morale positive. « J'aurais pu peindre tous mes coquins en noir, dit-il, — et les faire incapables de quoi que ce soit d'honnête ou de vertueux; mais c'était encourir la responsabilité de mes créations, et c'est ce dont je ne me soucie nullement. » Le conteur californien s'est donc contenté de reproduire avec une dédaigneuse impartialité ce mélange de mal et de bien qui s'offrait à ses yeux, et cette indifférence au moins apparente le rapproche de Mérimée, en même temps que la sobriété de la touche et la vigueur du pinceau. Toutefois il est loin d'avoir la distinction et la profondeur du romancier français; le dialogue est souvent faible, et la composition décousue, négligée, dès que le récit dépasse le cadre d'une simple esquisse. C'est un Mérimée en bottes

fortes, un peu rude et parfois vulgaire. L'attrait de ses nouvelles réside en grande partie dans la nouveauté de ses sujets : il nous fait faire connaissance avec un monde étrange, il nous introduit dans les *camps* des chercheurs d'or, — mauvais lieux transformés en bourgades, villes-tripots, coupe-gorge de quelques milliers d'âmes. Il ne cache rien, ne déguise rien, et pourtant il parvient à nous intéresser, à nous émouvoir même, en racontant les douleurs et les joies, les angoisses et les succès de ses héros déclassés.

Francis Bret Harte est né en 1839 à Albany, dans l'état de New-York, où son père était professeur dans une école de filles. Esprit cultivé et amoureux de l'étude, ce père lui donna une éducation fort soignée; mais il mourut en 1854, et le jeune Bret Harte, ébloui par les récits des *gold-diggers,* s'en alla chercher fortune en Californie. Il se jeta résolûment dans le flot humain qui venait d'envahir les solitudes des plaines qui s'étendent entre les rivages de l'Océan-Pacifique et le pied de la Sierra-Nevada, — flot bigarré où tous les âges, toutes les conditions, tous les degrés de culture étaient représentés. Il se laissa emporter par la vague. Pendant deux ou trois ans, il erra dans les camps de mineurs et les jeunes cités qui commençaient à sortir de terre, sans domicile fixe, essayant tour à tour d'une foule de métiers. Un désir incessant de changer de place, une impatience fiévreuse du repos et de la fixité possédait alors tous ces pionniers qui venaient fouiller les entrailles de la terre promise. Les camps naissaient et disparaissaient, des cités déjà florissantes se dépeuplaient dans l'espace d'un jour, selon les hasards de la fortune, qui poussait les chercheurs d'or à se porter vers des *placers* nouvellement découverts, avant d'avoir épuisé les anciens. Bret Harte, au milieu de ce tourbillon d'immigrans, se fit successivement mineur, maître d'école, typographe, journaliste, courrier au service d'une entreprise de messagerie à cheval, puis agent de cette compagnie, pour laquelle il allait et venait de l'une à l'autre de ces bourgades, collées sur les flancs des montagnes, qu'il nous décrit avec tant de charme, — Sandy-Bar, Poker-Flat, Wingdam, etc. Pendant ces voyages incessans, son imagination se saturait d'impressions pittoresques, se peuplait de figures bizarres et originales, qu'il devait plus tard transformer en héros de ses récits. Vers 1857, Bret Harte reprit le chemin de « la baie, » de ce havre fortuné qui représentait alors pour les travailleurs des camps les fraîches brises de mer, la bonne chère, enfin toutes les commodités de la vie civilisée qu'ils avaient laissées derrière eux dans les « états, » — il revint à San-Francisco. Là s'ouvrit pour lui la carrière littéraire. Il entra d'abord comme compositeur dans les ateliers d'un journal hebdomadaire, *the Golden Era,* et il y assemblait lui-même les types qui devaient imprimer ses premiers essais. L'éditeur du journal fut frappé du talent de son jeune ouvrier, et de l'atelier Bret Harte passa dans les bureaux de rédaction de l'*Age d'or*. C'est vers

ce temps qu'il se maria, et les soucis du ménage lui firent bientôt oublier ses habitudes de vie vagabonde. Pendant quelques années, Bret Harte appartint tout entier au journalisme militant, écrivant des articles au jour le jour, et dirigeant lui-même une gazette littéraire, *le Californien*. C'est là qu'il a publié pour la première fois ses *Condensed novels*, espèces de parodies où il s'efforce d'imiter, en les exagérant, les traits caractéristiques des principaux romanciers anglais et français, — charges assez lourdes et qui ne feront rire que des lecteurs américains. En 1864, il est nommé secrétaire de la Monnaie de San-Francisco, emploi qu'il garde six ans, et qui lui permet de consacrer ses loisirs à des travaux d'un caractère moins éphémère. Il paraît que c'est aussi vers cette époque qu'il a donné aux journaux franciscains la plupart des petites compositions héroï-comiques en patois californien dont la plus connue est la pièce de vers intitulée *That heathen Chinee*, — l'histoire du bon Chinois qui triche au jeu, — laquelle fit en 1870 le tour de l'Amérique et de l'Angleterre. Quelques-uns de ces morceaux sont pleins de verve et d'humour; mais le traducteur qui s'attaquerait à ce *slang* intraduisible y perdrait sa peine; il semble que le sel s'évapore dès qu'on cherche à rendre le sens des mots.

Au mois de juillet 1868, Bret Harte entreprit la publication d'un recueil mensuel, *the Overland Monthly*, qui eut tout de suite un succès très marqué; c'était, dans la pensée des éditeurs, une œuvre de civilisation, comme le dit la vignette, un ours traversant une voie ferrée. C'est dans l'un des premiers numéros de ce modeste recueil que parut la touchante nouvelle intitulée *the Luck of Roaring-Camp*, — l'histoire de l'enfant adoptif de tout un camp de mineurs, — petit chef-d'œuvre qui attira d'abord l'attention sur le conteur californien, et qui fut bientôt suivi d'une série d'autres récits et d'esquisses de mœurs dont le fond est toujours fourni par la vie aventureuse des chercheurs d'or. Celui qui voudrait aujourd'hui visiter les sites où nous conduit Bret Harte ne les reconnaîtrait qu'avec peine, car un grand changement s'est opéré en très peu d'années; les villes qu'il nous montre à l'état d'embryons sont maintenant bien bâties, macadamisées, éclairées au gaz, pourvues de tout le confort d'une civilisation avancée. Les personnages de ses récits appartiennent eux-mêmes au passé, à une époque disparue, on ne les rencontre plus que dans des lieux écartés. En effet, le véritable pionnier, ainsi que son prototype, l'Indien, recule devant le progrès qui vient appliquer son niveau à toutes les existences; il n'attend pas d'être submergé par la marée montante de l'uniformité, il s'en va constituer ailleurs le noyau d'une nouvelle colonie. Les conditions de la vie de San-Francisco en 1849 se trouvent reportées à Sacramento en 1850, dans les centres miniers du sud en 1854, à Virginia-City en 1860, et ainsi de suite dans les champs d'or successivement découverts; ce sont toujours les mêmes acteurs qui représentent la même comédie sur des scènes de

plus en plus éloignées, et le juge Lynch, à leur suite, fait sa chevauchée dans le pays. Dans les villes aujourd'hui florissantes qui sont sorties de ces camps de bohémiens, nul vestige ne rappelle plus le passage des premiers fondateurs; ils ont disparu sans laisser de trace. Bret Harte nous a conservé les souvenirs gais ou tristes d'un monde disparu.

En 1871, il quitta la direction de son recueil et la chaire de professeur de littérature moderne qui venait de lui être confiée à l'université de Californie, pour retourner dans son pays natal, l'état de New-York. C'est là qu'il a écrit *Carrie*, la plus récente de ses œuvres, qu'une plume exercée a traduite pour les lecteurs de la *Revue* après avoir présenté successivement *Mliss, l'Idylle du Val-Rouge, les Maris de madame Skaggs*. On retrouvera ces récits, sauf celui qui est le dernier en date, dans le volume que M. Th. Bentzon vient de publier et qui renferme ce qu'on peut appeler le dessus du panier du romancier californien. Bret Harte a eu le tort de laisser grossir son bagage littéraire par la reproduction d'une foule de boutades, de bluettes insignifiantes, ivraie que l'on trouve mêlée dans ses volumes à des récits composés avec art et qui resteront. Cette remarque s'applique surtout à ses *Condensed novels* et aux essais humoristiques réunis sous le titre de *Civic and character sketches*, parmi lesquels on rencontre toutefois quelques perles. Ce que Bret Harte a écrit de meilleur, ce sont incontestablement les *Récits des Argonautes*, titre sous lequel il a réuni les épisodes de la vie des premiers immigrans que la fièvre de l'or attirait dans les déserts de la Californie. Là il nous attendrit sur l'amour paternel du Camp-Rugissant pour Tom La Chance, l'enfant qu'une femme perdue a laissé en mourant à ses grossiers compagnons; il nous intéresse au triste sort de Miggles, la belle pécheresse transformée en garde-malade, — à la douleur du « partenaire de Tennessee, » qui voit son associé, un voleur, pendu par la loi de Lynch, — à l'héroïsme du joueur Oakhurst, qui se tue pour ne pas vivre sur les provisions qui pourraient prolonger l'existence des misérables créatures expulsées du Poker-Flat en même temps que lui et avec lesquelles il s'est égaré dans la neige. Nous y retrouvons la Petite-Fadette sous les traits de l'aimable Mliss, qui se laisse apprivoiser par le jeune maître d'école de Smith's Pocket. Quelques-uns des personnages secondaires qui y sont dessinés d'un trait léger sont des types qui reviennent ensuite plus d'une fois dans d'autres nouvelles: de cette famille est le fameux colonel Starbottle, *gentleman* de la vieille école, qui préside à tous les festins, règle les conditions des combats, se pose en arbitre du goût et des bonnes manières. Ces récits ont une saveur de terroir singulière, « quelque chose comme le parfum d'une branche de sapin de l'ouest; » ils font revivre toute une époque, et ils suffiraient à établir la réputation d'un conteur.

Le directeur-gérant, C. Buloz.